Quartiers
à *vos* Mémoires

ARCHIVES MUNICIPALES DE NANTES

Autour de la place Émile-Zola

Depuis 1999, les Archives municipales, en partenariat avec les équipes de quartier, accompagnent les projets mémoriels émergeants des territoires afin de répondre à la double nécessité de transmission des acteurs du passé et d'appropriation commune du patrimoine d'un territoire. C'est dans ce cadre que depuis 2006, des habitants et des associations du quartier Dervallières-Zola explorent l'histoire et la mémoire de ce vaste territoire à travers des recherches documentaires et une collecte de témoignages.

Afin de rendre lisible et visible ce travail collaboratif, les Archives municipales ont créé une collection éditoriale intitulée « Quartiers, à vos mémoire » inaugurée en 2009 par la publication d'un premier ouvrage consacré aux Dervallières. Les quartiers de la Contrie et de la Durantière étaient l'objet d'un second livre paru en 2011.

C'est donc après un an et demi de recherches et de rencontres avec soixante-douze témoins que le tome 3 consacré au quartier Zola est aujourd'hui présenté. Documents d'archives, photographies et témoignages en constituent la matière première. Anciens commerçants, dirigeants d'entreprises, ouvriers, responsables associatifs ou habitants de longue date racontent ici leur parcours professionnel, familial ou militant mais aussi une pratique, un usage des lieux permettant de capter une ambiance, un quotidien, une mémoire sociale, un esprit des lieux.

« Autour de la place Émile-Zola » propose, comme dans les deux précédents ouvrages, un cheminement à travers le quartier, balisé par l'évocation de l'histoire et de la mémoire des lieux et des activités caractéristiques et significatifs de l'ancien territoire du Haut-Chantenay dont la place Émile- Zola fut et demeure le centre des activités économiques et sociales.

De la Croix-Bonneau à Saint-Clair, de Grillaud à la place Danton ou de la rue de la Convention à la place du Petit-Bois, ce sont les tenues maraîchères et horticoles, les commerces de proximité, les conserveries, la paroisse, les écoles, les salles de bal, les jardins familiaux, le marché… qui sont ici évoqués à travers les souvenirs des habitants.

Stéphane Junique
Adjoint délégué au Patrimoine et à l'Archéologie

1 / La route de Saint-Herblain et la Croix-Bonneau

Point de bifurcation des rues des Pavillons, du Plessis-Gautron, de la Convention, du Corps-de-Garde et de la route de Saint-Herblain, la place de la Croix-Bonneau est, jusqu'aux années 60, la limite urbaine de cette partie de Nantes, matérialisée jusqu'en 1944 par la présence d'une guérite d'octroi. Au-delà, le maraîchage et l'horticulture se sont développés au 19e siècle le long de la route de Saint-Herblain en particulier.

La place de la Croix-Bonneau en 2012

La présence d'une croix de mission caractérise cette place et lui donna son nom. En 1887, cette croix de granit a remplacé un simple calvaire en bois qui apparaît sur le cadastre napoléonien de 1840.

L'urbanisation de l'ouest nantais à partir des années 60 amorce la transformation de la place. La construction de la ZUP Nantes - Saint-Herblain et l'ouverture de la liaison Croix-Bonneau - Gare maritime en sont les moteurs. Inscrit dans le plan d'aménagement de 1948, le projet de cette nouvelle voie est réactivé au début des années 60 : les premières constructions du grand ensemble de Bellevue sortent de terre et il devient urgent de « *permettre un accès facile de cette cité à partir du centre de la ville* » déclare l'adjoint aux travaux le 12 juillet 1965.

En 1966, les parcelles permettant l'ouverture du futur boulevard Émile-Romanet, voie de trente mètres de largeur, parallèle à la route de Saint-Herblain, sont acquis par la Société d'équipement de Loire-Atlantique, organisme promoteur de la ZUP. Cette acquisition signe la fin de l'activité maraîchère et horticole aux alentours de la Croix-Bonneau. La même année, la municipalité achète les terrains nécessaires au dégagement des abords de la place de la Croix-Bonneau, dont le diamètre doit être porté à cent quarante mètres. Élargi, le nouveau carrefour dessert alors deux voies supplémentaires, les boulevards Émile-Romanet et Alexis-Carrel (futur boulevard Jean-Moulin), qui le relient au nouveau quartier de Bellevue.

La tenue maraîchère Coquillaud en 1961 à l'emplacement de l'actuel boulevard Émile-Romanet

L'intensification de la circulation automobile et l'ouverture de la ligne de tramway empruntant l'axe Gare maritime - Croix-Bonneau à partir de janvier 1985 nécessitent un nouvel aménagement de la place à la fin des années 80. Dans cette optique, la Ville acquiert, en 1986, les immeubles situés entre les numéros 1 et 9 de la route de Saint-Herblain. La mise en œuvre de ce projet aboutit à la disparition d'un immeuble emblématique de la place devant lequel la croix fut longtemps implantée : la maison Giffard édifiée au tout début du 20e siècle et transformée en laverie à partir de 1969. Trente-deux logements sont alors construits par la Société d'HLM Loire-Atlantique Habitation entre 1989 et 1991, sur son emplacement. La célèbre croix est conservée mais déplacée du côté de la rue de la Convention en 1999 afin de permettre l'aménagement d'un parking devant ce nouvel immeuble.

Les activités rurales : maraîchage, horticulture et fourrage

L'exploitation et la jardinerie Coquillaud

« Mes grands-parents étaient horticulteurs aux numéros 30 et 32 de la route de Saint-Herblain. Mes parents ont repris cette activité après la guerre quand mon père, qui était comptable auparavant, est revenu de captivité. C'était une petite exploitation mais il y avait quand même des serres. Mes parents faisaient principalement de la fleur et leur marchandise était vendue place Royale parce qu'à ce moment-là, le marché aux fleurs était installé autour de la fontaine. Ce marché avait lieu tous les jours. Ensuite, ils ont été fournisseurs pour les graineties. Je n'ai pas pris leur suite même si j'ai travaillé un peu avec eux quand je suis sortie de l'école à quatorze ans. Par contre, après mon mariage, je suis partie dans l'exploitation de mon mari. »
Marie-Thérèse

La jardinerie et graineterie Coquillaud en 1976

Les jardiniers Coquillaud en 1915 au 41, route de Saint-Herblain

« Je suis né en 1931 au 41, route de Saint-Herblain dans une maison que mon grand-père avait fait construire en 1904. J'ai toujours vécu ici. Mes parents étaient maraîchers. Ils avaient pris la suite de mon grand-père qui était jardinier sur un terrain que mon arrière-grand-mère avait acheté en 1898. Auparavant, mon arrière-grand-père était fermier chez Marion de Procé. Il avait un logement et du terrain gratuits en échange de servitudes comme l'entretien des abords du château. J'ai encore le carnet dans lequel toutes ses charges sont notées jusqu'en 1848. Il a appris le métier de jardinier chez les châtelains parce qu'ils lui faisaient faire de la culture, semer des carottes… Il a travaillé à Procé jusqu'à sa mort, à cinquante ans, en 1870. Mon arrière-grand-mère est restée veuve et elle a acheté un terrain route de Saint-Herblain pour installer son fils. Il était jardinier lui aussi car c'était un métier qui se transmettait de père en fils.

Sur l'exploitation de mon grand-père, il y avait un cheval pour le travail dans les champs et un autre pour ma grand-mère. Elle avait un cheval et une carriole exprès pour elle, comme ma femme a aujourd'hui sa voiture, pour aller livrer les épiceries de la ville et les « Messieurs » de la place Mellinet chez qui elle apportait les légumes et les fraises qui étaient la spécialité de mes grands-parents.

Mon père a pris la suite de ses parents mais lui, il faisait de la « grande culture ». Il était aussi responsable de la section ouest de la Fédération des maraîchers qui regroupait les secteurs Nantes-Contrie-Saint-Herblain. Le groupement permettait de faire des achats groupés ce qui nous coûtait moins cher. On achetait nos engrais comme ça.

Autrefois, les maraîchers avaient un hectare ou un hectare et demi. Ils vivaient en circuit fermé parce qu'ils savaient faire eux-mêmes et ils n'achetaient pas grand-chose. Par exemple, on gardait des graines de melon ou de radis pour faire nous-mêmes nos graines avec nos porte-graines.

J'ai travaillé chez mes parents de l'âge de seize ans jusqu'à trente ans. C'était dur comme métier ! L'exploitation faisait un hectare et demi. Le mal de reins, je ne connais pas ! Dès seize ans, il fallait se plier en deux pour planter le poireau, le céleri… J'ai toujours travaillé plié en deux !

En 1960, l'exploitation a été expropriée pour la construction du boulevard Romanet ce qui a finalement bien arrangé mes parents parce que mon père n'avait pas de retraite. Avec l'indemnisation du terrain, ils ont pu arranger deux ou trois petites maisons et se faire une petite retraite. Mon père disait que les maraîchers ne gagnaient pas grand-chose à vendre leurs salades mais ils gagnaient bien lorsqu'ils vendaient leur tenue maraîchère !

Après l'expropriation, j'ai acheté un terrain à Couëron pour faire de l'horticulture et avec ma femme, nous avons ouvert une jardinerie en 1962 au 39, route de Saint-Herblain. À Couëron, je faisais surtout du muguet, du chrysanthème et je fournissais le plant pour le magasin. C'était toute une organisation parce je faisais le jardin du lundi au vendredi et le samedi, j'étais au magasin. On faisait les deux en même temps. Le magasin me prenait quand même beaucoup de temps en semaine parce qu'en arrivant du jardin, il fallait rentrer la marchandise. Ça ne s'arrêtait pas à la fermeture, il restait beaucoup de choses à faire derrière. » **Bertrand**

« Nous avons tenu la jardinerie de 1962 à 1980 mais le commerce a existé jusqu'en 2010. Nous avons vendu et un immeuble vient d'être construit sur son emplacement. Le bâtiment de la jardinerie était un bâtiment de l'exploitation que nous avons transformé en magasin après l'expropriation. C'était une jardinerie pour les particuliers. Ça marchait bien. On expédiait le chrysanthème sur tout le département et le muguet sur toute la France puisque c'était une spécialité nantaise. » **Marie-Thérèse**

« Quand nous avons ouvert, ce n'était pas la première jardinerie dans le quartier. Il y avait déjà Auray, rue de la Convention qui faisait des rosiers et des arbustes ainsi que la graineterie Tanchereau. Nous, nous faisions des plants de légumes et de fleurs, de la paille, du foin, des graines pour la basse-cour. Pour les jardins, on vendait les graines au détail. C'est un commerce qui a bien marché dans les années 60 et 70 parce que beaucoup de gens avaient un potager, une basse-cour. Les habitudes rurales étaient restées. Quand on a vendu en 1980, c'était la fin de ce type de commerce, les gens avaient changé dans le quartier. » **Bertrand**

L'entreprise Charron

« Je suis née au 20 bis, route de Saint-Herblain en 1937. Mes grands-parents Charron habitaient cette maison avant 1900. Ils tenaient un commerce de fourrage pour alimenter les écuries des particuliers et des professionnels qui travaillaient avec des chevaux. C'était également une grosse affaire de transport. Comme ils livraient du foin et du fourrage pour la raffinerie de sucre Say et celle de Chantenay, ils transportaient aussi le sucre entre les bateaux et les raffineries avec les rouliers et deux chevaux devant la charrette.

C'est ma grand-mère qui tenait ce commerce toute seule car mon grand père était décédé. Ce n'était pas facile mais c'était une femme à poigne, solide. Elle habitait une maison à étage au 24, route de Saint-Herblain, là où il y a une plaque de rue « Croix-Bonneau - Chantenay-sur-Loire ». C'était la seule maison à étage du coin et ma grand-mère avait son bureau au premier pour surveiller ses ouvriers. Elle vivait entourée de charretiers puisqu'elle logeait son personnel dans des petits logements à côté. L'entreprise de fourrage s'est arrêtée à son décès, après 1930. Les enfants n'ont pas repris et l'affaire a été vendue à un transporteur par camions. » **Françoise Be**

Les horticulteurs Guérineau

« Maman tenait l'épicerie « L'Épargne de l'Ouest » sur la butte Sainte-Anne à côté de l'église. Pendant la Première Guerre, elle était restée seule avec mes trois sœurs parce que papa était prisonnier. Elle faisait des économies et c'est comme ça que mes parents ont pu acheter du terrain route de Saint-Herblain quand mon père est rentré de la guerre.

Ils se sont donc installés comme jardiniers et horticulteurs vers 1920 au 23, route de Saint-Herblain. Ils faisaient les marchés de Zola, de Jean-Macé et de Talensac. Ils avaient un petit cheval pour s'y rendre. Une fois il s'était enfui de l'écurie dans la nuit et un gendarme était venu nous prévenir qu'il se trouvait sur la place Jean-Macé !

Après l'école, je suis allée travailler à la Raffinerie de Chantenay où j'ai été comptable pendant vingt ans jusqu'en 1968. J'habitais chez mes parents et j'allais au travail à vélo. On remontait la rue Jules-Verne à pied, le vélo à la main. Il y avait des tas d'usines tout autour, à droite et à gauche. Il ne nous est jamais arrivé quoi que ce soit en allant ou en sortant du boulot. Les hommes nous lançaient des plaisanteries, ça, c'est sûr ! Ça faisait même un peu peur des fois parce qu'il y avait beaucoup de choses que je ne connaissais pas mais ça a fait nos universités !

Le samedi, je travaillais avec mes parents. J'allais au marché de Talensac avec maman pour vendre les produits de l'exploitation. Mon frère a pris la suite de mes parents. Il a été exproprié et il est parti sur Saint-Herblain. Et moi, après la fermeture de la Raffinerie en 1968, je suis allée travailler chez Gendre, l'entreprise de serrurerie-métallurgie qui se trouve rue Marzelle-de-Grillaud. Je suis restée vingt-et-un an chez eux, jusqu'à ma retraite, et je suis partie du quartier il y a presque trente ans. » **Juliette**

La route de Saint-Herblain dans les années 50

La place de la Croix-Bonneau en 1982

La place de la Croix-Bonneau

« Avant la guerre, la Croix-Bonneau était la limite de la ville. Après l'hôpital Laënnec, c'était la campagne. Les champs ont disparu au fur et à mesure des expropriations après la guerre mais pendant longtemps, notre quartier n'a pas trop changé par rapport à d'autres. C'est surtout maintenant qu'il est en train de se transformer avec les immeubles récents. » **Marie-Thérèse**

« Dans les années 20 et 30, des troupeaux de moutons arrivaient de Saint-Herblain à la Croix-Bonneau pour aller à l'abattoir. Ils prenaient la rue de la Convention puis descendaient la rue de la Montagne jusqu'à la rue de la Ville-en-Bois pour aller à Talensac ou place de la Petite-Hollande. Quand il y avait une porte ouverte qui donnait sur un couloir, les moutons se fourraient dedans parce que quand il y en avait un qui entrait, les autres suivaient. Il fallait de la peine pour les faire sortir ! C'était folklo tous ces petits moutons qui traversaient la ville ! » **Simone C**

« L'hôtel de la mère Giffard était à l'emplacement de l'immeuble actuel, entre le boulevard Romanet et la route de Saint-Herblain. C'était un personnage du quartier, la mère Giffard ! Les chambres étaient à l'étage et il y avait des écuries au rez-de-chaussée pour les clients qui étaient à cheval. Les bourgeois de Nantes s'arrêtaient là en allant ou en revenant de leur propriété de Saint-Herblain. L'hôtel faisait aussi café et magasin. » **Juliette**

« On trouvait de tout chez la mère Giffard. Elle faisait de l'épicerie, des tenailles, des pinces, des pièges à souris et à rat... Elle avait tout ça. Tout était utile mais tout était mélangé ! C'était un bazar ! Quand on entrait, il fallait ranger les toiles d'araignées ! C'était vraiment typique !

Au petit-déjeuner, elle servait du café avec du cidre dedans ! Madame Bretéché a racheté l'établissement et a remis tout ça en état. Elle a été courageuse de reprendre parce qu'avec tout ce capharnaüm ! » **Bertrand**

« Traditionnellement, à la saison, une vente de sardines avait lieu devant la croix. Sur la place, il y avait quatre cafés, un à chaque coin. Le dimanche après-midi, au moment des courses du vélodrome, la marchande de galettes s'installait devant le café avec le jeu de boules. Après les courses, les gens venaient boire un coup sur la place, jouer aux boules et manger des galettes. » **André**

« Sur la place, le café « Le Bon Laboureur » marchait bien avec les ouvriers de Chantenay qui revenaient du travail. Ils s'arrêtaient pour prendre leur chopine avant de rentrer chez eux. Aujourd'hui, bien sûr, c'est différent. Comme clientèle des cafés, il reste les anciens du quartier qui vont encore faire une partie de cartes de temps en temps et les gens qui jouent au foot à la Durantière. » **Marie-Thérèse**

« Au début des années 50, quand ma grand-mère m'emmenait faire les courses à la Croix-Bonneau, j'aimais bien dire bonjour aux vaches qui étaient à l'emplacement du tram et de l'église Saint-Michel. On les voyait derrière une grille et je leur portais de l'herbe. Au milieu de la place actuelle, à l'angle de la rue des Pavillons et du Plessis-Gautron, il y avait la maison et le jardin de monsieur et madame Charriau. C'était une ancienne maison très grande, avec de grands arbres et dont le jardin ressemblait à un parc. Il y avait des poules, des escargots, des rhododendrons magnifiques. La Ville a démoli cette maison pour faire les boulevards. Mais, l'endroit est resté en terrain vague pendant une éternité, avant que les travaux ne se fassent. Des petits cirques et des marchands de pizzas s'y installaient parfois. » **Léna**

La charcuterie Martin

« Ma mère tenait une charcuterie rue de la Ville-en-Bois avec son premier mari. Quand celui-ci est décédé, elle s'est remariée avec mon père et ils sont venus vivre à la Croix-Bonneau où je suis né en 1936. Ma mère avait un petit commerce où elle faisait un peu de tout. Comme son premier mari était charcutier, elle avait appris un peu le métier et elle s'est mise à faire de la charcuterie. C'était artisanal ! Elle découpait le cochon dans le milieu du magasin ! Il y avait une grande table avec le cochon dessus qui était détaillé devant les clients. Elle faisait un peu de crèmerie aussi. Elle recevait du beurre en motte de la laiterie de Campbon qui fournissait beaucoup de commerçants dans le coin et dans le centre. Le beurre était vendu au détail. Ma mère me racontait qu'une dame goûtait le beurre avant de l'acheter. Elle retirait une épingle de ses cheveux et elle grattait la motte avec pour le goûter !

En 1962, j'ai ouvert une charcuterie au 100, rue de la Convention. Le commerce donnait sur la place de la Croix-Bonneau. Auparavant, j'étais allé à l'école de Sainte-Jeanne-d'Arc dans les baraquements pour garçons. À quatorze ans, après le certificat d'études, j'ai fait mon apprentissage chez un charcutier de la rue Thiers. Quand j'ai terminé, je suis venu aider ma mère et puis, je suis parti à l'armée. J'ai fait la guerre d'Algérie pendant vingt-huit mois. À mon retour, je me suis marié et avec ma femme, on s'est mis à notre compte. » **André**

« J'habitais Saint-Herblain et j'ai connu mon mari au bal du « Chêne Vert » de la route de Vannes, comme ça se faisait dans ce temps-là. Après notre mariage en 1962, j'ai emménagé rue de la Convention et on a tenu la charcuterie de la Croix-Bonneau pendant quarante ans. » **Denise**

« On faisait de tout en charcuterie mais notre spécialité, c'étaient les rillons. Dans la boutique, on vendait un peu de tout, ça faisait comme un petit « Spar ». J'allais au MIN chercher des légumes et des fruits et on faisait un peu crèmerie. Le lait était livré en bidon par la fermière Marguerite mais après on n'a plus eu le droit, c'était en bouteille. Ma femme tenait la boutique parce qu'elle était plus commerçante que moi et moi, j'étais dans le labo. Nos clients habitaient le quartier mais beaucoup de gens s'arrêtaient en revenant du travail.

L'hôtel Giffard vers 1910

La croix de mission en cours de déplacement en 1999

La charcuterie Martin à la Croix-Bonneau vers 1935

Denise Martin dans sa charcuterie vers 1970

Nous faisions de bonnes journées. Je me couchais vers une ou deux heures du matin et on se relevait à sept heures. On faisait toutes nos préparations le matin très tôt puisqu'il fallait que tout soit frais. Tous les ans, à Noël, on décorait la boutique. On changeait de thème à chaque fois. C'était du boulot parce que dès le lendemain, il fallait tout enlever. Alors on se levait tôt pour que tout soit prêt à l'ouverture. Les clients attendaient avec impatience notre devanture de Noël.

Quand on a arrêté, on n'a pas cherché à vendre. Comme on était propriétaire et que l'on habitait au-dessus, on a préféré rester et on a gardé le laboratoire. » **André**

La pharmacie Fauvel - Béchu

◗ *« Ma mère a travaillé à la pharmacie de la Croix-Bonneau, chez mademoiselle Chauvelon, comme apprentie. Son père avait aussi une pharmacie rue du Calvaire. Elle a pris sa suite dans le centre et a vendu la pharmacie de la Croix-Bonneau à monsieur Fauvel.* » **Léna**

◗ *« Mes parents ont racheté la pharmacie de la Croix-Bonneau le 1er novembre 1938 à madame Chauvelon qui l'avait créée en 1935. Mon père a été mobilisé en 1939 et ma mère a tenu la pharmacie pendant un an. Elle n'aimait pas trop ça mais elle n'avait pas le choix. Mes parents se sont connus pendant leurs études de pharmacie à Nancy. Quand ils se sont installés dans le quartier, il y avait des champs et des vaches tout autour.*

Après mes études de pharmacie à la faculté de Nantes, j'ai travaillé avec mes parents. Quand ils sont partis à la retraite, j'ai repris la pharmacie familiale. J'ai beaucoup aimé travailler dans ce quartier. La relation avec les gens était très agréable. Je ne pense pas qu'aujourd'hui je pourrais travailler comme je l'ai fait. J'avais trois enfants et comme je les avais avec moi, ils traînaient plus ou moins dans le magasin avec leur doudou. L'été, ils étaient en maillot de bain dans la boutique ! C'était un peu « folko » mais, au moins, j'ai pu concilier les deux.

À l'époque de mon père, les médicaments étaient préparés par le pharmacien mais ils ont rapidement connu les spécialités des laboratoires. Mon père faisait des préparations pour certaines desquelles il allait acheter du saindoux et du lard chez le charcutier Martin. Les gens du quartier se souviennent de lui avec son béret. Ce n'était pas la même approche du métier.

Jusqu'à la fin des années 60, notre pharmacie était la principale du quartier. Ensuite, avec la création des boulevards Émile-Romanet et Léon-Jouhaux, les gens ne voulaient plus traverser et une pharmacie a été ouverte aux Bourderies. J'ai vendu la pharmacie à mon départ en retraite en 2005. Actuellement, elle est provisoirement transférée de l'autre côté de la place car un promoteur immobilier a racheté son emplacement et la maison mitoyenne pour faire un immeuble de trente-cinq logements et une nouvelle pharmacie au rez-de-chaussée. » **Danielle**

◗ *« La pharmacie Fauvel à la Croix-Bonneau était la seule du quartier depuis la mairie de Chantenay. Tous les habitants du secteur venaient dans cette pharmacie pour se soigner mais aussi pour peser et mesurer les enfants.* » **Bernard**

La pharmacie Chauvelon entre 1935 et 1938

L'octroi

◗ *« Il y avait une guérite d'octroi à la Croix-Bonneau avec une bascule. Il fallait payer pour sortir ou entrer des marchandises. Mon père était menuisier et les marchands de bois qui le fournissaient, devaient acquitter une redevance à chaque passage à l'octroi.* » **Simone C**

◗ *« Je me souviens de l'octroi de la Croix-Bonneau parce que mes parents ont fait construire une maison avenue de Genève en 1932. À ce moment, nous habitions dans la rue Paul-Griveaud. En allant voir le chantier, nous passions par l'octroi pour dire bonjour à un oncle qui était octroyen. Il n'était pas toujours de service ! J'avais trois ans et demi mais je m'en souviens parce qu'on passait sur la bascule et j'avais toujours peur car je sentais bouger sous mes pieds ! J'y pense encore, à chaque fois que je passe par-là !* » **Lucie**

◗ *« Vers la fin de la guerre, les habitants croyaient que les Allemands étaient partis et le grand Lucas, un fermier de la Juiverie, était venu de Saint-Herblain pour mettre le drapeau français sur le toit de la guérite d'octroi. Manque de pot, une estafette est passée juste au même moment ! Le grand Lucas a été pris et mis en prison. Les Allemands avaient même tiré en l'air. Ça aurait pu mal se terminer mais il a juste été emprisonné pour l'exemple. On était en 1944, il avait mis le drapeau un peu trop vite !* » **Bertrand**

La guérite d'octroi à l'entrée de la rue de la Convention dans les années 30

2 / La rue de la Convention

La rue de la Convention depuis le boulevard de l'Égalité en 2013

À partir du milieu du 19e siècle, l'ancien chemin de Nantes à Couëron, une des trois voies parallèles à la Loire qui traverse la commune de Chantenay depuis le pont de Gigant jusqu'à la Croix-Bonneau, se transforme en espace urbain au fur et mesure que l'industrialisation se développe. Le tissu urbain s'adapte progressivement aux nouvelles conditions économiques posées, à partir des années 1830, par l'implantation des conserveries dans le quartier de la rue de la Ville-en-Bois. Un premier processus d'urbanisation s'effectue le long de cette rue puis se prolonge progressivement vers l'ouest. Cette progression de l'espace construit sur les terres, prés et tenues se caractérise alors par des constructions en bandes continues successives le long des rues du Mont Saint-Bernard et de la Fournillière. L'ancien chemin est en effet tronçonné en trois parties depuis l'ouverture du boulevard de ceinture à la fin du 19e siècle.

Le 14 février 1904, la municipalité Griveaud dénomme la rue de la Fournillière, voie qui traverse l'ancien village du même nom, rue de la Convention. Ce choix de toponyme procède, en partie, d'une volonté d'effacer les derniers repères ruraux et d'affirmer l'identité urbaine de la commune au sein de laquelle la rue de la Convention constitue un axe commercial important.

Favorisée par l'implantation des industries de la conserve alimentaire et par l'augmentation de la population que celle-ci engendre, une importante activité commerciale s'est en effet développée le long de l'ancien chemin de Couëron. Mais, c'est dans la rue de la Convention que celle-ci est la plus foisonnante. Surnommée « la rue Crébillon de Chantenay » par les anciens habitants, cette rue est, en effet, le centre de la vie sociale et commerciale du secteur avec ses nombreux commerces du quotidien, ses cafés, son jeu de boules et sa salle de danse. En 1955, on dénombre la signature d'une cinquantaine de commerçants au bas d'une pétition et à partir de 1960, alors que les commerces des rues de la Ville-en-Bois et de la Montagne amorcent un déclin, la rue de la Convention bénéficie de l'édification des HLM de la Croix-Bonneau qui permet aux commerces de proximité de se maintenir jusqu'aux années 80. À partir de cette date, la diminution de la population, l'ouverture de la voie

La rue de la Convention, la carrière Barré et l'usine Carnaud en 1958

Bâtiments d'exploitation de la carrière Barré à l'arrière de la rue de la Convention en 1962

Croix-Bonneau – Gare maritime et la multiplication des grandes surfaces sont les principaux facteurs du déclin de cette activité. Aujourd'hui, quelques traces d'anciennes façades subsistent mais la plupart des anciens commerces ont été transformés en maison d'habitation ou rasés du paysage. Témoin de cette évolution, la démolition au 21, rue de la Convention d'un haut lieu de la boule nantaise depuis 1924, l'ancien « Café des Tilleuls » et sa façade en mosaïque signée Rougier, qui réveilla en 2007, l'attachement des habitants à l'esprit commercial et convivial de la rue.

L'habitat de la rue de la Convention se caractérise par des constructions modestes composées dans la plupart des cas d'un rez-de-chaussée surmonté d'un étage et agrémenté d'un jardin à l'arrière. Deux demeures bourgeoises se distinguent néanmoins parmi cet habitat ouvrier. Édifiée en 1847, la villa en pierres granitiques située au numéro 65 est, entre 1858 et 1967, la propriété de la famille Barré - Maillocheau dont l'un des membres, René, est, en 1885, l'un des huit maîtres carriers à extraire le granit de Chantenay. Cette carrière située rue du Bois-Hercé est exploitée par cette famille jusqu'au milieu des années 50. À cette date, sa fermeture signe la fin de l'exploitation du granit dans le quartier. La demeure située au numéro 105, proche de la Croix-Bonneau, est assez significative de cet espace partagé entre l'urbanisation croissante de la rue de la Convention et le caractère rural de la route de Saint-Herblain. Il s'agit en effet d'une initiative du marchand de bêtes, Brétéché qui, en 1922, édifie un petit hôtel particulier devant ses champs et ses étables.

À la fin des années 60, le tracé de la pénétrante ouest remodèle le secteur de la rue de la Convention. En doublant cet axe historique, le boulevard Léon-Jouhaux lui retire une partie de sa zone de rayonnement et redécoupe des îlots préexistants en passant à travers les jardins. Des arrières de parcelles se retrouvent ainsi sur le boulevard. À partir de 1967, la municipalité envisage un programme de construction de trois cent vingt-neuf logements HLM sur les terrains non utilisés pour le boulevard *« car ce sont des logements sociaux qu'exige ce quartier populeux »* et les terrains avoisinant la nouvelle voie *« me paraissent particulièrement convenir à une opération d'envergure (...) de constructions sociales qui font beaucoup défaut, dans un secteur où elles seraient des plus utiles »*, avance André Morice lors du conseil municipal du 31 juillet. Construits au début des années 70, la plupart de ces logements se trouvent sur la partie sud du boulevard et sont desservis par la rue des Sables d'Olonne.

L'espace de construction sur les terrains situés à l'arrière de la rue de la Convention étant limité par la présence de l'ancienne carrière Barré, la Ville décide de construire au début des années 80, « la salle d'animation du quartier Ouest » sur un terrain situé au 51, rue de la Convention. Le projet est confié aux architectes Laïdi et Châteignier et les travaux sont achevés en 1983. La salle de l'Égalité est aujourd'hui le seul équipement de convivialité du quartier Zola dans lequel de nombreuses fêtes de famille et associatives se déroulent.

Cortège nuptial défilant dans la rue de la Convention au début des années 50

Propriétaires et employés du garage de la Croix-Bonneau à la fin des années 30

Une rue commerçante et ouvrière

« Dans les années 50, on devait être plus d'une soixantaine de commerçants dans la rue de la Convention. Il y avait sept boulangers, six bouchers... Y'en avait des commerçants ! On avait une association dont j'étais vice-président. C'était monsieur Soulard, l'horloger, qui était président. À Noël, on illuminait tout le quartier. » **Robert G**

« La rue de la Convention, c'était la rue la plus commerçante de Nantes avec la rue du Maréchal-Joffre. Les commerces étaient à touche-touche. Tout le monde vivait bien de son activité et avait la même clientèle. C'étaient beaucoup de gens de passage qui rentraient du travail et qui s'arrêtaient faire leurs courses avant de rentrer chez eux. Les gens qui travaillaient dans les usines venaient rue de la Convention parce que l'on trouvait de tout. On n'avait pas besoin d'aller en ville.

C'étaient essentiellement des ouvriers qui habitaient le quartier. Il y avait beaucoup de gens qui travaillaient chez Carnaud et à la Raffinerie de Chantenay. Seulement deux familles se distinguaient : les Brétéché qui étaient marchands de bêtes et la famille de l'ingénieur des ACB qui ne se mélangeait pas. Elle n'était pas à sa place dans la rue !

En 1952, mes parents n'avaient que deux pièces et jusqu'à l'âge de quinze ans, j'ai dormi dans leur chambre. Ensuite, ils ont acheté les deux pièces mitoyennes ce qui nous a permis d'avoir une salle de bain et une chambre supplémentaire. C'était courant les locations de deux pièces car beaucoup de maisons avec de grandes pièces divisées en deux étaient louées comme ça. Dans la maison où habitaient mes parents, il y avait cinq locataires et chacun avait deux pièces. Le soir, souvent, on se réunissait pour papoter dans la cour qui était commune. L'ensemble faisait un L avec un étage qui donnait sur la rue de la Convention.

Notre voisine, madame Marceau était couturière et tenait une épicerie vraiment typique. Ce n'était pas grand mais beaucoup de gens du coin passaient chez elle. Sa boutique, c'était le petit journal du quartier. Elle faisait du très bon lait cuit mais il fallait venir le chercher très vite parce que des fois, on pouvait retrouver des araignées dedans ! Sa mère portait les journaux et elle faisait des blagues à tout le monde dans la rue. Au moment de Noël, elle se déguisait en père Noël et elle distribuait les cadeaux aux enfants de la Convention. Les parents mettaient les paquets dans sa hotte et c'est elle qui les apportait. » **Marylène**

« Je suis né après la guerre dans la vieille cité HLM des Bourderies où j'ai vécu jusqu'à mon mariage en 1969. Je suis donc resté un bail ! Mes parents faisaient partie de cette génération de l'exode rural qui habitait Chantenay et le secteur de la rue de la Convention. Comme beaucoup de personnes, ils sont venus de leur Bretagne natale pour trouver du travail à Nantes ou à Chantenay. Mon père a d'abord travaillé au percement du tunnel ferroviaire qui traverse Nantes. Après la guerre, comme beaucoup d'ouvriers bretons, il est entré aux chantiers Dubigeon dans le bas de Chantenay.

Le secteur était très populaire. On trouvait des gens qui travaillaient aux chantiers navals, chez Carnaud, à la Raffinerie de Chantenay ou dans les conserveries. Au moment de la sortie des usines, il y avait une foule intense parce que tout le monde terminait à peu près à la même heure. Les ouvriers remontaient du bas de Chantenay jusqu'à la mairie et ensuite, ils se dispersaient un peu partout, ce qui explique le nombre de cafés assez important dans le quartier parce qu'il y avait des arrêts. À cette époque, les ouvriers étaient payés à la quinzaine et je me souviens des soirs de paye parce que ces jours-là, souvent, les femmes allaient chercher leurs maris au café !

Le quartier était moins coupé qu'aujourd'hui parce qu'il n'y avait ni la pénétrante, ni la ligne de tramway. Avant, on pouvait aller de la rue de la Convention jusqu'à la rue de la Marseillaise par des chemins dans lesquels on jouait à cache-cache. Et quand on allait dans les commerces de la rue de la Convention depuis les Bourderies, on traversait des jardins ouvriers.

Pour aller dans le centre, un bus passait par la rue de la Marseillaise et la mairie de Chantenay. Sinon, on y allait à pied ou à vélo mais les habitants restaient plutôt sur le quartier. Quand j'ai passé mon examen d'entrée en 6e au lycée Clemenceau, j'avais pique-niqué avec mon voisin et sa mère au Jardin des Plantes. C'était la première fois que je voyais le Jardin des Plantes ! Je me souviens aussi d'une autre anecdote à propos d'un copain du collège de Chantenay. Le prof de français nous avait demandé de décrire la cathédrale de Nantes. Et lui, il ne l'avait jamais vue. Dans son introduction, il avait donc écrit : « Je n'ai jamais vu la cathédrale donc je ne peux pas la décrire mais comme je connais bien l'église Saint-Martin de Chantenay, je vais vous décrire l'église Saint-Martin ». Et il a eu une bonne note ! À douze ans, il n'avait donc jamais vu la cathédrale alors qu'il habitait Chantenay ! On se déplaçait moins et quand on se promenait, c'était dans le quartier ou vers la campagne. Avec les copains, on faisait tout le temps du vélo, c'était l'activité principale des enfants. On explorait le quartier, on faisait des courses. Dès fois, on allait assez loin, jusqu'au Bois-Jo à Saint-Herblain ou à la Paquelais. » **Bernard**

Les « Mille articles »

« C'est « Narines de baudet » qui a ouvert la boutique « Les Mille articles » après la guerre. Elle était surnommée comme ça parce qu'elle avait un nez comme un baudet ! Je ne sais pas qui lui avait trouvé ce surnom mais moi, je l'ai toujours appelée comme ça. Elle était même passée à la revue de la Cloche parce qu'elle était connue pour ses narines ! » **André**

« Dans les années 60, la boutique « Les Mille articles » qui était à l'angle de la rue de la Convention et de l'impasse Modot, était tenue par madame Blanchenot. Elle était très commerçante et elle vendait vraiment de tout. C'est pour ça que ça s'appelait « Les Mille articles ». On trouvait de tout et quand on ne trouvait pas c'est parce qu'elle ne savait plus où c'était rangé. Alors, quand j'étais gamine, je passais des journées là-dedans pour ranger. Je lui dénichais de ces choses ! Elle vendait aussi des articles pour la pêche et à la saison, c'était typique : les pêcheurs venaient acheter leur gaule mais ils ne les auraient jamais prises sans les essayer. Ils se mettaient donc dans le coin de la rue pour les ouvrir. Ça créait une ambiance très gaie.

Après madame Blanchenot, il y a eu madame Bizeret. Ensuite, des jeunes ont repris le commerce. Ils ont embelli et modernisé la devanture parce qu'avant c'était vraiment le vieux magasin avec la façade en bois. La boutique a fermé il y a vingt-cinq ou trente ans quand ils sont partis. » **Marylène**

Le tailleur pour hommes et dames Robert Guilbaud, président de l'Association des anciens combattants prisonniers de guerre du 7e canton et sa femme Jeannette

« Mes parents sont venus de Vendée en 1925, quand j'avais six ans, car mon père avait trouvé du travail à la gare de l'Etat de Nantes. En 1932, on a emménagé boulevard Gustave-Roch et j'ai commencé mon apprentissage à treize ans et demi chez un tailleur installé place de la Bourse. J'ai travaillé six ans chez lui.

En 1938, j'ai rencontré mon épouse à la Bernerie dans un café où je jouais de l'accordéon avec mon frère et un copain. C'étaient mes premières vacances avec les premiers congés payés. Nos parents avaient loué des petites maisons au bord de la mer. J'avais dix-neuf ans et ma femme en avait dix-huit. J'ai été fait prisonnier de guerre huit jours avant notre mariage. J'ai été mobilisé le 29 novembre 1939 au 65e régiment d'Infanterie à Cambronne et au mois de mars 40, je suis parti aux armées jusqu'à la frontière belge. Je me suis donc marié par procuration en Autriche parce qu'à ce moment-là, toutes les jeunes filles de vingt ans étaient envoyées en Allemagne. Et moi, je ne voulais pas que ça arrive à ma fiancée parce que j'avais vu beaucoup de filles malheureuses là-bas. Si bien que je me suis marié le 6 octobre 1942 en Autriche et ma femme s'est mariée le 23 avril 1943 à la mairie de Chantenay. Ce sont des histoires de fou mais à cette période, c'était comme ça !

J'ai été fait prisonnier à vingt ans et j'ai été libéré à vingt-cinq. Nous étions quatre-vingt dans une baraque et vingt-quatre nationalités dans le camp. Les Allemands nous faisaient construire des barrages hydrauliques à deux mille mètres d'altitude où il faisait moins quarante degrés l'hiver. Ça a été très dur. On a été libérés par les Américains le 8 mai. Ce jour-là, on a ouvert toutes les fenêtres du camp et j'ai joué de l'accordéon. Tout le monde tapait sur des casseroles.

Robert et Jeannette Guilbaud devant leur magasin du 4, rue de la Convention en 1952

C'était l'euphorie ! Dès le lendemain, on est partis à cinq, un Parisien et quatre Nantais, pour revenir en France. On s'était débrouillés pour avoir une voiture et dix jours après, on était en France. Tous les prisonniers montaient d'abord sur Paris puis ils descendaient sur Nantes ensuite. Moi, je ne voulais pas monter à Paris, j'étais trop pressé de rentrer. On s'est donc arrêtés à Tours et on a pris le train pour Nantes. C'est comme ça que j'ai pu gagner cinq ou six jours. Les prisonniers se retrouvaient à l'hôtel de la Duchesse-Anne où on avait droit à un petit casse-croûte. J'y suis passé et puis, j'ai appelé au cinéma de la rue de la Convention pour prévenir ma femme que j'arrivais. » **Robert G**

« À la Libération, on habitait dans les jardins de la Fournillière. Je pensais bien que mon mari allait revenir mais je ne savais pas quand parce que l'on n'avait pas de nouvelles. On allait attendre le retour des prisonniers à la gare d'Orléans mais Robert n'était jamais là. On voyait les autres arriver mais jamais mon mari. Et puis, finalement, il est arrivé tout seul un soir par le tramway. Il m'avait appelée avant et je suis venue le chercher place Zola. Cinq ans sans se voir, eh bien, ça a été long ! » **Jeannette**

« Quand je suis revenu en mai 45, j'ai repris mon métier aussitôt et je me suis installé comme tailleur au mois de septembre suivant dans les jardins de la Fournillière puisque ma femme habitait-là avec sa famille. Il ne fallait pas grand-chose pour s'installer comme tailleur. J'avais acheté une vieille machine à coudre, un gros fer à repasser et une grosse paire de ciseaux. Un menuisier m'avait fabriqué une table. Le plus dur, c'était de trouver du tissu parce qu'après la guerre, c'était difficile de s'approvisionner, il n'y avait rien du tout. J'avais des copains parisiens qui étaient prisonniers avec moi et qui avaient des relations avec des marchands de tissus. J'ai donc pu me fournir comme ça. La première année, j'ai dû faire quarante-cinq costumes. Ce n'était que pour des anciens prisonniers. Comme j'en connaissais beaucoup, ils sont venus s'habiller chez moi.

Je coupais tout, j'étais toute la journée à couper du tissu. Le veston était entièrement fait à la main et il fallait une bonne paire de ciseaux parce que le tissu était épais. J'aiguisais tout le temps ! J'ai appris à ma femme à coudre à la main et c'est elle qui faisait toutes les doublures intérieures des vestons. Elle ne voulait pas trop le faire au départ. En fait, elle ne voulait pas trop en apprendre pour ne pas avoir trop à en faire ! Elle m'aidait le soir à finir les vêtements mais après elle a arrêté parce que nous avons eu cinq enfants. Beaucoup de femmes de tailleurs n'étaient pas du métier mais elles ont dû apprendre pour aider leur mari.

En 1951, on s'est installés rue de la Convention dans la maison d'un copain qui était prisonnier de guerre avec moi. Il habitait rue des Pavillons et il avait acheté cette maison pour placer son argent. Il m'a mis dedans et il me l'a vendue ensuite. Comme c'était une maison d'habitation, il a donc fallu créer la boutique. Il n'y avait pas de tailleur dans la rue à ce moment-là. Quand j'ai débuté, on avait juste une grande fenêtre comme vitrine et après, on a percé pour en faire une vraie. On avait un beau petit magasin. J'avais mon atelier dans la cour, ma boutique était devant et notre logement était au premier étage.

Le magasin était ouvert tous les jours sauf le lundi. J'avais toujours une ouvrière avec moi et j'avais des culottières qui travaillaient à domicile. J'ai eu vingt-six ouvrières et j'ai formé vingt-deux apprenties dont la plupart étaient reçues à leur CAP.

J'avais des clients qui venaient de partout mais c'étaient surtout des anciens combattants parce que j'ai eu une grosse clientèle avec l'association des anciens combattants dont je m'occupais. Pour les hommes, je faisais des costumes et pour les femmes, c'étaient beaucoup de tailleurs. Je me souviens qu'en 1964, on faisait beaucoup de petits tailleurs noirs avec des vestes courtes. C'était la mode ! Dans les années 50, tout le monde s'habillait avec du « sur-mesure ». Après, le prêt-à-porter s'est développé et le métier de tailleur a disparu petit à petit. Aujourd'hui, il n'en reste qu'un seul à Nantes : le tailleur Zampino de la rue Lamoricière.

J'ai arrêté mon métier le 28 juin 1980, à soixante et un ans, mais nous sommes restés vivre rue de la Convention jusqu'en 2009. Nous avons déménagé il y a trois ans dans l'immeuble qui a remplacé « Le Chalet Suisse ». On ne pensait pas venir ici mais rue de la Convention, j'avais un jardin de cent vingt mètres qui longeait le cinéma et c'était trop de travail pour l'entretenir. » **Robert G**

L'Association des anciens combattants prisonniers de guerre

« Quand je suis revenu de captivité, j'ai aussitôt fait partie de l'association des Anciens combattants prisonniers de guerre et je l'ai présidée pendant cinquante-quatre ans. Juste après la guerre, il y avait mille deux cent quarante-six anciens prisonniers sur Chantenay. Aujourd'hui, il en reste quarante-cinq et ce sont les anciens d'Algérie qui nous remplacent. J'en suis toujours le vice-président et tous les jeudis soirs, on fait nos réunions dans la salle du Prinquiau. Cette association a été créée pour que les anciens prisonniers se retrouvent mais aussi pour leur apporter des secours parce qu'au retour de captivité, ça a été difficile pour beaucoup d'entre eux. On faisait beaucoup de fêtes et de repas « Au Bon Accueil », rue de la Convention. Il y avait une très belle salle dans la cour derrière. On a aussi fondé une mutuelle. Je suis aussitôt rentré dedans et pendant un ou deux ans, les gens venaient payer leurs cotisations chez moi. Quand j'avais mon commerce, il y avait autant de monde qui venait pour les costumes que pour les anciens combattants. » **Robert G**

Des générations de commerçants et d'artisans

Le marchand de chevaux et la boucherie chevaline Royer

« Mon grand-père maternel était marchand de chevaux au 101 bis, rue de la Convention. C'était un commerce de chevaux destinés à la boucherie. Il avait acheté la maison en 1918. Derrière, il y avait un terrain de six mille mètres carrés avec une écurie et un grand hangar dans le fond. Nous étions voisins avec les Brétéché qui, eux, étaient marchands de bêtes.

Mon grand-père faisait aussi le ramassage des os chez les bouchers avec son commis Arthur, pour les livrer chez Kuhlmann. C'était une usine de noir animal dans le bas de Chantenay.

Sur le terrain, il y avait une très grande allée de marronniers qui aboutissait à l'actuelle avenue du Printemps. Comme Carnaud était juste derrière, mon grand-père autorisait les ouvriers de cette usine à passer par cette allée parce que c'était un raccourci pour eux.

Mon grand-père paternel habitait également rue de la Convention et les deux familles se connaissaient. Mes parents se sont mariés en 1926 et ils ont tenu une boucherie place Bretagne. Je suis donc née dans le centre de Nantes mais je passais les trois-quarts de mon temps dans la rue de la Convention car ma grand-mère s'occupait beaucoup de moi. En 1943, la boucherie a été sinistrée au moment des bombardements. Pendant trois ans, mes parents ont repris la boucherie d'un monsieur qui était prisonnier. Quand cette personne est revenue, mon père a demandé l'autorisation d'ouvrir une boucherie chevaline au rez-de-chaussée du 101 bis de la rue de la Convention et ils ont tenu ce commerce de 1946 à 1968. Ensuite, comme ils approchaient de la retraite, ils ont décidé de racheter la boucherie à l'angle de la rue de la Convention et de la rue Paul-Bert et ils l'ont revendue en 1970.

En 1949, après mes études commerciales à l'école du Sacré-Cœur, j'ai travaillé avec mes parents jusqu'à mon mariage en 1956. On se levait à six heures du matin pour préparer la viande. Qu'est-ce que c'était dur pour remuer la viande froide ! Le problème de la boucherie chevaline, c'est que la viande ternit très vite, on ne peut donc pas la préparer à l'avance. Alors, on préparait la viande tôt le matin. Vers dix heures, on s'occupait des commandes que je livrais ensuite à vélo. J'allais jusque dans le bas de Chantenay. La boucherie marchait très bien, il y avait souvent la queue. Ma mère était très commerçante. La boutique et la pièce pour préparer la viande étaient ensemble. Les clients pouvaient donc voir mon père faire son travail. Il achetait les chevaux sur jambe à Rezé chez le marchand Constantin. Comme il était « à cheval » sur la qualité de la viande, il suivait la bête depuis chez le marchand jusqu'à l'abattoir.

Après mon mariage, je suis allée vivre rue des Deux-Ponts à l'emplacement de l'ancienne boucherie de mes parents puisqu'ils ont eu droit à un appartement comme dommage de guerre. Comme ils étaient rue de la Convention à ce moment-là, c'est moi et mon mari qui en avons bénéficié avec nos enfants pendant dix-neuf ans. En 1977, au décès de ma mère, nous sommes venus vivre avec mon père et aujourd'hui, j'habite toujours au 101 bis. » **Renée**

« Monsieur et madame Praud laissaient les enfants du quartier jouer dans leur grand terrain. On était toute une équipe de joyeux lurons et toutes nos journées libres, on les passait chez eux. Les plus grands surveillaient les plus petits. On faisait des cabanes, on allait ramasser des têtards dans la mare, on ramassait des hannetons qu'on lâchait au catéchisme ! On a des souvenirs magnifiques de cette propriété. » **Marylène**

Madame Houdebine devant son salon de coiffure au début des années 50

Propriétaires et employés de la menuiserie Lechat en 1937

Le salon de coiffure Houdebine - Lepage

« Mes parents se sont connus au bal du « Chalet Suisse » et en 1949, à ma naissance, ils habitaient rue de la Montagne au-dessus d'une charcuterie. En 1952, nous sommes venus vivre rue de la Convention car maman avait son salon de coiffure au numéro 101. Elle avait pris la suite de madame Diaz.

Je baigne dans la coiffure depuis l'âge de trois ans. Petite, je restais dans le salon quand ma mère travaillait. Des fois, je montais sur une petite chaise pour enlever les bigoudis des clientes. À quinze ans, j'ai appris le métier et j'ai travaillé avec ma mère. J'ai coiffé les arrières-grands-mères, les grands-mères, les mères et les filles ! C'était une ambiance familiale. On avait des clientes d'un peu partout et beaucoup d'ouvrières des usines du quartier comme Amieux ou Carnaud. Les salons de coiffure n'étaient pas mixtes à l'époque. Le coiffeur pour hommes, le salon Maurice, était à la Croix-Bonneau. Quand ma mère est décédée en 1995, j'ai tenu le salon encore un an et puis j'ai arrêté. On l'a transformé en studio et on a loué la maison de mes parents. En 2000, on a tout vendu mais nous habitions encore dans la rue car en 1978, nous avons acheté, avec mon mari, une ancienne poissonnerie que nous avons rénovée et transformée en maison d'habitation. » **Marylène**

La menuiserie Lechat

« Je suis né au 72, rue de la Convention en 1931. Mon grand-père était ébéniste rue de Bel-Air et il est venu s'installer dans cette maison en 1900 parce que la rue était plus commerçante. Avec tous les Bretons qui travaillaient dans les usines de Chantenay, il y avait du boulot pour la menuiserie. Mon père a ensuite appris le métier avec mon grand-père et moi, j'ai appris avec mon père. On s'est transmis le métier de génération en génération et la menuiserie a duré jusqu'à mon départ en retraite en 1994.

La menuiserie marchait bien, on fabriquait beaucoup de meubles. On a eu jusqu'à quatre compagnons alors, on pouvait faire pas mal de boulot. Il y avait un atelier-machine et un atelier de montage. On fabriquait tout le temps. On faisait des chambres à coucher, des salles à manger, de tout. C'était la seule façon de se meubler à l'époque. On travaillait l'acajou et le chêne et on faisait beaucoup en massif. On faisait du sur-mesure et sur commande mais il fallait des délais assez longs. On avait aussi de la fabrication d'avance pour faire de la revente en magasin. La boutique donnait sur la rue et l'atelier était derrière. C'est ma mère qui tenait le commerce parce que mon père n'était pas du tout commerçant alors que moi,ça me plaisait bien. Quand ma mère m'appelait, j'aimais bien venir l'aider. Mais ce que j'appréciais le plus, c'étaient les livraisons parce qu'une fois qu'on avait réglé les histoires d'argent, je discutais avec les clients. J'aimais bien ça parce que c'étaient beaucoup de Bretons et il y avait toujours un petit coup de Père Julien !

Nos clients étaient pratiquement tous de Chantenay. Il y en avait aussi beaucoup des fermes de Saint-Herblain mais peu de gens du centre-ville. On avait beaucoup de Bretons qui travaillaient dans les usines, des braves gens à qui on faisait crédit, comme ça, sans intérêts. Ma mère marquait tous les mois mais s'il y avait un mois plus dur que l'autre, eh bien, on reportait au mois suivant !

Quand j'ai repris le commerce en 1969, il y avait déjà beaucoup de concurrence. Je me suis donc mis à faire des compléments comme de l'agencement de cuisine ou des restaurations, ce qui m'a permis de tenir plus longtemps. Si j'avais été dix ans plus jeune, ça aurait été plus difficile. Il faut faire du chiffre pour gagner sa croûte ! En 1994, il y avait de la concurrence partout et les jeunes n'achetaient plus de meubles spéciaux. Ils allaient dans les grandes surfaces. » **Roland**

La bijouterie Soulard, boulevard de l'Égalité

« Nous sommes arrivés boulevard de l'Égalité en 1952 où nous avons vécu cinquante-deux ans. Petite bourgeoisie et classe populaire étaient mélangées dans ce quartier avec de nombreuses petites industries autour de la conserverie et avec elles, un esprit syndical qui se propageait dans les cafés, nombreux à l'époque. En 1952, le commerce battait son plein. C'est ainsi que sur les conseils de gens sérieux, l'option d'une pseudo-bijouterie crasseuse et sans attrait nous semblait destinée, compte tenu de nos petits moyens. Trois semaines furent indispensables à la remise en état des locaux pour nous y loger avec notre bébé de trois mois. Rats et souris ne cessaient de nous surprendre dans cette maison divisée en petits appartements sans aucun confort.

Le plus difficile lors de notre installation était de s'adapter à ce mélange inattendu de gens divers allant du blanc d'hermine au rouge vif. Habitués tous les deux à la vie commerciale dans nos familles et doté pour mon mari d'une formation horlogère, il fallut du temps pour qu'ouvriers et autres clients plus fortunés reconnaissent le sérieux de notre atelier. Ainsi, la propriétaire du manoir de la Hunaudais refusa de nous confier son bijou et préféra attendre l'exécution du travail pour repartir avec. Elle devint, plus tard, une cliente régulière et charmante. Comme je n'oublierai jamais cet ouvrier qui, un jour, me demanda un réveil rouge précisant : « parce que moi, je suis rouge, madame ! ».

En 1958, les affaires s'avérèrent très vite encourageantes alors que cinq collègues avaient déjà pignons sur rue dans le quartier. Nous pensions rester cinq années et en réalité, ce furent cinquante-deux années de cette vie de quartier pas comme les autres où l'ambiance commerciale nous donna une véritable envie d'y vivre et d'y rester.

En 1960, nous décidâmes de notre première transformation. La vieille devanture en bois laissa la place à une bijouterie simple mais digne de cette profession. Après ce changement, l'augmentation du chiffre d'affaire devint spectaculaire nécessitant l'embauche de trois ouvriers pour l'atelier. Au fil du temps, et après plusieurs aménagements, cette devanture et ce magasin piteux devinrent une bijouterie doublée d'une pendulerie appréciées par une clientèle pleine de contrastes dans ce quartier dynamique que nous avons connu de 1953 à 2003. » **Jeanine**

La rue de la Convention depuis les années 80

« Le quartier a changé à partir des années 80 au moment où les commerces ont commencé à fermer les uns après les autres. Ça correspond au moment où Intermarché de la rue de la Marseillaise s'est installé. La percée du boulevard Léon-Jouhaux a fait du tort aussi parce que le quartier a été coupé en deux. Les clients qui habitaient de l'autre côté ne sont plus revenus parce que c'était dangereux. Une passerelle devait être installée mais elle est restée sur le trottoir ! Comme c'étaient des gens âgés, ils ne voulaient pas traverser le boulevard. Et puis, le quartier des Bourderies s'est amélioré, des commerces se sont montés. Les personnes qui habitaient de ce côté sont donc allées aux Bourderies. Il y a aussi des commerçants qui n'ont pas voulu vendre et qui sont restés. Et pour les commerces qui ont été vendus, soit ça devenait un autre commerce, soit c'était transformé en maison d'habitation. Beaucoup d'anciens sont restés vivre ici mais maintenant au fur et à mesure qu'ils partent, de nouveaux habitants arrivent. » **Marylène**

« Nous sommes revenus dans le quartier en 1985 et nous avons emménagé rue de la Convention. La maison que nous habitons était un café avec un jeu de boules dans le jardin et certaines « commodités » dans le fond puisqu'il y avait une petite pièce qui servait de maison de passe ! Les clients l'appelaient « la salle à dix francs » ! Je l'ai appris par mon voisin qui était gendarme. Le café a fermé dans les années 70 et il a été racheté par un maçon qui l'a transformé en maison d'habitation. Ça correspond au moment où les commerces de la rue ont commencé à fermer leurs portes. On voit encore des maisons avec les anciennes façades commerciales.

Depuis 2000, le renouvellement de population s'est accéléré avec l'augmentation du prix de l'immobilier. Il y a encore de la mixité sociale mais l'évolution est indéniable. Ce sont les classes moyennes et supérieures qui achètent aujourd'hui dans le secteur même s'il y a encore des îlots d'habitat quasi insalubres, ce que l'on appelle pudiquement de « l'habitat social de fait ». L'inflation du prix des logements est d'ailleurs un peu inquiétante. Beaucoup de maisons individuelles sont achetées par des promoteurs car le quartier est caractérisé par un habitat en lanière. Les façades ne payent pas de mine mais il y a des jardins à l'arrière qui font entre cinq cents et six cents mètres carrés. Cette surface, en ville, c'est énorme ! C'est une tendance que la municipalité ne peut pas contrer car il y a des règles pour préempter une propriété privée. Il faut un besoin d'utilité publique comme, par exemple, la construction d'un équipement ou l'élargissement de la rue. Sur le secteur de la rue de la Convention et des rues adjacentes, on dénombre trois cents maisons remplacées par des immeubles.

Avec ces nouveaux logements, la disparition des commerces de proximité pose problème. On ne va pas revenir à la petite épicerie d'autrefois, les besoins de la population ne sont plus les mêmes, mais il faut réfléchir à d'autres formes d'équipement de proximité qui permettraient d'avoir une vie de quartier. Pour aller dans ce sens, la municipalité développe depuis 2001 trois pôles de vie et d'activités dans le grand quartier : le Repos de Chasse, la Croix-Bonneau et bien sûr Zola. » **Bernard**

Le boulevard Léon-Jouhaux et les HLM de la Croix-Bonneau en 1981

« Le Concorde », le cinéma presque centenaire du boulevard de l'Égalité

La première projection officielle à Nantes du cinématographe Lumière a lieu le 28 décembre 1895. Mais, pendant des années, ce sont les forains qui vont populariser cette nouvelle attraction. Le cinéma fait les riches heures des champs de foire, l'hiver place Bretagne, l'été sur les cours Saint-Pierre et Saint-André. Ce n'est qu'à partir de 1908 qu'il commence à se sédentariser. Les premières salles permanentes apparaissent en centre-ville : l'« American Cosmograph » ouvre le 19 mars 1908 rue des Carmélites, le cinéma « Pathé » rue de l'Industrie et l'« Apollo Théâtre » rue Racine en 1912, l'« Omnia Dobrée » rue de Flandres en 1913, « Le Palace » rue Scribe en 1914.

À Chantenay, l'ancienne conserverie Deffès de la petite rue Danton est réputée avoir abrité la première projection cinématographique au tout début du 20e siècle. Mais c'est à quelques pas de là, à l'angle de la rue de la Convention et du boulevard de l'Égalité, dans la salle de danse Pellerin où des troupes locales donnent occasionnellement des représentations théâtrales, qu'un certain Labourdaize sollicite en septembre 1916 l'autorisation d'ouvrir *« un petit cinématographe. (…) Étant mobilisé et père de six enfants en bas-âge, je souhaite cette faveur pour subvenir à nos besoins »*. Pellerin, le propriétaire des lieux reprend l'idée à son compte et, le 2 février 1918, il inaugure une salle de mille places baptisée « Grand Cinéma National ».

Après la Première Guerre mondiale, les ouvertures de salles se multiplient dans le quartier. Place René-Bouhier, « Le Grand cinéma Lamoricière », futur « Majestic », est construit en 1921 tandis que, place Jean Macé, « L'Olympic Cinéma » ouvre ses portes en 1926.

En 1931, un répertoire des cinémas nantais mentionne *« Le National, boulevard de l'Égalité, appartenant à Mme Pellerin et exploité par elle-même »*. Mais la salle ne compte plus que six cent cinquante places.

Changement de directeur en 1934 : Charles Lefeuvre est autorisé à ouvrir au public mais doit *« soumettre à l'approbation de l'administration municipale, au moins cinq jours à l'avance, les scénarios des films qu'il se propose de projeter »*. La censure veille… Devenu « Le Moderne », le cinéma accueille en septembre 1936, le groupe de Chantenay du parti socialiste qui en plein Front Populaire projette *« Le Mur des Fédérés »*.

À partir de 1946, le cinéma est dirigé par Noël Destombes, un commerçant du quartier, bien connu des Chantenaysiens. Ce dernier l'exploite en son nom propre pendant trois ans, date à laquelle l'établissement intègre la Société des cinémas modernes de l'Ouest jusqu'à sa reprise en 1973 par un indépendant, Claude Champmont. Il le rebaptise « Concorde », le dote de deux cent trente-cinq fauteuils-clubs et le transforme progressivement en complexe multisalles : trois salles au printemps 1977, une quatrième à l'été 1978. Le nouveau directeur personnalise le lieu en organisant des cycles, des festivals, des rétrospectives où il invite des figures du 7e art : Bernard Blier, Depardieu, Truffaut, Noiret, Resnais, Charles Vanel, Michèle Morgan… En 1977 aussi, il ouvre un nouveau cinéma, « Le Racine », puis reprend « Le Versailles » en 1980 et « L'Ariel » en 1981. Course en avant, âpre concurrence, difficultés pour s'alimenter en films… l'ascension sera de courte durée. En juillet 1984, Gérard Clochard, un ex-fonctionnaire des PTT passionné de cinéma, reprend les rênes du « Concorde », le modernise et confirme son orientation art et essai.

Alors que tant de cinémas de quartier ont disparu, pas question de clap de fin pour la salle bientôt centenaire du boulevard de l'Égalité, qui a su évoluer et diversifier ses activités.

« Le Moderne » à la fin des années 30

« Le directeur du « Moderne », monsieur Destombes, habitait au-dessus du cinéma. Il était connu dans le quartier car il avait de nombreuses activités. Il avait un commerce de gros, rue Appert dans lequel il vendait des œufs, des raviolis, des canellonis... Il était également prof de musique à la Saint-Clair et il s'occupait de la fanfare qui défilait à la mi-carême. » **Yvonne**

« Après la Première Guerre, le photographe du boulevard Pasteur, monsieur Fouquet, jouait du violon avec mon grand-père au cinéma. À l'époque, le cinéma était muet et ils faisaient l'accompagnement sonore. » **Léna**

« Le Moderne », c'était le cinéma du quartier. Monsieur Destombes programmait des films familiaux. J'y allais toute seule le dimanche. Ma mère et ma tante allaient voir des films le samedi et elles me donnaient l'autorisation d'y aller le lendemain si elles jugeaient que les films étaient biens. Il y avait trois prix différents selon l'emplacement. Les places de devant étaient moins chères mais ma tante ne voulait pas que je me mette là pour ne pas m'abîmer les yeux. Alors, j'allais voir mon oncle pour qu'il me donne un franc et avec ça, j'avais une place au dernier rang. C'est une habitude qui est restée parce que maintenant, je suis toujours au dernier rang. Enfant, j'allais donc au « Moderne ». Ensuite, j'ai pu aller à « L'Olympic », place Jean Macé et un peu après, j'allais jusqu'au « Majestic », place René-Bouhier. Et encore après, j'allais rue de Flandres au « Royal ». Pour finir, j'ai pu aller dans les cinémas du centre-ville. Au fur et à mesure que je grandissais, j'élargissais mon périmètre ! » **Éliane**

« Dans le quartier, on avait beaucoup de cinémas. « Le Moderne », qui est devenu « Le Concorde », avait une seule salle, très belle et très grande. Elle était aussi utilisée pour des arbres de Noël. « L'Olympic » aussi avait une grande salle. Rue de la Bourdonnais, on pouvait aller au « Vox ». Il se trouvait vers le collège de Chantenay et il a ensuite été transformé en bowling. Le bâtiment a été rasé et maintenant, ce sont des appartements. Sinon, on pouvait aller au « Majestic », place René-Bouhier et au « Pax », le cinéma de la paroisse Sainte-Jeanne-d'Arc. Quand nous sommes revenus dans le quartier en 1985, il ne restait plus que « Le Concorde ». » **Bernard**

Reprendre un cinéma...

« Être gérant de cinéma, c'est une opportunité qui s'est présentée au moment où j'avais envie de changer de métier. Avant, j'étais technicien aux PTT à Nantes. Les années passaient et j'avais fait un peu le tour de la technique. C'était l'époque où l'on rentrait dans l'ère de l'informatique, de l'électronique. Nous, on était plutôt des électromécaniciens et à un moment donné, je sentais que c'était moins ma passion. Avec mon épouse, on a donc décidé de changer de métier. Le hasard a voulu, qu'à l'époque, des salles de cinéma étaient à vendre comme celle de Couëron ou « Le Versailles », « L'Ariel » et « Le Concorde » à Nantes. Je me suis mis en disponibilité de la fonction publique et on a racheté « Le Concorde » à monsieur Champmont.

À l'époque, on avait trente-deux et trente-trois ans et deux enfants. On a eu la chance de tomber sur des banquiers sympas qui nous ont fait confiance parce qu'on avait deux salaires de fonctionnaires pour acheter un cinéma ! On a mis dix mois à boucler l'affaire et à ouvrir. On a pu le faire aussi grâce à des copains qui nous ont aidés. Des collègues et des musiciens de Tri Yann, avec qui j'étais pote, nous ont prêté de l'argent et on a pu boucler le budget grâce à eux.

On s'est donc mis au boulot en août 1984 mais sans savoir ce qu'était le métier d'exploitant de salle. On était cinéphile mais aimer le cinéma et en gérer un, ça n'a rien à voir ! Le cinéma est ouvert sept jours sur sept. On arrive le matin à neuf heures et on ferme vers vingt-trois heures. Ça n'a donc rien à voir avec le fait d'aller au cinéma et d'aimer ça ! On a donc appris sur le tas et il fallait apprendre vite. Une machine qui tombe en panne, il faut la réparer tout de suite parce que sinon on ne peut pas travailler le lendemain ! Après, on apprend à connaître les réseaux. Dans le cinéma, il n'y a qu'un seul circuit. Une fois qu'on y est rentré, ça tourne. Il y a des gens qui font des films et nous, on les passe.

Le cinéma compte deux cent quatre-vingt-sept places réparties sur les quatre salles. On a quatre salariés : deux opérateurs et deux caissières, ce qui est très peu. On ferme quinze jours l'été pour faire des travaux. On refait l'électricité, on change des fauteuils... Nous gérons beaucoup de choses nous-mêmes sauf les installations soumises à la commission de sécurité.

On n'est pas un cinéma de quartier mais un cinéma dans un quartier. On passe les mêmes films que tout le monde. Le fait est que nous sommes les seuls installés dans un quartier mais ça n'a jamais été un handicap. Les gens choisissent leur cinéma en fonction de leur lieu d'habitation. Maintenant, ils vont plus facilement dans les cinémas périphériques avec des parkings. Le tramway nous aide quand même parce que beaucoup de personnes viennent en transport en commun. Et puis, on a le parking Zola et avoir un parking de quatre cents places à trois minutes du cinéma, ça aide. Notre seul handicap par rapport au quartier, c'est que nous ne pouvons pas agrandir. »

Programmer et s'engager

« Au début, on programmait des films qui n'avaient pas de sortie nationale. On piochait dans le répertoire. Rapidement, je me suis aperçu que beaucoup de films quittaient l'affiche sur Nantes alors qu'ils avaient encore un potentiel d'entrées. On a donc commencé à faire des continuations de films. On programmait les films qui partaient des cinémas du centre-ville... On avait un tarif un peu plus bas que les autres salles jusqu'à ce que Nantes entre dans la guerre des prix.

Je vois tous les films que l'on programme même si des fois ça pose des problèmes parce qu'un film, ça dure deux heures et il en sort dix par semaine ! Alors à un moment donné, on a un problème de temps.

En dehors de la programmation classique, on a toute une partie animation. On organise des cycles thématiques comme le cinéma portugais par exemple. J'ai aussi programmé beaucoup de films militants. C'était un choix personnel parce que lorsque j'étais aux PTT, j'étais syndicaliste et j'ai été militant au Gasprom, aux Droits de l'homme. À une époque, on a donc fait des cycles avec le Gasprom. On organise encore souvent des projections avec des débats. On reçoit des réalisateurs, des équipes de film pour des présentations avec débat. On fait aussi des choses avec les centres socioculturels. On est sollicités pour organiser des projections sur des sujets particuliers comme les femmes maghrébines. Prochainement, on passe « Intouchables » pour les écoles qui accueillent des handicapés comme le collège de la Durantière par exemple.

On n'a pas de règle, on est ouvert aux propositions. On n'impose pas une programmation spécifique, on répond aux sollicitations. Ce sont les associations, les enseignants qui

proposent un film et nous, on s'arrange pour le passer. Ce qui est intéressant dans cette démarche, c'est le débat. Le film sert de support à un débat. On ne répond pas à tout le monde parce certains projets ne nous intéressent pas et on n'a pas envie de les défendre. On a également pour principe de ne pas accueillir les partis politiques parce que l'on n'est pas une tribune. On est plus à l'aise sur les sujets sociaux.

Depuis une dizaine d'années, nous sommes aussi programmateurs de salles avec nos deux structures : Epic pour la programmation régionale et Microméga pour la programmation hors région. On a un bureau à Nantes et un autre à Paris. C'est une activité de prestation de service. On programme toutes sortes de salles, des grandes, des petites, à Paris, dans l'Essonne, à Mâcon, en Bretagne... Cette activité est importante pour « Le Concorde » car elle nous positionne par rapport aux grands groupes comme Gaumont, Pathé...

On fait ce métier depuis vingt-sept ans et nous tenons parce que c'est une structure familiale. Les enfants, les copains nous ont aidés et c'est toujours cet esprit qui dure. Avec le recul, je n'ai aucun regret, je suis content de mon choix. Ça aurait pu être un échec parce qu'il y a eu des coups durs mais on s'en est toujours sortis ! Maintenant c'est mon fils qui a pris la relève. J'ai arrêté parce que j'avais l'âge mais surtout parce qu'à un moment donné, on vit sur des acquis et on n'est plus novateur. Si on veut qu'un outil perdure dans le temps, il faut passer la main. J'ai donc donné le cinéma à mes enfants. Voilà, avec le recul, c'était un métier marrant à faire ! » **Gérard**

2 / Du petit lycée de Chantenay à Trempolino

Années 1870. Le lycée de Nantes (futur lycée Clemenceau), excentré *« dans un quartier noble dont la rare population est acquise aux établissements rivaux »*, souffre d'un problème de recrutement pour ses classes supérieures et envisage d'étendre son cercle d'action en créant une annexe, un *« petit lycée d'externes au centre de la ville »* où seraient reçus des élèves de la maternelle jusqu'à la cinquième. Le petit lycée (futur lycée Jules-Verne) voit le jour en 1880 sur le site de l'ancien Jardin des apothicaires.

La cour et les bâtiments de Trempolino, ancien petit lycée de Chantenay, en 2011

À la Belle Époque, le lycée de Nantes compte une quarantaine de classes s'échelonnant de la maternelle aux classes préparatoires aux grandes écoles, un certain nombre d'élèves effectuant toute leur scolarité dans le même établissement. Les « petites classes » (de la maternelle à la septième incluse) constituent le vivier principal où se recrutent les élèves du secondaire.

Le lycée fête son centenaire avec faste en 1908, l'année même où Nantes annexe la commune de Chantenay.

1911. Le nouveau proviseur du lycée de Nantes, Jean Barou, ne fait pas mystère, dans ce contexte de concurrence exacerbée avec l'enseignement catholique, de sa volonté d'expansion dans les quartiers en plein développement de l'ouest de la ville : *« Il est en effet presque impossible en raison de l'éloignement, d'envoyer de très jeunes enfants de cette partie de la commune soit au grand lycée soit au petit lycée. Or, la plupart des enfants qui fréquentent les écoles maternelles privées sont dirigés plus tard vers les écoles secondaires libres et se voient ainsi privés définitivement du bénéfice de l'enseignement universitaire. »* Il trouve une oreille attentive auprès du maire nouvellement élu Paul Bellamy qui se met aussitôt à la recherche d'un site susceptible d'accueillir au

plus vite et à moindre frais le nouvel établissement. La perle rare est dénichée au numéro 51 du boulevard de l'Égalité : une propriété de plus de quatre mille mètres carrés avec deux bâtiments en équerre et un vaste jardin, récemment léguée « aux pauvres de Nantes » que le bureau de bienfaisance serait prêt à louer. Les travaux sont votés au conseil municipal du 11 mai 1911 et aussitôt entrepris pour que l'annexe puisse fonctionner à partir du mois d'octobre. Celle-ci débute modestement avec deux classes primaires et une douzaine d'élèves.

Dépêché sur place, le reporter du quotidien nantais « Le Populaire » en fait une description enthousiaste : *« L'entrée sur le boulevard est reconnaissable à la grande grille en fer forgé qui la ferme (...) Près de l'entrée est édifiée la conciergerie. Après avoir suivi une allée égayée par le voisinage de sapins et d'arbres fruitiers, on arrive à l'entrée de l'établissement »*. Après le « spacieux vestibule », on accède aux quatre classes enfantines. « Par les fenêtres entrent la lumière et l'air pur du vaste plateau heureusement dépourvu d'usines ». Vers le boulevard *« sont les communs, comprenant une salle de gymnastique et un grand préau couvert ; six water-closets du dernier système sont situés au fond, à l'écart du bâtiment ». « Tout est confortable, gai et pimpant »*, conclut-il. Cerise sur le gâteau : *« L'année prochaine, les tramways électriques passeront devant l'annexe »*. Tout aussi dithyrambique, Jean Barou salue la nouvelle naissance. *« À cette époque de natalité restreinte, le lycée de Nantes ne s'est pas condamné à une stérilité regrettable. Un second enfant lui est né dernièrement. On l'a mis en nourrice à Chantenay et le berceau est si joli, si plaisant, si fleuri (c'est bien le "jardin d'enfants" préconisé par les pédagogues étrangers) que je ne doute pas qu'il devienne rapidement dru et fort, et exige une demeure plus vaste... »*.

Une classe primaire du petit lycée en 1922

En 1920, sur les instances du ministère de l'Instruction publique, la Ville décide de racheter l'immeuble au bureau de bienfaisance pour s'en assurer *« de façon ferme et définitive la libre disposition »*. L'annexe de Chantenay compte alors autour de soixante-dix élèves

Au début des années 1930, le tableau idyllique se craquèle. Les effectifs ont plus que doublé. *« Les classes de ce lycée, sont aussi insuffisantes dans leur surface et leur volume que par leur nombre »* , notent les services municipaux. Un projet d'agrandissement est mis à l'étude. L'extension (huit classes et deux pavillons) serait construite en bordure de la nouvelle voie – l'actuel boulevard Léon-Jouhaux – décidée par la Ville pour desservir la « colonie » d'habitations à bon marché du Bois-de-Hercé. En 1937, une subvention est accordée par le ministère, mais, un an plus tard, un emprunt voté par le conseil municipal est refusé par Paris. Le projet est bloqué quand la guerre survient.

En 1949, la situation est inchangée comme en témoigne l'adjoint à l'enseignement : *« les bâtiments du lycée annexe de Chantenay sont particulièrement vétustes. Malgré la construction de baraquements en bois, (...) l'emplacement réservé aux 329 élèves est, depuis plusieurs années déjà, beaucoup trop restreint ». À la rentrée d'octobre, trente élèves ont été refusés faute de place et « il est certain que le nombre de candidats va augmenter régulièrement chaque année en raison de l'accroissement de la natalité constaté à Nantes depuis la Libération »*.

Malgré ses problèmes récurrents de locaux, l'annexe chantenaysienne est, depuis l'après-guerre un lycée pilote où l'on expérimente des méthodes pédagogiques innovantes. Devançant les orientations du plan Langevin-Wallon (1947) qui prône une école nouvelle et des méthodes actives faisant de l'élève un acteur et un citoyen capable de prendre des initiatives, l'annexe se dote dès la rentrée 1945 d'une « sixième nouvelle ». Jean Goché, le proviseur du lycée Clemenceau, tire un premier bilan avec les parents d'élèves : *« L'enfant ne doit pas être confiné dans sa salle de classe. Dans notre ville, des visites variées (visites d'usines, d'expositions, de la gare, du port, des jardins publics...) lui ont fait prendre contact avec le monde extérieur où il a reçu des leçons vivantes, complétant les textes (...). Son éducation a été parfaite par des travaux manuels avec utilisation d'outils simples qui l'ont conduit à confectionner de menus objets en bois et en carton. L'expérience est en bonne voie*

et sera complétée par une « cinquième nouvelle » selon les possibilités de l'avenir. Dès maintenant l'enfant, cet inconnu, matière mouvante qui échappe si souvent à notre observation, est l'objet de notre sollicitude ». Et de saluer les professeurs *« qui éveillent l'enfant aux difficultés de l'existence, secouent son apathie pour mettre en valeur ses dons naturels en l'obligeant à manifester ses goûts ».*

À partir de 1950, le transfert de l'établissement est préféré à son extension. La municipalité acquiert l'ancienne résidence du maire de Nantes, située au 66 de la rue Amiral-du-Chaffault, comportant un hôtel particulier de vingt-deux pièces et un parc boisé de onze mille mètres carrés. L'ensemble est cédé gratuitement à l'État, à condition que celui-ci prenne seul en charge la construction du nouvel établissement. C'est désormais de l'autre côté du futur boulevard René-Coty que s'écrit l'histoire du lycée de Chantenay. Les premières classes sont mises en service en 1953. Quatre ans plus tard, le petit lycée devient indépendant sous le nom de Jules-Verne et l'annexe de Chantenay lui est affectée. En 1966, ce dernier est érigé en CES, collège d'enseignement secondaire après la fermeture progressive des classes primaires et enfantines amorcée depuis 1960.

Une fois désaffectés, les anciens locaux du boulevard de l'Égalité servent de crèche provisoire en attendant l'achèvement des travaux de la crèche municipale des Réformes. À partir des années 1970, la mairie dédie les lieux à un équipement social qui accueille le Club Zola du troisième âge, le Club des Vieux de France de Chantenay, l'Association préventive Nantes-Ouest et les Éclaireurs et Éclaireuses de France.

Le 25 juin 1990, *« afin de promouvoir le rock et les autres pratiques musicales des jeunes sur l'agglomération »*, le conseil municipal de Nantes approuve à l'unanimité les statuts de l'association intercommunale Trempolino. Les locaux désaffectés du 51, boulevard de l'Égalité lui sont alors attribués. Lorsque l'équipe de Trempolino emménage en juillet 1990, elle croise le dernier occupant des lieux, un club d'amateurs de billard. Le nouvel équipement culturel est officiellement inauguré le 21 décembre 1990. Vingt ans plus tard, Trempolino quitte les lieux pour rejoindre la Fabrique sur l'Île de Nantes.

« Ma mère est née en 1917. Elle est allée au petit lycée de Chantenay après un passage à l'école Saint-Clair où elle n'est allée qu'une année, à six ans, car elle ne s'y plaisait pas. Elle a eu la trouille du diable à cause de sœur Marie-Annick ! À l'époque, le directeur du petit lycée de Chantenay était monsieur Chedorge. Il était également instituteur. Pour les leçons de calcul, il installait des rondelles de pommes de terre sur le tableau inclinable. Et, pour enseigner la ponctuation, il donnait comme exemple : « le maître dit : cet élève est un imbécile ! » et « le maître, dit cet élève, est un imbécile ! ». » **Léna**

Odette Rabu et ses élèves en 1949

Une pédagogie innovante : « Les classes nouvelles » du petit lycée de Chantenay

« J'étais lycéenne à Guist'hau et pendant la guerre, je suis partie faire mes études supérieures à Rennes parce qu'après les bombardements, beaucoup de classes avaient été fermées à Nantes. Dès la fin de mes études, en 1945, j'ai été nommée professeur de sciences naturelles au lycée Clemenceau. L'établissement était réparti sur trois sites : le lycée Clemenceau dans le centre que l'on appelait le grand lycée et ses deux annexes avec le petit lycée Jules-Verne et le petit lycée de Chantenay qui avait des classes de primaire et de premier cycle, c'est-à-dire jusqu'à la troisième. Les élèves passaient leur BEPC et ensuite, la plupart allaient en deuxième cycle à Clemenceau. Maintenant, ce sont trois établissements distincts.

Quand j'ai été nommée au petit lycée de Chantenay, monsieur Lebrun en était le directeur. C'était un établissement très intéressant car après la guerre, le plan Langevin-Wallon avait mis en place un programme appelé « Les classes nouvelles ». Ce programme a été proposé dans ce lycée parce que le site s'y prêtait. Pour enseigner dans ces classes, les professeurs étaient volontaires. Je me suis donc proposée et avec les autres collègues, nous avons suivi des stages à

Paris et à Sèvres parce que c'était une pédagogie nouvelle à laquelle il fallait s'adapter. Ces classes étaient destinées aux élèves de la sixième à la troisième. La pédagogie était inspirée de la méthode Freinet qui avait été pensée pour l'école primaire.

Les classes comptaient une vingtaine d'élèves et étaient mixtes mais ce n'était pas lié aux « classes nouvelles » car le lycée de Chantenay a toujours été mixte. Comme c'était un petit lycée de quartier, il n'y avait pas assez d'élèves pour séparer les filles et les garçons. L'établissement accueillait les enfants du quartier mais aussi ceux de la Basse-Loire. Tous les élèves n'avaient pas les mêmes facilités et ne venaient pas du même milieu social mais ils étaient mélangés. Les élèves des classes classiques étaient avec des élèves en pré-apprentissage. À la fin de l'année, une remise des prix était organisée. Les élèves étaient distingués pour toutes les matières. Il y avait un prix d'excellence pour le grec et un premier prix pour les cours d'atelier. Les enfants se plaisaient bien dans le lycée.

Tout le personnel enseignant de Chantenay adhérait à l'esprit des « classes nouvelles ». L'enseignement était basé sur l'étude du milieu et prenait en compte le vécu des élèves. Par exemple, pour les élèves de quatrième, on organisait avec le professeur de géographie une séance sur le pont transbordeur pour étudier l'hydrographie. Pour voir un exemple d'érosion, on allait directement au bord de la Chézine. Tous les devoirs étaient faits en classe par demi-groupes avec un professeur. Quand on voyait qu'un élève avait de la peine, on allait le voir pour qu'il nous explique ce qui l'arrêtait. C'était de l'enseignement individuel basé sur le vécu des enfants. Il fallait une adaptation du professeur aux élèves. On employait quand même des méthodes assez strictes mais qui tenaient compte de l'élève. Par exemple, je me souviens d'un élève qui avait été jugé inapte aux études secondaires quand il était scolarisé au petit lycée Jules-Verne. Ses parents l'ont inscrit au petit lycée de Chantenay et il s'en est très bien sorti parce que la pédagogie lui convenait mieux, il était plus libre. Il a même fini admissible à Polytechnique !

Les classes nouvelles ont été supprimées parce que ça coûtait trop cher mais un esprit est resté. Nos enfants sont allés au lycée de Chantenay et on voyait bien que les méthodes des « classes nouvelles » avaient laissé une marque. Moi-même, j'ai continué à appliquer cette pédagogie après mon départ du petit lycée en 1952. J'ai gardé l'esprit « classe nouvelle » pendant toute ma carrière. » **Odette**

Le directeur Lebrun

« Le petit lycée était dirigé par monsieur Lebrun. Il a commencé comme professeur et il a dirigé l'établissement ensuite. Il a fait toute sa carrière au lycée de Chantenay. Son père était cordonnier rue Amiral-Duchaffault, il a donc grandi dans le quartier et il est resté y vivre ensuite.» **Odette**

« Monsieur Lebrun a été très longtemps directeur de l'établissement. Il connaissait très bien ses élèves et leur situation. Il avait une équipe de professeurs qui a enseigné longtemps au petit lycée. Quand l'établissement a été déplacé, il a occupé le château alors qu'auparavant il était dans les bâtiments du petit lycée avec nous. » **Nicole**

« De la maternelle jusqu'à la cinqième, je suis allée au petit lycée de Chantenay avec monsieur Lebrun comme directeur. Des classes étaient installées dans des baraquements. C'était une école publique mais qui était stricte. Je me souviens du perron qui conduisait au bureau du directeur. Quand on le montait, c'était mauvais signe ! » **Danielle**

Du petit lycée au collège de Chantenay

« J'ai été scolarisée en 1948, à quatre ans, à la maternelle du petit lycée de Chantenay qui était installée dans le château, rue Amiral-Duchaffault. Ce château se trouvait sur le site de l'actuel collège de Chantenay. Il y avait deux classes, une pour les tout petits et une autre pour les grandes sections qui ont, ensuite, été rapatriées dans le petit lycée proprement dit, sur le boulevard de l'Égalité.

Mon frère, qui a sept ans de plus que moi, était déjà au petit lycée dans le secondaire après avoir fait son primaire à la Frat'. C'est pour cette raison que mes parents m'ont inscrite au petit lycée. Comme ma mère travaillait, mon frère pouvait venir me chercher à la fin de la journée. J'étais donc dans la classe de grande section avec une institutrice qui nous apprenait à lire avec une baguette de bambou. Quand je suis sortie de cette maternelle, je savais lire et écrire. J'ai donc sauté une classe et je suis passée en dixième, c'est-à-dire en CE1.

Au petit lycée, le primaire et le secondaire étaient ensemble. On commençait en onzième et on finissait en troisième. C'était une école mixte, ce qui était exceptionnel à l'époque. De 1948 à 1958, j'ai toujours été dans des classes mixtes. C'était un lycée pilote dans lequel les enseignants pratiquaient une pédagogie innovante. Cette méthode avait été mise en place après la guerre et son principe était de nous faire découvrir par nous-mêmes le maximum de choses en nous sortant du lycée. Dès le primaire, nous faisions beaucoup de visites à l'extérieur. À partir de la septième, on avait droit à des cours de dessin et de musique faits par les profs du lycée. On a donc eu très tôt une initiation aux arts plastiques, ce qui était quand même assez remarquable pour l'époque.

À partir du secondaire, on avait les mêmes profs de maths et de français en sixième et en quatrième puis en cinquième et troisième. Pour ces matières, quatre profs nous suivaient pendant toute notre scolarité, ce qui était très appréciable. Certains profs de français, comme monsieur Alain ou monsieur Champy, étaient formidables. Ils ont marqué des générations d'élèves. Beaucoup de personnes se souviennent de monsieur Champy parce qu'il avait la poliomyélite. Il avait une petite voiture mécanique et souvent il nous demandait de le pousser quand il y avait des montées.

Pour le dessin, la musique et la gym, c'était la même chose, on avait les mêmes profs, pendant toute la durée du secondaire, avec lesquels on participait à beaucoup d'activités. Le prof de dessin nous emmenait dans les musées et avec le prof de musique, on participait à des petits concerts aux Marsauderies. Nous avions aussi des cours de couture et des cours d'atelier bois. Les garçons avaient atelier fer en plus. Pour la couture, c'était madame Lebrun, la femme du directeur, qui nous donnait les cours.

En primaire, ceux qui le voulaient, pouvaient faire leur catéchisme avec l'aumônier de Clemenceau qui venait au petit lycée. Moi, j'ai fait du caté avec l'abbé Liberge. Comme il était passionné de cinéma, il nous passait des films. Il nous apprenait quand même un peu de choses mais quand on savait bien nos prières, il nous passait des films comme « Fripounet et Marisette ». Il organisait aussi des sorties l'été. Il emmenait des jeunes découvrir l'alpinisme. Mon frère a été avec lui, plusieurs années de suite, faire de l'alpinisme à la Barre des Ecrins. Les petits Nantais ne connaissaient pas la montagne, à cette époque là ! J'ai fait ma communion solennelle en sixième dans la chapelle du lycée Clemenceau. Comme il fallait montrer qu'on était allés à la messe, on allait à Saint-Clair mais on ne connaissait absolument pas les enfants de Saint-Clair. À la fin de chaque messe, il fallait faire pointer sa carte car, sans cela, le curé n'acceptait pas qu'on fasse notre communion.

Quand je suis entrée en troisième, en 1958, le lycée a été déplacé dans les locaux neufs de la rue Amiral-Duchaffault.

L'installation s'est faite progressivement puisqu'au départ, il n'y avait que les quatrièmes et les troisièmes. Ensuite dans les années 60, l'école primaire a disparu et le petit lycée est devenu le collège que l'on connaît actuellement.

C'est également en 1958 que l'établissement a été rattaché au lycée Jules-Verne puisqu'auparavant il dépendait de Clemenceau. Beaucoup de profs n'étaient pas d'accord avec ce changement. Ils voulaient rester avec Clemenceau parce que Jules-Verne, ça faisait moins bien ! Pour marquer ce changement de tutelle, la cérémonie de distribution des prix a été organisée cette année-là au cinéma « Le Moderne » avec un orchestre. Tous les profs étaient en toge et ils ont prononcé un discours avant la remise des prix.

Le petit lycée de Chantenay avait une certaine autonomie sur le plan pédagogique, hiérarchique et social. Des choses très intéressantes et très novatrices étaient proposées. Les profs faisaient aimer leur matière et organisaient beaucoup de choses pour éveiller notre curiosité. Quand je suis allée en seconde à Guist'hau ensuite, j'ai vu la différence dans l'enseignement. Ce n'était plus la mixité et il fallait porter une blouse rose ! » **Nicole**

« Dans le secteur, les enfants des Bourderies allaient à l'école de la Mutualité, ceux du haut de la rue de la Convention allaient à l'école de la Contrie et ceux du bas de la rue allaient à la Fraternité. Comme j'habitais aux Bourderies, j'ai fait toute ma scolarité à l'école de la Mutualité. Ensuite, j'ai passé l'examen d'entrée en sixième et le concours des bourses pour être boursier national. En CM2, on devait être trente-cinq dans la classe et on n'était que deux à passer en sixième. À ce moment-là, on n'incitait pas les enfants d'ouvriers à passer dans le secondaire. Quand je suis entré au collège, j'ai connu la mixité filles-garçons mais la mixité sociale n'était pas très développée ! Je suis donc allé au petit lycée de Chantenay qui est devenu l'actuel collège de Chantenay. Je n'ai pas connu la période où il était installé boulevard de l'Égalité mais les bâtiments dépendaient toujours du petit lycée. Seuls les cours de travail manuel avaient lieu dans ces anciens bâtiments. Les filles avaient des cours de couture et les garçons avaient des cours de bois et de fer.

Quand l'établissement était installé sur le boulevard de l'Égalité, les familles des classes moyennes supérieures du quartier dirigeaient plutôt leurs enfants vers les classes primaires du petit lycée. » **Bernard**

« L'origine des élèves était différente entre le primaire et le secondaire. Au primaire, c'étaient plutôt des enfants de fonctionnaires, ce n'était pas très mélangé au niveau social. Alors que pour le collège, le recrutement était plus mixte. On retrouvait tous les enfants du quartier c'est-à-dire du Bas-Chantenay, de Mellinet, de Zola, de la Contrie, et même du bas du boulevard des Anglais. Quelques élèves passaient le certificat d'études mais les profs ne soutenaient pas du tout ces initiatives. Ils encourageaient plutôt les élèves à passer le concours d'entrée en sixième puisqu'à cette époque, il fallait passer un examen d'entrée. » **Nicole**

« J'ai travaillé au collège de Chantenay de 1963 à 1997 comme agent de lycée. Quand j'ai débuté, le petit lycée du boulevard de l'Égalité était devenu une annexe du collège. Il n'y avait plus que trois classes pour préparer l'école normale. Le directeur de cette annexe était monsieur Laplacette. Ensuite, il n'y a plus eu de directeur mais des classes ont été maintenues pour accueillir les élèves qui avaient du retard scolaire. Il y avait une classe de chaudronnerie, une de couture et une autre de cuisine… Les élèves faisaient de l'apprentissage manuel toute la journée, ils n'avaient pas de cours d'enseignement général. Quand l'établissement a été définitivement fermé, ces classes ont été transférées dans le collège et les bâtiments ont servi de foyer d'activités pour les personnes âgées. » **Alfreda**

Un lieu de pratique musicale innovant : Trempolino

Origine et création de Trempolino

« La création officielle de Trempolino date de juillet 1990 mais ses origines sont plus anciennes. En fait, à partir de 1981, le ministère de la Culture reconnait l'existence de nouvelles pratiques musicales. On est effectivement dans ces années où de nouveaux groupes sont créés et où des cafés-concerts ouvrent partout en ville. À ce moment-là, je me trouve à la tête d'un projet qui se développe au sein de la Maison de quartier de Doulon. Il s'agit du festival « Plein Watt » dont le but est d'accompagner tous ces groupes émergents. On essayait de montrer une photographie la plus large possible de cette scène musicale que l'on soutenait en aidant les groupes à se produire, à faire des albums… Une école de musique rock et jazz a été créée dans cette mouvance au sein de la Maison de quartier. Au fur et à mesure que notre projet se structurait, nous obtenions une reconnaissance du ministère de la Culture et de la Ville de Nantes.

En 1983, l'arrivée de l'équipe Chauty à la mairie coupe l'élan et ces musiques émergentes n'ont plus leur place dans la ville. Le relais est pris par les communes voisines c'est-à-dire Rezé, Saint-Herblain et Saint-Sébastien-sur-Loire. N'ayant plus de soutien nantais, on a continué à développer ces pratiques dans la résistance. Lorsque Jean-Marc Ayrault s'est présenté aux municipales en 1989, il a cherché à rencontrer les acteurs de ces nouvelles pratiques afin de prendre en compte leurs attentes, leurs besoins et de les intégrer dans la politique culturelle qu'il souhaitait mettre en œuvre à Nantes.

Trempolino est donc née de cette rencontre entre les acteurs associatifs et les décideurs car ce sont toutes les réunions d'avant et d'après campagne qui ont structuré le projet. Ces rencontres ont fait de Nantes, une des premières villes à proposer un espace de compréhension et de dialogue qui a permis de construire ensemble.

Lors de sa création, Trempolino comptait comme membres OUF, REBEL ROCK, le CRDC, POSKA ainsi qu'un tour de table qui regroupait des musiciens, des managers, des associations et des élus de Nantes. On retrouvait aussi des élus et des représentants de structures culturelles de Rezé, Saint-Sébastien-sur-Loire et de Saint-Herblain puisque ce sont dans ces trois communes que les acteurs de la musique actuelle avaient migré du temps de Chauty, ce qui explique pourquoi le projet est devenu intercommunal. L'association fonctionne encore sur ce modèle mais avec beaucoup plus de monde. En 1990, Trempolino, c'est une dizaine d'associations et aujourd'hui, on est une centaine.

« Culture en stock », concert dans un des studios en 2000

Débat dans la cafétéria dans les années 2000

Débat dans la cafétéria dans les années 2000

Les missions

Trempolino est une structure qui coordonne et qui met en réseau les acteurs. Il s'agit de faire avec l'existant et si un besoin n'est pas comblé, on le développe. Par exemple, nous n'avons jamais eu de studio d'enregistrement parce qu'on ne voulait pas entrer en concurrence avec des studios du secteur privé déjà existants. Il s'agit de partir des besoins, des projets et de créer les outils pour les accompagner. Si un groupe veut faire un disque, on identifie les bons outils qui vont permettre à ce projet de se réaliser et d'exister. Les besoins dans ce cas sont liés au financement, à la fabrication, à la diffusion, à la mise en relation avec des labels, des distributeurs…

Trempolino a également un volet formation dans ses missions. On a donc organisé des formations sur différentes thématiques comme l'organisation d'un concert, être manager d'un groupe ou sur des aspects plus administratifs. Pour la petite histoire, parmi nos premiers stagiaires, on retrouve Éric Boistard qui est aujourd'hui directeur de « Stéréolux » ou Jérôme Malinge, qui a été le créateur d'« Oscar billetterie ».

On a développé quelques années plus tard un partenariat avec l'université d'Angers pour mettre en place un DESS afin de former les nouvelles générations de directeurs, de responsables de projets mais aussi pour que les militants de la première heure, les bâtisseurs de tout ce mouvement, puissent valider leurs compétences par un diplôme. Cette formation a été créée à un moment où des enjeux nouveaux émergeaient, c'est-à-dire au moment où de plus en plus de villes avaient des projets d'équipements. C'était donc un enjeu de politique publique nationale et c'est pourquoi nous l'avons monté avec la Fédurock qui est une structure nationale.

Le 51, boulevard de l'Égalité

J'ai été embauché à Trempolino dès sa création en juillet 1990. Les premiers ouvriers sont arrivés quinze jours avant moi dans cette école désaffectée qui, entre temps, était devenue un espace associatif. Quand on est arrivés dans les lieux, des gens du quartier se les étaient déjà un peu appropriés, disons qu'ils avaient quelques habitudes. Par exemple, il y avait plein de chats dans la cour et on ne comprenait pas bien pourquoi. Et puis, on s'est aperçus qu'une petite dame venait les nourrir. Ça, on l'a respecté parce que c'était un lieu qui appartenait aussi au quartier. Les gens qui allaient faire leur PMU venaient se garer dans la cour tout comme les voisins qui habitaient à l'angle du bâtiment. Tout ça, on l'a respecté aussi.

Ce bâtiment a été choisi en raison de la proximité du tram mais aussi pour sa cour. Une cour, c'est pratique pour charger et décharger le matériel. Et puis, on n'était pas dans l'idée de créer un projet neuf. Notre première préoccupation était de pouvoir répondre rapidement aux besoins exprimés par les musiciens c'est-à-dire avoir une structure pour l'accompagnement des projets, des studios de répétitions, et des espaces pour les formations. Mon bureau était dans une ancienne salle de classe. À mon arrivée, j'ai installé un petit téléphone et j'ai commencé à travailler. Ma première démarche a été d'aller rencontrer tous les acteurs. Je suis allé dans les cafés à droite et à gauche pour parler du projet aux musiciens et recueillir leurs attentes. Les premiers travaux ont été faits dans le bâtiment en pierre dans lequel on a ouvert quatre studios de répétitions, un petit auditorium, le centre info et le bureau de coordination. Le lieu a été officiellement inauguré en décembre 1990. Le centre info-rock existait déjà depuis 1986 mais il dépendait du CRIJ. Bamby, qui était la permanente de ce centre, a alors rejoint l'association et en 1990, nous étions deux permanents ! L'équipe s'est étoffée au fur et à mesure du développement des pratiques associatives. Il a donc fallu recruter une personne pour le secteur disque, une autre pour la formation. En fait, on a créé un poste par an. Donc dix ans plus tard, on était dix et vingt ans plus tard, on était vingt.

Avec l'ouverture des quatre studios de répétitions, on était en mesure d'accueillir des groupes qui pouvaient venir répéter régulièrement toutes les semaines. On a mis en place un système de créneaux horaires quotidiens de quatre heures qui s'étalaient de dix heures du matin à minuit. Tous

les groupes pouvaient venir, on n'avait pas de critères de sélection. Du coup, on a eu très vite beaucoup de monde à venir répéter.

Ensuite, on a mis en place un deuxième type de studios : les studios résidents. Le principe était de confier à quatre groupes, un studio où ils étaient chez eux. Cette formule s'adressait à des groupes qui avaient un vrai projet artistique et professionnel ou qui étaient en train de le structurer. Ils avaient donc besoin de travailler plus. Ils répétaient, ils partaient en tournée, ils venaient chercher leur matériel, le redéposaient le matin. C'est comme ça que Trempolino est devenu un lieu très vivant, jour et nuit.

Un cinquième studio a été construit un peu plus tard. Ensuite, on a investi les anciennes salles de classes de la cour installées dans des préfabriqués pour créer un lieu de vie convivial. On aurait pu investir les cafés du quartier mais la connexion ne s'est pas faite parce que les horaires n'étaient pas les mêmes. Et puis, les patrons de cafés n'ont pas forcément compris ce type de clients alors que le rockeur est quand même un client intéressant pour un café ! On a donc aménagé le préfabriqué pour répondre à ce besoin de convivialité entre les usagers du lieu. Les associations avaient aussi besoin d'un lieu pour installer leur siège social et nous, il nous fallait une salle pour les formations. On a donc aménagé une cafétéria et six bureaux pour héberger des associations. On a embauché Jeff, l'ancien patron du « Mon Soleil » pour s'en occuper. Cette cafétéria est donc devenue non seulement un lieu de vie mais aussi un lieu de rencontre professionnelle.

Quand c'est devenu trop petit, on a remonté trois Algeco et on s'est étendus jusqu'au 55, boulevard de l'Egalité où la Ville a acheté une maison de trois pièces réparties sur trois niveaux. On a installé les bureaux de direction, de coordination et de gestion. En 2007, on a redistribué les espaces et on a remis un coup de boost aux locaux en attendant le projet de la Fabrique.

Le bus

Le bus est arrivé en 2000 à un moment où les pratiques musicales évoluaient. En 1990, on était dans la génération rock et la musique amplifiée. Quelques années après, le hip-hop est arrivé avec les platines et les ordinateurs. On a donc voulu accompagner cette mouvance en proposant un lieu de pratique de la MAO, c'est-à-dire de la musique assistée par ordinateur, et sur les platines. On a acheté pour un franc symbolique un bus à la SEMITAN dans lequel on a créé un studio de formation, de répétition et de tournée. L'idée était de pouvoir aller dans un collège, dans un centre socioculturel ou dans une école de musique. Ce bus a tourné longtemps et puis quand l'informatique s'est démocratisée, les musiciens ont acheté leurs outils et les centres socioculturels se sont équipés en ordinateurs. Du coup, il n'y avait plus le même besoin. On a donc rapatrié le bus dans la cour de Trempolino pour en faire un studio permanent. Quand le projet de la Fabrique est arrivé, on avait inscrit dans le cahier des charges un emplacement pour notre bus parce qu'on voulait le garder pour en faire un studio.

« La culture coûte cher ? essayez l'ignorance ! »

Cette phrase a été peinte au moment de la crise de l'intermittence en 2003 à laquelle les professionnels de la culture ont été associés. Trempolino accueillait la coordination des intermittents et quand le mouvement a pris de l'ampleur, les intermittents sont allés au Lieu Unique. Il y a eu des manifs, des journées sans spectacles et puis, l'idée de fermer tous les équipements, de faire un acte très symbolique en les drapant de noir est apparue. Comme nous n'étions pas une salle de spectacle, notre positionnement était plutôt de faire passer un message. Et c'est comme ça que l'on a choisi : « La culture coûte cher ? essayez l'ignorance ! ». On a peint notre mur en noir et on a écrit cette phrase. Voilà, c'était notre acte militant pour soutenir le mouvement des intermittents.

Slogan sur le mur du boulevard Léon-Jouhaux en 2003

On a eu une discussion par rapport aux personnes qui allaient lire cette phrase tous les jours en passant devant, en tramway, parce que la plupart venaient de Bellevue. Quel sens ça pouvait avoir pour eux ? Est-ce que la culture, c'est essentiel par rapport à d'autres besoins ? Notre propos était plutôt de dire que la culture, c'est le respect de l'homme, sa capacité à exister et à se construire. Cette phrase a quand même animé beaucoup de discussions à droite et à gauche, dans le tram... Ça nous est revenu de partout. On n'a pas ramené le mur dans nos nouveaux locaux mais c'est une phrase qui est toujours d'actualité.

La Fabrique

À partir de 2000, on a envisagé de déménager parce que la structure marchait vraiment bien et on n'avait plus assez de places pour accueillir toutes les activités. Rapidement, j'ai évoqué l'idée d'un projet plus ambitieux qu'un seul déménagement parce qu'en dix ans, les pratiques avaient évolué.Les frontières entre les disciplines étaient différentes.

On a donc envisagé un lieu plus transversal et pas seulement dédié aux musiques actuelles. Au même moment, les acteurs associatifs, les collectifs artistiques revendiquaient des espaces, ça bouillonnait de partout. Pour construire ce projet, on a mis en place « Culture en stock » en septembre 2000 afin de valoriser la dynamique associative, d'organiser des débats, de provoquer des rencontres entre les acteurs... Cette manifestation se passait dans notre cour sous des chapiteaux. Pour nous, c'était déjà la préfiguration de la Fabrique.

Quand la municipalité a donné son accord pour la conception d'un nouveau lieu, Trempolino a été missionnée pour porter ce projet. On a monté des groupes de travail

avec une soixantaine d'acteurs qui représentaient plusieurs domaines d'intervention. Les différentes réflexions ont permis de produire un document-cadre qui a été la première étape du projet. Ensuite, Fabrice Lextrait, qui est l'auteur d'un rapport pour le compte du ministère de la Culture sur les nouveaux territoires de l'art, a été missionné par la Ville pour nous accompagner. L'association Song'o et « L'Olympic », qui étaient également à l'étroit, ont été raccrochées au projet ainsi que de nouveaux acteurs comme MIR, APO 33 et Microphone.

Pendant un temps, il a été envisagé de nous installer sur le site de la Fabrique de glace. Ce projet a été abandonné et l'architecte Chemetoff nous a proposé un autre lieu près du centre commercial de Beaulieu. Mais nous, on préférait venir à côté des anciens chantiers navals parce que c'est le poumon du développement de Nantes. Le site de l'ancien blockhaus a donc été retenu et le cabinet d'architecture Bertreux a été sélectionné. Nous avons été très associés à cette phase de définition du programme et nous sommes très contents du projet abouti car deux éléments nous paraissent très intéressants : la conservation du blockhaus qui représente pour nous un vestige de l'underground parce qu'on avait déjà un studio à cet endroit et le côté un peu brinquebalant d'un lieu qui a vécu. On ne voulait pas sortir de nos espaces faits de bric et de broc du boulevard de l'Égalité pour nous retrouver dans un beau bâtiment neuf et dégager un rapport trop institutionnel. On est donc arrivés en septembre 2011 dans nos nouveaux locaux. Aujourd'hui, Nantes a un lieu phare pour les musiques actuelles avec des espaces de création, de formation et de répétition.

Quand on a quitté les bâtiments du boulevard de l'Égalité, on s'est tout de suite posés la question de l'histoire de Trempolino. Notre histoire, c'est plutôt une histoire militante et de proximité et on ne voulait pas perdre ça. On a donc monté l'exposition-installation « Portraits singuliers » pour raconter les artistes qui sont passés par Trempolino.

Le départ du boulevard de l'Égalité a été un moment un peu nostalgique. On a fait la fête et après le déménagement, j'y suis retourné trois ou quatre fois. Les bureaux étaient vides, les salles froides, il n'y avait plus d'humain, ce n'était donc plus pareil. Après, quand les bulls vont arriver, que la culture ne coûtera plus cher et qu'il n'y aura plus rien, ce sera le moment où cette histoire, là-bas, sera finie. Ce sera dans la mémoire. » **Vincent**

Une partie de l'équipe de Trempolino au cours de la fête « Fin de bail » en 2011

4 / La place Danton et les anciens bains-douches de la rue du Prinquiau

« Pâtis », « Fournillière » : deux mots évocateurs d'un lointain passé rural. « Pâtis » désigne une lande ou une friche où l'on met à paître les bestiaux. « Fournillière » suggère qu'il y eut au cœur de ce hameau, à l'époque médiévale, un four, banal ou communautaire, où les villageois venaient pétrir et cuire le pain, dont la farine provenait sans doute d'un des trois moulins de la butte de la Salle-Verte (actuelle rue Ampère).

La place Danton en 2013

Situé sur le plateau séparant les coteaux de la Loire et celui de la Chézine, un peu à l'écart de la route de Nantes à Couëron, le hameau de la Fournillière est organisé autour d'une place irrégulière en forme de triangle. Au 19e siècle, la progression de l'espace construit sur les prés et tenues va peu à peu le fondre dans le Haut-Chantenay.

La Fournillière est, au milieu de ce 19e siècle, le village le plus peuplé de Chantenay, abritant six cent cinquante habitants et cent soixante-dix-huit ménages dans cent seize maisons. *« Mais si les constructions sont d'origine rurale, la population ne l'est déjà plus en 1848. »* indique Daniel Pinson. Sur soixante-dix-sept électeurs inscrits au village de la Fournillière, seuls cinq sont laboureurs. Vingt-huit sont des tailleurs de pierre et des perreyeurs travaillant aux carrières toutes proches de la Hunaudais. Dix-sept sont des portefaix, dont on peut supposer qu'ils ont une activité agricole annexe, cultivant un lopin de terre entre deux déchargements de navires. Pourtant, l'empreinte de l'ancienne communauté villageoise se perpétue jusqu'au début du 20e siècle.

Exemples de la persistance des mœurs rurales, les deux pétitions adressées au maire de Chantenay en 1862 à l'occasion du projet d'alignement des rues et place de la Fournillière. Dans la première, datée du mois d'avril, des propriétaires riverains *« sollicitent de leur laisser pour le besoin d'une servitude générale attribuée au village de la Fournillière un espace de terrain pour leur utilité, soit pour dépôt de matériaux ou battre leurs grains ou tout autre usage qui leur serait utile, nécessaire et indispensable, sur le terrain le plus utile et convenable du commun de la Fournillière ».* Ils comptent sur la « sagesse paternelle » du maire pour conserver cet emplacement *« où*

d'habitude on battait les grains situé au centre du village ». Dans la seconde, datée du 21 mai, les habitants s'émeuvent du remblaiement du pâtis de la Fournillière et de « *cette ancienne carrière qui était d'une grande ressource pour le village en cas d'incendie, pour les blanchisseuses qui y trouvaient l'eau nécessaire pour leurs pénibles travaux, qui était d'un avantage très grand encore pour les bestiaux qui y trouvaient presque habituellement à s'y désaltérer* » et réclament que l'on fasse « *un puits sur cette place ; il serait peu coûteux puisque la profondeur actuelle, avec quelques mètres creusés de plus, donnerait une bonne eau pour tous les besoins, car elle ne manquerait en aucune saison* ». Le puits ne sera creusé que… quarante ans plus tard : il est cité dans la liste des réalisations du bilan municipal de 1904.

Dernière illustration souriante de cette longévité des traditions villageoises, l'Assemblée annuelle des châtaignes et du vin nouveau, qui se déroule jusqu'en 1880 sur la place de la Fournillière, avant de se déplacer vers les nouveaux pôles du quartier, le parvis de Saint-Clair puis la place Zola. Au début du 20e siècle, la présence ouvrière est encore renforcée. Manœuvres, chaudronniers, mouleurs et ferblantiers peuplent à quatre-vingt dix pour cent le pâtis rebaptisé place Danton. Mais ce sont des ouvriers de fraîche date. Ces nouveaux citadins retrouvent le soir le potager attenant à leur maison ou la petite parcelle louée aux derniers paysans ou aux bourgeois de la ville.

Le Haut-Chantenay vers 1870

« Je suis née le 1er avril 1931, petite rue Danton où j'ai vécu jusqu'à mon mariage. Ensuite, j'ai déménagé plusieurs fois mais nous sommes revenus à Nantes. La maison dans laquelle j'ai grandi était une ancienne ferme. Elle était assez grande, ma grand-mère maternelle habitait à l'étage parce que ça faisait un peu comme des appartements.

Dans la cour, on avait une mare aux canards, un poulailler dans le fond et derrière, c'était notre jardin avec nos abeilles pour faire du miel. Mon père faisait son jardin potager. C'était vraiment la campagne. Notre jardin nous a bien dépannés pendant la guerre parce que sinon, nous n'avions que ce que les cartes nous délivraient. On a donc toujours eu des légumes et nous avions des lapins, des pigeons et des poulets. Et puis, comme maman travaillait au « Bouquet Nantais », elle rapportait d'autres légumes, plus ou moins fanés mais on les mangeait quand même.

La place Danton en 1930

Cour de la maison Fruchard, petite rue Danton, en 1961

Dans le quartier, j'ai toujours connu des maisons comme chez nous, avec des jardins derrière. Quand je suis revenue vivre ici avec mon mari, nous avons détruit cette ancienne ferme irrécupérable pour construire une nouvelle maison. La rue était à peu près comme on peut la voir actuellement, les maisons n'ont pas changé. Le coin était très rocheux, il y avait plein de pierres. Quand on était enfants, on allait jouer sur ces gros rochers.

Je me souviens de monsieur Tapis, un locataire de l'immeuble de la petite rue Danton, qui était cocher. Il faisait les transports dans le centre-ville avec son fiacre et son cheval. Il a travaillé jusqu'à la guerre. Quand il arrivait, on entendait le bruit des sabots sur les pavés et on allait voir le cheval.

Le soir, on se réunissait dans la rue avec nos voisins. Il n'y avait pas de télé, ni de radio. Beaucoup de personnes venaient voir Jacquot, le perroquet de mon oncle qui habitait au-dessus de chez nous. On le faisait parler et chanter parce qu'il chantait bien. Mon père chantait la Tyrolienne avec lui. Ce n'était pas croyable ! Je peux vous dire qu'on avait de la visite, surtout les jours de marché mais c'était le perroquet qui avait de la visite ! » **Claudine**

« Je suis née en 1944, passage Modot, dans une maison où mes parents se sont installés après leur mariage. Ma mère était de la Contrie et mon père venait de la Mayenne. En 1950, nous avons déménagé rue Amiral-Duchaffault en face du cimetière Sainte-Anne. Mon père travaillait à la mairie de Nantes et ma mère était à la maison. Lorsque j'ai eu dix ans, je suis venue vivre chez ma tante maternelle qui habitait au 19, rue Danton car elle n'avait pas d'enfant. Je suis restée jusqu'en 1961. Son mari était docker sur le port et être docker à cette époque, c'était physique parce qu'il fallait décharger les marchandises sur le dos.

Nous habitions dans un immeuble qui avait plusieurs logements d'une ou deux pièces. Nous étions à l'étage dans un deux-pièces au fond d'une cour. On avait un petit jardin avec une cave séparée en deux, un caveau et une buanderie. L'immeuble existe toujours. Les propriétaires actuels l'ont

La rue Danton et l'entrée du chemin de la Charrée dans les années 30

amélioré avec un genre de véranda devant et un garage a remplacé le logement qui donnait sur la rue. À part la construction des immeubles, le quartier Danton n'a pas beaucoup changé. Par contre, toutes les personnes que j'ai connues n'y habitent plus.

Pour faire ses courses sur la place, on allait à l'épicerie Bily et dans la crèmerie de mademoiselle Gerodonino où tout était vendu au détail. Les commerces n'existent plus mais les maisons sont toujours là.

Le lieu de rassemblement, c'était la place. Tous les enfants du coin s'y retrouvaient pour jouer parce que beaucoup de familles habitaient le quartier. La famille qui était derrière chez ma tante avait sept ou huit enfants. Ils venaient jouer sur la place au fur et à mesure qu'ils savaient marcher ! On jouait aux cartes ou on était simplement à discuter sur notre rocher parce qu'il y avait un gros rocher en granit. On était tout le temps perchés dessus à surplomber tout le monde. Il a été abattu pour mettre la place à niveau. Sinon, on jouait dans le parc des bains-douches. Il n'était pas aussi beau que maintenant, c'était un peu sauvage mais c'était notre terrain de jeux.

Une autre distraction pour les enfants du quartier, c'était d'aller regarder la télé devant les vitrines des magasins d'arts ménagers. Personne n'avait la télé dans les années 50. On allait donc « Aux arts de Saint-Clair » qui était situé derrière le cordonnier actuel du boulevard de l'Égalité. Le patron mettait la télévision dans sa vitrine et on avait le droit de la regarder dehors sur le trottoir. C'est là que j'ai vu Mickey, Zorro... On allait dans la rue de la Convention aussi mais là, c'était plus difficile parce qu'il y avait plus de circulation. On ne voyait que les images mais on s'en fichait ! On était tous agglutinés devant la vitrine. On connaissait bien les plages horaires pour aller voir ce qui nous plaisait. Je disais à ma tante que je partais voir la télé sur le boulevard. Ça nous faisait une distraction et puis ça faisait de la publicité pour le magasin parce que dès que l'on voit un attroupement, on se demande ce qui se passe.»
Éliane

Les bains-douches de la rue du Prinquiau

« À Chantenay, la population, trop peu aisée pour payer des lavandières, lave elle-même ses linges et vêtements dans les ruisseaux et les trous de carrière dont l'eau est sale et croupissante. »

Les anciens bains-douches et le square du Prinquiau en 2013

Si les habitants du Bas-Chantenay peuvent *« sans trop gros déplacements »* laver en Loire à l'eau courante ou se rendre au lavoir de la rue Dupleix sur la butte Sainte-Anne, il n'en va pas de même pour la population de Saint-Clair *« avec Grillaud, la Fournillière, le plateau de Villeneuve, la Contrie »* qui n'a, elle, *« pour lavoirs que des trous d'eau dormante très rapidement salie, l'eau de ses puits qui dissout mal les savons ou ne les dissout pas du tout, ou bien des ruisseaux infects, tels celui des Renardières où cependant on lave chaque jour dans des eaux absolument impures, polluées et salies de matières fécales, de crottin et de tous les immondices ramassés par le ruissellement des eaux pluviales et ménagères dans les rues, les chemins et leurs caniveaux qui alimentent seuls ce petit cours d'eau. On assure même que certaines fosses d'aisance déversent leur trop plein dans ce ruisseau, mais nous n'avons pas vérifié ce fait. Quoi qu'il en soit, les cas trop nombreux de fièvre typhoïde qui, en 1906, éprouvèrent si cruellement la population de ce quartier, ont suffisamment montré combien ce pénible état de choses peut être préjudiciable à la santé publique »*. Cette description assez effroyable de l'état sanitaire du Haut-Chantenay, est extraite d'une étude confiée en 1911 aux adjoints spéciaux de Doulon et Chantenay, Louis Millet et Jean Danais.

Une question de santé publique, en effet. La loi sanitaire de 1902 a imposé aux communes, et particulièrement aux grandes cités agglomérées, de lutter contre la formation de foyers d'infection et la propagation des maladies contagieuses qui frappent prioritairement la population ouvrière, notamment en créant des établissements *« propres à faciliter la mise en place de l'hygiène »*. À Chantenay indéniablement, il y a urgence. Pourtant les bains-douches vont mettre cinquante ans à sortir de terre.

« En plein centre de la population ouvrière... »

Dès 1904, le maire, Paul Griveaud, présente à son conseil un premier projet de bains et lavoirs mais il n'aura pas le temps de le mettre en œuvre. La commune est annexée en 1908 et la municipalité nantaise dirigée par Paul Bellamy se préoccupe assez vite d'amener le service d'eau et de construire des bains-douches et lavoirs dans les deux quartiers récemment annexés : Doulon et Chantenay. Pour ce dernier, un terrain est repéré dès

1911 à l'angle du boulevard de l'Égalité, du chemin du Prinquiau et de la place Danton. Idéalement située *« en plein centre de la population ouvrière du Haut-Chantenay »*, cette propriété dite « Le Cèdre » consiste en un vaste jardin de plus de trois mille cinq cents mètres carrés clos de murs, une maison de maître et diverses dépendances. L'architecte des bâtiments communaux Étienne Coutan établit les plans d'un bâtiment en rotonde de deux étages desservant chacun seize cabines de bains-douches et huit cabines de bain.

Mais l'argent manque. L'acte de vente n'est finalement signé qu'au printemps 1915 mais la Première Guerre mondiale bloque le projet et il faut attendre la fin des années 1920 pour qu'il soit relancé.

Des signes d'impatience

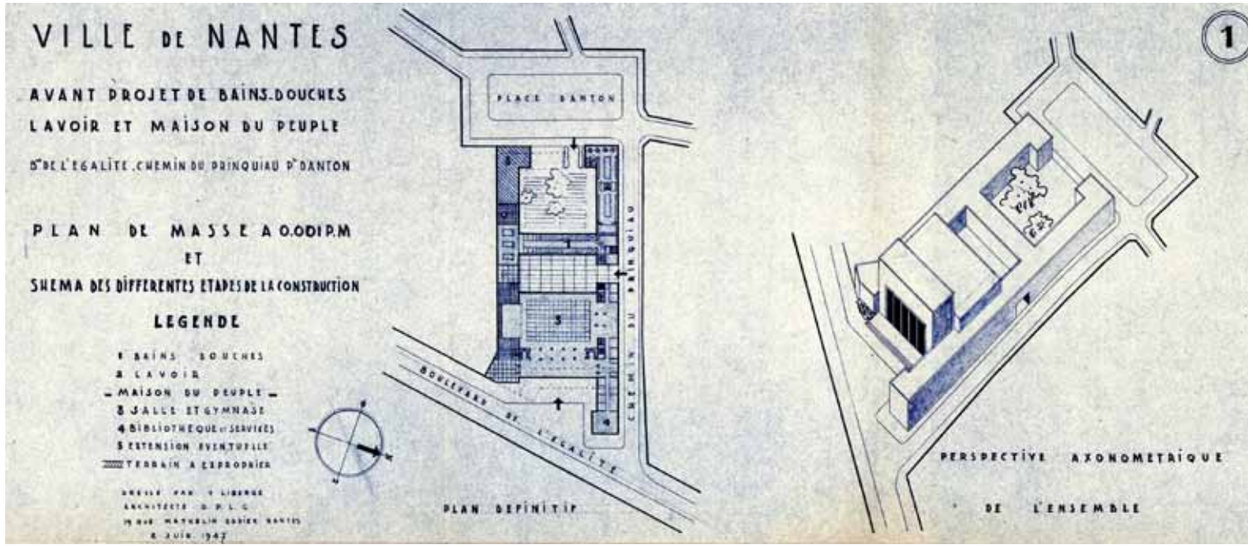
La mairie reçoit coup sur coup plusieurs offres de diverses sociétés privées parisiennes qui proposent de construire l'établissement, pourvu que la collectivité leur donne *« un terrain convenablement situé »* et qu'elles en conservent l'exploitation pendant au moins une quinzaine d'années. Mais les négociations tournent court.

Sur le terrain, la pression monte d'un cran, comme le montre une pétition de 1931 du comité radical et radical-socialiste du 7e canton de Nantes, qui réclame la construction d'urgence de l'établissement de bains-douches avec lavoir public du boulevard de l'Égalité, *« considérant que cet établissement rendrait de grands services à la population laborieuse obligée de laver son linge à domicile et de le sécher dans des locaux souvent trop exigus, contrevenant ainsi aux règles les plus élémentaires de l'hygiène ; qu'un tel établissement bénéficie pour sa construction de fonds provenant du pari mutuel ; que son édification permettrait de procurer du travail à un assez grand nombre de chômeurs qui ne demandent qu'à travailler au lieu de grever la caisse de chômage »*. Malgré les protestations, la construction des bains et lavoirs est reportée à la Libération et figure alors parmi les priorités de la municipalité Philippot, qui obtient de l'État en juin 1946 que cette opération soit inscrite dans la tranche de démarrage du plan d'équipement national.

Un projet trop ambitieux de Maison du Peuple

Un an plus tard, le projet s'étoffe. *« Il nous est apparu qu'il serait avantageux d'envisager, à l'occasion de cette construction, l'édification d'un ensemble plus vaste »* où s'intégreraient les bains-douches et *« une Maison du Peuple comportant une grande salle de réunion de mille cinq cents places et des locaux annexes : salles de commissions, de sociétés, bibliothèque populaire, salles de jeux, etc. qui sont vivement réclamées par nos concitoyens »*.

Mais cet ambitieux projet ne fait pas que des heureux. Ainsi des propriétaires et locataires riverains réclament dans une pétition que la construction de la Maison du Peuple soit différée, parce qu'elle nécessite de nouvelles expropriations, *« alors que tant de pauvres gens qui, à la suite de la guerre, ont été sinistrés, ou des familles nombreuses, ont été obligées de se loger dans des locaux étroits et insalubres, et de ce fait souffrent et se lamentent à la pensée d'avoir à passer plusieurs hivers dans ces conditions... »*. D'autres voix hostiles se font entendre lors de l'enquête publique organisée en février 1948 par la nouvelle municipalité dirigée par Henry



Orrion. Un propriétaire s'insurge contre *« cette dépense absolument somptuaire »* et *« la démolition d'immeubles en pleine crise du logement »*. Un autre dénonce... le péril communiste : *« On fera difficilement admettre dans les circonstances actuelles, la nécessité de la création d'une Maison du Peuple, dont le but était à ce moment évident, quoique inavoué : le noyautage au profit d'un parti qui n'a rien de français »*.[1]

Le ministère de l'Intérieur se charge de siffler la fin de la récréation en rappelant au maire *« que dans les circonstances actuelles caractérisées par un rétrécissement des disponibilités financières du pays et par la pénurie des matériaux de construction, le Gouvernement a dû, par une politique de planification, prévoir une utilité rationnelle des moyens mis à sa disposition »*. En clair, la Maison du Peuple est retoquée.

L'ouverture, enfin...

Au début des années 1950, le projet est sérieusement revu à la baisse. On ne parle plus que de bains-douches (le lavoir est en option) et, en ce qui concerne les expropriations, uniquement des *« terrains dont l'acquisition est absolument nécessaire »* pour leur édification, leur desserte et leur raccordement à l'égout. L'équipement comprendra au final cinquante-six cabines de douches (trente-six pour les hommes et vingt pour les femmes) et dix-huit cabines de bains (six pour les hommes et douze pour les femmes). Le rez-de-chaussée, de plain-pied

La rue du Prinquiau en 1953

Moulage d'une des sculptures réalisée par Jean Mazuet en 1952

avec le hall d'entrée, est affecté aux femmes, le premier étage aux hommes. De nouveaux plans sont établis par l'architecte Yves Liberge et la décoration de la façade est confiée au sculpteur nantais Jean Mazuet, l'auteur du monument aux Cinquante Otages. Les travaux démarrent en juin 1951. Ceux des bains-douches de la rue Jules-Bréchoir à Doulon avancent en parallèle. Mais les deux chantiers semblent traîner en longueur. Un conseiller municipal s'en inquiète à la séance du 1er juin 1953 : *« Voilà plus de trente ans que ces quartiers ouvriers et populeux attendent qu'on ne les traite plus en parents pauvres »*. Ce qui n'empêche pas un quotidien nantais de titrer : *« Bientôt, entrée en service des bains-douches du chemin de Prinquiau »*, et d'affirmer qu'ils seront *« les plus modernes de notre ville »*. Construit *« au milieu d'un parc municipal bordé de grands arbres dont les frais ombrages abritent toujours pendant la belle saison les enfants qui n'ont pas pu partir en vacances, et qui viennent là s'ébattre sur l'herbe »*, le nouvel établissement, *« d'une conception moderne, doit rendre de signalés services à tout ce quartier »*.

En 1955, les bains-douches de Doulon sont mis en service, mais ceux de Chantenay ne sont toujours pas terminés. *« Sauf imprévu »*, la municipalité prévoit l'achèvement des travaux au printemps 1956. Pari tenu puisque le 2 juin, les bains-douches de la rue du Prinquiau sont officiellement inaugurés.

Coulés par le progrès

Mais la construction de grands ensembles dotés d'un confort sanitaire minimum et la mise aux normes des appartements des vieux quartiers vont rendre ces équipements de moins en moins utiles à partir des années 1970. Les chiffres de fréquentation sont parlants : cent trente-huit mille douches et sept mille bains en 1972, quatre-vingt-cinq mille douches et cinq mille bains quatre ans plus tard. Une situation résumée par ce titre de *Presse Océan* en 1977 : *« Les bains-douches municipaux coulés par le progrès »*.

Les établissements vont fermer un à un faute de public. Amorcé par les fermetures de Dupleix et Michel-Rocher à la fin des années 1970, le mouvement est inéluctable. Les statistiques s'emballent : Doulon ne fournit plus que vingt prestations par jour, Prinquiau, quarante-cinq. En 1984, les bains-douches de Doulon sont rayés de la liste. Ceux de Chantenay ferment leurs portes au cours de l'été 1985 et deux ans plus tard, la Ville décide d'y aménager une maison des associations.

« J'habitais encore sur la place Danton, quand les bains-douches ont été construits. On était bien contents parce que nous n'avions pas l'eau à l'étage et on se lavait dans les bassines. Il fallait descendre dans la cour pour avoir de l'eau. Quand les bains-douches ont été ouverts, j'ai donc eu le droit d'y aller une fois par semaine. Ma tante me donnait mon petit berlingot avant de partir. Beaucoup de gens du quartier venaient se laver à Prinquiau. Il fallait choisir notre heure parce que des fois, il fallait attendre. » **Éliane**

« Quand j'habitais aux Bourderies, il n'y avait pas de douche à la maison. On avait un évier et un poêle à charbon mais pas d'eau chaude au robinet. On allait donc une fois par semaine, le samedi, aux bains-douches de Prinquiau. Il y avait la queue ce jour-là. Il fallait prendre un ticket. Les hommes se lavaient à l'étage et les femmes au rez-de-chaussée. Il ne fallait pas rester trop longtemps sous la douche parce que le gardien, qui devait avoir son chronomètre, frappait à la porte des douches pour nous signaler que le temps était écoulé et qu'il était temps de laisser la place aux autres. On entendait : « Au suivant ! »» **Bernard**

« Quand on habitait rue Blanqui, on allait au « jardin des douches » une fois par semaine. Nos parents nous donnaient une pièce de monnaie et on y allait en bande le dimanche matin. On prenait une douche parce c'était moins cher que le bain. Ça résonnait comme dans les piscines. Le gardien était autoritaire. Il râlait si on restait trop longtemps ou si on courait. Avant que les bains-douches existent, on nous trempait dans une grande baignoire en zinc. Ce n'était pas un luxe ces bains-douches, les gens étaient contents d'y aller. C'était quand même mieux que de se laver dans un deux-pièces devant une cuvette. Pour l'intimité, ce n'était pas pratique. » **Manick**

5 / Des jardins ouvriers au parc potager de la Fournillière

C'est un extraordinaire jardin secret de plus de trois hectares miraculeusement préservé au cœur de la cité. Survivance des jardins ouvriers du 19e siècle, le site de la Fournillière fut longtemps « gelé » par un projet de voirie démesuré. On y imagina successivement des immeubles, un espace polyvalent de loisirs, un lotissement… Aujourd'hui réaménagée en parc potager, la Fournillière l'a échappé belle, sauvée par les multiples changements de municipalité et par la résistance des riverains et des jardiniers face aux différents projets. Comme l'écrit la jardinière sociologue Élisabeth Pasquier, *« ce sont les jardins potagers qui passaient hier pour un archaïsme ou un entre-deux qui ont fini par s'imposer »*. Voici les principaux épisodes de cette histoire.

Le parc potager de la Fournillière en 2013

Le projet « démesuré » date de l'immédiat après-guerre. Il s'agit du plan d'aménagement de 1948 qui prévoit une voie rapide reliant Zola à la Croix-Bonneau en éventrant la Fournillière de part en part. Il est vrai que dans les années 50, les jardins prolétaires n'ont plus la cote auprès des élus. En témoigne cette intervention lors d'un conseil municipal en 1959 : *« Une ville qui s'étend cherche des terrains le plus près possible du centre et supprime de proche en proche les jardins ouvriers ou les terres maraîchères. Cette façon de faire est finalement souhaitable car elle coûte moins cher aux collectivités… Par ailleurs, les cités nouvelles sont conçues avec des espaces verts, mais je crois souhaitable que ces espaces soient publics et non pas réservés à la culture potagère, d'autant que les accessoires indispensables, petites cabanes, réserve d'outils ou clapier moderne, ne sont pas très esthétiques »*. La messe est dite.

Au début des années 60, la municipalité commence à acquérir les terrains frappés par le *« projet de rénovation de l'îlot défectueux de la Fournillière »*. Cet îlot *« comporte un certain nombre de maisons vétustes du côté rue*

La Fournillière et le quartier Danton vers la place Émile-Zola en 1968

Danton, tandis que d'importants terrains non bâtis, mais très mal desservis, existent à proximité de ces vieilles constructions ». Le projet vise donc *« à la destruction des habitations insalubres et à la mise en valeur du centre de l'îlot qui pourrait recevoir des immeubles d'habitation lorsque sera construit le boulevard Croix-Bonneau – Zola »*.

De POS en POS…

En 1974, lorsque la municipalité Morice établit le plan d'occupation des sols du secteur ouest, la Fournillière fait partie des secteurs qui font l'objet d'une étude particulière *« du fait de la pression des entrepreneurs et des constructeurs immobiliers désirant y installer entreprises, bureaux et logements »*.

Sitôt élue en 1977, la nouvelle municipalité dirigée par Alain Chénard s'attaque à la révision du POS Ouest et lance un processus de consultation des habitants. Pour lutter contre la précarité économique et sociale engendrée par la crise pétrolière et développer de nouvelles formes de solidarité, la municipalité relance des projets de jardins familiaux et de potagers collectifs dans les quartiers populaires, qui se concrétisent en 1981 par une première réalisation : les quatre-vingt-huit parcelles adossées au réservoir d'eau de la Contrie. Le début d'une reconquête.

Les jardins vers 1995

Le parc potager en 1999

Pour la Fournillière, l'équipe municipale fait le choix d'un parc de loisirs, qui doit devenir *« le poumon vert d'un quartier qui en est dépourvu »*. Les terrains sont réservés au POS publié le 29 janvier 1980 et approuvé à l'unanimité un an plus tard à l'issue de l'enquête publique réglementaire. La Ville entreprend le rachat des parcelles de jardins occupant la majorité du cœur de l'îlot, exproprie et détruit les quelques pavillons enclavés, créant une nouvelle friche où d'autres jardiniers vont s'installer. *« Alors qu'autrefois les cooptations et les paiements étaient gérés entre jardiniers et propriétaires, les jardiniers, du fait du statut unifié et public du sol, sont devenus des pionniers »*, explique Élisabeth Pasquier. Anciens jardins ouvriers privés, les jardins de la Fournillière sont cultivés par plus de soixante jardiniers en dehors de toute réglementation pendant près de vingt ans…

En 1981, le premier projet, qui dessine un espace vert de trente-trois mille mètres carrés avec piste d'éducation routière, jeux Robinson, espaces pour les adolescents et les adultes, guinguette, aires de promenade et de repos, est abandonné en raison de son coût et de la mobilisation des jardiniers. Un autre sort des cartons en 1982. Plus « modeste », il conserve de nombreux jardins familiaux s'ordonnant autour d'une aire polyvalente de loisirs et prévoit la création d'un « jardin-école » et d'une Maison du jardin.

Nouvelle alternance politique en 1983 avec l'élection de Michel Chauty, qui à son tour met en révision le plan d'occupation des sols de ses prédécesseurs. Début 1987, l'adjoint à l'urbanisme, Pierre Cueille, présente à la presse un nouveau scénario d'aménagement du quartier Zola. Au programme, une salle de spectacle de cinq cents à six cents places à l'angle de la rue des Renardières et du boulevard de l'Égalité, *« face à la discothèque NewWay »*, et, sur l'îlot voisin de la Fournillière, la construction d'une quarantaine de pavillons de deux étages de part et d'autre d'un mail central partant de la place Zola et débouchant sur une plaine de jeux. Les jardins familiaux sont réduits à la portion congrue.

Quelques mois plus tard, une réunion publique se tient à la mairie de Chantenay. La salle est comble, l'ambiance houleuse. L'adjoint défend son projet : *« La mairie entend redensifier le quartier, attirer une population jeune en autorisant quelques opérations immobilières »*. Vive opposition de l'association de défense et de protection de l'environnement du quartier Laennec-Zola : *« Nous ne pouvons accepter que le projet d'aire polyvalente de loisirs soit abandonné au profit d'une formule mixte faisant la part belle à la promotion immobilière » dans ce quartier « déjà saturé de béton et de bitume »*.

Retour de balancier aux élections municipales de 1989 : la nouvelle majorité va s'employer à détricoter les projets de l'ancienne. Lors d'une réunion publique à la salle de la Convention, l'adjoint à l'urbanisme de l'équipe Ayrault, Daniel Asseray, intervient sur l'aménagement de la Fournillière : *« Rien ne sert de bétonner à outrance. La densité de constructions est largement suffisante à Nantes. Autant garder le tissu actuel et profiter d'un terrain aménageable en espace vert »*. Les riverains ont le choix entre deux propositions : l'une prévoit l'aménagement d'une centaine de jardins familiaux, l'autre uniquement un espace de loisirs. L'assistance se prononce majoritairement pour les jardins. Comme le résume joliment Jean-Claude Demaure, l'adjoint à l'environnement de l'époque : *« La Fournillière, c'est l'arrière-boutique d'un village »*.

Le projet définitif est adopté en 1996. Le 19 mars, dans une réunion rassemblant les jardiniers de la Fournillière et les responsables nantais de l'association des jardins familiaux, l'élu à l'environnement annonce le maintien prioritaire de la pratique du jardinage sur le site et sa normalisation en jardins familiaux : parcelles de cent cinquante ou deux cents mètres carrés, modèle unique de cabane livré par la Ville, distribution payante de l'eau, location du sol à la Ville, gestion par une association. La priorité des attributions sera donnée aux jardiniers présents sur le site, quelle que soit leur histoire : propriétaires-riverains, locataires des grands ensembles HLM, jeunes ou vieux jardiniers, anciens propriétaires ou squatters, Français ou étrangers…

Il faudra plus de trois ans pour réaliser l'aménagement. En 1998, l'association des jardins familiaux de la Fournillière est créée et le 24 juin 2000, la première tranche des trente et un mille cinq cent soixante-dix mètres carrés du parc potager est inaugurée. Les cent quinze parcelles, couvrant un hectare huit, s'organisent autour d'un espace de promenade, de jeux, de loisirs et de repos d'un hectare trois, comportant des aires sablées avec des jeux pour les enfants, des tables et bancs pour pique-niquer, des pelouses, des arbres fruitiers et des massifs de fleurs.

Le 24 septembre 2000, c'est la première fête de la Fournillière. Onze nationalités se retrouvent autour d'un méchoui et l'on guinche au son de l'accordéon…

« Je suis née à Savenay en 1921. Mes parents sont venus à Nantes en 1934 pour travailler. Ils ont fait construire une maison dans les jardins de la Fournillière parce que ma mère avait plusieurs frères qui habitaient déjà à cet endroit. Quand on est arrivés, j'avais treize ans et j'ai trouvé du travail chez un fabricant de chaussons de la rue des Pavillons. On était une trentaine d'employées et j'étais la plus jeune. Je suis restée dans cette boîte jusqu'au retour de guerre de mon mari en 1945.

La maison a été démolie avec plusieurs autres au moment où la Mairie devait, soit-disant, faire une route à la place des jardins. Ça ne s'est jamais fait et c'est resté des jardins. Un des puits que l'on voit aujourd'hui, c'était celui de notre maison !» **Jeannette**

« Les jardins familiaux ont toujours été des jardins cultivés, je ne les ai jamais connus en friche. Des propriétaires les louaient ou les faisaient entretenir par d'autres personnes qui leur donnaient des légumes en échange. » **Claudine**

« Sur mes quatre mandats de conseiller municipal, j'ai toujours été élu sur le quartier. Au second mandat, de 1995 à 2001, j'ai occupé les fonctions d'adjoint à l'Urbanisme et c'est à ce moment que je me suis occupé des jardins de la Fournillière. Ces jardins existent depuis très longtemps puisque la Ville avait préempté le site pour faire une pénétrante jusqu'à Zola. C'était un projet ancien qui a été abandonné et c'est heureux ! On disposait donc de terrains qui avaient été plus ou moins squattés pour en faire des jardins ouvriers. Il y avait un peu de tout et le site commençait à être détérioré. On trouvait des constructions relativement anarchiques, à la limite de l'insalubrité. Ça commençait à devenir un no man's land où il pouvait se passer des choses plus ou moins inquiétantes.

Avec Jean-Claude Demaure qui était adjoint aux Espaces verts, on a fait le choix de rebâtir ces jardins en restructurant l'espace avec des jardins familiaux, du mobilier pour que les gens puissent pique-niquer et des jeux pour les enfants. Nous avons aussi fait en sorte que le lieu demeure intime en conservant les petits cheminements pour y accéder. J'ai assisté à plusieurs réunions publiques où les participants posaient la question de la tranquillité, de la cohabitation et finalement avoir fait le choix de préserver ces jardins en ville, c'est quand même mieux que de les avoir lotis. On aurait aisément trouvé des promoteurs ! Je pense que c'est une réussite, nous avons bien fait de faire ce choix. » **Bernard**

Les jardiniers

« J'ai eu ma parcelle en 1978 grâce à un copain de palier de la rue de Mallève qui m'avait parlé de jardins à louer dans le coin. À ce moment-là, je travaillais au service des espaces verts de la mairie. Tous les soirs, quand je quittais le boulot, je passais faire mon petit jardin. En 1978, il n'y avait rien et les parcelles n'étaient pas clôturées. Je payais un loyer à un notaire, monsieur Templier. Ensuite, la Ville a racheté le terrain et la gestion du site a été confiée à l'association des jardiniers dont monsieur Caillaud, le marchand de papiers-peints de la rue de la Convention, était le président. » **Joël**

« J'habitais rue des Sables-d'Olonne et je travaillais chez Dubigeon. En 1983, on a été mis au chômage pendant trois mois. Comme je trouvais les journées longues, j'ai commencé à chercher un jardin pour m'occuper mais je ne trouvais rien. Et puis, en 1984, mon voisin, un boulanger à la retraite, m'a proposé de reprendre son jardin à la Fournillière parce qu'il ne pouvait plus le cultiver. À ce moment-là, je ne payais pas de loyer. Les jardins n'étaient pas connus. Il n'y avait qu'une entrée, le parking n'existait pas et des maisons à l'abandon étaient à moitié squattées. C'était vraiment la friche !

Un jardinier dans sa parcelle en 1987

Pour les autres jardiniers, c'était pareil. Ils ont eu leur jardin grâce au bouche-à-oreille. Quand je suis arrivé, des personnes étaient là depuis longtemps. Chacun s'était un peu attribué sa parcelle mais c'était bien organisé quand même. Par contre, il n'y avait pas d'eau. Alors le soir, c'était la corvée d'arrosage. Comme il y avait trois puits et une mare, les vieux mettaient des bidons de deux cents litres sur leurs charrettes à roulettes pour aller chercher l'eau au puits avec la corde et le seau.

Quand j'ai pris la parcelle, je n'y connaissais rien en jardinage ! J'ai appris avec les anciens parce qu'il y en avait beaucoup ici. Il y avait des retraités que j'avais connus chez Dubigeon. Ils me disaient à quel moment je devais planter telle ou telle chose.

Une partie des terrains appartenait à la Ville parce qu'à un moment donné, il y a eu un projet de pénétrante qui devait aboutir au parking Zola. Comme ça ne s'est pas fait, il y a eu plein de projets avant la création des jardins familiaux. Sous Chauty, il a été question d'un lotissement. Vous pensez bien, avec quatre hectares de terrains en friche, les promoteurs se seraient régalés ! En 1999, ça faisait quinze ans qu'on entendait parler des projets. On a même entendu parler d'une guinguette. En fait, il y a toujours eu des bruits et rien ne se faisait. Alors, chaque année, on revenait faire le jardin et puis, finalement, les jardins ont été gardés !

En 1999, quand la Ville a décidé de faire des jardins familiaux, tout a été rasé. Le terrain a été nettoyé et les parcelles ont été redécoupées. De nouvelles cabanes

ont été installées parce qu'avant, c'étaient des vieilles cabanes qu'on avait faites nous-mêmes. Maintenant, ce sont les mêmes pour tout le monde. Des points d'eau ont été installés pour l'arrosage. La particularité du site, c'est qu'il y a des forages mais quand le puits est vide et que les forages ne donnent pas assez, on prend l'eau de la Ville.

Au début, la Ville s'est occupée de l'attribution des parcelles et l'association a pris le relais. Les jardiniers qui étaient déjà là devaient être prioritaires. Mais ça ne s'est pas tout à fait passé comme ça parce qu'on a récupéré des parcelles pas terribles. C'est pour cette raison que parmi tous les anciens qui avaient des jardins et qui s'étaient inscrits, il y en a plein qui ont laissé tomber. Du coup, dans les anciens, on n'était plus que trois. » **Alain L**

« Je suis arrivé à la Fournillière à la fin de l'année 2000. J'habitais au Breil et un copain qui avait une parcelle au Bois-de-la-Musse m'a parlé des jardins familiaux. J'ai attendu deux ans pour avoir un jardin alors que maintenant, il faut attendre cinq ans. Petit à petit, je me suis investi dans l'association et aujourd'hui, j'en suis le président.

L'Association pour les jardins familiaux de la Fournillière a été créée en 1999 pour gérer le site. Notre rôle, c'est d'aller voir les gens qui font des problèmes comme ceux qui ne respectent pas la consommation d'eau par exemple. On s'occupe éventuellement des conflits entre voisins aussi. Quand ça se passe mal, on fait appel à la Ville. Il y a cent dix-neuf parcelles et elles sont quasiment toutes occupées. Cent dix-neuf parcelles, c'est donc cent dix-neuf jardiniers mais il ne faut pas se plaindre, il n'y a pas trop de conflits. C'est même rare mais il y a toujours un ou deux casse-pieds. Tout le monde est bénévole dans l'association mais des gens pensent qu'on va leur faire leur jardin !

Avant, l'association attribuait les jardins mais on a stoppé parce que ça causait beaucoup de problèmes. Les gens disaient qu'on donnait les jardins à nos copains. Maintenant, la Ville gère la liste des demandes et envoie les courriers. Les jardins sont attribués en fonction du lieu d'habitation pour éviter que les gens viennent de trop loin. Les personnes qui vivent en appartement sont prioritaires. Quelques jardiniers sont du centre-ville parce que dans le centre, il n'y a pas de jardins.

Le prix du loyer annuel dépend de la surface de la parcelle. Le mètre carré est à quarante et un centimes donc si vous avez cent mètres carrés, ça fait quarante et un euros par an. C'est le même prix depuis douze ans. Ce n'est pas cher et la plupart des gens pensent que c'est le prix mensuel.

Cette année, on a eu plus de vingt nouveaux jardiniers. Des parcelles se sont libérées suite à des expulsions ou à des abandons. Depuis quelques années, la Ville fait trois ou quatre passages par an pour vérifier que les jardins sont réellement cultivés parce que certaines personnes prennent un jardin pour bronzer ou casser la croûte alors qu'il y a une liste d'attente importante. C'est donc la Ville qui prend la responsabilité d'envoyer les courriers aux personnes qui ne font pas leur jardin.

Ce qui a évolué depuis quelques années, c'est la cohabitation entre les jardins et le parc public puisqu'à la Fournillière, la Ville a mixé les deux usages. Quand je suis arrivé, le jardin n'était pas trop connu. Il y avait moins de chiens, moins de personnes, moins de grabuge et moins de dégradations. Maintenant, tout le monde connaît. L'inconvénient, c'est que le site est isolé et depuis six ou sept ans, le soir, c'est l'anarchie parce que le site n'est pas fermé. Depuis des années, on réclame des horaires d'ouverture et de fermeture comme dans les parcs publics. » **Mario**

« Dans la journée, la cohabitation entre les jardiniers et les promeneurs ne se passe pas trop mal. Le matin, ce sont les gens avec leur chien et l'après-midi, ce sont les familles avec les enfants. Par contre le soir, c'est une autre histoire. Les gens font du feu, ça devient une mode ! Et pour faire du feu, il faut récupérer du bois alors ils pètent des portails ! » **Alain L**

« Depuis quelques années, la population des jardiniers a changé. Dans le temps, on ne voyait pas une femme. Maintenant, quatre-vingt pour cent des jardiniers sont des femmes et on est au moins une douzaine de nationalités. Il y a des Portugais, des Turcs, un Arménien, un Irakien, un Iranien, des Marocains, des Algériens, des Tunisiens... On repère les différentes nationalités avec ce qui pousse dans les jardins ! Par exemple, les jardiniers d'Afrique du Nord font pousser des oignons, des fèves, des piments et de la menthe.

Depuis 2000, on fait un méchoui tous les ans. Chacun apporte un plat et l'association achète la boisson et la viande. C'était le jardinier algérien qui était avec nous avant l'association qui s'occupait du méchoui. Mais il est décédé l'année dernière. Il venait à quatre heures du matin pour faire le feu.

On aime bien être dans notre jardin. On y vient tout le temps. Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse dans un appartement ? Il y a toujours du boulot, même l'hiver quand il fait froid ou qu'il gèle à pierre fendre. On vient ramasser un poireau ou un chou pour le pot au feu... Quand j'ai plein de petits pois ou de haricots verts, j'en donne à mes enfants. Ça me fait plaisir et ils sont contents, alors... Si on me demande des conseils, j'en donne et j'écoute aussi ceux des autres jardiniers. On apprend tous les jours. Il y a toujours des gens qui ont des idées intéressantes. La mode en ce moment, c'est le paillage. Nous, on a vécu à la mode de l'arrosage à tout va, du genre marécage. La génération change mais c'est bien. » **Alain L**

La fête des jardiniers en 2010

6 / Les Renardières et la rue de la Ferme-du-Rû

Le domaine des Renardières

Au 17e siècle, la terre des Renardières relevait de la seigneurie du Bois de la Musse. Les aveux rendus par Blanchard de l'Essongère en 1630 au roi Louis XIII font apparaître de nombreux vignobles sur ce domaine.

Dans le premier tiers du 19e siècle, le domaine est la propriété de Pierre Ogereau, né à Chantenay en 1772 et directeur d'une usine de corroierie prospère. Il décède en 1838 dans la demeure qu'il fit édifier sous la Restauration au sein du vaste parc boisé, traversé par le ruisseau des Renardières et circonscrit par les actuelles rues des Renardières et de la Ferme-du-Rû et le boulevard de la Fraternité.

Les immeubles de la rue de la Ferme-du-Rû en 2013 construits dans l'ancien parc des Renardières

La propriété reste entre les mains de la famille Ogereau jusqu'en 1900, date à laquelle Eugène Pilon, un des trois dirigeants de l'usine de fabrication de noir animal, Pilon frères et Cie, l'acquiert. Ce dernier agrandit l'habitation principale et ajoute une conciergerie en 1903. En 1916, le domaine appartient à Charlotte de Saint-Gervais qui *« tient cette propriété d'Eugène Pilon et de Marie-Paule-Augustine de Bernabé de Saint-Gervais »*. Ses deux filles Claude et Arlette Séguin de la Salle en héritent en 1938. Elles y demeurent toutes deux avec leurs époux respectifs Jean-Marie d'Herault de Beaufort et le baron André-François Neyron de Saint-Julien, colonel d'infanterie en retraite. Trois ans plus tard, les deux familles lotissent une partie du parc à l'angle des rues de la Ferme-du-Rû et des Renardières où sept maisons avec jardin sont construites.

À partir de 1945, la Ville de Nantes *« en quête d'une propriété située à proximité de Nantes pour l'affecter spécialement à l'organisation des kermesses »* envisage l'acquisition de *« cette propriété, entourée d'un mur de clôture, d'une surface approximative de trois à quatre hectares, qui comporte deux entrées, l'une chemin du Rû, l'autre chemin des Renardières »*. La même année, cette dernière est signalée comme étant *« de plus en plus à l'abandon »* et la description suivante en est faite : *« Le parc est planté d'arbres nombreux et traversé par un ruisseau actuellement à sec. Les constructions se composent d'une maison principale à un étage et mansardes au-dessus. Il semble y avoir environ huit pièces au rez-de-chaussée et autant au premier étage. Il existe en outre une conciergerie à chaque entrée et des maisons d'habitation en bordure du boulevard de la Fraternité. Le tout forme une très belle propriété. Ce parc nous paraît convenable pour le fonctionnement des kermesses. Les organisations d'enseignement libre l'utilisent déjà fréquemment pour organiser leurs fêtes »*.

Le domaine des Renardières et la place Émile-Zola en 1958

L'idée est finalement abandonnée mais la municipalité souhaite néanmoins acquérir cette propriété et l'inscrit sur le plan municipal d'aménagement comme « Espace libre public à créer ». Le responsable des espaces verts encourage ce projet *« qui dotera les quartiers de Zola d'un espace vert important et très utile pour les nombreux enfants de ces quartiers »*. Ce projet, mis de côté pendant quatorze ans, ressurgit en 1959 lors du décès du colonel Neyron de Saint-Julien. La Ville engage alors une procédure d'acquisition mais elle doit renoncer en raison d'une évaluation très élevée, *« les finances locales étant sollicitées par des tâches plus urgentes »*. La servitude sur l'ensemble de la propriété est alors levée. En 1961, cette dernière est divisée en trois lots suite à un partage successoral ainsi qu'à une donation à la Société civile Saint-Clair. Ce morcellement signe la disparition du domaine des Renardières du paysage du quartier. Dès 1962, André Vandermern, gérant de la Société civile immobilière résidence Zola dépose une demande de permis de construire en vue d'édifier un ensemble immobilier de deux cents logements en bordure de la rue de la Ferme-du-Rû. Les cinq immeubles sont achevés en 1966 et l'un deux a été construit sur l'emplacement du château détruit un an auparavant. La plupart des arbres du parc ont toutefois été préservés.

En 1969, la Société civile Saint-Clair cède son terrain à la société sportive et culturelle « Saint-Clair ». Trois ans auparavant, un gymnase et des locaux avaient été construits à cet emplacement, permettant à l'association de transférer ses activités de la salle de la rue Danton vers le parc des Renardières.

La construction, en 1981, d'un immeuble de vingt-deux logements en bordure de la rue des Renardières par la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics achève l'urbanisation de l'ancien domaine des Renardières.

« Le domaine des Renardières était très grand et appartenait au colonel de Saint-Julien. Il habitait dans la grosse maison bourgeoise au milieu du parc. Mes beaux-parents ont été concierges dans cette propriété autrefois car il y avait deux conciergeries. L'une était en face de la rue Danton et l'autre se situait à l'emplacement d'Intermarché. Une partie du domaine a été vendue pour la construction des immeubles de la Ferme-du-Rû et le reste du domaine a été donné à la paroisse. La Saint-Clair a récupéré une partie de ce don et la paroisse a cédé le terrain restant. C'est sur cette partie que les immeubles de la rue des Renardières ont été construits. » **Michel**

« En 1940, le colonel de Saint-Julien était commandant de la place de Nantes. Il avait une ou deux vaches et il venait à pied avec son jardinier amener ses vaches au taureau chez nos parents à la ferme de la Harlière, à Saint-Herblain. » **René G**

« On habitait juste derrière le domaine des Renardières. Le parc était immense et le château était en plein milieu. La comtesse habitait encore là. C'était une vieille dame qui vivait seule. Une sortie donnait devant la Frat', une autre se situait devant l'école des curés de Saint-Clair et une troisième donnait sur la Ferme-du-Rû au niveau de l'avenue Bernard. On allait faire toutes les bêtises possibles et inimaginables dans le bois du parc. Comme tous les gamins, on allait jouer dehors vers cinq ou six heures du soir et comme le bois se trouvait à cent cinquante mètres, on passait par-dessus le mur pour aller jouer dedans. On faisait des cabanes, des arcs, on jouait aux indiens et aux cow-boys… Il y avait un gardien et on n'était pas les bienvenus ! » **Jean-Louis R**

« Quand nous allions place Zola, il fallait longer la propriété close de hauts murs de monsieur de Saint-Julien qui donnait sur la rue des Renardières. C'était une propriété très boisée et la plupart des arbres ont été conservés quand la propriété a été lotie. À la hauteur de l'actuelle salle de la Saint-Clair se trouvait une maison de garde et un portail de fer qui me paraissait immense. Plus bas, il y avait un petit pavillon qui a servi jusqu'en 1955 ou 1960 aux apprentis de la métallurgie pour des cours théoriques. » **Lucie LP**

Mur d'enceinte du domaine donnant sur la rue des Renardières au milieu des années 1930

Le centre d'apprentissage aux métiers de la métallurgie en 1951

« Avant de faire les marchés avec mes parents, mon père a voulu que j'apprenne un métier. À mon grand désespoir, j'ai appris le métier de tourneur alors que je ne savais même pas ce que c'était que tourner ! J'étais en apprentissage chez Brissonneau et Lotz et je prenais des cours dans un centre d'apprentissage qui se situait rue des Renardières à l'emplacement de La Poste actuelle. C'était dans un bâtiment tout en longueur avec deux ou trois classes. Je suis donc allé pendant trois ans dans cet endroit pour suivre des cours de mécanique, de tout ce qui concernait la métallurgie. On faisait les cours pratiques à l'usine et à Zola, on suivait les cours théoriques. » **Willy**

La rue de la Ferme-du-Rû et les lotissements d'avant-guerre

La rue de la Ferme-du-Rû tient son nom de l'ancienne ferme attenante au domaine des Renardières et du ruisseau qui le traversait.

Simple chemin traversant la propriété Candeau, la rue est soumise à un alignement à partir de 1909 afin de relier la rue des Renardières au boulevard de la Fraternité. Les lotissements créés entre les années 20 et 30, à proximité du boulevard donnent naissance aux rues Commandant-Noury, Centrale, Bernard et Jean-Danais.

La rue de la Ferme-du-Rû vers le boulevard de la Fraternité en 1965

Dans les années 30, la rue de la Ferme-du-Rû était un chemin sans nom mais la ferme et le Rû existaient bien. Les fermiers possédaient des vaches, des volailles, des champs de légumes et de céréales. Je me souviens du boucan de la batteuse et de la poussière des gerbes. Le Rû était un ruisseau qui coulait dans le fond du jardin de mes parents, rue Jean-Danais. C'était un maigre filet souvent à sec, qui a été comblé lors de la construction des maisons de l'avenue Bernard » **Lucie LP**

La rue Jean-Danais dans les années 50

La rue Jean-Danais

« En 1921, mes parents ont acheté un terrain dans l'avenue Candeau qui a été dénommée avenue Jean-Danais plus tard. Cette avenue est un lotissement construit sur un terrain qui appartenait aux filles de monsieur Candeau, un ancien adjoint du maire de Chantenay. Le cahier des charges du lotissement prévoyait l'eau et le gaz de ville mais il a fallu attendre 1928 pour avoir l'électricité et 1930, pour le tout-à-l'égout. Les travaux ont été difficiles car le sol du quartier est rocheux.

Ce lotissement a été construit avant la loi Loucheur qui a permis à de nombreux ménages modestes d'accéder à la propriété grâce à des prêts avantageux. Mes parents n'en n'ont donc pas bénéficié et ils avaient emprunté à mes grands-parents la somme qui leur manquait. Pendant cinq ans, ils ont vécu chichement pour assurer le remboursement de cette dette.

Au début de l'avenue, il y avait plusieurs belles maisons à étage, en pierre, mais la plupart étaient de plain-pied avec un plan rudimentaire : un couloir central avec une pièce de chaque côté et les toilettes au fond. Beaucoup de ménages ont ajouté des appentis au fur et à mesure des besoins ou des rentrées d'argent.

La rue Jean-Danais était habitée par des gens modestes mais pas pauvres. Les familles se composaient des parents et d'un ou deux enfants. Une famille de trois enfants était considérée comme une famille nombreuse ! Plusieurs artisans habitaient cette rue et dans la plupart des cas, ils avaient construit eux-mêmes leur maison. Les familles de la rue s'entendaient bien et se rendaient des services. Les soirs d'été, on sortait les chaises devant les portes et on bavardait d'une maison à l'autre en regardant les enfants jouer.

En 1923, peu de maisons étaient construites autour de la rue. Nous étions beaucoup d'enfants du même âge dans ce quartier neuf et nous jouions soit dans la rue, soit dans la grande prairie derrière où plus tard les lotissements des rues Robert-Planquette, Monge et Ronsard ont été construits. Au fond de cette prairie se trouvait l'usine désaffectée « La Clef française » qui abritait beaucoup de nos jeux. On jouait beaucoup à la guerre avec des boules de terre que l'on cuisait dans des fours improvisés, allumés avec des allumettes chipées à nos mères ! La Première Guerre était encore parmi nous parce que beaucoup d'enfants avaient des pères qui l'avaient faite et qui en étaient revenus mutilés.

Dans les années 1920, il n'y avait pas de commerces dans la rue. Un employé de l'épicerie Foucault, place Bretagne, venait, à vélo, muni de son petit carnet noir pour prendre les commandes d'épicerie. Un livreur avec une casquette de toile cirée venait ensuite en voiture à cheval faire la livraison. Plus tard, dans les années 30, deux épiceries ont été ouvertes dans la rue. Il y en avait une autre dans une rue proche qui faisait aussi graineterie car chaque famille avait des poules et des lapins pour lesquels il fallait du grain, de l'avoine et du son.» **Lucie LP**

L'avenue Commandant-Noury

« Mes parents sont arrivés à Nantes en 1943. Ils travaillaient aux PTT et quand la poste et les télécoms ont été séparés, ils sont allés tous les deux à la direction des Télécoms, rue Daubenton. Jusqu'en 1957, ils ont loué une maison dans l'avenue Noury. C'était une petite maison avec une cuisine, qui faisait salle commune, et deux chambres. Une des chambres servait de bureau à mon père, de salle à manger quand il y avait des gens importants et de chambre à coucher pour mon frère. Mes parents, moi et ma sœur dormions dans l'autre chambre. Nous faisions notre toilette dans la cuisine car nous n'avions pas de sanitaires ce qui était le cas pour beaucoup de gens... Le matin, on faisait une toilette symbolique dans la cuvette de l'évier de la cuisine et une fois par semaine, c'était le bain pour toute la famille dans une grande bassine en zinc. Nous étions cinq et le temps que tout le monde se lave, ça nous occupait tout le samedi soir ! Les toilettes étaient dans le fond du jardin mais comme elles n'ont pas fonctionné pendant longtemps, nous avions des pots de chambre. Le potager a été fumé comme ça pendant un certain temps ! Nous avions quand même une grande buanderie et une très grande cave voûtée mais il y avait beaucoup d'humidité dans cette maison. Ce n'étaient pas de bons matériaux. Je me souviens encore des jours de lessive l'hiver parce que le linge séchait mal dans la maison et tous les lundis soirs, nous mangions dans une espèce de brume tellement il y avait de vapeur ! Le téléphone était le seul luxe que l'on avait car mon père avait un téléphone de fonction à la maison. En 1957, mes parents ont acheté une maison dans la rue Metzinger et d'un seul coup, nous avons eu tout le confort puisqu'il y avait une salle de bain, des toilettes, une très grande cuisine et un magnifique petit jardin avec des acacias.

Dans la rue, la population était assez mélangée. Il y avait des fonctionnaires, des ouvriers, un chauffeur de taxi… Je me souviens des femmes qui travaillaient chez LU parce que tous les quinze jours, on avait droit à des grands sacs de « Paille d'Or » cassées ! La famille la plus aisée habitait sur le boulevard de la Solidarité dans la maison un peu « Modern Style » qui existe toujours. Le père était ingénieur EDF et sa fille était dans la même classe que moi au lycée. Le matin, j'allais la chercher pour aller à l'école et j'étais stupéfaite parce que sur la table de la cuisine il y avait du jus d'orange pour leur petit-déjeuner ! Je trouvais ça extraordinaire ! Au début des années 50, c'était un luxe ! » **Nicole**

L'avenue Centrale

« Je suis originaire de Tours et je suis arrivé en 1941 à Nantes pour le travail. En 1943, je suis venu vivre avenue Centrale dans la maison que mes beaux-parents avaient fait construire en 1924. J'ai toujours vécu dans cette maison et je suis le plus ancien propriétaire de l'avenue. En 1943, nous avions déjà tout le confort car nous avions le chauffage central et une salle de bain. C'était une belle maison moderne et bien équipée pour l'époque. À ce moment-là, on surnommait l'avenue Centrale, « l'avenue des pétroliers » car en face de chez nous, deux messieurs travaillaient chez Shell, un peu plus loin, c'était un monsieur de chez Esso et moi, j'étais chez Antar. On était donc quatre pétroliers dans la rue sur une vingtaine de maisons. Au fond, il y avait l'avenue Bernard que l'on appelait « la rue des instituteurs » parce que beaucoup d'instituteurs habitaient cette avenue ! » **Louis R**

La rue des Renardières

« Dans les années 60, il y avait encore beaucoup de commerces dans la rue des Renardières. Tous ces commerces ont fermé quand les grandes surfaces sont arrivées mais aussi parce que le système a changé. Avant, les petites épiceries et les petits cafés étaient tenus par les femmes. Souvent, le mari travaillait aux Chantiers. Il faisait le marché le matin pour approvisionner le commerce et l'épouse tenait le petit commerce chez elle. Ça faisait un petit apport. » **René L**

L'entreprise Pilet

« Avant de déménager en 1973, l'entreprise Pilet était rue des Renardières à côté du Crédit mutuel. J'y ai travaillé de 1968 à 1978. Je faisais du secrétariat et de la comptabilité. On était six employés. C'était une entreprise importante qui vendait des lampes, des ampoules et tout ce qu'il fallait pour les installations électriques. François Orgebin, le patron, était une figure dans le quartier. Il était ancré au niveau de la paroisse et il a été président du Crédit mutuel de Saint-Clair. Sa fille était une copine d'enfance et c'est comme ça que j'ai été embauchée chez lui. » **Jacqueline R**

Le salon de coiffure de René

« En 1967, j'ai racheté une épicerie au 65, rue des Renardières et je l'ai transformée en salon de coiffure pour hommes. À ce moment-là, dans le coin, il y en avait un, place Zola et deux autres, rue de la Convention dont un assez folklorique parce que le patron jouait de l'accordéon dans sa boutique !

Mes clients étaient surtout des gens du quartier mais certains habitaient Saint-Sébastien-sur-Loire, Saint-Jean-de-Boiseau ou Sautron. Ils travaillaient dans l'ouest de Nantes et ils venaient se faire couper les cheveux avant de rentrer chez eux. C'était sur leur trajet.

La rue des Renardières vers la rue Danton au milieu des années 30

Dans un salon de coiffure, les gens racontent toujours des choses. Ils ne parlent pas trop de leur vie mais plutôt de pêche à la ligne, de chasse, de bricolage, de cuisine, un peu de politique. C'est comme ça que j'ai appris plein de choses en cuisine et en bricolage.

À partir des années 70, beaucoup de salons de coiffure pour hommes ont fermé à cause de la mode « Antoine » c'est-à-dire que beaucoup d'hommes se sont mis à avoir les cheveux longs. Autant vous dire qu'Antoine, il a complètement démoli le métier ! J'ai donc diversifié mon activité et j'ai fait de la coiffure pour hommes et femmes.

J'ai arrêté en 2005 à soixante-quatre ans. Je n'ai pas vendu parce qu'on a pu acheter les murs et nous n'avions pas envie de partir du quartier, surtout moi, parce j'y ai toujours vécu. Parfois, je me dis qu'heureusement qu'il y a eu l'armée parce que sinon, je n'aurais jamais quitté le quartier ! » **René L**

7 / La place Émile-Zola

Cœur de l'ancien Haut-Chantenay, la place Zola réalise la jonction entre les tissus très différents des anciens villages de la Fournillière et de Grillaud, de l'ancien quartier des conserveries de la Ville-en-Bois, de l'ensemble paroissial Saint-Clair et du boulevard de ceinture achevé en 1895.

La place Émile-Zola en 2013

Au début du 19e siècle, la Chenée est un simple lieu-dit dont la toponymie rappelle les bosquets de chênes environnants. Le plan d'aménagement urbain qui accompagne l'édification de l'église Saint-Clair à partir de 1854 entraîne le percement de nouvelles rues dont le croisement dessine la future place. L'ouverture du boulevard de ceinture à la fin du 19e siècle lui donne sa forme définitive, à l'intersection des futurs boulevards de l'Égalité, de la Fraternité et Pasteur. La conception et la forme de la place ne résultent d'aucun projet architectural notable mais sa formation a pour conséquence de déplacer le pôle urbain du quartier, implanté auparavant autour de l'église Saint-Clair. L'édification du « Chalet Suisse » en 1887, le terminus de la ligne de tramway à partir de 1896, la création du marché en 1900, l'ouverture de l'école de garçons du boulevard de la Fraternité en 1904 ainsi que le déroulement de nombreuses fêtes font alors de la place un des pôles essentiels de la vie sociale et festive du Haut-Chantenay.

Le 19 octobre 1902, un mois après le décès de l'écrivain, la place de la Chênaie devient la place Émile-Zola, alors que les échos de l'affaire Dreyfus résonnent encore. *« Le nom de la Chênaie découle de la tradition et vient de ce qu'autrefois, il existait à cet emplacement un bois planté de chênes d'où le nom de Chenée qui par corruption est devenue Chênaie. Ce nom auquel aucun souvenir intéressant ne se rattache, est d'une indifférence complète et il n'y a aucune raison de le conserver. Le nom d'Émile Zola, au contraire, rappellera à tous, non seulement l'écrivain puissant et fécond (...) mais aussi l'homme courageux entre tous qui entièrement possédé par le sentiment de justice et de vérité, n'a pas craint d'écrire l'admirable lettre « J'accuse ». (...) En donnant son nom à une des places de la ville, la population laborieuse de Chantenay s'honorera elle-même car elle honorera un homme dont la vie toute entière a été consacrée au travail, à la justice et à la vérité »*, déclare le radical-socialiste, Paul Griveaud qui est le premier maire de France à donner ce nom à une place publique. Ce choix résulte en effet d'une volonté de la municipalité d'affirmer son identité urbaine et idéologique face aux édiles nantais conservateurs et annexionnistes. À partir de 1901, une révision massive de la toponymie locale a, en effet, été entreprise afin d'essaimer des repères républicains sur toute la commune. La nouvelle municipalité avait amorcé ce changement en attribuant la devise républicaine aux trois tronçons du boulevard de ceinture qui traversent la commune. Les nouvelles dénominations doivent non seulement honorer la République mais aussi la science et les progrès techniques.

La création du marché en 1900 parachève le rôle central de la place dans la vie sociale du Haut-Chantenay et fait encore aujourd'hui sa réputation. Depuis le 29 juin 1900, ce dernier a lieu le jeudi matin. Jusqu'aux années 70, le marché se déploie le long des boulevards de la Fraternité, de l'Égalité et Pasteur. Au début des années 60, la circulation automobile ayant considérablement augmenté, le marché peut difficilement se maintenir sur les boulevards. La place assure en effet la jonction entre sept axes routiers. C'est pourquoi, en 1962, la ville acquiert un îlot compris entre la rue des Renardières, la rue Danton, le chemin du Prinquiau et le chemin des Lauriers afin de mettre en œuvre un triple projet : le transfert du marché hebdomadaire sur les terrains centraux de ce quadrilatère, l'élargissement de la rue des Renardières et enfin la liaison Croix-Bonneau - Zola, voie nouvelle prévue au plan d'aménagement de 1948. Après démolition totale du bâti sur les terrains expropriés, le marché de Zola prend ses nouveaux quartiers en 1974. C'est aujourd'hui le troisième marché nantais en fréquentation derrière celui de Talensac et de la Petite-Hollande.

La Haut-Chantenay en 1904

La place Émile-Zola vue depuis le boulevard Pasteur et l'aubette du tramway vers 1910

La place Émile-Zola et la rue des Renardières dans les années 60

La place Émile-Zola vers la rue Nicolas-Appert et le boulevard Pasteur dans les années 60

L'îlot du futur parking Émile-Zola en 1968

« Je suis né dans le quartier des Ponts, rue Petite-Biesse en 1927. Mon père était chaudronnier. Après diverses petites entreprises, il a travaillé aux Chantiers de la Loire. Nous sommes venus habiter dans le quartier Zola en 1929. Ma mère a tenu une petite épicerie, rue des Renardières en face du « Chalet Suisse » où j'ai habité jusqu'à mon mariage en 1951.

Après la guerre, il y avait de nombreux commerces sur la place et dans les rues environnantes : deux poissonneries, un magasin de meubles, une droguerie, une mercerie, une herboristerie… Tout ça a disparu et aujourd'hui, chacun sait que la place Zola est devenue la place des banques ! Dans les années 50, il n'y avait que le Crédit mutuel qui avait une permanence dans un local à Saint-Clair.

La place était aussi le terminus du tramway qui arrivait du boulevard Pasteur. Une fois arrivé, il se dirigeait vers le boulevard de la Fraternité, puis vers le boulevard de l'Égalité afin de se remettre en position de départ devant le bureau de tabac. Le tramway créait beaucoup d'animation à certaines heures quand tout le monde descendait et repartait à pied dans toutes les directions. À l'emplacement du parking actuel entre la place Zola et la rue Danton, on comptait deux épiceries, un cordonnier, un entrepôt, un magasin d'électricité, une clinique d'accouchement, un fleuriste et l'école Saint-Clair avec sa salle de sport et de spectacle située rue Danton. » **Louis B**

« Un horticulteur, monsieur Bertier, cultivait sur une grande partie de la surface de l'actuel parking. Il avait ses serres le long du mur. Ensuite, la Ville a tout rasé pour faire le parking. Seuls, le garage Martin et Bricozola sont restés. Avant de s'installer à Zola, ce magasin, tenu par la famille Legrand, était à l'angle de la rue de la Montagne et du boulevard de l'Égalité. On achetait au poids ou au détail. Cette quincaillerie était la référence pour tout Chantenay. » **René L**

« On s'est installés le 1er juillet 1950 sur la place et j'ai travaillé pendant cinquante ans dans le garage Zola. Au début, j'étais agent pour la marque Peugeot et ensuite, j'ai été concessionnaire BMW. On avait tous les commerçants du quartier comme clients. Plein de maisons à l'arrière du garage ont été démolies pour faire le parking. C'est formidable ce qu'ils en ont fait parce que l'arrière du garage qui donnait sur cette nouvelle place est devenu une entrée. Tous les jeudis, nous avions donc le marché devant chez nous. C'était le bazar ce jour-là ! Je me souviens de la marchande de cravates qui avait son étal juste devant chez nous parce que, toutes les semaines, j'avais une nouvelle cravate ! » **Maurice**

« Maintenant, la place Zola, c'est la place des banques. Toutes ces banques ont remplacé un commerce. La BPBA a remplacé une poissonnerie, le Crédit agricole, un marchand de meubles et la Banque de Bretagne, une teinturerie. À côté d'Intermarché, une agence immobilière s'est installée à la place d'une charcuterie. Sur le haut du boulevard Pasteur, il y avait « Le Petit Pêcheur » où tous les pêcheurs du quartier allaient s'approvisionner en gaules, en vers… Aujourd'hui, c'est un assureur et à la place de la Caisse d'Épargne, c'était une station-service. » **Marie-Claire**

« Pendant deux ou trois ans, nous avons habité dans une maison de l'avenue des Lauriers, à côté de l'actuel magasin « Weldom ». Cette maison appartenait à la Ville et elle a été abattue pour faire le parking. Avant, c'était un petit quartier sympa. Il y avait même une clinique d'accouchement. L'été, on voyait les mamans dans leur lit car les fenêtres étaient ouvertes et notre jardin était juste à côté. » **Jacqueline D**

« J'ai accouché deux fois à la clinique des Renardières qui était tenue par une sage-femme, madame Chapron. Cette petite maternité se trouvait en face des bureaux de BTP. C'était une ancienne maison bourgeoise dans laquelle trois chambres avaient été aménagées. On pouvait être deux ou trois dans chacune parce qu'il y avait deux grands lits et un autre petit qui permettait d'attendre qu'une femme s'en aille avant de prendre sa place. L'accouchement n'était pas encore remboursé par la Sécu mais on restait quand même une semaine. C'était une petite clinique vraiment familiale. Madame Chapron avait une assistante, madame Poirot et une jeune femme venait les aider. S'il y avait un souci, un médecin était appelé ou alors, les femmes étaient transportées à l'Hôtel-Dieu. » **Marie-Claire**

Le marché

Faire son marché

« Jusqu'aux années 60, le marché de Zola était installé dans les rues autour de la place. Je faisais toujours mes courses au marché. Des marchands tiraient leur charrette avenue Allard et boulevard Pasteur qui étaient encore pavés. Mon père pensait que le pavage les aidait car ça faisait sauter la charrette ! Le marché était très vivant. J'admirais tous les vendeurs qui racontaient des histoires et des boniments. C'étaient des poètes ! C'était à celui qui crierait le plus fort parce qu'il fallait crier plus fort que le voisin. C'était très drôle. « Oh, regardez mes belles salades ! » et ils partaient sur les salades et la façon de les planter ou n'importe quoi ! C'était très sympathique. » **Martine**

« Enfant, j'allais au marché de Zola tous les jeudis matin. C'était un plaisir d'aller là-bas. C'était une vraie ruche. Je me rappelle d'un marchand de fruits en particulier car ma mère était une de ses fidèles clientes. Il était Espagnol et pour lui, j'étais la « petite Bretonne ». Chaque fois que ma mère allait chercher des fruits chez lui, j'avais droit à « la banane pour la petite Bretonne » ! » **Jeanne**

« Tous les jeudis, je fais le marché de Zola dès sept heures et quart. J'en profite pour prendre un petit café avec les commerçants. Quand j'y vais à dix heures, je ne rentre pas avant midi parce que je croise tous les anciens clients de mon salon de coiffure. Je croise les mêmes personnes selon les heures. Je peux me passer des grandes surfaces mais pas du marché !

J'ai connu le marché lorsqu'il était sur les boulevards de la Fraternité et de l'Égalité. Il était énorme ce marché ! Il s'étalait sur les deux côtés du trottoir jusqu'au cinéma « Le Moderne ». Il y avait un secteur légumes, un secteur poissons, un secteur vêtements. Je me souviens de la « mère morue ». Tout le monde l'appelait comme ça parce qu'elle ne vendait rien d'autre. Il y avait madame Thibaud aussi qui vendait des gâteaux cassés au kilo. Aujourd'hui, il doit y avoir moitié moins de commerçants. » **René L**

« Quand on allait au catéchisme le jeudi, on traversait le marché de Zola et on bavait devant le marchand de barbapapa. Au bout d'un moment, il en a eu tellement marre de nous voir tous les jeudis, qu'il a fini par craquer et on a eu droit à une barbapapa ! Il y avait aussi un marchand de sève de pin. Il avait des plaques de sève qu'il cassait avec un marteau pour en faire des petits morceaux et qu'il vendait dans des petits sachets. C'était pareil que pour la barbapapa, des fois, on avait droit à un petit morceau ou on ramassait ceux qui tombaient. Beaucoup de camelots faisaient des démonstrations d'appareils comme à la Foire exposition. C'était un vrai spectacle ! Il y avait toujours des attroupements et on adorait. » **Marie-Hélène**

« Au marché de Zola, on trouvait de tout : les vêtements, les chaussures, les outils et, évidemment, tous les produits alimentaires avec une très grande concordance avec les saisons. Ma mère faisait son marché avant d'aller au travail. Elle laissait ses paniers chez les commerçants et on avait ordre d'aller les chercher dans la matinée ! Au moment des civelles, une marchande, avec un tout petit étal, en vendait devant la porte du bureau de tabac. On en achetait cinq pains et c'était notre entrée le jeudi midi. » **Nicole**

Denise et Jean-Louis, marchands de primeurs

« Mon grand-père maternel a commencé à faire les marchés quand il est arrivé d'Espagne au moment de la guerre civile. Les Espagnols connaissaient bien les fruits et quand ils sont arrivés en France, ils n'avaient pas de métier alors ils se sont mis à vendre des fruits avec une petite baladeuse pour nourrir leurs familles. Ils achetaient au Champ-de-Mars où il y avait beaucoup de grossistes espagnols comme les Sanz, les Triaz…

L'étal de Jean-Louis et Denise Galais en 1999

Mes parents ont pris la suite de mon grand-père après la guerre. Ils ne faisaient que les marchés nantais. À cette époque, les gens faisaient leurs courses au marché parce que c'était quand même moins cher. Il n'y avait pas encore de grandes surfaces, ce n'étaient que des petites épiceries.

J'ai commencé à travailler sur les marchés avec mes parents à partir de quatorze ans dès que j'ai eu mon certificat d'études. Ma mère voulait que je l'obtienne, c'était la condition avant de travailler. Ce n'était pas grand-chose mais pour eux, c'était important. J'ai donc appris le métier avec mes parents. On était beaucoup, comme ça, à travailler avec nos parents et à prendre la suite. Ensuite, ma femme a appris le métier avec moi. Ses parents avaient une ferme à Mauves-sur-Loire. À dix-huit ans, elle est entrée à l'hôpital de la Droitère comme aide-soignante et quand on s'est connus, elle est venue travailler avec moi. On s'est mariés à vingt-cinq ans et nous avons pris la suite de mes parents. Nous habitions à la Croix-Bonneau, rue Georges-Charrier et mes parents habitaient rue du Plessis-Gautron.

Nous n'étions pas producteurs. On achetait les fruits et on les vendait. Quand mes parents ont débuté, ils partaient au Champ-de-Mars avec une baladeuse pour aller chercher la marchandise. C'étaient des baladeuses de trois mètres de long avec deux grandes roues qu'ils tiraient avec les deux grands bras. Ils faisaient le marché avec. Après la guerre, ils se sont modernisés en achetant un camion. Au moment où j'ai pris la suite, l'approvisionnement se faisait au MIN.

Quand j'ai commencé le métier, on trouvait des fruits de la région. Ensuite, l'arrivée des fruits d'Espagne a marqué une évolution qui a permis de vendre des fruits un peu avant la saison comme les melons, par exemple. Du temps de mes

parents, on ne vendait des melons qu'en juillet et en août et ils étaient cultivés par des petits producteurs de Saint-Sébastien, Basse-Goulaine, Thouaré, Sainte-Luce. On ne trouvait pas de melons au mois de mai. J'ai aussi connu beaucoup de petits producteurs qui vendaient les fruits et légumes directement sur les marchés.

Comme marchés, on faisait Jean-Macé le mardi et Pirmil, le mercredi. Le jeudi, c'était Zola. Le vendredi, nous allions place du 8 mai à Rezé et le samedi, c'était la Petite-Hollande. Le dimanche, on était à Notre-Dame-de-Monts. L'été, on faisait ce marché trois jours par semaine et celui de Piriac. On travaillait à deux. L'hiver, c'était suffisant et l'été, des petits jeunes venaient nous aider pour se faire de l'argent de poche.

Une journée de marché, ça débute de bonne heure, vers trois ou quatre heures du matin. On commençait par monter nos vannettes pour faire l'étalage. Les vannettes, ce sont les bancs que l'on met sur des tréteaux. Ensuite, on montait les poteaux et on bâchait pour se protéger en cas de pluie. Pendant que ma femme finissait d'installer, j'allais au MIN

Le MIN en 1996

pour acheter la marchandise. Je revenais vers sept heures et demi ou huit heures pour finir le déballage. Nous, on déballait tous nos fruits à la main pour ne pas les abîmer. C'est pour ça que l'on se levait de bonne heure parce qu'il nous fallait du temps pour faire la mise en place. Les clients arrivaient dès huit heures. Le marché se terminait vers midi et demi ou treize heures et on commençait le remballage. On chargeait le camion et on rentrait chez nous.

Faire le commerce du fruit, ce n'est pas le plus facile parce que c'est un produit fragile. Et puis, il faut que les fruits soient vendus mûrs. On était là pour gagner notre vie mais on avait toujours le plaisir de satisfaire nos clients alors on choisissait de la bonne marchandise.

Dans la famille, on a toujours fait le marché de Zola. Tous les commerçants se connaissaient sur ce marché. On s'arrangeait avec certains pour acheter de la marchandise en commun. Il y avait beaucoup de primeurs mais au début, c'étaient soit des marchands de légumes, soit des marchands de fruits. Nous, on n'a quasiment toujours fait que des fruits sauf vers la fin. L'étalage de mes parents s'appelait Galais mais ma mère était espagnole et il y avait beaucoup de marchands de fruits espagnols comme les Robilla, les de Castellano... Ensuite, ce sont les Algériens, les Marocains qui se sont spécialisés dans les primeurs. Eux aussi aiment beaucoup les fruits et ils savent les travailler.

Quand il n'y avait pas d'école le jeudi, on voyait beaucoup d'enfants avec leurs mamans. On avait nos habitués, on voyait certaines personnes toutes les semaines. Certains clients préféraient se faire servir par ma femme et d'autres, par moi. Chacun avait ses habitudes. D'un marché à l'autre, ce n'était pas du tout la même clientèle. Zola, c'était un marché plus huppé que la Petite-Hollande et c'étaient surtout des gens du quartier que l'on connaissait bien. Les petites mamies avec leurs caddies, on les connaissait depuis longtemps.

Le marché a été déplacé sur le parking en 1974 parce qu'avant il était sur la place. A ce moment-là, les primeurs étaient sur la rue du côté du marchand de meubles Hilligot. Au départ, ça râlait parce les commerçants n'aiment pas trop le changement. Ça s'est bien passé quand même parce qu'on était bien plus à l'aise pour travailler. Sur la rue, ça devenait compliqué parce que la circulation n'était pas bloquée et il y avait de plus en plus de voitures. Ensuite, l'autre aménagement important, c'était il y a une vingtaine d'années quand l'électricité est arrivée. Ça a été un vrai bonheur. Avant, quand on arrivait tôt le matin l'hiver, on avait tous notre petite bouteille de gaz ou un groupe électrogène pour nous éclairer mais ça faisait du bruit, surtout quand on arrive à quatre heures du matin.

On avait toujours le même emplacement. On avait un abonnement à l'année et on payait le droit de place tous les trimestres. Avec le temps, on connaissait bien le placier et il fallait mieux bien s'entendre avec lui. Si on respectait le nombre de mètres que l'on avait réservé, tout se passait bien. Quand un commerçant arrêtait son activité, on pouvait récupérer sa place. En général, c'étaient les plus anciens qui la reprenaient parce que certains emplacements sont mieux que d'autres. Les meilleures places sont celles situées à l'angle d'une allée. L'emplacement peut être transmis aux enfants qui reprennent l'activité des parents. Ils sont prioritaires. À notre époque, la plupart des marchands avaient repris l'affaire de leurs parents. Aujourd'hui, ça se fait moins, on arrive à une génération qui a moins envie de prendre la suite. Chez nous, nos deux fils travaillaient avec nous l'été pour se faire de l'argent de poche mais ils n'ont jamais voulu nous succéder.

On a vu la concurrence des supermarchés arriver. C'est plus pratique pour le client de tout acheter au même endroit et de pouvoir stationner facilement. Sur les marchés, le stationnement, c'est toujours le problème. Quand j'habitais la Croix-Bonneau, j'allais au supermarché de Chantenay. Je

ne pouvais pas m'empêcher de regarder les fruits et légumes et je trouvais que c'était bien tenu. Le responsable du rayon était un petit gars d'origine arabe et il savait choisir ses fruits.

Maintenant, ce sont les poissonniers qui attirent la clientèle sur les marchés. Ils vont chercher leurs poissons soit au MIN soit à la criée. C'est dur comme métier poissonnier, bien plus dur que les primeurs parce qu'il y a beaucoup de nettoyage. Et l'hiver, avec la glace, il faut avoir envie de le toucher le poisson ! Et quand ils rentrent chez eux, il faut tout relaver.

On a arrêté en 2002. On était fatigués mais ça n'a pas été facile parce qu'on a fait ça toute notre vie et tous les deux ! On a aimé notre métier même si des fois c'était dur, surtout l'hiver. Et puis, ce n'était pas toujours facile de travailler en couple parce que non seulement on travaille ensemble mais quand on rentre à la maison, on ne parle que de ça parce qu'il faut préparer le marché du lendemain… » **Jean-Louis G**

Willy, le marchand de mousse

« Mes parents étaient des camelots professionnels. Ils ont commencé leur activité avant la guerre, quand ils se sont mariés. Ils faisaient les marchés et les foires dans toute la France. Après la guerre, ils se sont stabilisés à Nantes. Ils s'approvisionnaient chez des grossistes et ils revendaient ensuite la marchandise sur les marchés. Ils vendaient des toiles cirées, des jouets à Noël… Pendant des années, ils ont déballé dans la rue du Calvaire qui était encore en reconstruction.

Moi, j'ai commencé à travailler avec eux au début des années 60. Mais avant de pouvoir le faire, mon père a voulu que j'apprenne un métier. J'ai donc passé « brillamment » mon CAP de tourneur-fraiseur à l'usine Brissonneau et Lotz. Ensuite, en 1962, j'ai fait mon service militaire et j'ai passé dix-huit mois en Algérie. À mon retour, j'avais vingt et un ans et j'ai dit à mon père que je ne retournerais pas à l'usine.

C'est comme ça que j'ai commencé à faire les marchés avec mes parents. Ensuite, j'ai repris l'entreprise de mon père mais ma mère était encore sur les marchés à quatre-vingt-dix ans ! Elle n'a jamais pris un jour de vacances de sa vie. Elle est décédée à quatre-vingt-quinze ans et je ne l'ai jamais vue s'arrêter. Elle serait même allée au marché la nuit ! C'était une passion !

Ma sœur travaillait avec mon père et moi, je travaillais avec ma mère. Le lundi, on allait à Pontchâteau et le mardi, on faisait Jean-Macé. Le mercredi, on était à Doulon, le jeudi à Zola, le vendredi à Rezé et le samedi, c'était Talensac. L'été, on faisait tous les marchés de la côte. On partait en caravane et on s'installait pendant trois mois à Saint-Nazaire.

On s'est mis à vendre de la mousse dès que ce matériau a été inventé. Avant, on trouvait des matelas en laine et puis la mousse est arrivée. On a commencé par vendre des éponges. Petit à petit, on s'est mis sur ce créneau-là et j'ai continué. Je vends de la mousse depuis une quarantaine d'années maintenant. Il y a plein d'usages avec ce matériau parce que l'on s'assoit ou l'on dort sur de la mousse. Les gens viennent avec une chaise, un berceau de bébé, un fauteuil et je coupe à la demande et sur-mesure. J'ai même des clientes qui viennent pour un petit bout de mousse à mettre dans leurs chaussures. Ça, j'en fais cadeau. Il y a différentes qualités de mousse, il faut savoir ce que l'on veut en faire. Certains clients veulent de la mousse dure, d'autres de la mousse molle… J'achète des gros blocs que je stocke dans un hangar qui me sert aussi d'atelier pour la découpe. Quand on a commencé, on se fournissait à Nantes parce que des usines en fabriquaient. C'est un matériau qu'il vaut mieux acheter sur place parce que comme c'est volumineux, il y a beaucoup de frais de transport.

C'est un petit commerce. Je suis un bricoleur, un artisan, certainement pas un entrepreneur ou un homme d'affaires !

Willy Charlopeau sur le marché de Zola en 2012

Je m'en sors parce que je prends des commandes sur les marchés et les gens passent ensuite à l'atelier récupérer la marchandise.

J'ai toujours eu un emplacement à Zola parce que mes parents faisaient ce marché depuis longtemps et les enfants qui reprennent le métier sont prioritaires. Quand on a commencé, on était sur le boulevard de la Fraternité, juste devant l'école. Les commerçants déballaient des deux côtés du trottoir et les voitures passaient au milieu. C'est pour ça qu'à un moment, la plupart des marchés nantais, qui étaient sur la rue, ont été transférés sur des places. Avec l'augmentation de la circulation, ce n'était plus possible.

J'ai la même place depuis un moment, maintenant, parce que je suis abonné. Je paye tous les mois pour avoir mon emplacement. Sur le marché, il y a les abonnés et les passagers. Le placier distribue les places qui varient de trois ou quatre mètres selon les besoins. Les gens payent selon la longueur.

L'heure d'arrivée sur le marché dépend de ce que l'on vend. Les primeurs et les poissonniers arrivent les premiers parce qu'ils sont d'abord obligés de passer au MIN pour faire leurs achats. Moi, j'arrive à sept heures et demi, ce qui n'est pas très tôt. Quand je venais avec ma mère, on déballait dès sept heures parce ce que des clients passaient de bonne heure.

Zola est un beau marché, réputé, même s'il est moins grand aujourd'hui. Il a été restreint parce qu'à un moment, il y a eu moins de marchands. En tout cas, je trouve qu'il y a toujours une très bonne ambiance. On se connaît tous. On ne connaît pas le nom des gens mais on connait leur prénom, alors on les associe à ce qu'ils vendent. C'est un repère. Moi, on m'appelle « Willy la mousse ». J'ai un copain qu'on appelle « Thierry la morue » et un autre, « Stéphane la galette » !

Beaucoup de marchands sont là depuis longtemps comme le marchand de morue ou les marchands de chaussures. Ils ont pris la suite de leurs parents. Je pense que personne ne va reprendre leur place quand ils vont arrêter. On trouve de moins en moins de choses et ce sera de plus en plus comme ça parce que ceux qui arrêtent ne sont pas repris. C'est un métier qui est de moins en moins renouvelé. Un jeune ne veut pas se lancer parce qu'il n'est pas sûr de gagner sa vie. Par contre, quelqu'un qui prend la suite de ses parents se lance plus facilement parce qu'il connaît le métier et il a déjà une clientèle.

L'hiver et pendant les vacances, on voit moins de monde. L'été, les gens sont en vacances et ils font les marchés sur la côte pour le folklore. Et l'hiver, dès qu'il fait froid ou dès qu'il pleut, on ne voit plus grand monde. On dit que les Nantais aiment bien la pluie mais sur les marchés, ce n'est pas le cas. Dans le temps, qu'il pleuve ou qu'il neige, on déballait et il y avait toujours du monde. Maintenant, s'il fait mauvais, les gens restent chez eux ou vont au supermarché. Il faut dire que c'est plus facile : c'est chauffé, il y a de la musique, vous risquez de gagner une télé et il y a des parkings ! Aujourd'hui, il n'y a plus de parking sur les marchés et ça devient une contrainte sauf pour les gens du quartier qui peuvent venir à pied avec leur petit caddie ou à vélo.

Maintenant, on voit surtout des petites grands-mères à la retraite. Elles n'ont pas un pouvoir d'achat extraordinaire mais elles viennent pour sortir de chez elles, pour discuter. Quelques dames viennent me voir depuis des années. Elles ne passent pas un jeudi sans venir me dire bonjour. Elles ne m'achètent pas grand-chose mais c'est vraiment sympa. Des gens me demandent pourquoi je ne suis pas à la retraite et je leur réponds que moi, j'ai besoin de ce contact. Je fais du social, si vous voulez. Et j'aime mon métier ! » **Willy**

« Le Chalet Suisse »

La construction du « Chalet Suisse » est due à l'initiative de Louis Monjaret, un charpentier installé rue de Plaisance. En 1884, il prend possession d'une parcelle de la propriété des Renardières constituée d'un petit bosquet sur laquelle il édifie un chalet en 1887 ainsi qu'une remise et des écuries attenantes en 1892.

L'établissement est alors tenu par le cabaretier Le Kernec qui cède sa place à Anatole Busnel à partir de 1904. En 1915, Pierre Monjaret, le fils de Louis, vend le restaurant et la salle des fêtes établis aux 1 et 3, place Zola. Trois propriétaires se succèdent alors et en 1936, Pierre Allanic reprend l'affaire qu'il cède à son fils Paul, traiteur de profession, en 1947. L'établissement reste la propriété de cette famille jusqu'à sa fermeture dans les années 70. En 1981, le lieu est transformé en discothèque et prend diverses dénominations.

« Le Chalet Suisse » disparaît définitivement du paysage en 2007 pour laisser la place à un immeuble de standing et une enseigne de surgelés. Face aux protestations d'un certain nombre d'habitants, attachés à ce lieu dans lequel ils ont dansé ou se sont mariés, une partie de la charpente a été reconstituée et posée sur la façade du nouvel immeuble pour en rappeler le souvenir.

Mariage au « Chalet Suisse » en 1953

- *« Quand j'étais jeune, je venais de Saint-Nazaire pour retrouver mon fiancé le dimanche à Nantes et on allait danser au bal du « Chalet Suisse » ! »* **Claudine**

- *« « Le Chalet Suisse » était un monument de la place Zola. Il faisait café tous les jours et c'était un lieu d'accueil pour des fêtes, des repas de noces... Après le repas, il était fréquent de voir le cortège défiler en chantant. »* **Louis B**

- *« « Le Chalet Suisse » était renommé. On y allait pour faire des repas ou pour danser le dimanche. Il y avait un bal avec un orchestre ce jour-là et l'entrée était payante. Moi, j'aimais bien danser. J'avais appris à seize ans pendant les grèves de 1936 quand j'étais ouvrière chez un fabricant de chaussons de la rue des Pavillons. Ce sont les femmes avec qui je travaillais qui m'ont appris à danser. Et j'ai aimé ça ! Avant la guerre, mon mari faisait des bals avec son frère. C'est comme ça que l'on s'est connus mais je ne pouvais pas beaucoup danser avec lui puisque c'est lui qui faisait danser les gens avec son accordéon ! »* **Jeannette**

- *« Pour moi, la chose la plus emblématique de la place Zola, c'était « Le Chalet Suisse ». Beaucoup de personnes ont râlé quand il a été démoli mais c'est vrai, qu'à la fin, ce n'était pas du luxe. Avant la démolition, c'était une boîte de nuit. Ce n'était pas la musique qui dérangeait mais plutôt la deuxième ou la troisième mi-temps sur le parking. »* **Michel**

Menu de mariage en 1934

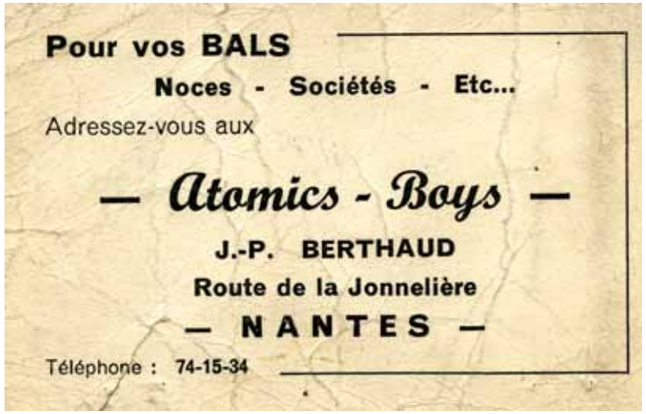
« Le dimanche, un tas de gens venaient au « Chalet Suisse ». On y a passé de très bons moments avec les autres commerçants du quartier. On allait danser là-bas entre nous. C'est démoli et maintenant, c'est moche ! » **Maurice**

« Avant de devenir une boîte de nuit, « Le Chalet Suisse » était un lieu pour les mariages ou le petit bal du samedi soir. Toute une génération du quartier avait un attachement affectif avec le lieu mais des bâtiments à côté n'étaient pas en très bon état. Pour le garder, il fallait savoir quoi en faire parce que les petits bals du samedi soir, ce n'est plus trop d'époque. Au moment de sa démolition, le lieu n'avait plus du tout la fonction qu'il avait auparavant c'est-à-dire être un équipement où les jeunes et moins jeunes pouvaient à la fois faire des repas et danser. Ça a perdu de son intérêt, d'autant plus qu'ensuite, des salles à Prinquiau dans les anciens bains-douches étaient prêtées par la municipalité pour faire des repas tout comme la salle de l'Égalité. » **Bernard**

« Je me souviens de madame Allanic qui tenait « Le Chalet Suisse » et de son petit chien Teddy-Boy. Quand je la croisais en sortant de l'école, elle me parlait toujours en anglais. Elle me criait en pleine rue : « How do you do ? ». » **Léna**

« « Le Chalet Suisse » était tenu par monsieur Allanic. Comme il était cuisinier, il faisait des repas de mariage. À l'entrée, il y avait une petite cour avec une petite terrasse et des petites tables de chaque côté. On entrait par la salle qui faisait café dans laquelle il y avait des glaces avec des gravures dessus. Derrière, c'était la salle de bal. On allait danser le samedi soir et le dimanche après-midi quand il n'y avait pas de mariage. Beaucoup de jeunes du quartier et d'ailleurs venaient au « Chalet Suisse ». Jusqu'aux années 70, il y avait beaucoup de salles de bal à Nantes pour le week-end. Dans le coin, il y avait « Les Salons Mauduit », « Le Bon Accueil » dans la rue de la Convention, « L'Eldo » et « La Croix Verte » dans la rue de la Ville-en-Bois. » **René L**

Jean-Paul et sa première batterie vers 1955



Jean-Paul et ses orchestres…

« J'ai commencé la musique à quatorze ans en tapant sur des bongos et j'ai fabriqué ma première batterie avec des boîtes de petits LU remplies de sable ! On n'avait pas d'argent alors on faisait avec les moyens du bord. J'ai appris à jouer tout seul parce que les profs de batterie, ça n'existait pas. En 1958, j'ai formé mon premier groupe avec des copains du quartier. On s'appelait le « Trio Cyclone ». On était trois : un harmoniciste, un joueur de maracas et moi, aux bongos. On se produisait dans les kermesses du coin. On jouait à l'Hermine, aux Garennes et à la Contrie. On reprenait les trucs de Dalida, les vieux boléros, Sacha Distel…

Après le « Trio Cyclone », on a créé les « Atomics Boys » en 1960. Le rock commençait et tous les copains avaient créé des groupes de rock avec deux guitares, une basse, une batterie et un chanteur. Moi, je ne voulais pas faire comme eux car tout le monde jouait les mêmes morceaux. À l'époque, le « Trio Albert Raisner » était connu et je m'en suis inspiré pour créer un groupe avec trois harmonicistes, un chanteur et moi à la batterie. Avec les « Atomics Boys », on a continué les kermesses et on faisait les flamandes. Les flamandes, c'étaient des soirées de variétés avec des musiciens, du théâtre, un peu de tout. On copiait le jeu de scène des « Chaussettes noires ». C'était génial !

En 1963, je suis revenu de l'armée après un passage par l'Algérie où j'ai joué dans les orchestres de l'armée. J'ai fait des petits boulots pour assurer le quotidien et j'ai créé « Jean-Paul Berthaud et son ensemble ». On faisait les bals de noces, les après-midi dansants et tous les bals publics de la région. On jouait jusqu'à une heure du matin et après, on nous coupait la lumière. Je rangeais la batterie dans ma « 4 chevaux » et j'allais directement chez « Mauduit » pour voir les grandes pointures.

Je suis devenu pro en 1964 et à ce moment-là, le statut d'intermittent n'existait pas. Pour la Sécurité sociale, on fonctionnait par vignettes et il nous en fallait douze par trimestre. Il fallait donc jouer beaucoup pour les avoir.

En 1969, je suis entré chez Pierre Joly qui était saxophoniste. On était huit musiciens, c'était un gros groupe. On était pris tous les week-ends parce qu'on était super connus dans toute la région et on tournait dans presque toute la France. On faisait des bals mais c'étaient pratiquement des concerts car quand on jouait, on jouait ! Et puis, les gens dansaient. Pour les répétitions, Pierre Joly louait souvent une arrière-salle de café parce que dans la semaine, c'était libre. On répétait du matin au soir. Une grande partie des musiciens du groupe s'est retrouvée profs à Châteaubriant. Comme beaucoup de musiciens, on aimait bien la pédagogie. On était les premiers profs à avoir une pédagogie innovante. Avec tous les bals que l'on avait faits, on avait une bonne expérience.

Je suis resté un peu plus d'un an avec Pierre Joly et en 1970, je suis parti à Paris avec ma femme et les enfants parce qu'on voulait voir autre chose. Paris, c'était un tremplin et j'ai beaucoup appris parce que j'ai pris des cours avec Kenny Clarke et Dante Agostini. C'étaient de grands batteurs. Dante Agostini, c'était celui qui avait fait toutes les méthodes.

Quand j'étais encore à Paris, j'ai intégré le groupe de Paul Terrien qui était installé à Nantes. Là, c'était encore un niveau au-dessus. Quand on jouait, on partait le vendredi soir et on rentrait le dimanche soir ou le lundi matin. On a fait toute la France. Je faisais un bal de mariage tous les soirs à Paris et le week-end, je partais avec Paul. C'était du non-stop.

Quand on est revenus de Paris en 1972, on a habité rue Edison, près de Procé. J'ai commencé à donner des cours à des petits jeunes chez moi dans un petit garage que j'avais ouaté. J'ai formé pas mal de gens qui ont monté des groupes ensuite, comme Joël Garon de E.V, le batteur de Tri-Yann, le batteur d'Elmer Food Beat...

Jusqu'en 1980, de nombreux petits groupes tournaient beaucoup parce qu'il y avait plein de bals. Après, le disco est arrivé et ça a tout cassé. Les gens passaient des disques, ils ne prenaient plus d'orchestre parce qu'ils trouvaient que c'était trop cher. Du coup, les bals avec orchestre, c'était terminé. Il a bien fallu se recycler et je suis devenu prof de batterie. J'ai travaillé au conservatoire de musique de Châteaubriant, à l'Association pour le développement départemental de la musique, dans les écoles d'Orvault... Et sur Nantes, j'ai donné des cours dans les centres socioculturels de Malakoff et de la Boissière.

Les salles de bal du quartier

Les bals de quartier, c'étaient un peu comme les boîtes de nuit aujourd'hui. Les jeunes allaient danser dans les différentes salles nantaises. Dans le quartier, il y avait « Le Chalet Suisse », « L'Eldo », « Le Bon Accueil » et « Le Gutenberg ».

Les orchestres étaient d'un très bon niveau et tous les styles de musique étaient joués. On faisait des bals musette mais on jouait aussi du jazz, du charleston, des boléros. Les musiciens étaient tous en costard et cravate.

On a fait des bals au « Chalet Suisse » quand il était tenu par monsieur Allanic. Il y avait une grande salle coupée en deux pour les bals et les mariages avec repas. Un peu plus tard, des concerts ont été donnés dans cette salle et de grands pontifes y sont passés : Archie Shepp, Kenny Clarke...

Dans le quartier, il y avait aussi « L'Eldo », rue de la Ville-en-Bois. C'était un bar avec une salle qui pouvait accueillir cent cinquante personnes environ pour les bals et les mariages. Le propriétaire était monsieur Zicardi. Il était tailleur la semaine et le week-end, il faisait salle de bal avec sa femme.

En 1968 et 1969, on faisait beaucoup de tonus étudiants le jeudi après-midi et on en a fait quelques-uns au « Bon Accueil » de la rue de la Convention. On faisait de la musique de jeunes ! On jouait du rock, du twist. Il n'y avait pas beaucoup d'accordéon ! Les étudiants venaient vraiment pour se défouler. C'était quelque chose ces tonus étudiants ! Après, « Le Bon Accueil » est devenu une boîte de nuit et maintenant, c'est une maison particulière. » **Jean-Paul**

Les « Atomics Boys » sur scène vers 1960

8 / La paroisse Saint-Clair

En 1815, environ quatre cent trente personnes vivent dans les lieux-dits ou hameaux des Renardières, de la Priauté, de Grillaud, de la Fournillière et des Musses. L'église Saint-Martin est alors l'unique lieu de culte de la paroisse de Chantenay. Au milieu du 19e siècle, dans le sillage de l'industrialisation du quartier de la Ville-en-Bois, la population du Haut-Chantenay s'élève à deux mille habitants. Cette augmentation justifie aux yeux des nouveaux chantenaysiens la création d'une nouvelle paroisse dans le nord de la commune. C'est pourquoi en 1853, l'évêque de Nantes, monseigneur Jacquemet, charge l'abbé Maillard, vicaire à Chantenay depuis 1843, de former une commission regroupant les notables de la future paroisse pour donner suite au projet.

L'église Saint-Clair et la rue Général-de-Torquat en 2013

Le 16 juillet 1854, la première pierre de l'église Saint-Clair est posée sur les hauteurs du Mont Saint-Bernard au lieu-dit la Salle-Verte. Le choix d'implantation du nouveau lieu de culte n'est pas laissé au hasard. Il s'agit en effet d'élever ce dernier sur un terrain qui présente les avantages de la hauteur du relief et de l'équidistance entre les principaux lieux habités de la future paroisse : la Fournillière, la Ville-en-Bois, les Garennes de Pilleux et la Chênaie.

Le plan de l'édifice est l'œuvre de l'architecte Gustave Bourgerel. Ce dernier, ne cédant pas à l'engouement néo-gothique qui caractérise les églises construites au milieu du 19e siècle, se réfère à l'architecture paléochrétienne pour concevoir l'église. Le 4 avril 1858, le monument est béni par l'évêque de Nantes. Le 25 juillet suivant, un décret impérial promulgue la création de la paroisse et dans une ordonnance du 16 août, monseigneur Jacquemet érige le nouveau lieu de culte en église paroissiale sous l'invocation de Saint-Clair. Une quinzaine de jours plus tard, la fabrique acquiert le presbytère installé sur un terrain appartenant à madame de la Bassetière. En 1883, le jardin attenant est amputé par la percée du boulevard Pasteur conférant au presbytère une impression de suspension au-dessus de la nouvelle voie.

L'érection de l'église Saint-Clair et la création de la paroisse consolident la formation urbaine du Haut-Chantenay. Afin que ce nouveau lieu de culte devienne le pôle central du quartier, un plan d'aménagement urbain est conçu. Ce dernier s'inspire de l'opération menée par l'architecte Chenantais pour la paroisse Sainte-Anne, créée en 1846. Le projet développé à Saint-Clair propose la percée d'une avenue ouvrant une perspective sur la façade de l'église et se raccrochant à l'axe principal de circulation du quartier, le chemin de Nantes à Couëron. La pente de cette nouvelle avenue contribue à magnifier l'édifice au sommet du Mont Saint-Bernard.

À partir de 1883, les intentions urbanistiques de ce nouvel ensemble sont contredites par l'ouverture du boulevard de ceinture qui déplace le pôle urbain du quartier vers le carrefour de la Chênaie. Seule la rue de la Ville-en-Bois et son prolongement par les rues de la Montagne et de la Convention conservent l'animation ancienne dont elles étaient le support au début de la formation du quartier, doublant ou complétant le rôle nouveau joué par la place Émile-Zola.

La vie paroissiale d'hier et d'aujourd'hui

« L'ancienne paroisse Saint-Clair correspondait à la délimitation du Haut-Chantenay. Quand l'évêché a créé les nouvelles paroisses au 19e siècle, il y avait la paroisse Saint-Clair et celle de Sainte-Anne. Ensuite, ces deux paroisses ont été réunies et la dénomination des deux églises a été conservée. Aujourd'hui donc, nous sommes dans la paroisse Sainte-Anne – Saint-Clair.

Je suis le curé de Saint-Clair depuis huit ans même si je suis théoriquement à la retraite depuis 2006… J'ai succédé à André Naud. Lui-même avait remplacé le père Leroux qui est décédé subitement dans la sacristie. Cet évènement avait marqué la paroisse. Auparavant, quatre ou cinq prêtres logeaient dans la cure. Aujourd'hui, je suis tout seul. La cure existait avant la construction du boulevard Pasteur. À la fin du 19e siècle, le boulevard a été percé sur une partie du jardin du presbytère. La partie qui n'a pas été utilisée pour le boulevard a été vendue et des logements ont été construits à ce moment-là. Depuis quelques années, la cure est devenue la maison paroissiale. Pour rénover le presbytère, la paroisse a dû vendre le terrain et la salle Fourier qui servait de local pour le catéchisme, les scouts et de salle de réunions après les mariages. Un immeuble, à l'angle du boulevard Pasteur et de la rue Guilbaud, a été construit à la place.

Quand je suis arrivé sur la paroisse, j'étais assisté par un autre prêtre, un peu plus âgé. Il s'occupait des malades et des sépultures. Maintenant, je suis seul avec une équipe pastorale dont j'ai la responsabilité. Nous avons, au sein de cette équipe, une LEME, c'est-à-dire une Laïque en mission ecclésiale. Cette personne a reçu mission de l'évêque pour s'occuper de la charge pastorale. Ce sont plutôt des femmes qui occupent ces postes et elles reçoivent un salaire pour cette fonction. En complément, une équipe d'animation paroissiale, composée de six laïcs, occupe un rôle important dans la vie de la paroisse. Par exemple, quand il y a un changement de curé, cette équipe doit rester en place au minimum un an afin d'assurer le tuilage. Toutes les personnes qui participent aux différentes instances de la vie paroissiale sont des bénévoles.

Sortie d'une messe de mariage à l'entrée de l'église Saint-Clair en 1964

Seule Catherine, l'animatrice, est salariée. La paroisse compte à peu près cent vingt bénévoles qui habitent le quartier ou qui pratiquent à Saint-Clair. Une quinzaine de personnes s'occupe du catéchisme et d'autres ont la charge de la préparation liturgique. Ce sont surtout des retraités qui font de l'animation, on a du mal à trouver des jeunes.

Les messes sont réparties sur les deux églises Sainte-Anne et Saint-Clair. On alterne les célébrations tous les quatre mois c'est-à-dire que quand la messe du samedi soir a lieu à Sainte-Anne, celle du dimanche se déroule à Saint-Clair et vice-versa tous les quatre mois. Ce système permet aussi de faire en sorte que les grandes fêtes ne se passent pas toujours dans la même église.

Je suis également appelé pour célébrer des messes dans les maisons de retraite puisqu'on en dénombre cinq sur la paroisse : la Chezalière, le Repos de Procé, la Sainte-Famille de Grillaud, les Hauts de Saint-Aignan et un petit collectif derrière l'ancienne cure de Sainte-Anne. Chaque établissement a une aumônerie avec des bénévoles mais parfois je célèbre une messe. Je me déplace également pour le sacrement des malades ou des temps de prières. En ce qui concerne les sépultures, quatre personnes peuvent les conduire sur la paroisse. Ça se fait dans toutes les paroisses maintenant. Ce sont des laïcs qui ont été formés et qui ont reçu mission de l'évêque pour conduire les funérailles chrétiennes.

Depuis huit ans, je n'ai pas constaté de baisse de fréquentation. Beaucoup de jeunes ménages viennent à la messe du dimanche. On a même mis en place une garderie, encadrée par des bénévoles, pour les enfants de moins de trois ans ! Actuellement, nous avons plus de cent vingt-cinq enfants catéchisés et nous avons eu quarante-quatre enfants pour la première communion cette année. On a quelques enfants des écoles publiques mais la majorité fréquente les écoles privées du quartier : Saint-Clair, le Sacré-Cœur ou Sainte-Anne. Le catéchisme se fait sur la paroisse le mercredi et tous les enfants sont mélangés.

Depuis quelques années, on constate, au niveau de la paroisse, le renouvellement de la population du quartier. Actuellement, nous célébrons plus de baptêmes que de sépultures alors qu'il y a deux ou trois ans, le nombre de baptêmes et celui des sépultures étaient équilibrés. Ceci dit, ce sont surtout les anciens du quartier qui fréquentent l'église. Je constate aussi que la population est encore variée socialement. On voit que certaines familles sont aisées et que d'autres ont un niveau de vie plus simple. » **Yves**

« Dans les années 50, il y avait un patronage à la cure dont je m'occupais avec mon professeur de comptabilité. On avait deux salles et un grand jardin. À nous deux, on devait occuper une quarantaine ou une cinquantaine d'enfants de six à douze ans ! On faisait des jeux, des promenades et on passait des films. Une fois par an, on les emmenait passer une journée à la mer. Je ne vous explique pas les imprudences que l'on pouvait faire à cette époque ! On louait un car mais on ne pouvait pas être plus de quarante. Comme nous étions plus, on mettait trois enfants par banquette et un banc au milieu pour que tout le monde puisse avoir une place. Les gamins étaient à cheval sur le banc !

Plus tard, j'ai enseigné le catéchisme pendant huit ans. On suivait tout un programme, c'était bien structuré. Pendant quatre ans, j'ai fait le catéchisme aux sixièmes à Chantenay. Ensuite, à Saint-Clair, je recevais les enfants chez moi le mercredi matin pendant une heure. Les mères ou les grands-mères recevaient à domicile entre cinq et dix enfants et une fois par mois, on se retrouvait à la cure toutes ensemble avec les enfants pour faire une activité plus générale.

Aujourd'hui, on trouve deux catégories de personnes qui fréquentent l'église dans le quartier : les personnes âgées et un nombre incalculable de familles avec de jeunes enfants. Il y a une nuée de poussettes dans le fond de l'église à la messe du dimanche. C'est le coin des familles ! Si bien qu'on a des parents qui passent leur temps à calmer leurs enfants qui piaillent ! » **Jacqueline D**

« Enfant, j'habitais rue de la Montagne et je fréquentais le patronage de Saint-Clair. On allait dans une salle du jardin du presbytère. Il n'y avait pas de cinéma paroissial mais on faisait du théâtre dans la salle de la rue Danton. On montait des pièces, des revues et on faisait des représentations le dimanche. Je faisais partie de la chorale paroissiale aussi. Toutes nos activités se passaient sur la paroisse parce qu'on n'avait pas de voiture, on ne sortait pas.

Aujourd'hui, je suis bénévole dans la paroisse Saint-Clair dans laquelle j'ai plusieurs rôles. Je fais de l'accueil, je remplis les registres des baptêmes, des mariages et des sépultures. Je passe d'ailleurs beaucoup de temps à cette tâche d'écriture. Je fais les fleurs et éventuellement, le ménage. J'ai une permanence le mardi matin mais je viens plus souvent quand il faut préparer les lieux pour les célébrations comme les mariages. » **Françoise Bo**

Procession de la Fête-Dieu sur le boulevard Pasteur au début des années 30

Les processions de la Fête-Dieu

La Fête-Dieu est une fête religieuse catholique célébrée le jeudi (ou le dimanche) qui suit la Trinité, c'est-à-dire soixante jours après Pâques.

Cette fête, instituée officiellement le 8 septembre 1264 par le pape Urbain IV, commémore la présence réelle de Jésus-Christ dans le sacrement de l'Eucharistie, c'est-à-dire sous les apparences sensibles du pain et du vin consacrés au cours de la Messe. Cette célébration était accompagnée de processions publiques où l'hostie sainte était portée en grande pompe à travers les rues richement pavoisées de draperies au cours d'une procession, entrecoupée de stations et de prières devant des autels provisoires ornés, appelés reposoirs, disposés le long du parcours.

Interrompues entre 1903 et 1921 à Nantes, les processions de la Fête-Dieu reprennent dans la paroisse Saint-Clair en 1929 et perdurent jusqu'au milieu des années 50.

« Jusqu'en 1955, la Fête-Dieu avait lieu tous les ans dans la paroisse. On faisait tout un parcours qui partait de Saint-Clair et qui descendait jusqu'à la place de Grillaud sur laquelle il y avait un reposoir. Pour décorer les rues, on mettait des pétales de roses, du marc de café que l'on mélangeait avec de la sciure pour faire de la couleur et on étendait des draps avec des roses piquées. » **Jacqueline D**

« La Fête-Dieu se déroulait le dimanche suivant la Pentecôte. Il y avait un reposoir dans le parc des Renardières. Chaque paroisse avait son circuit pour la procession. C'était très beau. Il y avait des pétales de fleurs par terre. Tous les enfants, même les garçons, avaient une couronne pour la procession et ceux qui avaient fait leur communion défilaient avec leur aube. » **Jacqueline R**

« Je faisais les processions de la Fête-Dieu avec les scouts. En ville, il y avait la grande procession qui partait de la cathédrale et dans les paroisses, c'était les petites processions. On sortait de l'église Saint-Clair puis, on prenait la rue Ampère jusqu'au boulevard de l'Égalité. On

Reposoir dans la rue Littré en 1953

Procession de la Fête-Dieu, rue Maxime-Maufra en 1953

se retrouvait à Zola et des fois, on allait jusqu'au parc des Renardières où il y avait un reposoir. Ensuite, on revenait à Saint-Clair et derrière la place de l'église, il y avait un autre reposoir. C'était une grande procession ! Beaucoup de monde la suivait ou la regardait. » **Monique Q**

Les kermesses paroissiales

- *« La kermesse de la paroisse avait lieu tous les ans dans le parc des Renardières. Il y avait un défilé, des stands divers, des concerts et des spectacles avec la gymnastique de la Saint-Clair.»* **Louis B**

- *« Ma mère faisait des galettes pour la kermesse de la paroisse. Je m'en souviens parce qu'elle commençait à les faire dès cinq heures du matin et j'étais réveillée. Elle avait deux galétières sur son fourneau à gaz pour faire son tas de galettes. Elle allait les porter derrière l'église où il y avait un stand pour vendre des gâteaux et des galettes après la messe. L'après-midi, les stands étaient déplacés dans le parc des Renardières où il y avait des jeux, la musique de la Saint-Clair... C'était une fête pour tout le quartier et beaucoup de monde participait.* » **Monique Q**

- *« La kermesse paroissiale avait lieu tous les ans dans le parc des Renardières. On faisait des jeux de piste, des tombolas. C'était une belle fête. Maintenant, la fête du quartier, c'est la brocante organisée par la Saint-Clair sur la place Zola.* » **Jacqueline D**

Kermesse paroissiale dans le parc des Renardières vers 1939

La caisse rurale

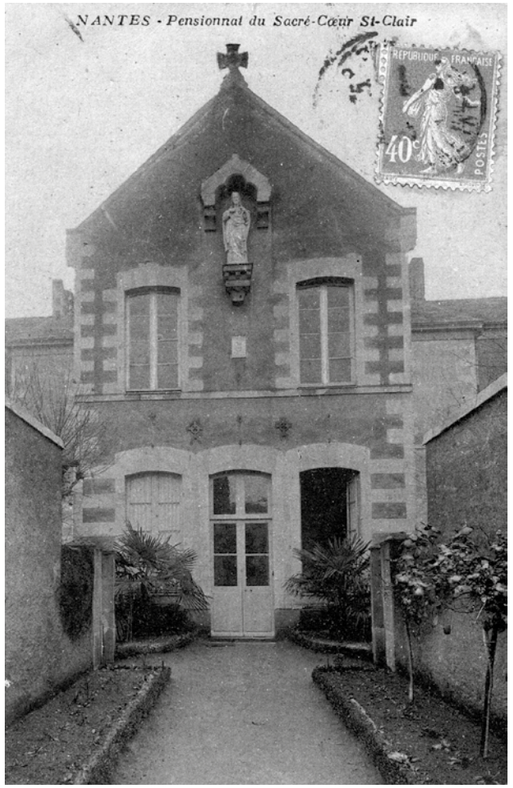
« Après la messe, on rentrait par le chemin Guilbaud et avec mon père, on allait à la caisse rurale de Saint-Clair. C'est le marchand de savon, monsieur Gonichon, qui tenait la permanence dans une salle paroissiale parce que ça marchait avec la paroisse. Mon père venait mettre son livret à jour. Les caisses rurales, ce sont les ancêtres du Crédit mutuel mais maintenant le Crédit mutuel, c'est une banque comme les autres. » **Monique Q**

Les écoles : le Sacré-Cœur pour les filles et l'école Danton pour les garçons

L'externat et le pensionnat de Saint-Clair

Le développement urbain du Haut-Chantenay à partir de 1830, consolidé par la création de la paroisse Saint-Clair en 1858, nécessite l'ouverture d'écoles primaires dans cette partie de la commune. À cette date, les enfants peuvent fréquenter soit les deux écoles communales (une de filles et une de garçons) du bourg de Saint-Martin, dirigées par des congrégations religieuses, soit les petites écoles privées ouvertes par des particuliers.

En 1864, à la demande de l'abbé Maillard, premier curé de la paroisse Saint-Clair, une école de filles est ouverte dans une maison près de la nouvelle église par la congrégation des sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus établie à la Salle-de-Vihiers dans le Maine-et-Loire. Cette congrégation enseignante était déjà implantée dans la commune puisqu'elle dirigeait l'école de l'Immaculée Conception de la rue des Réformes. Ainsi, le 9 septembre 1864, Jeanne Delaunay, dite sœur Saint-Bernard, déclare son intention d'ouvrir une école libre de filles à Saint-Clair et le 11 octobre suivant, c'est au tour de Renée Perrine Thibault, dite sœur de Saint-Honorat, de soumettre sa volonté d'ouvrir une salle d'asile. L'école des sœurs se développe et en 1890, un pensionnat est ouvert. Ce dernier est agrandi en 1923 et une chapelle intérieure est édifiée au cours de ces travaux.



En 1935, l'école de filles du Sacré-Cœur est présentée dans l'Almanach paroissial de Saint-Clair de la façon suivante : *« Pensionnat florissant, externat, cours de comptabilité, de dessin, d'anglais, de violon, de piano, de sténographie, de dactylographie. Préparation aux brevets. Salle d'asile pour les petits enfants »*. À côté des classes primaires et primaires supérieures, une école technique *« préparant aux divers certificats d'aptitude professionnelle (comptabilité, sténodactylo, enseignement ménager, cuisine, coupe, repassage...) »* est officiellement ouverte au sein du pensionnat lors de la rentrée scolaire 1940.

Après la Seconde Guerre, l'externat et le pensionnat accueillent les jeunes filles de la maternelle au baccalauréat. En 1944, des classes sont en effet ouvertes pour permettre à soixante-trois élèves de préparer ce diplôme. À cette date, cependant, la plupart des élèves de l'externat quittent l'école à quatorze ans après l'obtention du certificat d'études.

À partir de 1968, les classes de collège sont déplacées sur le site de l'Immaculée Conception tandis que l'enseignement technique est transféré dans le tout nouveau lycée ouvert au sein de la ZUP de Bellevue. En 1994, nouveaux changements, les classes de collège réintègrent le quartier Saint-Clair tandis que le lycée est transféré dans les locaux de l'Abbaye de Chantenay. Depuis cette date, l'école et le collège du Sacré-Cœur assurent la scolarisation des enfants de la maternelle à la troisième.

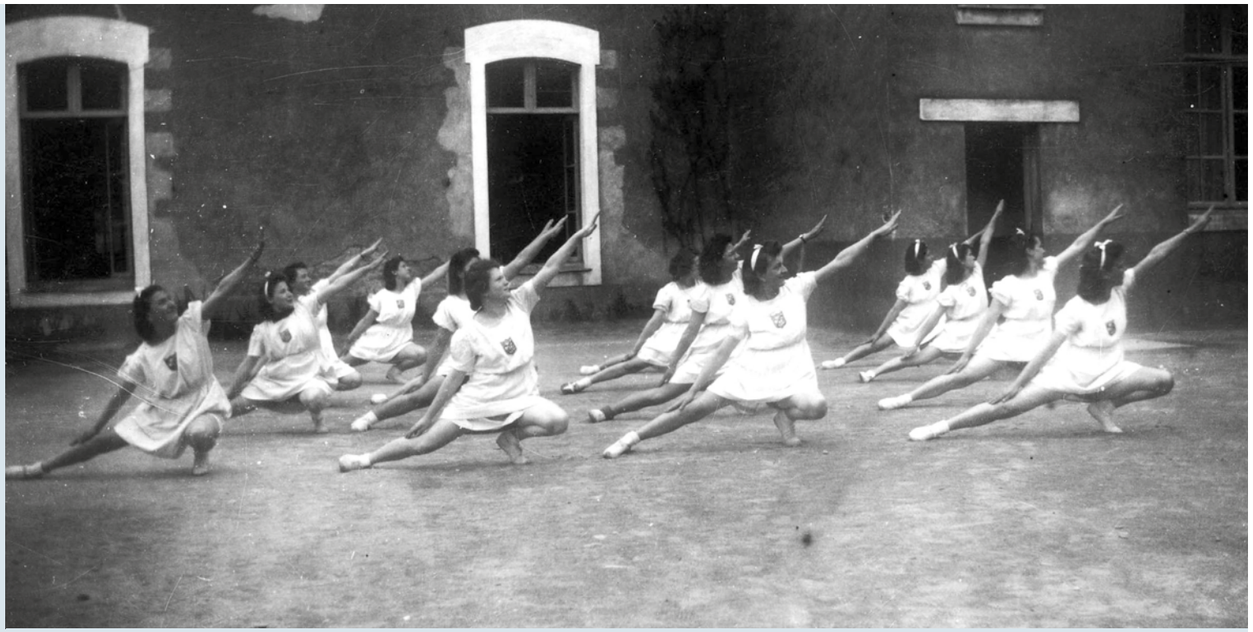
« Pour l'enseignement privé, les garçons allaient rue Danton chez « Barbotin », du nom du directeur, dans l'actuelle école Saint-Clair. Les filles, elles, allaient au Sacré-Cœur, rue Thimothée. Le pensionnat et l'externat étaient séparés par un couloir et un jeu de plusieurs portes. Cette séparation était aussi sociale puisque les filles de bonne famille allaient au pensionnat. Elles étaient en uniforme, changé deux fois par an : un pour l'hiver et un autre pour l'été. L'externat accueillait des enfants plus pauvres. Les tarifs étaient moins élevés mais les locaux étaient plus rudimentaires et le personnel pédagogique un peu bricolé. Je me souviens de sœur Marguerite que je considérais comme une ancêtre du haut de mes quatre ans ! C'est elle qui m'a appris à lire et à écrire ce dont je lui suis infiniment reconnaissante même s'il y avait des lacunes : la psychologie des enfants n'était pas leur souci premier... »
Lucie LP

« À onze ans, je suis allée au pensionnat du Sacré-Cœur pendant deux trimestres quand ma mère a dû aller au sanatorium de Laënnec. Enfant, j'habitais au 25, rue Appert. Mon père était chauffeur-livreur. Il livrait des boissons pour les Etablissements Jamet. En 1928, il est décédé de la tuberculose à trente-huit ans. Onze ans plus tard, ma mère a succombé à la même maladie. Auparavant, elle avait séjourné pendant longtemps au sanatorium de Laënnec. Avant d'être malade, elle faisait des ménages et elle travaillait beaucoup parce qu'elle était seule pour élever deux enfants. Ce sont les patrons de mes parents qui ont payé pour moi quand je suis allée au pensionnat. Heureusement qu'il y avait des gens comme ça. D'autres enfants étaient dans le même cas que moi parce que la tuberculose concernait beaucoup de familles à cette époque. C'était la maladie du moment.

Avant le décès de mes parents, j'allais à l'école du Sacré-Cœur depuis l'âge de deux ans. À cet âge-là, c'étaient les classes d'asile. On rentrait par la rue Ampère. L'externat n'avait pas la même entrée que le pensionnat. Il y avait une différence entre les deux parce que ce n'était pas le même prix et cela se sentait. C'étaient les filles des familles bourgeoises de Nantes ou d'ailleurs qui allaient au pensionnat. Il y avait aussi beaucoup de filles de commerçants. Certaines filles avaient beaucoup d'argent et elles pouvaient s'acheter plein de bonbons, plein de machins dans les kermesses, dans les ventes de charité et tout ça. Ça faisait envie à celles qui ne pouvaient pas !

Quand je suis allée au pensionnat, j'allais en classe à l'externat et je prenais les repas du midi et du soir avec les pensionnaires. Les classes de l'externat étaient séparées de celles du pensionnat. J'étais la seule élève de l'externat à dormir à l'internat et les autres pensionnaires me faisaient sentir que je n'étais pas de leur milieu. À cette époque, on devait être une cinquantaine de pensionnaires et certaines devaient avoir aux alentours de six ans. On dormait dans de longs dortoirs avec des lits dans tous les sens. Il y en avait même au milieu. C'était plein ! Il y avait le dortoir des grandes, le dortoir des moyennes et celui des petites. Ce qui était moche, c'était pour faire la toilette. On avait un grand bac en métal avec un robinet.

Les pensionnaires ne sortaient qu'une fois par mois pour rentrer dans leur famille. On restait donc presque tous les week-ends. Le dimanche, on allait à Saint-Clair suivre la première messe et la grand-messe. Ensuite, on déjeunait et on nous emmenait faire un tour à pied vers la place Canclaux et la rue de Gigant. Dans le quartier, on savait quand les filles du pensionnat faisaient une sortie le dimanche ! Nous étions en rang avec notre uniforme, nos gants et notre chapeau, en feutre l'hiver, en paille l'été. On se faisait remarquer. Il y avait une bonne sœur devant le groupe et une autre derrière. Au retour de la promenade, c'était l'heure des vêpres. Alors, on tâchait de traîner pour ne pas y aller ! Il y avait tout le temps quelque chose. On était bientôt plus souvent à l'église qu'à l'école. Tous les matins, on se levait à six heures pour aller à la messe de sept heures dans la chapelle de l'école. Au mois de mai, il y avait la prière à Marie tous les soirs. Au mois d'octobre, c'était autre chose. En plus, moi, je faisais partie de la chorale. Je peux même vous chanter le Salve Regina en latin. Ça reste, c'est incroyable ! En tout cas, je trouve que c'était trop quand même. C'est pour ça, qu'après, je n'avais plus envie d'aller à la messe ! Et encore, j'ai eu de la chance parce que comme j'étais une petite nature, je n'étais pas obligée d'aller à la messe de six heures. Je pouvais me lever plus tard. C'était un petit privilège !



Le club des « Alouettes » dans la cour de l'école vers 1939

Le jeudi, je faisais de la gymnastique et de la rythmique dans la cour de l'école avec le club des « Alouettes ». C'était l'équivalent de « La Laëtitia » de Sainte-Thérèse. En général, dans chaque paroisse, il y avait un club de gym. On était toujours en compétition.

J'ai quitté le pensionnat quand ma mère est décédée et je suis allée vivre avec mon frère chez un oncle et une tante qui habitaient boulevard de Saint-Aignan dans le quartier de Pilleux. J'ai donc continué à aller au Sacré-Cœur où je suis restée jusqu'à seize ans. Comme les bonnes sœurs voulaient que je sois institutrice, je suis allée dans les classes du brevet. À cette époque, les sœurs recrutaient leurs futures institutrices parmi leurs élèves. Elles repéraient les capacités de certaines à mener une classe et c'est comme ça que certaines élèves sont devenues

Élèves de l'externat en 1950

Élèves de l'école technique en 1953

Cours de dactylographie en 1953

enseignantes dans cette même école. Mais, finalement, ça s'est passé autrement pour moi parce que mon oncle et ma tante n'étaient pas très riches. Il a donc été décidé que j'apprenne un métier qui me permette de gagner ma vie plus vite. Il se trouve que des cours commerciaux ont été ouverts à ce moment à Saint-Clair. J'ai donc suivi ces cours pendant deux années. La classe était installée dans le dortoir des petites du pensionnat. J'ai passé mes examens de sténodactylo en 1941 et j'ai commencé à travailler juste après. » **Jacqueline R**

« *J'habitais rue Raspail et j'allais à pied avec une voisine à l'école Saint-Clair. On remontait la rue Renan, puis on prenait un petit bout de la rue Appert jusqu'au chemin Guilbaud que l'on remontait pour traverser le boulevard. On passait devant l'église et on y était. Je le connais bien ce chemin Guilbaud ! Avec une camarade de classe qui habitait rue Appert, on avait tracé notre palet dans ce chemin. À midi, on avait juste le temps de faire une partie pendant que ses parents nous surveillaient. À force, notre palet était bien creusé ! J'ai fait toute ma scolarité à Saint-Clair. Quand j'ai commencé à travailler en ville, j'ai suivi des cours du soir afin de rentrer dans l'enseignement. J'ai commencé ma carrière d'enseignante à Saint-Clair et je l'ai finie au lycée technique du Sacré-Cœur à Bellevue.* » **Jeanne**

« *En 1939, je suis allée, dès deux ans et demi, à l'externat du Sacré-Cœur qui était tout à fait différent du pensionnat. Nous, nous étions les pauvres de la paroisse ! Quand je suis revenue vivre dans le quartier, je l'ai retrouvée, cette petite porte par où l'on rentrait alors que les autres, les pensionnaires, avaient un grand portail ! Je n'en revenais pas qu'elle soit toujours là. Aujourd'hui, tout le monde entre par le grand portail. On n'était pas malheureuses parce que les sœurs étaient très gentilles mais la différence était énorme entre les externes et les pensionnaires. Par exemple, en maternelle, les pensionnaires étaient au jardin d'enfants avec de jolies tables vert pâle alors que nous, nous étions refoulées, c'est exactement ça, refoulées sous le préau dans une salle sans fenêtres avec des grandes tables comme celles qui servaient aux élèves plus âgées. Et c'était une vieille petite sœur qui s'occupait de nous. Les filles du jardin d'enfants avaient leur récréation sur notre cour mais pas au même moment que nous parce qu'il ne fallait pas que l'on soit mélangées. Je me souviens de tout ça comme si c'était hier !*

Pendant la guerre, on est partis à la Chevrolière et on a continué à aller à l'école là-bas. Ensuite, quand nous sommes revenus à Nantes, je suis retournée à Saint-Clair pour finir le primaire. Je ne savais même pas qu'une sixième existait parce qu'on ne nous orientait pas vers le secondaire. C'était réservé pour les filles du pensionnat. Nous, on allait en technique pour apprendre la comptabilité ou être employées de bureau. » **Françoise Bo**

« *Je suis allée à l'asile des sœurs de la Salle-de-Vihiers à vingt-deux mois. C'était une sorte de crèche ou d'école maternelle. Les sœurs s'occupaient de nous mais sans plus. Après, je suis allée à l'externat de Saint-Clair pour le primaire et le secondaire. Je suis allée jusqu'au bachot et après, j'ai arrêté. Dans le secondaire, les filles de l'externat et de l'internat étaient mélangées ce qui n'était pas le cas en primaire.*

J'étais à Saint-Clair pendant la guerre et en 1943, je suis partie un an avec les sœurs au moment où les enfants devaient évacuer Nantes après les premiers bombardements. Ceux qui avaient de la famille pouvaient

partir à la campagne mais pour ceux qui n'avaient pas cette possibilité, ce sont les sœurs qui se sont occupées d'accueillir les enfants dans le Maine-et-Loire à la Salle-de-Vihiers où se trouvait la maison mère. On est parties en car avec les élèves de l'Immaculée de la rue des Réformes parce que c'était la même congrégation qui s'occupait de cette école. Les sœurs avaient fait un regroupement. On est donc arrivées à la Salle-de-Vihiers et ensuite, nous avons été réparties par âge. Les primaires étaient à Saint-Géréon près d'Ancenis et les secondaires étaient à Chemillé près de la Salle-de-Vihiers. C'est là que je suis allée.

On était pensionnaires dans un petit château mais c'étaient les filles pas trop costaudes qui dormaient là. Les filles plus solides allaient coucher ailleurs le soir. Nous, on allait dormir dans une école de Chemillé et un troisième groupe allait dans un couvent. La journée, les sœurs faisaient la classe.

Ma mère m'envoyait des colis avec des boîtes de conserve qu'elle faisait sertir dans une usine de la rue Rollin. J'avais de la chance parce que peu d'enfants recevaient des colis. Elle venait aussi me voir avec des commerçants de la rue d'Orléans qui avaient leur fille à Chemillé. Ils tenaient un magasin de lingerie chic alors ils avaient les moyens. Ils ont donc proposé à ma mère de l'emmener avec eux pour qu'elle puisse me voir. Elle était contente parce que sinon elle n'aurait pas pu venir et ça faisait long sans voir ses parents. » **Monique Q**

« Vers le milieu de l'année scolaire 1942-1943, la supérieure du pensionnat accepte, à la demande d'une mère d'élève, d'accueillir dans sa maison une jeune juive de treize ou quatorze ans. Elle habitait la pâtisserie alsacienne du 5, rue de la Montagne, tenue par ses oncle et tante, monsieur et madame Albert qui en réalité se nommaient Epstein. La jeune fille, Suzanne Stagman leur avait été confiée par ses parents restés à Paris où ils réussirent à échapper aux Nazis. Son nom avait été changé en Simone Sémant.

Après les bombardements de septembre 43, nombre de parents supplient les sœurs d'éloigner leurs filles de Nantes. Maîtresses et élèves partent donc à Chemillé dans le Maine-et-Loire au château du Val d'Hyrôme. Suzanne menait la même vie que les autres. Avec la complicité de l'aumônier, elle était présente aux mêmes cérémonies religieuses mais elle ne participait pas aux sacrements car l'évêque d'Angers ne trouvait pas acceptable de baptiser dans la religion catholique des enfants juifs.

En janvier 1944, les Allemands faisaient des perquisitions dans la région de Chemillé c'est pourquoi une religieuse, après concertation avec sa supérieure, a ramené Suzanne par le train à Nantes où elle est restée cachée dans sa chambre. Elle apprend alors que son oncle et sa tante ont été arrêtés. Cette cachette n'étant pas sûre, Suzanne est confiée à la responsable de l'école primaire Sainte-Anne déplacée à ce moment-là à Plessé. Suzanne était plus âgée et plus grande que les petites primaires et sa présence ne passait pas inaperçue.

Après le débarquement, les parents ont pu ramener leurs enfants et Suzanne est restée seule un temps avec les sœurs. Malgré les combats de la poche de Saint-Nazaire, elle a pu finalement revenir à Nantes. Elle a été protégée pendant deux ans et ses parents ont pu la rappeler à Paris. » **Sœur Bernadette**

« Depuis les bombardements, beaucoup de foyers avaient été désunis et les travailleurs restés en ville ne trouvaient pas chez eux de repas préparés. La Ville voulut leur venir en aide et dans plusieurs quartiers, s'ouvrirent des restaurants municipaux, souvent confiés à des religieuses, où l'on demandait un prix modique et où le ravitaillement était quelque peu facilité. Dans la rue de Gigant, fonctionnait déjà celui des Dames blanches, mais les convives étaient si nombreux qu'il en fallait un autre dans le voisinage. La supérieure du pensionnat du Sacré-Cœur, accepta volontiers cette forme nouvelle de dévouement, y associant quatre religieuses.

Fin octobre, des repas ont donc commencé à être servis le midi et le soir au pensionnat. Ouvriers et employés de bureau se coudoyaient aux tables des pensionnaires. Le réfectoire des sœurs était plus spécialement réservé aux employés des chèques-postaux, très nombreux. Le midi, il y eut jusqu'à deux cent cinquante convives et le soir, leur nombre atteignait cent cinquante. Elle ne mentait donc pas la pancarte ronde du secours national qui annonçait aux passants de la rue Timothée, la présence d'un restaurant d'entraide. Repas chaud et obligeant accueil attendaient les clients qui pouvaient avoir l'illusion que leurs hôtesses n'avaient jamais fait autre chose. Celles-ci eurent un jour la surprise de voir leur éloge dans la presse nantaise : un délégué de la mairie qui visitait incognito tous les restaurants municipaux et qui pour en étudier le fonctionnement, se faisait servir un repas, citait celui de la rue Timothée comme le mieux organisé de la ville. » **Sœur Bernadette**

L'école des garçons de la rue Danton

En 1898, la paroisse ouvre une école primaire de garçons dans une maison située à l'angle des actuelles rues Danton et des Renardières sur un terrain acquis par la Société civile Saint-Clair.

La responsabilité de ce nouvel établissement scolaire est confiée à la congrégation enseignante des Frères des écoles chrétiennes. En 1902, une véritable école avec des salles de classe conformes est construite. Il faut attendre 1981 pour que l'établissement, qui accueille des élèves de la maternelle jusqu'au CM2, devienne mixte dotant ainsi le quartier Zola de deux écoles primaires privées avec l'école du Sacré-Cœur.

Kermesse dans la cour de l'école en 1978

Classe de garçons de l'école Danton en 1934

« L'école de garçons de la rue Danton ne fonctionnait pas de la même façon que l'école des filles. Ce n'étaient pas les mêmes congrégations d'enseignement et il n'y avait qu'un seule type de classe. Ce n'était pas séparé entre un pensionnat et un externat. » **Françoise Bo**

« Mon père est allé à l'école Saint-Clair, rue Danton. Il avait comme directeur monsieur Barbotin. À l'époque, il n'y avait pas de cantine et comme mes grands-parents habitaient Saint-Herblain, mon père allait chez monsieur et madame Barbotin pour le déjeuner avec quatre ou cinq autres élèves. Ils habitaient près de l'école de la Fraternité. Madame Barbotin faisait le repas et mes grands-parents devaient payer. Avant de déjeuner, selon la saison, ils devaient ratisser les feuilles ou faire un tour de jardin pour se dégourdir les jambes. Mon père garde le souvenir d'un directeur sévère et autoritaire. Il en avait peur car il n'aimait pas l'école. Alors lui demander d'aller manger chez le directeur, c'était quelque chose pour lui… » **Chantal**

« J'ai fréquenté l'école Saint-Clair de la rue Danton d'octobre 1936 à juin 1944. Ma famille était catholique et c'était inconcevable d'être éduqué ailleurs que dans une école privée. Généralement, on entrait à l'école à cinq ans et on en sortait à quatorze ans après le certificat d'études primaires. On pouvait aussi passer le certificat libre, premier ou second degré. Cet examen était différent du certificat d'études public et il permettait aux filles qui le souhaitaient d'entrer chez Decré ou chez Brunner parce que c'était le niveau qu'on leur demandait.

L'école comprenait cinq classes qui allaient du niveau de la petite classe à celui du certificat d'études. Chaque classe était divisée en deux niveaux de quinze à vingt élèves chacun, si bien que nous étions entre trente et quarante par classe. On nous apprenait à lire et à écrire. On étudiait le français, le calcul, la géo, l'histoire ancienne et contemporaine, les sciences, un peu d'algèbre et bien sûr, le catéchisme. Une journée d'école commençait par la prière. Le soir, on allait à l'étude obligatoire de dix-sept heures à dix-huit heures.

J'ai eu le père Barbotin la première et la deuxième année d'école. Il avait été frère des Écoles chrétiennes. Chaque enseignant était différent. Ils n'avaient pas tous la même manière d'éduquer et de se comporter avec les élèves. Les élèves qui avaient la chance de bien apprendre ou, au moins, de suivre, ça allait. Par contre, ceux qui avaient de grosses difficultés étaient souvent laissés pour compte.

L'enseignement s'arrêtait au certificat d'études. Ceux qui poursuivaient leur scolarité allaient soit à Saint-Pierre ou à la Joliverie, soit au petit lycée de Chantenay. On pouvait passer du privé au public. Quelques-uns sont entrés au séminaire. Ceux qui arrêtaient, entraient en apprentissage ou commençaient à travailler.

Mes parents étaient agriculteurs à la Harlière sur la commune de Saint-Herblain et j'allais à l'école à pied avec des copains. On avait à peine trois kilomètres de marche. Pour le midi, il n'y avait pas de cantine. Certains rentraient chez eux mais pour ceux qui habitaient loin soit on apportait un casse-croûte, soit on mangeait chez des particuliers proches de l'école. Moi, j'allais chez madame Lucas qui tenait le café « Le Bon rosé d'Oran » au 32, rue de la Convention. Mes parents la connaissaient car ils lui livraient du lait tous les jours.

On sortait très peu de l'école sauf pour aller à l'église. L'école de la rue Danton et celle du Sacré-Cœur étaient très dépendantes de la paroisse. Les vicaires de Saint-Clair venaient faire le catéchisme toutes les semaines. Certains élèves étaient enfants de chœur à l'église et nous participions tous aux processions de la Fête-Dieu. Par contre, il n'y avait aucun échange entre les deux écoles car la mixité n'existait pas. À l'église, les filles étaient à gauche et les garçons à droite.

La guerre a marqué l'école. Avant septembre 1943, nous nous réfugiions sous le préau quand il y avait les alertes aériennes. On avait aussi des exercices de défense passive. En raison du rationnement alimentaire, le maître nous distribuait des biscuits, pas fameux, à la récré de l'après-midi. Après les bombardements, toutes les écoles ont fermé. L'école des garçons a été déplacée à Maisdon-sur-Sèvre avec deux enseignants, messieurs Jamet et Ménard. Nous étions seulement une dizaine d'élèves répartis dans les familles de la commune. J'ai passé mon certificat d'études à Aigrefeuille, le 6 Juin 1944, jour du débarquement en Normandie. » **René G**

« Le jeudi après-midi et pendant les vacances, on allait au « patro » qui était une colonie journalière. Il y avait les garderies des écoles publiques et le « patro » paroissial. On allait soit au Parc de Procé, soit au Breil-Malville ou encore au Bois-Jo à Saint-Herblain. Pendant les vacances, certains jours, nous partions en grande promenade avec le pique-nique. On pouvait se rendre de l'autre côté de la Loire par le bateau de Trentemoult pour aller faire des grands jeux dans les prairies vers les Couëts, là où se trouve « Atout Sud ». Le soir ou les jours de pluie, on visionnait des films de « Tintin et Milou ». Le 16 septembre 1943, nous étions partis en train pour la journée à Pontchâteau. Nous avons vu les avions sans savoir qu'ils se dirigeaient sur Nantes. Au retour, le train n'a pas pu aller plus loin que Basse-Indre et nous sommes revenus à pied. » **Louis B**

La Saint-Clair : du patronage au club

En août 1886, les responsables de la paroisse fondent le Cercle Saint-Clair car *« c'est au sortir du catéchisme que le jeune chrétien commence à oublier son Dieu et sa religion. C'est donc à ce moment critique qu'il faut concentrer tous nos efforts et proposer aux jeunes de notre quartier des activités complémentaires »*.

Loisirs de plein air, jeux divers, ouverture d'une bibliothèque et création d'une troupe théâtrale sont les premières activités proposées aux garçons de la paroisse.

En juin 1897, la paroisse crée la société civile Saint-Clair qui lui permet d'acquérir *« un terrain parfaitement aéré et donc ensoleillé, situé à l'angle de la rue Danton et de la rue des Renardières, assez vaste pour y installer à la fois notre cercle de jeunes gens et notre école de frères »*. Le local du Cercle est béni le 9 octobre 1898 par l'évêque de Nantes, monseigneur Rouard.

L'ancienne maison paroissiale du 32, rue Danton en 2013

De nouvelles sections sont ouvertes à partir de 1908. Éducation physique et gymnastique sont alors au programme des activités. Une clique est également créée la même année. Le 15 juin 1909, le Cercle devient une association loi 1901 et déclare son siège au 32, rue Danton. Deux mois plus tard, celle-ci est affiliée à la Fédération de gymnastique sportive des patronages de France.

Le 20 novembre 1927, la paroisse inaugure sa maison paroissiale au 32, rue Danton. La salle de spectacle construite à l'intérieur permet le développement des activités de la troupe théâtrale. Ce nouvel équipement est également utilisé pour les entraînements de gymnastique et les répétitions de la clique.

À partir de 1946, les activités de la Saint-Clair deviennent mixtes : la gymnastique féminine « Les Alouettes », créée en 1941 au sein de l'école du Sacré-Cœur, rejoint l'association de la rue Danton tandis que la troupe de théâtre, exclusivement masculine jusqu'alors, accueille les jeunes filles du quartier et prend le nom de « Troupe Plaisance ». Deux ans plus tard, l'Harmonie de Saint-Clair est fondée avec des membres de la clique. La mixité et le développement des activités que celle-ci implique, nécessitent de nouveaux locaux. C'est pourquoi, un baraquement en bois est installé en 1953 dans le parc des Renardières sur un terrain dont la paroisse a fait l'acquisition au lendemain de la guerre. Treize ans plus tard, un permis de construire est déposé en vue d'édifier des locaux en dur et à l'automne 68, les activités sont transférées au 42, rue des Renardières, nouveau siège de l'association. L'ensemble sportif et culturel de la Saint-Clair s'étend alors sur une surface de mille quatre-vingt-cinq mètres carrés et comprend : un gymnase de six cents mètres carrés, un foyer pour le tennis de table et le twirling, une salle pour le solfège et les répétions de musique, un local pour le rangement du matériel et des locaux annexes pour abriter les vestiaires, les sanitaires et la chaufferie.

En 1969, la société civile Saint-Clair, propriétaire de l'ensemble des biens de la paroisse, cède le terrain des Renardières au club sportif. Tandis que de nouvelles activités apparaissent au cours des années 70 (tir à la carabine et au pistolet, volley-ball et majorettes), d'autres disparaissent, comme la « Troupe Plaisance » qui donne sa dernière représentation en 1974, laissant la salle de la rue Danton en déshérence.

« Je suis à la Saint-Clair depuis 1946. Ça fait un bail ! J'en ai été le président de 1977 à 1997. À l'origine, la Saint-Clair était un patronage. Un prêtre occupait les enfants le jeudi dans des locaux qui se situaient rue Danton. La gymnastique, qui est notre principale activité, a été créée en 1941, dans l'école de la rue Giton, à côté de l'église Saint-Clair. À ce moment-là, les filles de la gym s'appelaient « Les Alouettes » et ce nom est resté puisque actuellement la section s'appelle « Alouettes Nantes Saint-Clair ». Aujourd'hui, nous sommes installés rue des Renardières sur un terrain de l'ancien domaine des Renardières et nous sommes propriétaires des locaux. Quand la paroisse nous a fait don de ce terrain, nous nous sommes engagés à maintenir nos activités c'est-à-dire à faire de la gymnastique et à s'occuper des enfants. Et il n'est pas question que l'on vende nos locaux et notre terrain pour faire un immeuble ! » **Michel**

« Quand j'ai eu douze ans, mon père a voulu que je fasse de la musique. J'ai donc appris avec le père Barbotin, le directeur de l'école Saint-Clair. Je jouais de la flûte et du basson avec l'Harmonie de la Saint-Clair. On faisait des petits concerts pour les kermesses. Ensuite, j'ai appris le solfège pendant un an et je suis allé au conservatoire. J'allais jouer « Au Bon Accueil », rue de la Convention, pour les fêtes des prisonniers de guerre. J'ai pratiqué jusqu'à mes vingt-cinq ans et j'ai repris à la retraite parce que Michel Mabit, le président de la Saint-Clair, m'a proposé de revenir à l'Harmonie. Je suis retourné au conservatoire à soixante-cinq ans et j'ai mis un an pour m'y remettre. » **Bertrand**

« Je suis membre de la Saint-Clair depuis 1976 et j'en suis devenue la présidente en 2002, après avoir été pendant longtemps trésorière-adjointe. La Saint-Clair est une association loi 1901 qui fait partie de la Fédération sportive et culturelle de France. On est à peu près cinq cents membres. On a élargi nos activités parce qu'au départ, on ne faisait que de la gymnastique et de la musique. Maintenant, on propose du tricot, de la cuisine, des jeux de société, de la pétanque. On propose de nouvelles activités en fonction des demandes et des bénévoles disponibles.

On organise aussi un vide-grenier tous les ans le deuxième dimanche de septembre sur la place Zola. Ça a un succès fou et à chaque fois, les cent places sont prises. Ce vide-grenier nous permet de récolter de l'argent pour payer les travaux d'entretien des locaux. Comme on est propriétaires, on a l'inconvénient des factures... À une certaine époque, quand ces locaux ont été construits, des menuisiers, des électriciens, des chauffagistes faisaient partie de la Saint-Clair et ils faisaient des réparations bénévolement. » **Claudine**

Le club des « Alouettes » vers 1939

Le terrain de la Saint-Clair dans l'ancien parc des Renardières en 2013

9 / Les écoles publiques du quartier

L'école Ampère

La formation du Haut-Chantenay en quartier autonome entre les années 1830 et 1860 oblige la municipalité à ouvrir une école communale pour garçons et une autre pour filles dans cette partie du territoire puisque les deux établissements existants se situent dans le bourg de Saint-Martin.

L'école primaire Ampère en 2013

Le 9 septembre 1867, le conseil municipal décide *« qu'il sera créé à Saint-Clair une école de garçons et que l'administration s'entendra avec les sœurs qui dirigent dans cette paroisse une école de filles. L'école des garçons sera desservie par les frères qui sont déjà chargés de celle de Chantenay »*. Edifiée en bordure de la rue de la Montagne, cette nouvelle école ouvre ses portes en 1871. Cinq ans plus tard, la municipalité décide finalement d'en construire une pour filles sur un terrain situé rue de la Salle-Verte (future rue Ampère) au nord de l'école de garçons. En 1878, les jeunes filles du Haut-Chantenay peuvent fréquenter l'école communale de Saint-Clair.

La population du nord de la commune ne cessant de croître dans le dernier tiers du 19e siècle, les deux écoles sont vite saturées. C'est pourquoi, en 1900, la toute nouvelle municipalité Griveaud décide de construire une école de garçons en bordure du boulevard de la Fraternité. En 1904, les locaux scolaires de la rue de la Montagne sont alors affectés à l'école de filles de la rue Ampère ce qui permet de l'agrandir et de former un établissement unique, puisque seul un mur de pierre séparait les deux établissements.

Au cours des années 30, pour faire face à l'augmentation de la fréquentation scolaire, la construction de deux classes et d'un préau est programmée. Le chantier est interrompu par la guerre puis repris et revu

à partir de 1949. Après la Libération, en effet, *« l'augmentation générale de la population se traduit par un afflux toujours plus grand d'élèves et un fonctionnement de plus en plus difficile des écoles. La plupart des bâtiments sont dans un tel état d'insalubrité et de vétusté que leur remplacement s'impose. La Ville envisage en conséquence de prolonger le bâtiment neuf à l'est de la cour vers la rue Ampère par une classe avec vestiaires, réfectoire et cuisine et vers la rue de la Montagne par deux classes avec vestiaires et un cabinet médical avec salle d'attente »*. Au terme de ces travaux, l'école compte quatorze classes pouvant accueillir les élèves de la maternelle jusqu'à la fin du primaire.

« Je suis allée à l'école de la rue Ampère, avant la guerre, jusqu'à mes treize ans. À la remise du certificat d'études, on nous remettait soit un livre de cuisine, soit un Larousse. Moi, j'ai pris un Larousse. Dans cette école, nous avions le droit d'aller à la bibliothèque seulement si nous n'avions pas plus de trois fautes dans les dictées de la semaine ! Comme j'adorais lire, je faisais en sorte de réussir mes dictées ! Je me souviens de monsieur et madame Cohen qui s'occupaient du fourneau municipal, c'est-à-dire de la cantine. C'étaient des gens d'un certain âge qui m'ont pris en amitié et au lieu de manger avec tous les enfants, ils me faisaient manger avec eux pour que ce soit meilleur. » **Simone M**

« J'habitais rue Blanqui et je suis allée, avec mes sœurs, à l'école des filles de la rue Ampère. On était la troisième génération à fréquenter cette école car notre mère, nos tantes et notre grand-mère y étaient allées. Et moi, j'ai inscrit ma fille ce qui fait donc quatre générations à être allées à Ampère.

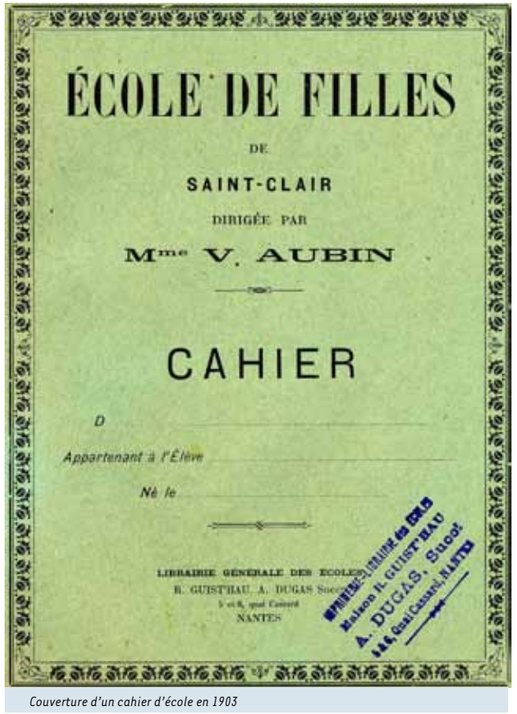
Je suis entrée en maternelle en 1953, à deux ans et demi et je suis restée jusqu'au CM2 sans redoubler. C'est après que ça s'est gâté ! La maternelle était mixte mais pas le primaire. Ensuite, je suis allée au collège de Chantenay mais, à notre époque, ça s'appelait le collège annexe Jules-Verne.

L'école commençait à neuf heures le matin. Pour y aller, on montait la rue Blanqui puis une fois en haut, on tournait à droite rue Charles-Laisant. Ensuite, on prenait le chemin des Pommiers et on traversait la rue de la Montagne. On prenait la rue Timothée et on arrivait rue Ampère. Je ne sais pas si c'était le plus court mais comme maman passait par là, on a continué à passer par-là ! C'était un chemin ancestral ! De toute façon, tous les enfants de la rue Blanqui passaient par là. Pour la maternelle, maman nous accompagnait mais à partir du CP, on allait tout seuls en bande de gamins.

Tous les ans, à la rentrée, on avait une blouse neuve faite chez mademoiselle Malicot. Elle avait son petit atelier de couturière, rue de la Montagne, juste en face du portail de l'école. Notre mère lui faisait faire les trois mêmes blouses pour moi et mes deux sœurs.

En tout, il y avait une dizaine de classes dont deux de maternelle. On était environ une trentaine par classe, la pièce était pleine. Il y avait un poêle au milieu avec des tuyaux reliés à un conduit de cheminée. Je vois encore les seaux à charbon dans la classe. On avait des encriers avec des porte-plume puisque l'on écrivait à la plume. À la fin de l'année, comme dans toutes les écoles, on astiquait nos bureaux. On apportait notre toile de verre, un berlingot de cire et notre petit chiffon de laine.

Plan de l'école des filles de la rue Ampère de 1910



Couverture d'un cahier d'école en 1903

Je n'ai eu que des institutrices. En général, elles faisaient toute leur carrière dans cette école. Je me souviens de madame Mauduit dont le mari était professeur à Clemenceau. Elle m'a marquée parce qu'elle avait des robes à la « Audrey Hepburn » ! Et à l'école Ampère, ça faisait tache ! Ça faisait un sacré contraste car on n'était pas à la pointe de la modernité au niveau vestimentaire ! Les élèves étaient quasiment toutes enfants d'ouvriers, de prolos !

Le midi, on restait manger à la cantine. C'était gratuit pour nous. On était nombreux à ne pas la payer car ça dépendait des ressources des parents. Beaucoup de gamins ne restaient pas manger parce qu'on avait deux heures de

Classe de l'école Ampère vers 1955

Élèves de l'école vers 1961

Cour de l'école en 1994

pause et beaucoup de parents travaillaient dans le quartier. En tout cas, pour nous, la cantine, c'était horrible ! Toutes les semaines, on mangeait la même chose, le même jour. Il y avait le même menu tous les lundis, le même tous les mardis… On n'avait pas de surprise ! Tu attendais avec angoisse les raviolis ou les quenelles de poissons le vendredi. C'était infect ! En plus, c'était le concierge de l'école qui faisait le service à la cantine. Je m'en souviens parce qu'il mettait toujours son pouce dans nos assiettes en nous servant. Déjà que ce n'était pas terrible mais alors avec ce pouce, je n'avais plus faim !

Pendant la récréation, les jeux étaient très saisonniers. Le saut à la corde commençait au printemps et l'hiver, c'était le palet. Sinon, il y avait les jeux classiques comme la marelle, « Chat perché », « La balle au camp », « Le loup » ou « Un, deux, trois soleil ! ». On faisait aussi du Hula-hoop et du cerceau. Nous, on n'avait pas de cerceau parce que nos parents n'avaient pas de sous pour nous en acheter mais on avait essayé de s'en fabriquer avec des chambres à air de vélo !

Le soir, on restait à l'étude et on sortait à six heures. Autrement, on aurait cassé les pieds à nos parents bien avant l'heure ! En rentrant de l'école, j'essayais de me débrouiller pour aller au troquet, chez les Ballan, rue Pierre-Joseph-Colin. C'était un petit café-épicerie où mes grands-parents descendaient tous les soirs pour prendre une petite chopine. Alors moi, j'arrivais en courant : « bonjour pépé, bonjour mémé ! » et j'avais droit à une petite grenadine. J'avais compris la combine.

Il y avait une kermesse au mois de juin dans la cour de l'école mais c'était plutôt une exposition de tous nos travaux manuels réalisés dans l'année. On montrait nos petits napperons, nos pochettes de serviette… La plus grande fête, c'était la fête de la jeunesse qui concernait toutes les écoles publiques de Nantes. On n'était pas obligées de participer mais on aimait bien la faire. On partait à pied de l'école Ampère jusqu'à Talensac qui était le lieu de rassemblement. Ensuite, on défilait jusqu'au stade Malakoff. Tous les élèves avaient une tunique grecque et des rythmiques aux pieds. On a dû la faire deux ou trois fois. » **Manick**

« Il y avait aussi des kermesses au parc des Renardières. C'était une kermesse de la paroisse mais cela ne nous empêchait pas d'y aller. Par contre, on n'avait aucun lien avec les filles de l'école Saint-Clair. Je crois que les horaires d'entrée et de sortie étaient décalés. On ne se connaissait pas et on ne se fréquentait pas du tout. C'étaient deux mondes parallèles ! » **Danielle**

« Après Ampère, je suis allée en sixième à onze ans au collège de Chantenay sur le boulevard René-Coty. Le bâtiment était tout neuf et le château était utilisé pour les services administratifs. À notre époque, le directeur s'appelait monsieur Lebrun. Il avait une bosse dans le dos et il avait toujours un chapeau. Sa femme donnait des cours de couture. C'est elle qui m'a appris à faire des boutonnières. Beaucoup d'élèves de la rue Ampère entraient au collège de Chantenay mais une partie partait en apprentissage chez un patron après le certificat d'études à quatorze ans parce que l'école était obligatoire jusqu'à cet âge. » **Manick**

« Après le CM2, certaines élèves redoublaient le même niveau et continuaient les deux années au-dessus, pour aller jusqu'au certificat d'études. À Ampère, ils sélectionnaient celles qui pouvaient suivre des études et celles qui ne pouvaient pas. Les élèves qui passaient en sixième n'étaient pas obligées de passer le certificat d'études. » **Danielle**

« Nous habitions rue de la Montagne et avec ma sœur, nous étions à l'école publique de filles de la rue Ampère dont la sortie était juste en face de l'école Saint-Clair. La plupart des commerçants et des artisans du quartier mettaient leurs enfants dans le privé. Mes parents étaient épiciers mais ils avaient des idées plutôt laïques.

Il n'y avait que des enseignantes dans cette école. On commençait toujours la journée par la leçon de morale. On nous apprenait à bien nous tenir par rapport à l'hygiène, à la politesse. On fonctionnait encore avec les bons points et les images quand on avait bien travaillé. Après la leçon de morale, on nous enseignait les matières classiques. Je me rappelle que l'on nous faisait écouter de la musique classique et c'est avec l'école que j'ai découvert la Neuvième symphonie de Beethoven. On allait aussi voir des films dans une petite salle qui se trouvait derrière l'école de la Mutualité. Le moment le plus attendu dans l'année était Noël parce que l'on avait de la brioche et un morceau de chocolat qui arrivaient dans des corbeilles en osier.

À Ampère, on pouvait faire sa scolarité de la maternelle jusqu'au CM2. Après, on allait au collège de Chantenay. Ensuite, pour le lycée, ma sœur est allée à Guist'hau et moi, j'ai fait Camus et le Sacré-Cœur. Comme je n'avais pas bien travaillé et qu'il fallait bien faire quelque chose de moi, on m'a mise chez les bonnes sœurs pour me visser ! » **Marie-Hélène**

Le jeudi

« Le jeudi, j'allais au centre aéré à Ampère avec les filles du coin. Aux beaux jours, on allait au bord de la Chézine. Ce n'était pas aménagé comme aujourd'hui, c'était encore la Chézine sauvage. On partait avec notre panier de pique-nique et un bidon d'eau mélangée avec du coco. Le coco, c'était de la poudre qui avait goût de réglisse. » **Éliane**

« J'étais à l'école Ampère mais le jeudi, j'allais au patronage de Saint-Clair qui avait lieu dans le presbytère. On allait se promener au bord de la Chézine, au parc de Procé ou aux Dervallières, près du château. Des fois, on allait à Orvault en car. Le plus beau, c'est ce que nos parents nous donnaient à boire pour le goûter. C'était une gourde d'eau mélangée avec du vin ! Tous les gamins du quartier avaient leur gourde d'eau et de vin ! Mais c'était un tout petit peu, c'était pour colorer et faire comme de la grenadine ! » **Danielle**

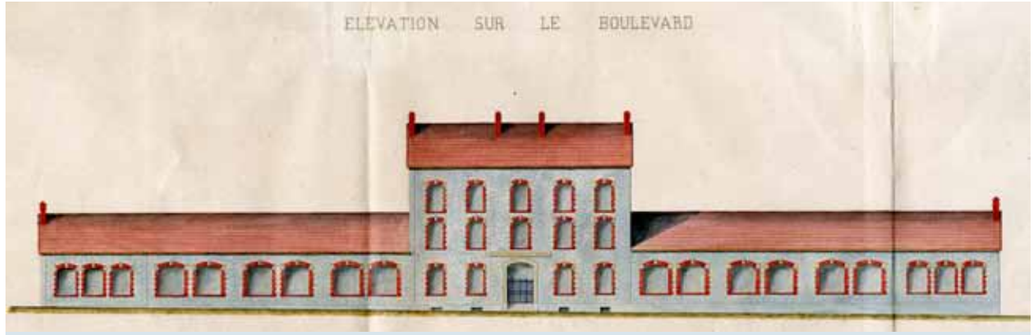
« Le jeudi, on était à la garderie de l'école. C'était l'ancêtre des centres de loisirs. On faisait des travaux

manuels, on jouait, on allait dans le petit parc de Prinquiau ou dans celui de la Chézine en face de Procé. Ensuite, quand on a eu l'âge, nos parents nous ont inscrites au catéchisme. Ils avaient dû avoir la pression de leurs parents pour que l'on fasse notre communion. On allait donc le jeudi dans le parc des Renardières. On faisait du caté le matin et l'après-midi, des activités étaient organisées dans le parc. C'était l'abbé Elain et sœur Henriette qui s'en occupaient. Ils étaient vraiment super sympas. Ils nous faisaient participer à des rassemblements comme celui des « Fripounets », les « J2 » ou encore « Les journées de l'amitié » qui se déroulaient le dimanche. On partait toute la journée avec le pique-nique et on se retrouvait avec d'autres enfants. Pour nous, c'était super parce qu'avec des parents commerçants, on était soit au magasin, soit à la maison pour faire le travail ménager. Alors des fois, c'était un petit peu dur, on avait envie d'être avec des enfants de notre âge. » **Marie-Hélène**

L'école de la Fraternité

Le 16 septembre 1900, Paul Griveaud présente à son conseil municipal la situation intenable dans laquelle se trouvent les deux écoles communales de Saint-Clair et propose de *« construire une nouvelle école sur un terrain assez spacieux qui permette même un agrandissement s'il y avait lieu ».*

Le maire argumente sa décision dans une lettre adressée au préfet le 20 mars 1902 : *« Les écoles de Saint-Clair qui existent actuellement sont d'une insuffisance reconnue depuis plusieurs années par l'administration académique. Les élèves sont les uns sur les autres et malgré le véritable empilage qu'on en fait, veuillez-excuser l'expression, on est obligé encore d'en refuser et d'en laisser aller aux écoles congréganistes qui sont voisines. Certaines classes ont plus de cent élèves ».*



Plan de l'école de la Fraternité de 1901

Élèves de la Fraternité en 1919

Élèves en 1929

En 1901, la municipalité achète un lot de la vaste propriété de Pierre Maisdon, un entrepreneur en charpente nantais, située entre le boulevard de la Fraternité et la place de Grillaud. Le terrain *« est facile d'accès et bénéficie d'un environnement calme et aéré tout à fait propice à l'implantation d'une école ».*

Le 20 octobre 1901, les plans et devis des travaux sont approuvés. Il s'agit d'un établissement de huit classes disposées au rez-de-chaussée de part et d'autre du bâtiment central de deux étages destiné au logement du directeur et de ses adjoints. Une bibliothèque ainsi que le bureau de direction sont également prévus sur le même niveau. Le cahier des charges stipule l'utilisation du granit de Chantenay pour la réalisation de la maçonnerie. La cour d'école est dotée d'un préau couvert jouxtant une salle de dessin et un atelier de travail manuel placé en sous-sol. Toute la longueur des bâtiments doit être adossée par une galerie couverte en verre permettant l'entrée et la sortie des classes.

Les travaux sont achevés en 1903 et dans le courant du mois d'octobre, cinq cent quarante-neuf élèves font leur rentrée dans la nouvelle école de la Fraternité. Cette dernière est officiellement inaugurée par le ministre de la Marine, Camille Pelletan, le 4 septembre 1904 en même temps que la nouvelle mairie et l'hôpital de la rue Paul-Bert.

Au cours de l'Entre-Deux-Guerres, de nouvelles classes sont édifiées portant leur nombre à quatorze. Dans les années 50, pour faire face à la forte augmentation de la fréquentation scolaire, deux baraquements sont installés dans la cour de l'école mais se trouvent rapidement vétustes. En 1966, la Ville décide de les remplacer par un bâtiment neuf comprenant deux classes au rez-de-chaussée et deux autres à l'étage, construit le long de la rue Patria.

C'est également à la fin des années 60 que la mixité dans les écoles est instaurée impliquant un nouveau découpage du périmètre scolaire des deux établissements primaires publics.

« *J'étais à l'école de la Contrie et quand les Allemands l'ont réquisitionnée pendant la guerre, les classes ont été déplacées dans des baraquements situés derrière « Le Chalet Suisse ». Ça n'a pas duré très longtemps puisqu'après, beaucoup d'enfants sont partis se réfugier en dehors de Nantes. Moi, je suis allé à Lavau et quand je suis revenu, je suis allé à la Fraternité parce que l'école de la Contrie n'a pas pu ouvrir tout de suite. Je suis donc resté dans cette école jusqu'au certificat d'études. Je me souviens d'un instituteur qui proposait des activités en dehors de la classe. On pouvait faire du ping-pong mais il n'y avait pas beaucoup d'amateurs à l'époque. Il y avait même une chorale mais c'était pareil, ce n'était pas facile de trouver des gars qui avaient envie de chanter ! Il y avait quelques volontaires quand même mais tous ceux qui chantaient faux étaient éliminés alors il ne restait plus grand monde !* » **Roland**

« *Je suis allé à l'école de la Fraternité jusqu'au certificat d'études. Ensuite, en 1956, à l'âge de quatorze ans, j'ai fait mon apprentissage dans un salon de coiffure de la rue Appert pendant deux ans. La Fraternité, c'était l'école des garçons et nous étions beaucoup d'élèves. Les classes de cinquante-deux élèves, c'était très courant et on entendait les mouches voler ! On n'avait pas intérêt à faire du remue-ménage ! On était vite punis et les coups de baguettes, ça volait ! Les maîtres étaient sévères et en plus, à la maison, il ne fallait pas venir se plaindre… Mon père venait tous les lundis voir l'instituteur. Des fois, il prenait un verre avec lui et ses collègues au « Café du Parc » sur la place Zola.*

On commençait la journée à neuf heures. On sortait à midi et on reprenait à quatorze heures. Le soir, tout le monde restait à l'étude jusqu'à six heures. Ce n'était pas obligatoire mais c'était tout comme, c'était dans la continuité.

On avait tous des blouses grises. On ne travaillait pas sans blouse. L'été, elles étaient plus courtes et l'hiver, elles étaient plus longues. C'était comme pour le travail.

Récréation en 1919

Exercices de gymnastique dans la cour de l'école en 1914

Quand j'ai commencé mon métier de coiffeur, j'avais aussi une blouse. C'était ma tenue de travail et dans la rue, on connaissait le métier de chacun grâce à sa tenue. On savait si la personne était plombier, coiffeur ou boucher…

Il y avait beaucoup d'écoles dans le quartier, publiques et privées. Ceux qui allaient dans le privé, on les appelait « les coinques » ! À la sortie de l'école, on se bagarrait avec eux mais ce n'était pas méchant. On se donnait parfois des coups de règle mais c'étaient surtout les blouses qui étaient déchirées. Et puis, le jeudi, on se retrouvait tous au patronage à Saint-Clair. » **René L**

« *J'ai fait mon primaire à l'école de la Fraternité, dans les années 50, jusqu'à mes treize ans. Je n'ai jamais vu une fille dans cette école sauf celle de l'institutrice mais c'était la seule puisque les filles allaient rue Ampère. Le directeur habitait sur place car il avait un logement de fonction. L'école avait une douzaine de classes dont certaines étaient installées dans des baraquements. Cet agrandissement permettait d'accueillir cent cinquante élèves supplémentaires. Pendant toute ma scolarité, je n'ai connu que des classes de cinquante élèves.*

L'école accueillait des enfants à partir de quatre ou cinq ans jusqu'au certificat d'études. Une partie des élèves partait ensuite au collège. Il fallait passer un concours pour entrer en sixième et c'est vrai qu'à la Frat', ils ne poussaient pas les élèves dans cette voie. Il fallait vraiment que ce soit une demande expresse des parents. Ce concours a été supprimé l'année où je suis entré au collège. La sélection se faisait sur dossier et c'étaient les instituteurs qui les choisissaient et qui les présentaient. Par contre, il y avait toujours le « concours des bourses ». Parmi les élèves qui allaient au collège, il y avait soit ceux qui continuaient leur scolarité au lycée, soit ceux qui, après avoir décroché le BEPC, faisaient une année supplémentaire pour préparer l'entrée à l'Ecole normale ou d'autres concours de la fonction publique comme les PTT, les Finances… Parmi ceux qui n'allaient pas au collège, certains passaient le certificat d'études et restaient une année supplémentaire dans une sorte de classe préparatoire qui permettait de préparer soit l'entrée dans des établissements comme le lycée Launay, le centre d'apprentissage de la SNCaso, soit des concours de l'EDF, de la SNCF… Ils étudiaient des notions d'algèbre, d'anglais… Ces élèves devenaient ensuite chefs d'équipe ou chefs de chantier. Il y en a même qui sont devenus ingénieurs par la suite.

Ce qui m'a marqué, c'était la douche obligatoire. Une fois par semaine, on partait en rang avec notre petite serviette pour se doucher à l'école. Chez nous, on avait les sanitaires mais j'avais des camarades qui n'avaient pas de salle de bain. Moi, j'ai trouvé ça très bien parce qu'après quand j'ai fait du sport, je me suis rapidement retrouvé à jouer avec des adultes. Alors quand on allait se laver, je n'ai pas eu de mal à m'adapter parce que j'étais déjà habitué aux douches collectives avec l'école.

Une autre chose qui m'a marqué, c'est le verre de lait obligatoire. Tous les jours, on nous servait un verre de lait sucré. C'est Mendès-France qui avait institué ça parce qu'il y avait un surplus de lait en France mais aussi parce que des enfants avaient des problèmes de carences. Je ne manquais pas de nourriture à la maison mais dans le quartier, la population était assez mélangée. Je pense que les très riches devaient aller dans d'autres écoles mais dans ma classe, il y avait aussi bien des enfants dont les parents étaient en bas de l'échelle que des enfants de familles déjà bien nanties. Ça ne se voyait pas forcément dans la classe parce qu'on avait une blouse, même si certains avaient des blouses avec un peu de fantaisie. Ça commençait déjà à l'époque ! C'est surtout le langage qui faisait la différence. C'est ça qui était bien à la Frat', on se frottait avec tout le monde.

Pendant la récréation, le ballon était interdit. On jouait donc beaucoup aux billes ou à « La biche » qui était une sorte de « Loup ». C'était le principal jeu de la récré. Se

La Fête de la Jeunesse dans le stade Malakoff en 1958

donner une taloche ou un coup de pied pour une bille, ça, c'était assez fréquent ! Mais c'était sans méchanceté. On faisait très peu de sport avec l'école et quand à dix ans, vous arriviez à l'école à neuf heures et que vous repartiez à six heures du soir, il y avait forcément des moments où l'on avait besoin de se défouler. Comme on ne pouvait pas taper dans un ballon à la récré, forcément, il y avait des coups qui partaient !

On faisait une sortie par an au parc de Procé le lendemain de la grande kermesse des amicales laïques. Il y avait toujours beaucoup de monde à cette fête et tous les ans, une vedette de la chanson était programmée. Je me souviens d'avoir vu Jacques Brel. Le lendemain, tous les élèves de la Fraternité revenaient pour ramasser les papiers : c'était notre sortie de l'année ! Mais, pour nous, c'était à la fois une sortie, un jeu et une façon d'être avec les copains. On ne le sentait pas comme une corvée.

L'autre grande manifestation pour les écoles publiques, c'était la fête de la jeunesse. C'était super. D'abord, comme c'était mixte, ça nous permettait de voir des filles ! On partait du marché de Talensac pour aller au stade Malakoff. Tous les garçons avaient un short bleu et une chemise blanche. Les filles aussi étaient habillées avec deux couleurs. On faisait tous des mouvements d'ensemble. On trouvait ça sympa parce que ça nous permettait de sortir de l'école. Et puis on y allait en car, c'était exceptionnel pour nous. On répétait beaucoup pour cette fête. Dès le mois de mars, on sortait dans la cour faire les mouvements préparatoires. On faisait des mouvements dansants, c'était la gymnastique de l'époque. » **Jean-Louis R**

L'école maternelle de l'avenue Maisdon-Pajot

En 1952, la municipalité envisage *« la création d'une école maternelle dans le quartier de Zola destinée à décongestionner les deux établissements scolaires du boulevard de la Fraternité et de la rue Ampère »*.

À cette date, en effet, les trois classes enfantines de l'école de la Fraternité reçoivent cent cinquante-neuf enfants, tandis que celles de l'école Ampère en accueillent deux cent seize *« dans des locaux relativement vétustes, divisés en salles de faible superficie et mal adaptés à un effectif de cette importance, l'exiguïté de la propriété ne permettant pas d'augmenter le nombre de classes »*.

Deux terrains, situés entre l'avenue Maisdon-Pajot et la rue Edgar-Quinet sont acquis par ordonnance d'expropriation en octobre 1952. Il s'agit d'une parcelle appartenant à Alphonse Landois, promoteur du lotissement du parc de Grillaud et d'une carrière appartenant à une habitante de la rue Edgar-Quinet. L'un de ces terrains, dont une partie était louée comme jardins ouvriers, était également occupé par deux baraquements qui avaient permis de loger quatre familles après la guerre.

Le projet comporte six classes, une salle de repos, une salle de jeux, une salle de propreté, une cantine complète, un logement pour la direction, un autre pour le concierge et un bureau de directrice avec salle d'attente. Un espace de trois mille sept cents mètres carrés est prévu pour les cours. La construction de l'école est confiée à l'architecte Tourry, conseiller technique du ministère de l'Éducation nationale. Les travaux débutent en 1955 et le nouvel établissement scolaire ouvre ses portes en 1957.

« J'ai inscrit mon fils à l'école à trois ans mais comme je ne travaillais pas, l'école n'a pas voulu le prendre. Il a fallu attendre un an et en 1969, il a pu aller à Maisdon-Pajot. C'était la seule maternelle publique pour tout le quartier. Ensuite, mon fils est allé à la Fraternité mais il n'y est allé qu'un an parce que c'était au moment où un nouveau découpage scolaire s'est fait avec l'arrivée de la mixité. Comme on habitait rue de la Montagne, il a fallu qu'il aille rue Ampère. Ça a été un drame pour lui parce qu'à la Fraternité, il disait qu'il était avec une belle maîtresse. Et à l'école Ampère, il s'est retrouvé avec une maîtresse qui avait presque l'âge de la retraite ! » **Marie-Claire**

10 / La Ville-en-Bois et la rue de la Montagne

Le temps des guinguettes

Ancien chemin de Nantes à Couëron et limite entre Nantes et Chantenay, la Ville-en-Bois et le Mont Saint-Bernard empruntent leurs noms aux auberges, cabarets et guinguettes qui attirent les Nantais au début du 19e siècle. Le quartier devient en effet le « Montmartre nantais » à partir des années 1820. *« Le dimanche, on voyait des bandes d'ouvriers accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants se diriger du côté de la Ville-en-Bois pour y boire le vin nantais qui s'y débitait à bas prix, parce qu'il ne payait aucun droit. »* indique Louis Delattre. En effet, une fois passée la barrière d'octroi située au bas de la rue de Gigant, les Nantais peuvent se détendre et se rafraîchir à des prix très avantageux. En l'absence de taxation, le vin est *« à trois sous contre six à huit à Nantes ».*

La rue de la Montagne depuis le boulevard Pasteur en 2013

Cet afflux d'amateurs de danse et de vin pousse Jean Bernard, un « cabaretier spéculateur » demeurant à la Musse, à ouvrir *« un établissement dansant, bachique et gastronomique »*. En 1817, ce dernier est autorisé à *« bâtir une maison au lieu-dit appelé la Salle-Verte »* sur une butte rocheuse située entre les actuelles rues de la Montagne, Timothée et Saint-Clair. « Le Mont Saint-Bernard » supplante rapidement toutes les guinguettes de banlieue et donne son nom, vers 1847, à la partie du chemin de Couëron qui le borde.

Le succès de Jean Bernard fait rapidement des émules et de nombreux établissements s'installent dans les parages. Des cabarets plus modestes construits à l'aide de simples planches, voient également le jour et inspirent la dénomination « Ville-en-Bois ». Leur développement est tel qu'en 1819, un arrêté préfectoral établit des mesures de surveillance auxquelles seuls *« les débitants forains, qui vendent dans des cases construites en planches dans lesquelles ils n'ont pas de domicile réel et dont l'établissement ne présente aucun caractère de fixité »* sont assujettis.

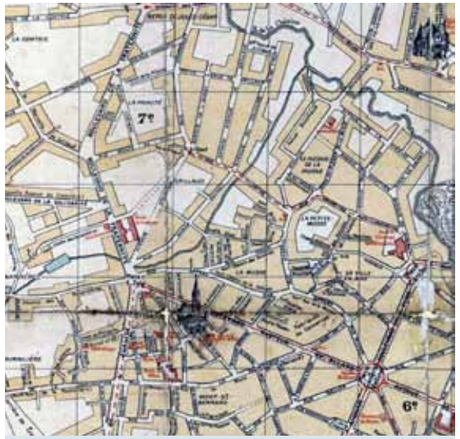
La multiplication des établissements se poursuit jusqu'au milieu des années 1830. Un arrêté du maire, datant de 1836, donne une idée des conditions de ce développement et de la nature des « désordres » qui en découle : *« Considérant que les lieux de réunions publiques dits salles de danse, sont devenus par leur nombre toujours croissant, de graves sujets de trouble qu'il est urgent de réprimer (…). Nul ne pourra à l'avenir ouvrir une salle de danse sans être muni d'une autorisation spéciale (…). Les salles de danse, bals publics et cabarets seront fermés à dix heures du soir (…). Nul ne pourra se rendre dans ces assemblées, travesti, déguisé ou masqué, hors le temps du carnaval ; on ne pourra y entrer avec canne, bâton, sabre ou armes (…). Il est expressément défendu d'y danser des contredanses qui pourraient porter atteinte à la décence et aux bonnes mœurs telles que celles dites Chahut, Cancan, Robert-Macaire ».*

Une pétition signée par vingt-quatre cafetiers, aubergistes et cabaretiers de la Ville-en-Bois et du Mont Saint-Bernard révèle une activité encore dynamique en 1852. Cette vocation de lieu de plaisir, de fête et de détente caractérise le quartier tout au long du 19e siècle.

À partir des années 1830, l'implantation des premières conserveries et l'augmentation de la population dans cette partie de la commune engagent un premier processus d'urbanisation sur le côté chantenaysien de la rue de la Ville-en-Bois. L'ancien espace rural se transforme rapidement en espace urbain qui s'adapte aux nouvelles conditions économiques, en dehors de toute planification. Il en résulte un tissu urbain dense au sein duquel usines et habitations s'imbriquent. À partir de ce noyau originel, la ville gagne du terrain vers l'ouest le long du chemin de Couëron et vers le nord, le long de la rue de la Petite-Musse rassemblant les anciens villages et hameaux pour former un nouveau quartier : le Haut-Chantenay, faubourg ouvrier, constitué de rues étroites et sinueuses, héritières d'anciens chemins ruraux.

Estampe réalisée par Mouille dans la 1re moitié du 19e siècle

Le café de la Croix Verte, rue la Ville-en-Bois, dans les années 20



Le Haut-Chantenay en 1924

L'octroi et son influence sur l'urbanisation du quartier

L'octroi apparaît comme un facteur déterminant dans la formation de ce nouveau faubourg à la lisière de Nantes. Cette taxe était perçue sur certaines marchandises avant leur entrée en ville. Institué au 13e siècle, cet impôt avait été supprimé dès le début de la Révolution comme symbole de la féodalité mais il fut rapidement rétabli pour faire face aux dépenses municipales. Ce dernier constituait en effet une des principales ressources des budgets municipaux et son produit servait à alimenter les hôpitaux et les bureaux de bienfaisance. Les taxes d'octroi sont établies à Chantenay à partir du 1er janvier 1826 mais sont moins élevées qu'à Nantes. C'est pourquoi en 1840, Mellinet explique que le faible taux d'octroi chantenaysien sur les produits de consommation permet à la commune de profiter de *« l'émigration de la ville où la population est astreinte à un fort impôt dont elle peut se dispenser en allant habiter à quelques pas au-delà des limites de l'octroi »*. Cette différence opère une ségrégation sociale et spatiale entre les deux quartiers se situant de part et d'autre du chemin de Nantes à Couëron. Les taxes d'octroi rendant la vie plus coûteuse à Nantes, Chantenay devient un territoire d'accueil des classes populaires. Le moindre coût des denrées quotidiennes et des matériaux de construction favorise alors l'implantation des ouvriers dont le nombre augmente de façon spectaculaire au cours de la première Révolution industrielle.

Ce facteur explique également le caractère commerçant des rues de la Ville-en-Bois et de la Montagne puisque, dans le sillage des cabarets, de nombreux commerces alimentaires se sont implantés le long de cet axe. Cette tradition marchande perdure jusqu'aux années 1960, date à laquelle l'activité amorce un déclin en raison de la fermeture des conserveries et de l'ouverture de l'axe Croix-Bonneau – Gare maritime.

La formation du Haut-Chantenay est finalisée par son érection en section électorale distincte en 1896. Le quartier est alors essentiellement résidentiel et ouvrier. En 1901, la population chantenaysienne s'élève à plus de vingt mille habitants dont les deux tiers vivent dans le nord de la commune. L'activité industrielle commence en effet à décroître à partir de cette période, la concurrence et le besoin d'espace poussant les entreprises à s'installer dans des zones mieux adaptées à leurs besoins. La Ville-en-Bois et le Mont Saint-Bernard deviennent cependant un foyer de l'action syndicale qui trouve refuge dans les nombreux cafés hérités de la période des guinguettes.

En 1893, le boulevard Pasteur coupe l'ancien chemin de Nantes à Couëron et forme deux voies distinctes : la rue de la Ville-en-Bois et le Mont Saint-Bernard rebaptisé en 1904, rue de la Montagne.

Au début du 20e siècle, le boulevard de ceinture oriente l'urbanisation d'une façon différente et accentue le caractère résidentiel du quartier. Jusqu'aux années 50, l'habitat s'implante alors à l'intérieur de ces nouveaux axes et comble les espaces vides entre les principales voies de communication. Il s'agit plus d'un remplissage, sous forme de lotissements, composé essentiellement d'immeubles de bas niveaux ou de maisons individuelles avec un jardin à l'arrière. Cette forme d'urbanisation renvoie encore aujourd'hui une image confuse de la trame urbaine du quartier.

Une rue commerçante

« Comme la rue de la Convention, la rue de la Montagne était très commerçante. C'étaient deux grandes rues de passage. Personnellement, je connaissais entre quarante et cinquante petits commerces dans cette rue. Au 41, on avait un boucher et une mercière. De l'autre côté, c'était un petit bazar qui vendait des jouets... Après ça, il y avait un « Dock de l'Ouest » et la dame aux galettes qu'on appelait « la mère galette », tout simplement. Un peu plus bas, il y avait une saboterie, une boulangerie, une épicerie à l'angle de la rue Saint-Clair, un autre boucher et un poissonnier. En face, madame Hérel, la droguiste, fabriquait des peintures. Elle avait la nuance et elle fabriquait la couleur. Gamins, quand on voulait peindre des coureurs cyclistes, on allait la trouver et elle nous faisait nos petits pots. Je me souviens aussi du marchand de télés. Dans le quartier, personne n'avait la télé, alors quand il y avait du foot, tous les gamins étaient dans la rue sur plusieurs rangs pour regarder le match à travers la devanture du magasin. Plus tard, la télé est arrivée dans les cafés du quartier et on allait voir les matchs là-bas. » **René L**

La rue de la Montagne à l'intersection de la rue de Plaisance et de l'avenue Peneau au début du 20e siècle

Le magasin Georges Bautru au 75, rue de la Montagne dans les années 50

« La rue de la Montagne porte bien son nom parce que, même si ça n'a rien à voir, c'est une rue qui monte ! C'était une rue très commerçante. À partir du bas, il y avait un bureau de tabac. Au numéro 8, c'était le magasin de mon père « tapissier-décorateur ». À suivre, il y avait un café, l'épicerie « Chez Sacre » et un coiffeur. En face, on trouvait la pharmacie qui a été transférée sur le boulevard Pasteur et en face, il y avait la station-service Coudrea puis une poissonnerie, la boulangerie Beziers et une boucherie. Dans le virage du haut, il y avait une fabrique de sommiers et de matelas qui était assez importante. Les vélos Bautru étaient à l'emplacement du hammam actuel et en face il y avait un club d'haltérophilie. Dans le haut de la rue, c'était le dentiste et le salon de coiffure qui existe toujours. Tous ces commerces existaient dans les années 50. Ils ont fermé les uns après les autres jusqu'au milieu des années 60. » **Jean**

Les vélos Georges Bautru [2]

« Dès qu'on avait le certificat d'études, le cadeau traditionnel ; c'était un vélo. On avait la chance d'avoir le marchand de vélo Bautru et sur le secteur, il fallait avoir un vélo Bautru ! C'était la référence de qualité. » **Bernard**

« Georges Bautru donnait des pièces de vélo aux enfants du quartier et à la section cycliste de l'ASPTT. On allait aussi chercher des photos dédicacées par les gars du Tour de France qui venaient faire les compétitions cyclistes au vélodrome Petit-Breton. Quand on voulait une chaîne ou une roue de vélo, on allait voir monsieur Bautru. Pendant une petite demi-heure ou une heure, on allait désherber son jardin derrière le magasin et quand on avait fini, soit on repartait avec un peu de matériel, soit il nous réparait notre vélo si on ne pouvait pas le faire nous-mêmes. Pour ça, il était chouette avec les gamins du quartier. Par ici, on avait tous des vélos « Bautru ». Il en a vendu ! Il faisait des prix pour Noël. Il en vendait pour les Chantiers et même pour la centrale de Chinon. Il était dynamique le père Bautru !» **René L**

Monsieur Brevet, tapissier-décorateur

« Mon père avait son magasin de tapissier-décorateur au 8, rue de la Montagne. Il avait commencé son activité avant la guerre dans la salle à manger de ses parents qui habitaient au 1, boulevard Pasteur. Quand mes parents se sont mariés, ils ont emménagé au numéro 5 du boulevard car le logement communiquait avec le magasin par une cour commune. Mon père avait installé son atelier dans cette cour. Il travaillait pour des particuliers et il a réussi, grâce à des relations, à travailler à l'hôtel de « L'Hermitage ». Il faisait donc beaucoup d'allers et retours entre Nantes et La Baule car il ramenait les fauteuils de l'hôtel pour les réparer dans son atelier. Ensuite, comme il s'est occupé de la tapisserie, il passait deux mois de l'année là-bas. À l'époque, ça ne se faisait pas d'aller travailler à l'extérieur.

Pendant mes vacances, je faisais les boudins pour les matelas et j'aidais mon père à livrer les sommiers avec une charrette à bois. Il fallait remonter toute la rue de la Montagne ! Et puis, comme je faisais la section commerciale à Launay, mon père m'avait demandé de l'aider à faire les tarifs et les catalogues de modèles de tapisseries. » **Jean**

L'épicerie de monsieur et madame Bretin

« Mes parents sont arrivés à Nantes en décembre 1955. Ils venaient de Vendée où ils étaient agriculteurs et pour des raisons familiales, ce n'était plus du tout vivable de continuer l'exploitation avec leurs parents. Ils ont décidé de partir à l'aventure et de venir vivre en ville. Ils s'étaient renseignés avant pour trouver une épicerie à Zola ou à Sainte-Anne. Comme ils n'avaient pas beaucoup de sous, ces quartiers étaient dans leur budget. C'est comme ça qu'ils ont trouvé cette petite épicerie au 36, rue de la Montagne.

C'est maman qui tenait le commerce au départ, le temps de se faire une clientèle car il y avait déjà une dizaine d'alimentations dans la rue. C'était énorme mais c'étaient de toutes petites boutiques. Jusqu'en 1962, papa a donc travaillé à l'extérieur. Comme il était paysan, il a d'abord été ouvrier agricole dans une ferme au carrefour du Croisy actuel car dans les années 50, il y avait encore pleins de fermes et des champs à proximité. Ensuite, il a travaillé dans deux usines puis dans un garage Citroën. Le garage du Boccage a été son dernier travail avant de rejoindre maman dans l'épicerie. C'est à ce moment qu'ils ont pu s'acheter une traction qui leur a permis de s'approvisionner plus facilement au marché du Champ-de-Mars. Avant, ils partaient chercher leurs plateaux de légumes à vélo à quatre heures du matin !

L'épicerie faisait alimentation générale mais mon père donnait la priorité aux produits frais. Il allait tous les matins au marché chercher des fruits et des légumes. Des fois, j'allais avec lui au Champ-de-Mars où il y avait une ambiance extraordinaire. Ça criait, ça gouaillait ! Mon père avait ses grossistes attitrés. Il partait toujours bien habillé, les cheveux gominés et il se parfumait avec de la violette. Les grossistes du marché l'appelaient « le monsieur qui sent la violette » ! Pour les conserves, papa allait dans une centrale d'achat avec une grande remorque. Quelques marchands venaient aussi livrer comme le marchand d'œufs.

Avec ma sœur, on aidait nos parents dans l'épicerie. On allait chercher les casiers de bouteilles de vin dans le magasin Préfontaine. On récupérait les bouchons en plastique pour faire des rideaux avec !

En 1966, ils ont racheté une partie de la maison à côté du magasin afin de l'agrandir et de faire un libre-service. C'était le tout début de cette méthode. La première grande

surface, à l'époque, c'était Record qui était route de Vannes et ensuite, il y a eu SUMA à Zola. Pendant les travaux, mes parents ont continué l'activité dans une toile de tente qu'ils avaient installée dans la cour commune avec le propriétaire du 40, rue de la Montagne. Les clients ont été contents de cette nouvelle formule. Mes parents avaient bien fait de miser sur le libre-service car ils ont eu de bonnes années jusqu'à la fin des années 70. En plus, papa faisait des produits de qualité. Il avait toujours des primeurs impeccables et c'était toujours le premier à présenter les fruits de saison parce qu'il savait qu'il allait attirer la clientèle qui avait les moyens.

Au début, on vivait dans pas grand-chose, une pièce ou deux. La chambre que je partageais avec ma sœur servait aussi de réserve. Tous les soirs, avant de s'endormir, on récitait les marques que l'on voyait sur les bouteilles ou sur les boîtes de conserve Cassegrain ! C'était le côté rigolo mais sinon, au quotidien, on était quand même à l'étroit. Beaucoup de gens vivaient comme ça à cette époque. Ensuite, quand mes parents ont fait la transformation du magasin, on a pris une location quatre maisons au-dessus, au numéro 40. C'était une superbe maison bourgeoise avec de grands appartements. On avait une chambre, les toilettes, la douche… C'était le grand luxe !

L'épicerie était ouverte du lundi au samedi et mes parents fermaient le soir à vingt heures. Ensuite, ils ont pris leur samedi après-midi ce qui leur permettait d'aller en Vendée dans la maison qu'ils avaient achetée pour leur retraite. Au départ, ils prenaient très peu de vacances. Ils ont dû commencer par une semaine, ensuite quinze jours et vers la fin, ils prenaient un mois. À ce moment-là, c'était plus simple de prendre un mois parce qu'ils étaient moins indispensables à la population. Les grandes surfaces étaient déjà bien installées et les gens pouvaient s'organiser autrement pour faire leurs courses.

Mes parents ont tenu l'épicerie jusqu'à leur départ en retraite en 1986. Ils ont beaucoup travaillé et ils ont fait de bonnes affaires jusqu'à la fin des années 70. Vers la fin, ça vivotait. Quand j'allais les voir, ça me faisait un petit peu mal au cœur mais en même temps, moi-même, j'allais faire mes courses en grande surface. De toute façon, je ne vois pas ce qu'ils auraient pu faire pour améliorer les choses parce qu'il y avait certes les grandes surfaces mais la manière de vivre des gens avait beaucoup changé. De plus en plus de femmes travaillaient et elles n'avaient plus le temps de faire leurs courses au jour le jour, comme autrefois. Si bien qu'un commerce comme celui de mes parents, c'était pour le dépannage. Ils ont été parmi les derniers commerçants de la rue avec le boulanger Amias, le coiffeur et le marchand de chaussures Lecoq.

L'épicerie et l'appartement du dessus ont été vendus et un particulier les a transformés en logement. Mes parents sont repartis en Vendée à leur retraite. Ils ont tourné une page mais par contre, ils sont toujours restés attachés à Nantes qui représente trente années de leur vie. Ça ne s'efface pas, surtout avec le métier qu'ils faisaient. Ils avaient des clients très sympathiques avec qui ils s'entendaient très bien et eux-mêmes étaient des commerçants sympathiques. »
Marie-Hélène

Habiter le quartier

« Mes parents étaient bigoudens. Ils sont arrivés à Nantes quand ils avaient une vingtaine d'années. C'étaient des « immigrés ». Enfin, je ne sais si on peut le dire comme ça parce qu'ils étaient quand même français. Ils se sont mariés à la mairie de Chantenay mais pour l'église, ils sont allés à Plogastel-Saint-Germain dans le Finistère. Ils parlaient breton et quand ils racontaient des histoires que les enfants ne devaient pas entendre, ils les racontaient en breton !

Ils sont venus à Nantes parce que ça ne leur disait rien d'aller à la campagne et on leur avait dit qu'il y avait du travail dans les usines. Ils ont emménagé dans la cour Vollard, rue de Plaisance où je suis née en 1932. Une quarantaine de foyers vivait dans cette cour qui avait deux escaliers donnant sur les numéros 18 et 22 de la rue de Plaisance. Les logements étaient répartis entre le rez-de-chaussée et le premier étage. L'eau et les toilettes étaient à l'extérieur. Il y avait aussi un lavoir pour laver le linge avec un banc et des petits poêles pour faire bouillir la lessiveuse. Cette cour est aujourd'hui démolie mais elle a été squattée un certain temps avant. Un immeuble est en cours de construction actuellement.

Mes parents n'ont pas été à l'école longtemps. Ma mère faisait des ménages et de la cuisine. Elle faisait des repas de fêtes, de communions… Elle disait qu'elle avait appris à faire la cuisine chez les bourgeois. Mon père a travaillé chez Kuhlmann dans le bas de Chantenay de 1919 à 1947. C'était une usine qui fabriquait de l'engrais avec du noir animal c'est-à-dire avec des os calcinés. Mon père m'avait fait rentrer une fois pour me montrer les fours. C'était intenable ! Il y avait des tas d'os sur lesquels les rats circulaient parce qu'ils rognaient ce qui restait dessus. Alors, ça ne devait pas être très agréable comme travail. Ensuite, comme il avait une santé fragile, il est devenu gardien dans la savonnerie Talvande - Unilever qui était aussi dans le bas de Chantenay.

Mon père louait un jardin au Moulin-Lambert. C'était assez grand, on avait une petite cabane et une tonnelle. Pour y aller, on montait la rue de la Montagne puis on traversait la rue de la Convention jusqu'à la Croix-Bonneau. On tournait à gauche et on était arrivés. On n'avait ni vélo, ni remorque alors on prenait la brouette pour ramener des pommes de terre. L'été, on allait pique-niquer là-bas. On s'arrêtait à l'épicerie Robin de la rue des Pavillons pour acheter du pâté

La rue de la Montagne au niveau de l'actuel n°49 à la fin du 19e siècle

La rue de la Ville-en-Bois au niveau de l'actuel n°14 en 1979

Hénaff que l'on mangeait avec des pommes de terre. Et quand on rentrait le soir par la rue de la Montagne, les gens étaient dehors sur le pas de leur porte pour prendre le frais et on saluait tout le monde ou presque.

Mes parents sont restés rue de Plaisance jusqu'en 1942 ou 1943 et ils ont emménagé rue Appert dans un immeuble à l'angle du chemin Renaud. Il y avait une épicerie au rez-de-chaussée dont on voit encore la vitrine. Nous habitions derrière cette épicerie parce que plusieurs logements se suivaient. Nous avions deux pièces qui étaient un peu plus grandes que celles de la rue de Plaisance. Plus tard, on est montés au deuxième étage dans un appartement de trois pièces mais les toilettes étaient sur le palier et on avait seulement un petit évier dans la cuisine avec un petit chauffe-eau. Je suis restée rue Appert jusqu'en 1986, pour m'occuper de mes parents. À leur décès, j'ai emménagé place du Petit-Bois. Je suis donc toujours restée dans le quartier, je n'avais pas envie d'aller ailleurs. » **Monique Q**

« Je suis né en 1942 au 15, rue Amiral-Duchaffault. Vers 1950, mes parents ont déménagé au 41, rue de la Montagne. À ce moment-là, mon père louait un salon de coiffure, rue Arago, dans le café « Arago ». Le café et le coiffeur étaient ensemble.

Le quartier était très peuplé et pour moi, c'était un peu le Bellevue de l'époque. Beaucoup d'habitants travaillaient dans les usines du bas de Chantenay, aux chantiers navals, dans les conserveries ou les petites entreprises du quartier. La plupart des ouvriers vivaient dans les cours qui étaient nombreuses autour de la rue de la Montagne. Les commerçants habitaient sur la rue et les ouvriers étaient dans les cours à l'arrière. Chaque cour distribuait plusieurs étages et à chaque étage, les familles avaient des logements d'une ou deux pièces. Nous, on habitait dans la cour du numéro 41 avec quatre autres locataires. On vivait tous dans des petites maisons individuelles avec deux pièces. Mes parents avaient leur chambre et moi, je dormais dans l'autre pièce qui servait de cuisine-séjour. Personne n'avait l'eau chez soi. On avait seulement l'écoulement avec un évier en pierre et l'eau était sur le palier. Les femmes faisaient leur toilette chez elles alors que les hommes se rasaient et se lavaient sur le palier. Pour la vaisselle, c'était pareil. Les gens chauffaient l'eau chez eux et ils la faisaient dehors. Personne n'avait de waters personnels, il y en avait deux communs dans la cour. C'était comme ça dans beaucoup d'endroits pendant les années 40 et 50.

On n'était pas très nombreux au 41 mais dans la cour d'à-côté, au 39, il y avait une vingtaine de gamins. On allait d'une cour à l'autre pour jouer. Souvent, on se retrouvait devant l'église Saint-Clair pour faire du cerceau ou du vélo. Au moment des baptêmes, on se précipitait pour récupérer des dragées et ramasser les sous qui tombaient parce que c'était la coutume d'en jeter à la sortie de l'église. » **René L**

« La famille Hervouet était très connue dans le quartier. Monsieur Hervouet était médecin sur le boulevard Pasteur. Son petit-fils, monsieur Roch a pris la suite. C'étaient des gens très croyants qui aidaient beaucoup les pauvres parce que dans le quartier, il y avait des gens qui étaient vraiment pauvres. Je me souviens que mes parents, épiciers, faisaient crédit au départ mais au bout d'un moment, ils ont été obligés d'arrêter parce que les ardoises devenaient de plus en plus lourdes et c'était sans fin. En face de chez nous, il y avait une ancienne droguerie-bazar avec un porche. Sur la rue, c'étaient des logements tout à fait corrects avec un balcon et au fond de la cour, il y avait des familles très pauvres avec beaucoup d'enfants. Dans la petite avenue Saint-Clair, il y avait des ruelles sans caniveau dans lesquelles les eaux usées stagnaient. À une période, c'étaient des travailleurs étrangers qui vivaient là. Il y avait beaucoup d'Algériens, de Marocains qui étaient venus travailler, seuls, sans leur femme. Ensuite, il y a eu des Africains. Pour certains habitants du quartier, c'était le choc des cultures ! Ces personnes vivaient seules ou à plusieurs dans des petits « bouis-bouis ». C'était très insalubre. » **Marie-Hélène**

« Nous sommes arrivés en 1956, rue Claude-Bernard près de la rue de la Montagne avec nos deux enfants dans une maison construite sur un petit terrain que nous avions acheté à notre famille. Nous avons construit avec un prêt Crédit immobilier familial. Sans cette opportunité, nous serions sans doute partis en périphérie comme beaucoup de nos amis qui ont construit avec les « Castors ». À ce moment-là, j'étais comptable dans une entreprise de réparation navale, la CNRN qui se trouvait dans le bas de Chantenay près de chez Dubigeon. L'entreprise a fermé en 1969, ouvrant la voie à la disparition de la Navale à Nantes. » **Louis B**

« Nous étions habitués au quartier car mes parents habitaient rue Mozart et mon mari était du côté de la place Zola. Nous étions contents de pouvoir rester y vivre. Quand nous avons emménagé rue Claude-Bernard, je ne travaillais plus car j'étais secrétaire dans un magasin de tissu de la rue Crébillon qui a fermé en 1953. Je n'ai pas repris de travail salarié pour être disponible pour mes deux enfants ce qui n'était pas rare à l'époque. Nous avons tissé des liens amicaux et d'entraide avec des familles ayant des enfants du même âge que les nôtres. On s'organisait pour les conduire à l'école.

Je me suis investie dans des activités sociales au niveau du quartier avec les Associations populaires familiales qui après des évolutions ont donné naissance à la Confédération du logement et du cadre de vie. J'ai été responsable d'un service de travailleuses familiales. Nous avions des groupes thématiques à l'intérieur des A.P.F. Je me suis occupée un moment de la commission Santé. On se retrouvait avec des personnes d'autres quartiers de l'ouest de Nantes et on faisait des rencontres par rapport aux budgets, à la santé… » **Monique B**

« Aujourd'hui, le quartier est essentiellement résidentiel alors qu'autrefois, de la place Canclaux jusqu'à la rue de la Convention, il y avait une activité commerciale et industrielle importante. Ces activités ont cessé progressivement et, entre les années 70 et 80, l'habitat du quartier s'est détérioré. Quand j'étais adjoint à l'urbanisme entre 1995 et 2001, on a mis en place une OPAH c'est-à-dire une Opération programmée d'amélioration de l'habitat, sur la rue de la Montagne notamment. Cette opération a permis d'obtenir les travaux que l'on peut voir maintenant. Dans cette rue, beaucoup de commerces fermaient et la question s'est posée de savoir ce qu'on allait faire à la place parce que bien souvent, on se retrouvait avec des devantures qui fermaient et point barre. Un habitat social de fait, c'est-à-dire de l'habitat insalubre, était en train de se mettre en place. Quand on lance une OPAH, un contrat est passé avec le propriétaire. Ce dernier reçoit des aides pour améliorer son habitation mais, en contrepartie, il s'engage à garantir des taux de loyers qui permettent de maintenir sur place la population existante. » **Bernard**

11 / Les industries de la conserve

À partir des années 1830, les petites fabriques de conserves amorcent le tissu industriel de Chantenay. Cette industrie s'implante dans le nord de la commune, à la lisière de Nantes, et fait le renom du quartier de la Ville-en-Bois.

Immeubles à l'angle des rues de la Ville-en-Bois et Nicolas-Appert en 2013, construits sur l'emplacement des conserveries Bouvais-Flon et Philippe et Canaud

Cette activité s'implante à Nantes à partir de 1824 lorsque Pierre-Joseph Colin améliore le procédé mis au point par Nicolas Appert et ouvre une usine rue des Salorges. Né le 17 novembre 1749 à Châlons-sur-Marne, Nicolas Appert s'installe comme confiseur en 1784 à Paris. En 1802, il déménage à Massy après un passage à Ivry-sur-Seine. C'est à ce moment qu'il met au point son procédé révolutionnaire : « l'application calorique par le bain-marie ». Il divulgue sa découverte par la publication de l'ouvrage : *« Le livre de tous les ménages ou l'art de conserver pendant plusieurs années toutes les substances animales et végétales »*. Sa méthode est simple et consiste : *« 1 - À enfermer dans des bouteilles ou des bocaux les substances que l'on veut conserver, 2 - À boucher ses différents vases avec la plus grande attention, car c'est principalement du bouchage que dépend le succès, 3 - À soumettre ces substances ainsi renfermées à l'action de l'eau bouillante d'un bain-marie pendant plus ou moins de temps, selon leur nature et de la manière que je l'indiquerai pour chaque espèce de comestible, 4 - À retirer les bouteilles du bain-marie au temps prescrit »*. Le procédé de conservation mis au point par Nicolas Appert s'appelle de nos jours appertisation.

Nicolas Appert parcourt la France pour y promouvoir sa technique. Il arrive à Nantes en 1805 et entre en contact avec Pierre-Joseph Colin, confiseur, originaire des Vosges, à qui il va transmettre son procédé. Ce dernier cherche en effet à améliorer sa méthode de conservation des denrées, car comme tant d'autres artisans nantais, il fournit aux armateurs quantité de vivres pour les voyages au long cours.

Peu urbanisé en 1830, la Ville-en-Bois est un territoire propice à l'implantation des conserveries, qui présente le double avantage d'être limitrophe de Nantes et à proximité de la campagne, facilitant ainsi l'approvisionnement en matières premières. En outre, le faible taux d'octroi permet de se procurer de la viande à moindre coût comme le fut le vin quelques années auparavant.

Les premières conserveries

De 1824 à 1850, les conserveries sont fondées par des artisans charcutiers, traiteurs ou confiseurs. Cette activité présente alors un caractère encore artisanal. Il s'agit bien souvent de petites unités avec un effectif réduit, grossi de manière épisodique par de la main-d'œuvre féminine lors des arrivages de sardines ou de l'écossage des petits pois.

La première maison chantenaysienne semble être celle de Leydic et Frédéric Bertrand. Félix Libaudière indique qu'en 1833, cette maison *« qui s'occupait de salaisons et d'endaubages pour la marine, quitte la rue Lévêque pour aller s'installer à la Ville-en-Bois et joindre à sa première fabrication, celle des conserves alimentaires »*. Une autorisation préfectorale du 26 octobre 1833 confirme le propos. Cette installation est suivie peu de temps après par l'implantation de l'usine Deffès au Pâtis de la Fournillière.

L'ancienne usine Deffès, petite rue Danton, en 1987

En 1839, Frédéric Bertrand s'associe avec Charles-Henri Philippe et Henri Canaud avant de se retirer deux ans plus tard. La raison sociale de cette nouvelle industrie devient alors Philippe et Canaud. En 1852, l'entreprise achète la propriété de l'aubergiste Jean Gillet et s'installe au niveau de l'actuel numéro 3 de la rue Nicolas-Appert. Une fabrique employant dix-sept ouvriers est alors déclarée. Cette dernière se développe et un nouveau bâtiment est construit entre 1859 et 1862.

Des locaux annexes (bureaux et magasins) sont par la suite ajoutés et en 1905, l'emprise de la fabrique s'étend entre les numéros 3 et 5 de la rue Nicolas-Appert.

En 1842, Deffès fait construire une nouvelle usine, ainsi que sa demeure, au Mont Saint-Bernard. Une statistique industrielle de 1845 indique que ce dernier conserve *« au moyen d'autoclaves, de chaudières et de grands fourneaux, des viandes, des légumes, des fruits, sardines et poissons de toutes espèces ainsi que des truffes du Périgord »*. Il emploie jusqu'à cent soixante-cinq ouvriers et ouvrières. Cent cinquante mille boîtes et deux cents mille bouteilles sortent de ses usines de Piriac, de la Turballe et de Chantenay. Un an après son installation au Mont Saint-Bernard, Deffès devient maire de Chantenay, s'inscrivant ainsi dans la longue liste d'usiniers qui furent maires de la commune jusqu'à l'accession, en 1900, de l'ingénieur radical-socialiste, Paul Griveaud.

À la même époque, François Rondenet, ancien capitaine au long cours, s'associe à Millet, pionnier, après Pierre-Joseph Colin, de la conserve nantaise. Les deux partenaires s'implantent à la Musse en 1839. Cinq ans plus tard, c'est au tour de Joseph Peneau, un ancien comptable de Deffès, d'inaugurer une nouvelle conserverie, rue de la Ville-en-Bois, au niveau de l'actuel boulevard Pasteur.

En 1860, les statistiques industrielles révèlent la présence de cinq conserveurs dans le quartier : Pageaud et Rondenet à la Petite-Musse (douze ouvriers), Philippe et Canaud à la Grande-Musse (vingt-trois ouvriers), Joseph Peneau (neuf ouvriers), Berneaudeaux et Cie et Claude Rosier à la Ville-en-Bois. Huit ans plus tard, dix conserveries sont recensées dans le secteur.

Dès les débuts de l'activité, la production apparaît très diversifiée comme en témoigne une liste de tarifs des produits de l'entreprise Bertrand datant de 1839. Pas moins de deux cent soixante-douze types de conserves sont proposés à la vente. Tout semble être bon à être mis en boîtes, de l'agneau à la laitue sans compter les nombreuses variétés de légumes et les sardines. La production des différentes conserves présente un caractère saisonnier : les premiers mois de l'année sont consacrés à la préparation des viandes et des légumes tandis que les sardines sont mises en boîte lors de la saison de pêche, entre juin et novembre. Les deux derniers mois de l'année sont consacrés à la conserve de luxe, gibiers et truffes principalement, ainsi qu'aux viandes d'équipages. Les principaux débouchés de cette industrie sont la marine et les exportations.

La production est certes variée mais repose néanmoins essentiellement sur la production des conserves de sardines. C'est pourquoi à partir de 1850, la plupart des conserveurs de la Ville-en-Bois créent des usines dans les ports les plus proches puis progressent à la conquête des arrivages de ce poisson, vers les ports bretons et vendéens. Ainsi, Deffès possède une usine à Piriac et à la Turballe tandis que l'entreprise Philippe et Canaud est installée à Port-Louis dans le Morbihan et ouvre une conserverie à Concarneau en 1851. Enfin, Peneau possède trois usines à sardines sur le littoral en 1861 : Port-Louis, Étel et Concarneau. Cette implantation portuaire a pour conséquence l'arrivée d'une nouvelle population dans la commune. Une colonie bretonne, dont une grande partie vient des petits ports bretons où sont établies les usines de conserves, s'implante à Chantenay. Ce mouvement d'émigration s'accentue après la Première Guerre mondiale.

Les industries complémentaires

L'essor des conserveries entraîne le développement d'industries complémentaires : fabriques de boîtes de conserve, imprimerie et vernissage sur métaux, fabriques de caisses en bois.

À partir des années 1860, les ateliers de ferblanterie s'implantent dans le quartier de la Ville-en-Bois à proximité des conserveries. Le ferblantier Jean-Marie Vedry, installé dans l'actuelle rue de l'Émery, aurait fabriqué en 1824 la première boîte pour l'usine de la Turballe du conserveur Deffès. Son gendre, Jean Tessier, reprend l'affaire à partir de 1846 et la développe. Ce dernier, associé à Joseph et Louis Saulnier s'établit en 1860 au niveau de l'actuel numéro 22 de la rue de la Montagne, à l'angle de l'avenue Saint-Clair, après avoir acheté la conserverie Deffès. Pendant trente ans, la ferblanterie Saulnier et Tessier s'agrandit et s'étend jusqu'au numéro 28 de la rue de la Montagne.

En 1868, six fabriques sont recensées dans le secteur parmi lesquelles apparaissent les ferblantiers Épiphane Barreau et Firmin Colas, associés depuis 1864. Le premier est installé au numéro 20 de la rue de la Ville-en-Bois tandis que le second, ancien ouvrier-ferblantier, développe son activité au niveau des actuels numéros 10 et 12

Calendrier publicitaire de 1881

L'ancienne usine Barreau au 20, la rue de la Ville-en-Bois en 1979

Mise en caisse des boîtes de conserve dans l'usine J.J. Carnaud de la rue de la Montagne au début du 20e siècle

Le quartier de la Ville-en-Bois en 1895

de la rue Nicolas-Appert. Firmin Colas est le premier ferblantier à entreprendre la fabrication de boîtes par outillage mécanique. Parmi les brevets qu'il dépose figure celui concernant les « boîtes à ouverture facile ». En 1871, Barreau et Colas construisent une usine modèle capable de fabriquer à bref délai et en grande quantité toutes sortes de boîtes de conserve. En 1880, Firmin Colas diversifie son activité et fait construire, à proximité de la ferblanterie, une imprimerie spécialisée dans l'impression sur métaux qui prend le nom de Firmin Colas et Cie. L'entreprise, qui emploie une centaine d'ouvriers en 1884, est une des plus importantes de la Ville-en-Bois. Firmin Colas devient maire de Chantenay en 1892.

Au 19e siècle, l'ensemble de la boîte de conserve, composée d'un corps et de deux fonds, est soudé manuellement. Le fond de fabrication est posé au moment de la confection tandis que le fond de fermeture est soudé dans la conserverie, après le remplissage de la boîte. Ce travail demande un grand savoir-faire. C'est pourquoi les ouvriers-ferblantiers et soudeurs forment une catégorie à part dans le secteur de la conserverie. Mieux payée et détentrice d'une technique spécifique, cette corporation crée une Société des ferblantiers et boîtiers de la ville de Nantes pour défendre ses intérêts. C'est ainsi qu'elle impose dès 1851, un tarif unique de fabrication des boîtes et, craignant une baisse des salaires, l'interdiction de la profession aux femmes. En 1879, une trentaine de ces ouvriers forme l'« Association coopérative des ouvriers ferblantiers-boîtiers » et ouvre un atelier au numéro 30 de la rue Clémence-Royer.

En 1892, quatre cent trente-six personnes travaillent dans les quatre établissements de la Ville-en-Bois produisant des boîtes de conserve : Barreau, Colas, Saulnier et la coopérative des ouvriers ferblantiers. Deux ans plus tard, l'entreprise Saulnier est reprise par Jules-Joseph Carnaud. Cet industriel, propriétaire de trois usines (deux à Paris et une à Strasbourg) travaillait depuis 1855 avec le fabricant de vernis chantenaysien, Georget, concepteur d'un produit destiné à revêtir l'intérieur des boîtes de conserve. Carnaud s'associe par

la suite avec les propriétaires des Forges de Basse-Indre, la famille Langlois. Cette association conduit à la création en 1902 de la société J.J. Carnaud et forges de Basse-Indre. En 1927, l'entreprise quitte les locaux de la rue de la Montagne, devenus trop exigus, pour s'installer rue de la Marseillaise.

En 1896, seules deux ferblanteries subsistent dans le quartier : Barreau et Carnaud. Au début du 20e siècle, la mécanisation, notamment la technique du sertissage, révolutionne le procédé de la fabrication des boîtes et remet en cause le travail des ferblantiers-boîtiers, spécialistes de la boîte soudée. L'installation des machines entraîne d'importantes grèves et émeutes.

En 1866, Pilard installe sa fabrique de caisses en bois, destinées au transport des boîtes, à l'angle des rues Nicolas-Appert et Vaucanson. Avec cette implantation, le quartier de la Ville-en-Bois forme un ensemble industriel homogène et cohérent capable d'assurer les différentes étapes de la production de la mise en conserve (préparation des produits consommables, fabrication des boîtes, conditionnement et mise en boîte). En 1882, cet ensemble englobe une quinzaine d'usines.

De nouvelles conserveries voient le jour entre 1880 et 1900 : François Giton s'implante rue Clémence-Royer à partir de 1882 tandis que la maison Bouvais-Flon, créée en 1878, s'installe rue de la Ville-en-Bois à partir de 1892 après avoir acheté l'ancienne fabrique de Claude Rozier. Les conserveurs Leparoux, Boisselier et Guillon sont les derniers à s'implanter dans le quartier lorsqu'ils ouvrent une nouvelle fabrique au numéro 17 de la rue Renan en 1908.

C'est pourtant au début du 20e siècle que cette activité décline dans le quartier. La concurrence, l'émiettement de la production et le manque de place en sont les principales causes. En 1905, sept industries sont en activité : quatre conserveries alimentaires (Benoît, Philippe et Canaud, Bouvais-Flon et Peneau), deux fabriques de boîtes métalliques (Barreau et Carnaud) et un fabricant de caisses en bois (Pilard).

FABRIQUES DE CAISSES
ET TOUTES ESPÈCES D'EMBALLAGES

TÉLÉPHONE : 140.59
R. C. Nantes 54 A 508
CHÈQUES POSTAUX :
NANTES 267-50

Ancienne Maison PILARD-FRÈRES
MAISON FONDÉE EN 1855

MAURICE PILARD
5, Rue De Vaucanson - NANTES

Nantes, le 11 Février 1958

Mairie de NANTES
Travaux publics
N A N T E S

La période d'après-guerre amorce la désertification industrielle du quartier de la Ville-en-Bois. En 1951, seules trois conserveries produisent encore : Bouvais-Flon au 52, rue de la Ville-en-Bois, Giraudet, Avis et Cie (sous l'appellation « Le Bouquet Nantais ») au 17, rue Renan et Philippe et Canaud au 3, rue Nicolas-Appert. La scierie Pilard installée de part et d'autre de la rue Vaucanson complète le tableau.

À partir de 1955, l'ensemble des conserveries nantaises est l'objet de plusieurs opérations de concentration qui conduisent à la disparition des structures familiales du quartier de la Ville-en-Bois. Ainsi, en 1960, Bouvais-Flon et « Le Bouquet Nantais » s'associent avec d'autres industriels au sein de la Société française du Graal. Trois ans plus tard, Philippe et Canaud intègre la COFRIA (Compagnie française industrielle et alimentaire) et disparaît du paysage chantenaysien. En 1970, Saupiquet absorbe ces deux fusions réunies depuis 1965 au sein de la CINAL (Compagnie industrielle alimentaire) et devient ainsi la seule conserverie industrielle nantaise.

Les années 60 marquent donc la fin de l'industrie de la conserve dans le quartier. Seule l'entreprise Pilard poursuit son activité jusqu'à la décennie suivante mais celle-ci n'est plus exclusivement liée aux conserveries puisque toutes sortes d'emballages sortent de ses ateliers. Après la fermeture progressive des usines, une opération de restructuration du quartier est engagée. Cette dernière se caractérise par la démolition des anciens bâtiments industriels et par la construction d'immeubles de standing sur leur emplacement. C'est ainsi qu'à partir de 1966, la société immobilière nantaise Greleaud et fils achète à la CINAL les terrains et bâtiments de Philippe et Canaud, rue Nicolas-Appert et de Bouvais-Flon, rue de la Ville-en-Bois afin d'édifier sur leur emplacement des immeubles collectifs. Quarante-huit logements sont ainsi construits entre 1967 et 1969 aux numéros 3 et 5 de la rue Nicolas-Appert. Un second programme est engagé à partir de 1969, rue de la Ville-en-Bois. Un premier immeuble de trente-quatre logements est achevé en 1972 puis un second de vingt-huit logements, ayant nécessité la démolition de mille mètres carrés de hangars et de bureaux, sort de terre en 1974. L'ensemble s'étend entre les numéros 48 et 58. Cette première vague répond à la pression immobilière qui s'exerce à partir des années 60 autour de la place Canclaux, proche du centre-ville.

Les années 80 inaugurent une seconde vague de constructions immobilières. « Le Bouquet Nantais » disparaît du paysage en 1981 pour être remplacé par onze maisons individuelles construites entre 1986 et 1988 aux numéros 15 et 17 de la rue Renan. Au même moment, Loire-Atlantique Habitation engage un programme de cent un appartements à l'emplacement de la société Pilard aux numéros 5, 11 et 13 de la rue Vaucanson. La scierie est démolie en 1987 et la « Cour des Automates » sort de terre en 1989.

Aujourd'hui, quelques traces de ce passé industriel subsistent : la façade de l'ancienne usine Barreau au numéro 20 de la rue de la Ville-en-Bois, l'école de danse « La Conserverie » au numéro 9 de la rue Nicolas-Appert, vestige de l'ancienne entreprise Pilard. Et enfin, entre la rue Nicolas-Appert et la rue Clémence-Royer, « Central Form » a investi les locaux de l'ancienne usine de chaussures appartenant à la famille Lemoine, « Au coq Gaulois ». Cette entreprise avait repris l'affaire de la famille Perrouin qui avait installé en 1920 une fabrique de chaussures dans les locaux appartenant à Firmin Colas. La mémoire de cette importante activité est toutefois perpétuée depuis 1901 grâce à l'attribution du nom de Nicolas Appert à la voie reliant la rue de la Ville-en-Bois à la place de la Chênaie par la municipalité Griveaud qui estimait alors que *« l'hommage rendu sera à sa place dans une rue qui a été le berceau de l'industrie si importante de conserves »*.

Une carrière de saisonnière

« Ma mère était saisonnière et elle a fait beaucoup de saisons dans les conserveries du quartier. Ce n'étaient pas de grandes usines mais il y avait beaucoup de travail pendant la saison des haricots ou des petits pois. Ce n'étaient que des femmes qui faisaient les saisons. Les hommes qui travaillaient dans ces usines étaient les ajusteurs pour les machines. Les journées étaient longues au moment des saisons parce qu'il fallait que les légumes soient préparés rapidement et une fois que c'était prêt, il fallait sertir les boîtes. Si on travaillait vite et bien, on avait toutes les chances d'être reprise plus vite pour faire autre chose.

Ma mère a travaillé chez Boisselier et ensuite chez Bouvais-Flon, rue de la Ville-en-Bois. La conserve de légumes était leur spécialité. C'était la seule maison de Nantes à mettre un cœur de laitue avec des petits oignons dans les petits pois. Ils avaient un jus formidable avec cette recette ! Il fallait faire cuire les petits pois rapidement et quand c'était prêt, certaines ouvrières étaient appelées pour aller les mettre en boîtes. Elles finissaient très tard parce qu'il n'y avait pas d'heure pendant la saison. Mon père allait chercher ma mère à minuit des fois. Les femmes attendaient dans la cour que les petits pois arrivent de Bretagne par camion. Quelquefois, le camion n'arrivait pas et on les renvoyait chez elles sans les payer ! Ma mère a ensuite fait une année chez Carnaud et elle a fini sa carrière de saisonnière en 1957 chez Amieux dans le bas de Chantenay.

Beaucoup d'ouvrières des conserveries faisaient de l'eczéma. Ma mère en avait plein. Elle devait dormir avec des gants en coton pour ne pas se gratter la nuit. Un médecin a réussi à trouver une formule de pommade qui l'a guérie !

Quand les conserveries ont fermé, beaucoup de personnes sont parties travailler à l'hôpital Laënnec. Ma mère n'a pas voulu y aller parce qu'il fallait vider les crachoirs et elle avait peur d'attraper la tuberculose. Par contre, toutes les personnes qui y sont allées, ont été enchantées parce que les conditions de travail étaient bien meilleures. » **Yvonne**

Bouvais-Flon

« J'ai fait une saison chez Bouvais-Flon à seize ans, en 1948. J'étais encore à l'école Vial et j'étais la seule jeune fille. C'était exceptionnel qu'ils prennent des étudiantes à l'époque. J'ai pu le faire parce que maman travaillait chez eux. J'ai donc fait un été pour la saison des haricots. Il fallait les équeuter à la main et on les triait par catégories : extra-fins, fins, fins-moyens. Il fallait faire ça bien parce que les chefs n'étaient pas faciles. On mettait les haricots sur nos genoux, on équeutait et on les mettait dans des boîtes en bois qui étaient devant nous. Quand une boîte était pleine, la chef passait et nous donnait un ticket. Elle mettait notre nom sur une ardoise accrochée au mur. Le soir, on rapportait tous les bons parce que l'on était payées au rendement. » **Yvonne**

« Quand j'avais quinze ou seize ans, j'ai travaillé un été chez Bouvais-Flon, pour payer mes bouquins scolaires. Je suis arrivée à la saison du céleri mais ça aurait pu être la saison des petits pois ou autre chose. C'était une usine de moyenne importance et par rapport à ce qui existe aujourd'hui, je pense que c'était petit. Pendant un mois et demi, je n'ai donc fait que du céleri en boîte. Et pendant vingt ans, je n'ai jamais pu en remanger ! J'ai été dégoûtée par l'odeur parce qu'on travaillait dans une espèce de moiteur à cause de la stérilisation des boîtes. Mon travail consistait à enlever les branches des céleris. Les dames plus âgées, beaucoup plus habituées dans leur travail, prenaient le bulbe. C'était le beau morceau qui était mis entier dans la boîte. Cette partie était réservée à certaines boîtes qui étaient vendues plus chères. Les bas morceaux étaient coupés en tronçons, pour être mis en boîtes aussi, mais c'était moins cher.

Je ne me rappelle plus comment fonctionnait la chaîne du début à la fin mais par contre je sais qu'on faisait de drôles de journées. On finissait à sept heures du soir mais si un camion plein de céleris arrivait cinq minutes avant la fin de la journée, il fallait rester pour faire le céleri. On travaillait trois heures de plus, ce qui nous faisait des journées de douze heures. En plus, nous n'étions pas déclarées ! Je l'ai compris quand j'ai fait ma reconstitution de carrière. » **Manick**

Ouvrières dans la cour de l'usine « Le Bouquet Nantais » en 1936

« Le Bouquet Nantais »

« Le Bouquet Nantais » embaumait tout le quartier. C'était une conserverie de petits pois, de tomates et de céleris, assez active. Au moment du céleri, les ménagères allaient récupérer les branches car ils ne prenaient que les cœurs. Pendant la guerre, l'usine a été utilisée comme abattoir. Les troupeaux arrivaient par la rue Renan. Ce n'était pas drôle parce qu'il y avait des bêtes plus ou moins ensanglantées, de la bouse, des carcasses, des mouches et les odeurs. On a eu cet abattoir pendant au moins deux ou trois ans. » **Jeanne**

« La conserverie de la rue Renan ne gardait que les cœurs de céleri et on pouvait récupérer les branches qui étaient entreposées dans la cour. C'était en libre-service. Tout le monde pouvait venir en chercher, on ne nous disait rien. Comme on ne roulait pas sur l'or, ça nous dépannait bien. » **Éliane**

« Le Bouquet Nantais » a fermé dans les années 50 et un lotissement a été construit à son emplacement. Quand je suis arrivé dans le quartier en 1961, il y avait encore la grande cheminée. C'était un travail saisonnier surtout et beaucoup de jeunes étaient embauchés pour les petits pois ou pour équeuter les haricots verts. » **Olivier**

« Les conserveries du quartier étaient encore en activité dans les années 50. Il y avait « Le Bouquet Nantais », rue Renan et « Bouvais-Flon », rue de la Ville-en-Bois. On allait chercher les branches de céleri au « Bouquet Nantais » avec des brouettes. On gardait les beaux morceaux et le reste, on le donnait aux lapins. Les petites entreprises du quartier ont fermé petit à petit à partir des années 60 pour aller s'installer dans les zones industrielles. » **René L**

Les Etablissements J.J. Carnaud

« Ma grand-mère maternelle est venue de Quimper chercher du travail à Nantes. Elle habitait près de l'église Saint-Clair et elle a travaillé jusqu'à sa retraite comme soudeuse chez Carnaud, rue de la Marseillaise. Au mois de mai, quand c'était l'époque de la sardine, elle ramenait des boîtes vides pour faire ses conserves. Elle en rapportait aussi pour les voisines. Avec ma mère, elles achetaient plein de sardines pour les faire frire. Elles rajoutaient de l'huile dans les boîtes et ma grand-mère les ramenait chez Carnaud pour l'autoclavage. Dans le quartier, beaucoup de gens faisaient leurs conserves comme ça parce que les ouvrières de chez Carnaud avaient le droit d'autoclavage. Tout le quartier sentait la sardine au mois de mai parce que, tous les soirs, c'étaient sardines et pommes de terre au menu ! » **René L**

« Ma mère a travaillé une année chez Carnaud. Le plus dur, c'était de suivre le train. Le train, c'était la chaîne sur laquelle les boîtes défilaient. Alors quand les ouvrières voulaient aller aux toilettes, il fallait lever la main mais, des fois, personne ne venait et si vous vous leviez, toutes les boîtes de conserve vous sautaient à la figure parce qu'il fallait faire vite pour les enlever. C'était une cadence infernale. Les ajusteurs étaient toujours là, prêts à intervenir au moindre problème de la machine. » **Yvonne**

« J'ai travaillé chez Carnaud à la fin des années 50 où j'ai eu plusieurs fonctions. J'ai commencé dans l'usine de la rue de la Marseillaise où je distribuais la paye. Ensuite, j'ai fait la distribution du courrier dans tous les ateliers. Après, ils m'ont mis au contrôle des boîtes. On les mettait dans des bacs à eau et si on voyait des fuites, on faisait arrêter la ligne pour vérifier où était le défaut. Je suis ensuite allée dans l'usine de « La Vallée » dans le bas de Chantenay, au collage des cartons d'emballage. Les cartons tournaient sur

un tourniquet et il fallait les coller. Comme j'étais jeune, mon père m'emmenait en mobylette à quatre heures du matin parce que j'embauchais à cinq heures. On était bien payés mais j'étais un peu choquée par les histoires entre les hommes et les femmes. Et puis, le langage d'usine ne me plaisait pas beaucoup ! Il y en avait des noms d'oiseaux ! La mentalité ne me convenait pas et je n'avais pas envie de parler comme eux. Beaucoup de couples travaillaient là-bas et au moment de la pause casse-croûte, c'étaient des scènes pas possibles ! Ils voulaient me garder mais j'ai préféré partir. » **Alfreda**

« Ma mère a travaillé trente-quatre ans chez Carnaud, rue de la Marseillaise. Elle était cisailleuse. Elle trimbalait et cisaillait jusqu'à douze tonnes de ferraille dans sa journée. Elle allait chercher la ferraille sur le plateau et elle la déposait sur la table pour le cisaillage. C'était un boulot très physique. Auparavant, elle était serveuse dans un petit restaurant. C'est une camarade qui lui a dit de venir chez Carnaud car ils embauchaient pour la saison. Elle y est allée et pour elle, ça a été formidable parce que dans la restauration, il fallait faire des heures et cavaler comme un malade alors qu'à l'usine, elle avait des horaires réguliers.

C'est par l'intermédiaire de maman que je suis entré dans l'usine Carnaud de « La Vallée » en février 1971 où je suis resté jusqu'à ma retraite en mars 2006. Beaucoup de personnes travaillaient chez Carnaud parce qu'un de leurs parents y était déjà. Ça marchait comme ça. Je travaillais dans l'atelier de maintenance. C'était l'atelier d'entretien des machines-outils qui permettaient de fabriquer les pièces à remplacer. Mon travail consistait à entretenir ces machines. Nous étions ferblantiers mais sur nos bulletins de salaire, c'était inscrit : agent d'emballage, agent d'entretien…

L'usine Carnaud fabriquait la boîte de conserve vide. Les cadences de production étaient énormes. Pour certains modèles, cinq cents boîtes sortaient par minute. Les feuilles de fer avaient différentes épaisseurs. Actuellement, toutes les boîtes sont moulurées car la feuille de fer est tellement fine que le matériau est fragilisé. Le moulurage a pour but de rigidifier la boîte. C'est devenu tellement plus rentable qu'actuellement, on ne trouve plus de boîtes non moulurées.

La boîte était livrée au client avec le couvercle. Carnaud avait mis au point une machine pour sertir la boîte qui était vendue aux conserveurs puisque les sertisseuses fermaient les boîtes après leur remplissage. Une équipe de chez Carnaud intervenait chez les clients pour entretenir et réparer les sertisseuses brevetées Carnaud. Maintenant les conserveurs se débrouillent eux-mêmes et assurent leur maintenance.

À « La Vallée », il y avait huit ateliers différents. L'atelier d'emballage où l'on mettait les boîtes dans les cartons employait pas mal de monde dans les années 1970-1980. Ce travail était effectué manuellement par un agent d'emballage. Il ne fallait pas trembler parce qu'il fallait suivre le rythme de production. Ils ne mettaient pas les maladroits sur ces postes là !

Carnaud fournissait surtout en France. Il y avait beaucoup de concurrence mais on avait le privilège d'avoir une qualité de production. C'était notre point fort.

Maintenant, l'usine de Nantes est la centrale de fabrication des fonds de boîte à ouverture facile et s'occupe du cisaillage du fer blanc, du vernissage des boîtes et de la fabrication des boîtes de « corned beef ». » **Alain P**

« Je suis entré en 1969 chez Carnaud sur le site de Basse-Indre et j'ai intégré le site de « La Vallée » en janvier 1974 où je suis resté jusqu'à ma retraite en décembre 2007. Dans l'usine de Nantes, on cisaillait les feuilles d'acier, on fabriquait les boîtes de conserve et on les vernissait. Quand je suis arrivé sur ce site, j'ai commencé par la fabrication des boîtes de couscous. Il fallait emboîter deux compartiments que l'on appelait des coupelles. Maintenant, il y a une partie en carton et une autre en métal.

L'usine tournait en 2/8. Il y a eu une période où ça a tourné en 3/8 mais ce n'étaient que des volontaires. Dans les ateliers

L'usine Solac en 1991

L'usine Carnaud Metalbox en 1990

L'usine Saupiquet en 1991

3 et 4, on s'occupait des boîtes de sardines. Les personnes étaient là pour contrôler le bon fonctionnement des machines. Le bruit était infernal, c'étaient quatre-vingt-dix à cent décibels en permanence. Beaucoup d'ouvriers comme moi ont maintenant des soucis d'oreilles.

Pour le vernissage, on mettait du vernis à l'intérieur pour assurer une meilleure isolation des aliments contre la corrosion. Le vernis blanc était très demandé par la clientèle car ça faisait une boîte plus propre. C'était très strict sur la propreté et sur la qualité. Si quelques boîtes étaient défectueuses sur une palette, le camion était refusé et rapportait les boîtes. Les conserveurs imprimaient eux-mêmes leurs étiquettes car les boîtes pré-imprimées coûtaient plus cher.

En 1974, on était entre mille deux cents et mille trois cents salariés et saisonniers sur le seul site de « La Vallée ». Beaucoup de femmes étaient embauchées pour l'emballage et à l'atelier des fonds. Maintenant, ils sont entre trois cents et trois cent cinquante environ. En 1976, le personnel a été restructuré car tous les ateliers avaient été automatisés. Il fallait être à la hauteur de la concurrence de plus en plus forte. » **Claude**

« Tous les syndicats étaient représentés chez Carnaud. Il y avait la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC. Les deux mouvements les plus importants étaient la CGT et la CFDT. Ils étaient toujours en conflit ! Les grèves étaient courantes, ça faisait partie du système. On ne pouvait pas traverser l'année sans qu'il y en ait une. Il y a même eu des occupations d'usines. Les principales revendications portaient sur les salaires et les retraites. » **Alain P**

« Jusque dans les années 80, les employés pouvaient acheter des boîtes pas très chères et faire leurs conserves à l'usine. Les ouvrières mettaient leurs fruits ou leurs légumes en boîtes et elles les ramenaient à l'usine pour qu'elles soient serties et appertisées. Il y avait un local près de la maison du gardien avec une étuve. La sertisseuse était en-dessous du réfectoire. Tout se faisait là. » **Alain P**

L'entreprise Jost-David et « Les Entremets Plaisance », dernière industrie alimentaire du quartier

Une entreprise familiale

« L'entreprise Jost-David a démarré rue Mellier en 1913 dans le garage de mes grands-parents Jost. Mon grand-père l'a dénommée « Entremets Plaisance » car à ce moment-là, ils habitaient à proximité de la rue du même nom et mon grand-père aimait bien ce qu'évoquait cette dénomination. Il a donc décidé de la prendre comme marque de son entreprise et il l'a déposée au journal officiel du 2 octobre 1919. À l'origine, toute la famille Jost habitait rue Boileau à côté du magasin de la famille Lefèvre-Utile. Les deux familles ont donc noué des liens et mon grand-père a fait un passage chez LU. Cette expérience a été très marquante pour toute la famille car mon grand-père a appris la culture d'entreprise à ce moment. LU et « Les Entremets Plaisance » étaient dans la même logique de production alimentaire, tournée vers le port avec le cacao, la vanille, les épices, le sucre de canne.

La petite histoire dit que lorsque mon grand-père allait voir sa grand-mère au Croisic, elle l'envoyait ramasser un certain type d'algue pour faire un gâteau de goémon. Il a ensuite agrémenté cette recette de quelques gousses de vanille pour parfumer le gâteau. Et puis, lors d'un voyage en Écosse, il s'est rendu compte que ce gâteau de goémon avait été industrialisé. C'est comme ça que lui est venue l'idée de commercialiser la recette de sa grand-mère.

Eugène Jost, fondateur de l'entreprise

L'entreprise au 23, rue de la Ville-en-Bois dans les années 20

En 1919, mon grand-père a donc mis au point une recette d'entremets qui a été le produit de base de l'entreprise. Ce produit de base, c'est le petit sachet avec le gélifiant et l'arôme de vanille, de cacao ou de café… Le gélifiant était obtenu grâce à deux sortes d'algues : l'agar-agar et la carraghénane qui étaient utilisées dans l'industrie alimentaire pour leur propriété gélifiante. Mon grand-père importait ces algues sèches du Japon car les algues bretonnes n'ont pas de pouvoirs gélifiants suffisants pour être utilisées de façon industrielle.

Nos petits sachets d'entremets étaient vendus dans les épiceries. On les trouvait devant le tiroir-caisse et tout le monde pouvait en prendre. Le produit a rapidement rencontré un succès car il permettait de faire un dessert l'hiver quand on ne trouvait plus de fruits. C'était avant le développement des transports et de l'internationalisation du commerce qui ont permis d'avoir des fruits toute l'année. En créant sa recette, mon grand-père avait cette volonté de rendre service aux consommateurs. Les gens pouvaient faire un dessert facilement parce que tout le monde avait du lait et du sucre chez soi. Mais, il leur manquait le gélifiant et l'arôme. Ce succès a nécessité un déménagement de l'entreprise en 1918 au 23, rue de la Ville-en-Bois. Mes grands-parents ont acheté l'hôtel particulier de style Directoire qui appartenait à Firmin Colas.

Nous avons toujours eu le souci de la communication et pour assurer la publicité de nos produits, nous avons fait appel à des gens compétents. Notre logo date des années 20. Jorj Morin a beaucoup travaillé pour nous. Il a créé un certain nombre d'emballages et il a conçu la figurine, qui a été remaniée au cours des âges, mais on la retrouve encore aujourd'hui. Depuis, une vingtaine d'années, nous travaillons avec une agence de communication située rue Abbé-de-l'Épée.

L'entreprise a toujours compté entre dix et quinze ouvriers. Il y en avait plus quand les sachets étaient remplis à la petite cuillère. Des saisonnières étaient embauchées l'hiver pour répondre à la plus forte demande pendant cette saison. Des

ouvriers préparaient la poudre et d'autres la mettaient en sachet. Des préparateurs s'occupaient des mélanges fins dans un petit laboratoire. Ensuite, il y a eu une machine pour les mélanges et la mise en sachet. Cette mécanisation permettait d'assurer une bonne homogénéité entre les différentes poudres afin que chaque sachet ait la quantité nécessaire de gélifiants et d'arômes.

Le personnel était très stable et certains salariés faisaient partie de la famille. Ils nous ont vus naître, nous marier, avoir des enfants. Par exemple, on a eu une ouvrière, Justine Bretmann, qui a travaillé plus de cinquante ans chez nous. Elle est arrivée à l'âge de treize ans et elle est partie en retraite « anticipée » à soixante-trois ans parce qu'à l'époque, le départ à la retraite était à soixante-cinq ans.

Nous avons toujours travaillé en lien étroit avec des travailleurs handicapés et nous avons toujours eu un salarié handicapé dans l'entreprise. Pendant plusieurs décennies, les mises en sachet et en étui ont été faites par des ateliers protégés. Ensuite, on a pu accueillir une équipe de huit travailleurs dans un local que nous avions au MIN. Aujourd'hui, un atelier leur est réservé dans la nouvelle usine. Ils sont donc complètement intégrés.

Au lendemain de la guerre, nous avions la possibilité de jouer la carte du développement mais nous avons fait le choix de rester une petite structure afin de nous développer dans la durée. Mon père, qui était lié avec Patrick Léfèvre-Utile, avait un grand respect pour son entreprise mais il ne comprenait pas pourquoi la famille avait choisi de vendre la marque à des capitaux étrangers. Il n'avait qu'une crainte, c'était que je fasse la même chose. Sa crainte était d'autant plus grande que je sortais d'une école de commerce nantaise dont la formation était exclusivement axée sur le développement. Cette approche n'allait pas vraiment dans le sens des valeurs auxquelles mon père était attaché. La gestion de l'entreprise a donc toujours été assurée par la famille. Mon père avait quatre sœurs. Comme c'était le seul gars de la famille, il n'avait pas le choix, il a pris la suite de son père. Mais au quotidien, c'est ma grand-mère et ma tante Denise qui ont fait tourner l'entreprise parce que mon père s'est beaucoup investi dans l'association des Centres d'actions éducatives dont il était le président. Cette association embauchait une quinzaine d'éducateurs de rue qui s'occupaient des « blousons noirs » dans certains quartiers difficiles, notamment au Chêne-des-Anglais. Il avait plus de salariés et il passait plus de temps dans son association que dans l'entreprise ! Il pouvait le faire parce que sa sœur assurait la gestion au quotidien mais aussi, parce que le contexte économique de l'époque lui permettait d'être présent à mi-temps.

Ouvrières en 1932

Logo des « Entremets Plaisance » créé par Jorg Morin

Une nouvelle orientation à partir des années 70

Cette approche lui a donné l'ouverture d'esprit pour orienter l'entreprise vers la production biologique car il était suffisamment ouvert pour accueillir la démarche de gens qui, à partir des années 70, ont commencé à réagir contre l'utilisation outrancière de la chimie dans la culture. Cette période correspond au moment où je suis entré dans l'entreprise, ce qui lui a permis d'être encore plus disponible pour rencontrer des personnes de cette mouvance et acheminer l'idée qu'il fallait miser sur l'agriculture biologique pour l'avenir de l'entreprise. Mon père a donc initié ce mouvement et les choses se sont enchaînées jusqu'à aujourd'hui.

Cette orientation à partir de 1975 nous a permis de renouer avec cette notion de service aux consommateurs à laquelle mon grand-père était attaché. Cette évolution nous a conduits à créer, en 1980, l'entreprise « Nature et Aliments » qui est le fruit d'une fusion avec notre ancienne entreprise « Jost-David ». Nous avons déposé la marque « Nat-Ali » qui sont les premières lettres de « Nature et aliments ». Cette nouvelle entreprise avait pour vocation de concevoir et de commercialiser des produits répondant aux critères de l'agriculture biologique en utilisant les outils de production déjà existants dans la région. Nous étions pionniers à l'époque et peu de personnes croyaient que notre approche allait marcher. Les débuts ont été difficiles mais si l'entreprise existe encore aujourd'hui c'est parce que nous avons eu cette démarche il y a plus de trente ans.

La préparation pour dessert est restée la base de la gamme mais nous avons développé d'autres produits. Aujourd'hui, nous avons trois gammes : la préparation pour dessert, la préparation pour potage instantané et les aides culinaires comme le sucre vanillé, la poudre à lever ou le gélifiant à l'agar-agar. Nous avons toujours le souci de l'originalité et de la recherche. Par exemple pour les entremets, nous faisons vingt-cinq parfums différents.

Pendant une période, nous avons fait des pâtés végétaux. C'est une page qui est tournée aujourd'hui mais c'est ce qui a permis à la marque « Nat-Ali » de s'imposer. Mon père s'était inspiré de ce que les Allemands proposaient et sur la vieille gazinière, il a inventé une recette de pâté végétal. On a commencé à le faire vendre sur le marché de Talensac et rapidement, nous avons développé ce produit sous forme de petites terrines stérilisées. Ce nouveau produit a été à l'origine du dernier agrandissement que l'on a fait sur le site de la Ville-en-Bois.

En complément de la production, nous avons suivi et accompagné le développement de la distribution des produits biologiques. Au départ, celle-ci se faisait dans le circuit spécialisé qui était organisé par des groupements de consommateurs. Des gens se regroupaient pour acheter ensemble et la répartition se faisait dans le garage des uns ou des autres. Ensuite, ces groupements ont pris de l'importance et des boutiques avec un ou deux salariés ont été ouvertes. Tous les gens qui étaient dans cette démarche étaient motivés par une certaine éthique et nous avons beaucoup milité pour essayer de structurer la distribution.

Le déménagement de l'entreprise

Nous avons quitté nos locaux de la rue de la Ville-en-Bois en 2011 pour emménager dans une nouvelle usine à Rezé. La nouvelle rue qui dessert cette nouvelle zone industrielle a été dénommée Nicolas Appert. Ça ne nous quitte pas !

Quand s'est posée la question de la délocalisation, je ne la voyais pas en dehors de Nantes. Comme la plupart des salariés habitaient le sud de Nantes, nous avons regardé dans cette direction. Nous avons essayé de promouvoir un pôle bio où des entreprises, travaillant dans la même démarche, seraient rassemblées et pourraient développer des relations entre-elles. On souhaitait également que le travail des handicapés soit pris en compte, que ce soit un endroit où ils puissent accéder avec les transports en commun. Tous ces critères nous ont orientés sur Rezé. On a donc travaillé avec Nantes-Métropole et on a réussi à leur faire adopter l'idée de ce pôle bio.

Nous avons pu rester longtemps dans le quartier parce que l'entreprise a toujours travaillé sur des petits volumes. Notre production ne demande pas beaucoup de place. Et puis le voisinage n'a jamais protesté contre les odeurs de cacao ou de vanille qui embaumaient les rues avoisinantes ! Nous n'étions pas une entreprise polluante ! Maintenant, concernant l'avenir du site, la question est posée. Comme l'entreprise avait une bonne situation financière grâce au développement du bio ces dernières années, nous n'avons donc pas été obligés de vendre pour déménager. Nous avons donc décidé de garder ce lieu pour le centenaire en 2013. Actuellement, ce n'est pas tous les jours qu'une entreprise fête son centenaire ! En attendant, nous avons ouvert nos locaux à de jeunes artistes et à l'association « Manger bio 44 ». Le lieu va donc continuer à vivre et l'interrogation sur l'avenir reste entière. Je souhaite que quelque chose se fasse dans le prolongement de tout ce qui s'est passé dans ces murs. On a refusé de recevoir tous les promoteurs qui n'ont pas manqué de nous solliciter ! » **Bruno**

Le magasin « La Ville en Bio »

12 / Autour de la place du Petit-Bois

Retirée des grands axes de circulation et difficile d'accès, la place du Petit-Bois est située au cœur du quartier de la Musse, issu de l'ancienne seigneurie du Plessis de la Musse. Un quartier sillonné par un réseau de chemins comme le chemin Richeux, la rue Raspail et la rue Nicolas-Appert, qui serpente au bas de la colline de la Salle-Verte. Ancien village, puis banlieue campagnarde, le quartier de la Musse se caractérise encore aujourd'hui par son organisation autour d'un dédale de ruelles, d'impasses étroites, de jardins enclos de vieux murs et de constructions basses.

La place du Petit-Bois en 2013

Avec sa forme triangulaire caractéristique, la place du Petit-Bois est une respiration dans ce quartier à l'ambiance malgré tout assez minérale. Plantée en son centre de chênes chevelus, de sophoras et de catalpas aux troncs élancés (venus remplacer les gros acacias qui naguère bordaient la place), ombragée et dotée de bancs, elle est cernée d'anciennes maisons villageoises, pour la plupart. Il y avait là autrefois un étang où les blanchisseuses venaient laver leur linge et un bosquet, un « petit bois » ainsi dénommé en opposition au « grand » bois de la seigneurie de Launay situé plus au sud. L'étang fut comblé vers 1880. Lui succéda une place en terre battue. Une pompe fut installée en face du numéro 8, qui alimentait en eau tous les riverains. Un puits public, qui a été comblé, existait aussi passage Proutier. La pompe est demeurée jusqu'en 1965.

Avant-guerre, à la belle saison, des petits cirques ambulants y plantaient leurs tréteaux, attirant une foule avide de distractions. Des cinémas forains et des troupes de théâtre itinérantes y donnaient des séances en plein air.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, un abri fut creusé sous le terre-plein pour servir de refuge lors des bombardements. La place n'a jamais accueilli de marché, en revanche, commerces et ateliers y fleurissaient :

menuisier, serrurier, couvreur, plombier qui réparait aussi les casseroles et les seaux... Dans les années 30, sur un grand jardin, un entrepreneur grec implante une fabrique de maroquinerie, remplacée dans les années 50 par la trésorerie de Nantes Petit-Bois. Jusqu'alors pratiquement inconnue des Nantais, la petite place connaît une notoriété soudaine. Les voitures y affluent aux dates limites de remise des déclarations d'impôts... La perception ferme ses portes le 1er janvier 2008. Ses bureaux sont transférés sur le site du centre administratif Cambronne.

Dans la douceur d'une longue soirée de l'été 1989, un groupe de riverains auparavant mobilisés face aux nuisances d'un projet immobilier, lancent l'idée d'une soirée musicale en plein air, à laquelle ils inviteraient tous les habitants du quartier. L'idée se concrétise à la Saint-Jean 1990, sur une place du Petit-Bois transformée en théâtre de verdure. L'association des « Amis de la place du Petit Bois » naît officiellement au mois d'octobre suivant. Les Amis se donnent un triple objectif : préserver le caractère de la place et son environnement ; rechercher l'histoire du quartier et de son développement ; établir et maintenir la convivialité.

En 1997, lorsque des travaux trop hâtifs destinés à aménager de nouvelles places de parking sont lancés, la détermination souriante des « Amis de la place du Petit-Bois » réussit à faire reculer les bulldozers et à sauver plusieurs arbres de la destruction. *« Nous avons su nous battre pour conserver le cachet de notre petite place »*, déclare Annick Heaulme, qui préside alors l'association. *« Nous aimerions aussi nous battre pour l'améliorer, pacifiquement bien sûr ! »*. La concertation s'engage sous l'égide de l'adjointe spéciale de Chantenay, Claude Seyse. Le 26 mai 2002, la place du Petit-Bois rénovée est inaugurée.

La rue Raspail

Dans sa séance du 5 mai 1901, le conseil municipal de Chantenay décide d'attribuer au *« chemin vicinal n°18, connu sous le nom de Petite-Musse, entre la rue Appert et la petite place de la Petite-Musse, le nom de Raspail »*. Le maire Paul Griveaud rend ainsi hommage à François-Vincent Raspail (1794-1878), *« chimiste fécond, portant surtout ses études sur les parasites de l'homme, (...) précurseur de l'antisepsie. En 1848, ce fut lui qui proclama la République, mais il refusa toute fonction »*.

Depuis la fin du 19e siècle, la rue Raspail est le centre commercial du quartier, un pôle très lié aux activités industrielles qui se sont développées à proximité, rue de la Ville-en-Bois et rue Nicolas-Appert. Vers 1930, la rue compte plus de vingt petits commerces, dont de nombreux cafés (avec billard ou jeu de boules) et épiceries, ainsi que deux cordonneries et l'ébénisterie Hilligot.

En 1983, selon une étude du CETE Ouest (Centre d'études techniques de l'Équipement) consacrée à la banlieue ouest de Nantes, on y dénombre toujours un total de dix-huit commerces : cinq cafés, huit commerces alimentaires ou liés aux besoins quotidiens, deux petits commerces d'équipement et trois de services. *« Ce petit centre est surtout tourné vers le commerce quotidien. Mais, il subit actuellement une crise. Il y a quatre commerces fermés et un certain nombre de boutiques ont été transformées en dépôts de plomberie-zinguerie »*. Les premiers signes d'un déclin qui s'accentue dans les décennies suivantes.

Les commerces de la rue Raspail

« Je suis née en 1925 au 48, rue Raspail où j'ai vécu jusqu'en 1931 dans une petite maison basse. Grâce à la loi Loucheur, mes parents ont ensuite fait construire une maison sur un terrain de la rue Renan. J'ai grandi dans cette maison et je l'ai quittée en 1993 car elle était trop grande pour moi.

Cette rue Raspail ! Je la connais par cœur ! Des années 30 jusqu'à la guerre, c'était une rue très commerçante. Tous les commerces se touchaient. Au début de la rue, monsieur et madame Hérel avaient un très grand jardin, genre tenue maraîchère, à côté de la pharmacie Dano. Un peu plus loin, le numéro 48 est devenu l'impasse Richard parce que tout au fond de cette impasse vivaient monsieur et

madame Richard. Une fabrique de meubles appartenant à monsieur et madame Hilligot se situait également dans cette impasse. Leur magasin était sur la place Zola et rue Raspail, ils avaient un genre de petit local où leurs meubles étaient exposés. Ils travaillaient très bien. En face du 48, il y avait une borne fontaine. J'ai toujours connu le service de l'eau dans le coin mais cette borne est restée et de temps en temps, on allait y chercher de l'eau. Du côté impair, il y avait déjà le bureau de tabac actuel et plusieurs cafés. À suivre, on trouvait le cordonnier Chartier et le petit magasin-vitrine de monsieur Hilligot. Il avait juste à traverser la rue pour amener ses affaires.

À l'angle de l'avenue Richard et de la rue Raspail, madame Chevalier tenait une épicerie. Elle vendait les légumes, la crémerie et même le charbon. Un peu plus loin, l'épicerie Cau faisait aussi café. Il y avait beaucoup de cafés dans la rue. Au niveau de la rue Renan, on trouvait deux autres épiceries et un peu plus loin, il y avait un « Dock de l'Ouest », assez important. Après, le cordonnier Meunier, on arrivait sur une boucherie et une boulangerie.

Le passage Proutier était déjà percé. Je ne dirais pas que ça faisait taudis mais c'était insalubre. Les maisons ont été retapées depuis. De l'autre côté de ce petit passage, il y avait une charcuterie et la poissonnerie de madame Gérardière que l'on a regrettée dans le quartier. Plus loin, à l'angle de la rue Appert, il y avait une autre boucherie qui s'appelait « La Rouelle de Veau ». Tous ces commerces ont disparu et ont été transformés en maisons d'habitation.

Tous les étés, il y avait la « Sablaise » qui venait vendre des sardines fraîches. Je la revois avec sa petite coiffe, sa petite jupe plissée et ses petits sabots. À la belle saison, on l'entendait crier : « À la fraîche, à la sardine fraîche ! ».

Rue Renan, il n'y avait aucun commerce, seulement le garage Touzé. Le père réparait les motos et quand son fils lui a succédé, il s'est occupé des voitures. Il y avait aussi la menuiserie Voirin au coin du chemin des Propriétaires. » **Jeanne**

« J'habite le chemin Biret, près de la rue Raspail, depuis 1944. À ce moment-là, c'était un chemin de terre entretenu par les habitants. Ensuite, il y a eu le tout-à-l'égout et le ramassage des ordures. Pendant longtemps, la rue Raspail a été très commerçante. Les commerces étaient souvent tenus par des femmes dont les maris partaient travailler en usine… Aujourd'hui, il reste cinq commerces. Je me souviens de l'entreprise de meuble Hilligot qui avait un grand magasin place Zola, à l'emplacement de la Banque Populaire actuelle. Ils étaient trois frères et c'étaient des meubles fabriqués sur mesure. Leur atelier était dans la ruelle Richard. J'allais chercher de l'eau dans leur puits. » **Louisette**

« La rue la plus commerçante du quartier, c'était la rue Raspail. On y trouvait tous les corps de métier mais la majorité des commerces était des bistrots. C'est simple, on en trouvait un entre chaque magasin. Un caviste, installé dans cette rue, livrait le vin à domicile. On donnait les bouteilles vides, il les remplissait à la barrique et il les livrait le samedi soir. Il était dans un état à la fin de sa tournée ! Il devait boire tout ce qui débordait ! Tous ces petits commerces de proximité ont commencé à disparaître à partir des années 60 avec l'arrivée des premières grandes surfaces. Mais la plus grosse vague s'est produite entre les années 70 et 90 qui ont tout balayé. C'est aussi une question de génération. Les personnes âgées qui fréquentaient ces petits commerces ont disparu et les enfants avaient déjà d'autres habitudes. » **Jean-Michel**

La cordonnerie Meunier

« J'ai repris en 1961 une cordonnerie dans la rue Raspail. J'ai appris le métier de cordonnier un peu par hasard. Je suis originaire de Vendée et après le certificat d'études, mon père m'a placé en apprentissage chez un patron pendant trois ans. À l'époque, c'était courant. Le plus dur était de rester assis dix heures par jour. Je suis venu m'installer à mon compte à Nantes car mes deux frères y habitaient. Le quartier me plaisait, il était vivant et j'aimais mon métier. Je suis le seul cordonnier du coin. À part la vitrine qui était autrefois en bois, le magasin est le même depuis mon arrivée.

Dans les années 60, on comptait une quarantaine de commerces dans le quartier, surtout dans la rue Raspail qui était très animée. C'étaient essentiellement des épiceries mais beaucoup végétaient. Après la guerre, les ouvriers se retrouvaient dans les nombreux cafés du quartier pour discuter. Les gens se rencontraient à la salle de sports et dans les bistrots où il y avait un billard ou un jeu de boules comme « Le Lorrain » de la rue Appert, sans oublier les parties de cartes… Le café de la Musse a été le premier à avoir la télévision dans le quartier.

À part les commerces qui ont fermé, le quartier n'a pas beaucoup changé. Il y a encore beaucoup de petites maisons, des petits chemins… » **Olivier**

« Entre la rue Raspail et la place Zola, il y a une série de petites rues tout à fait étonnantes. J'allais y faire du vélo quand j'étais gamin. Place du Petit-Bois et rue Raspail, c'était un village dans la ville. L'habitat dans cette partie du quartier était modeste parce que les maisons étaient construites sur des terrains un peu en retrait, ce qui leur donnait une moindre valeur. Les belles maisons donnaient sur la rue. Aujourd'hui, ce sont des secteurs recherchés mais la grosse contrainte, c'est la circulation et le stationnement. Les voitures sont plus larges aujourd'hui et les rues sont restées les mêmes. » **Jean-Michel**

La place du Petit-Bois et la rue Clémence-Royer

« Je suis née rue Clémence-Royer où j'ai vécu jusqu'à mon mariage en 1948. Mes grands-parents maternels étaient originaires des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine. Mon grand-père est venu à Nantes pour travailler dans le bas de la rue de la Motte-Piquet où il était employé dans un commerce de machines agricoles. Il était déjà représentant dans ce secteur en Bretagne comme son père qui avait exercé ce métier au 19e siècle au début de la mécanisation dans les campagnes.

Mon père est né près de Dinan et quand ses parents sont arrivés à Nantes, ils se sont installés rue Appert. Il a été parmi les premiers élèves de l'école de la Fraternité. Après leur mariage, mes parents ont emménagé rue Clémence-Royer. Nous habitions dans une toute petite maison, ce qui était le cas pour la plupart des gens après la Première Guerre.

Mon père était comptable aux Chantiers de la Loire. Il était syndicaliste mais comme il était responsable d'un service de comptabilité, il pouvait difficilement faire grève. Par contre, il incitait les personnes sous sa responsabilité à la faire. Ma mère ne travaillait pas mais elle était toujours très occupée. Elle rendait beaucoup de services dans le quartier. Elle avait même une certaine influence politique !

Mes tantes habitaient rue Clémence-Royer aussi et c'était souvent comme ça pour beaucoup de Bretons : dès qu'un membre de la famille s'installait à Nantes, ceux qui

La rue Clémence-Royer dans les années 50

Odette Rabu et son père dans leur cour, rue Clémence-Royer, en 1926

arrivaient après, venaient vivre à proximité du premier arrivé. Il y avait un regroupement des familles. » **Odette**

« *J'habite place du Petit-Bois depuis 1966. À ce moment-là, ce n'était pas un quartier très prisé. Il n'y avait pas le tout-à-l'égout, ni le gaz. C'était un peu insalubre. On voyait les eaux usées dans les caniveaux. J'ai en mémoire une petite dame qui habitait sur la place et qui, le matin, venait vider son seau. Nous avons ensuite construit notre maison sur le potager situé à l'arrière de la maison de ma belle-mère, rue Clémence-Royer. La maison contigüe, c'était un simple pavillon où nous avions emménagé en 1966.*

Dans les années 60, c'était un quartier assez populaire, il y avait beaucoup d'ouvriers. Le tissu social était tout à fait différent. C'était un quartier qui n'avait pas très bonne réputation avec la rue de Ville-en-Bois et ses nombreux cafés. Un jour, une de mes tantes qui avait quitté Nantes dans les années 20 était venue chez moi et elle m'avait demandé quand est-ce que j'allais quitter ce quartier mal famé !

Depuis que je suis arrivée, il n'y a pas eu beaucoup de constructions nouvelles. Ce sont plutôt des maisons anciennes que les gens rénovent. J'ai des amis sur la place qui ont réuni deux maisons. C'est très drôle parce que l'une des maisons était une ancienne maison de passe. Alors, au début ils ont eu quelques inconvénients… Des gens venaient frapper à leur porte.

La place représente un lieu de rencontre essentiel dans le quartier. L'été, des gens viennent déjeuner. On a aussi des joueurs de boules. On a une ambiance de petit village dans la ville. Quand je sors de chez moi, je suis sûre de rencontrer au moins une ou deux personnes de connaissance. C'est ça qui procède aussi à l'ambiance de village, tout comme le fait d'avoir la boulangerie rue Raspail où l'on peut se rencontrer et discuter.

La place a été transformée suite à un problème avec un habitant du passage Proutier qui voulait en supprimer un tiers pour pouvoir sortir sa voiture ! Avant, c'était de la terre battue et c'était assez sale. Il y a eu une levée de boucliers pour faire stopper les travaux. La place a été remise en état et une concertation entre les habitants et les services municipaux a été lancée pour la rénover. Ce problème a vraiment fédéré les habitants, ça a été très marquant pour le quartier.

Ce qui est caractéristique dans le quartier, ce sont les petites impasses, les chemins tortueux et la présence de l'eau. De nombreuses maisons ont un puits dans leur jardin.

Comme tous les quartiers, l'évolution la plus notable est la disparition progressive des commerces et la transformation sociale. Beaucoup de petites maisons très simples, habitées par des personnes âgées, ont été récupérées par des gens plus aisés qui les rénovent. » **Élisabeth**

« Les Amis du Petit Bois »

« L'association a été créée en 1990 et compte cent quatre-vingt-dix adhérents. Nos buts sont de veiller à l'aménagement du quartier, à son évolution et de l'animer. Pour l'animation, nous avons deux temps forts qui se déroulent sur la place : une soirée musicale en juin et le vide-grenier le premier dimanche d'octobre. Depuis 1994, on publie un journal : « Le petit bois… je lis », qui sort quatre fois par an. Sinon, on essaie de faire des choses ponctuelles comme des sorties ou des rallyes.

La soirée musicale, c'est une animation pour que les gens du quartier se rencontrent. C'est très festif et beaucoup de personnes de tous âges y participent. Ça marche bien mais c'est de plus en plus difficile à organiser. Au départ, nous avions des musiciens amateurs et maintenant, il faut les rémunérer. En fait, notre équilibre se fait de la façon suivante : le vide-grenier permet d'organiser la soirée musicale.

Parmi les adhérents, il y a une mixité sociale mais ce que l'on n'a pas, ce sont les jeunes. On a des personnes très âgées, des retraités et des personnes en activité. On essaie de faire des choses pour les enfants. Pendant longtemps, on a organisé un carnaval. En 2006, on a fait un rallye familial jusqu'à la Fournillière pour essayer de mobiliser les plus jeunes. Ça a très bien marché et souvent quand on fait des choses qui marchent bien, on a de nouveaux adhérents. »
Élisabeth

Vide-grenier sur la place du Petit-Bois

Soirée dansante en juin 1993

L'ASPTT

En 1993, à l'occasion du cinquantenaire de la création de l'ASPTT, Constant Pasquier, son fondateur, en retrace l'origine : *« En 1941, l'État Français décréta l'éducation physique obligatoire pour tous les jeunes agents des PTT de moins de 21 ans. Le 2 février 1942, monsieur Mordelle, chef du personnel à la direction départementale des PTT, me fit appeler et me demanda si je voulais bien assurer les cours d'éducation physique en tant que moniteur.*

Le gymnase Georges Ovinet, rue Nicolas-Appert, en 2013

J'acceptais cette fonction. L'administration des PTT avait loué une salle de gymnastique située au 44, rue de la Bastille à Nantes. Les séances avaient lieu chaque jour de la semaine, le matin de 7 h 30 à 8 h 30 et les mardis et vendredis de 19 h à 20 h. (…) Au cours du dernier trimestre de l'année 1942, plusieurs agents manifestèrent le désir de constituer des équipes sportives : basket-ball, volley-Ball, football. Des matchs amicaux furent organisés contre des équipes locales. L'esprit sportif se développait et les sportifs et sportives désiraient que fût fondée une société leur permettant de participer à des rencontres officielles ». En mai 1943, afin de satisfaire cette demande, monsieur Pasquier propose au directeur départemental des PTT, monsieur Tabary, de créer une Association sportive des postes, télégraphes, téléphones. Cette dernière est officiellement constituée le mois suivant. Basket-ball, football, volley-ball, natation et ping-pong sont les premières sections formées. Les entraînements se déroulent dans divers lieux nantais utilisés par d'autres clubs sportifs.

À partir des années 50, l'ASPTT développe ses propres installations. Un terrain de basket est tracé sur le terrain de la rue Nicolas-Appert que la direction régionale des PTT utilise comme garage et entrepôt depuis 1944 après avoir racheté les locaux de la tréfilerie « La Clé nantaise » édifiée en 1920 tandis qu'un stade est aménagé à Saint-Herblain sur le terrain de l'Orvasserie acquis en 1959. L'association installe son siège rue Nicolas-Appert et en 1967, le terrain de basket est couvert.

En 1972, Constant Pasquier, secrétaire général de l'ASPTT depuis 1955, prend sa retraite. Son successeur, Christian Fournier s'attache alors à développer les équipements sportifs pour répondre à la demande des adhérents de plus en plus nombreux. Vingt ans plus tard, la salle omnisport de Lonchamp, la base nautique de Sucé-sur-Erdre, le complexe sportif de la Bergerie à Saint-Herblain, le stade de l'Orvasserie et le terrain de basket sont les différents lieux parmi lesquels l'ASPTT peut déployer ses activités. Ces installations sont complétées par la salle polyvalente inaugurée le 5 juin 1993 sur le site de la rue Nicolas-Appert.

Équipe de basket dans la cour du garage des PTT au milieu des années 50

En 2003, l'ASPTT, forte de cinq mille trois cents adhérents, compte vingt-sept sections sportives ce qui en fait le plus grand club omnisports de l'Ouest et la troisième ASPTT derrière Paris et Lyon.

En 2006, les anciens garages des PTT sont vendus et un ensemble immobilier sort de terre quatre ans plus tard. Les installations sportives sont conservées. La Ville de Nantes, qui les utilise pour les écoles du quartier, en devient propriétaire en 2011.

« J'ai joué au basket à l'ASPTT pendant plus de trente ans avec une interruption quand j'ai été muté à Tours pour mon travail. C'est par hasard que j'ai commencé ce sport. Un jour, avec mon frère Jacques, nous passions par la rue Appert où il y avait un terrain de basket en plein air. Et à ce moment-là, Christian Ménard, le fils du pâtissier, nous dit : « Oh les gars ! Vous ne voulez pas jouer au basket ? Il y a un ballon là-bas ! ». Et puis, il nous a demandé si nous n'avions pas des copains que ça intéresserait car il n'y avait qu'une équipe de seniors. On était contents car on n'avait pas souvent la possibilité de jouer au ballon. On a ramené les deux frères Mallard et c'est comme ça que la première équipe de jeunes a été créée. Comme mon père aimait bien le sport, il est devenu notre manager. Il avait fait du foot à la Mellinet et il connaissait un peu le basket parce que son frère en faisait à la Saint-Christophe, du côté de Saint-Clément. C'est comme ça que le « basket jeunes » a commencé à l'ASPTT. On a fait notre premier match à La Marne en 1950 ou 1951 et on a perdu 71 à 2 ! C'est même moi qui avais marqué le seul panier !

Le club de basket s'est développé au cours des années 50. J'avais deux ans de différence avec mon frère, on était donc dans deux sections différentes. Et cela a fait boule de neige, d'autres jeunes sont venus. Les différentes sections ont été montées comme ça. C'étaient des jeunes d'un peu partout qui étaient dans les équipes, il n'y avait pas que des postiers. En équipe première 1, il y avait P'tit Louis, Youenn et Macé qui travaillaient à la Poste, un préparateur en pharmacie et mon beau-frère. Nous, nous étions l'équipe derrière, plus jeune. C'était un petit club qui a pris de plus en plus d'importance. Une section féminine a été créée. Les filles ont joué en Nationale 3 et les gars sont allés jusqu'en Nationale 2 mais c'était bien après moi.

Au début, on jouait sur un terrain découvert. Quand il pleuvait, on arrêtait et quand il neigeait, on balayait pour enlever la neige. Le terrain était à côté du garage des PTT. Les remorques avec tout le matériel pour entretenir les lignes téléphoniques, étaient garées sous le préau. On a commencé à faire du basket parce qu'il y avait un terrain et puis après, c'était aussi parce qu'il y avait des douches car on n'en avait pas chez nous.

Les entraînements avaient lieu le jeudi parce que c'était le jour sans école et les matchs se déroulaient le dimanche. Les jeunes jouaient le matin et les seniors, l'après-midi à quinze heures. Après les matchs, il y avait des fêtes. Soit on allait au café de madame Cadiou dans la rue Appert, soit on allait chez mon copain le boucher qui nous faisait des buffets campagnards pour n'importe quelle circonstance. On avait aussi un foyer à côté de la salle où l'on organisait des soirées ou des concours de belote.

La salle de la rue Appert a été construite en 1967 et on lui a donné le nom de Georges Ovinet. Monsieur et madame Ovinet habitaient rue de la Montagne au deuxième étage au-dessus du magasin de mon père. Leur fils Georges dit « Jojo » était mon grand copain. Il est entré à la Poste et il a fait du basket à l'ASPTT. Après un passage à Paris pour le travail, il est revenu sur Nantes et il a repris le basket. Malheureusement, il a eu un cancer des os et il est décédé à l'âge de trente-six ans. C'était un type extraordinaire que tout le monde adorait. Son nom a été donné à la salle de basket pour lui rendre hommage.

À ce moment, le président était monsieur Pasquier. Il avait une forte personnalité et il était fort connu dans le monde du sport. Il travaillait aux PTT mais le personnel de la Poste pouvait être détaché pour le sport. Le bureau de l'association était près des garages, à côté de la salle de basket. Moi, j'ai été vice-président et trésorier de la section basket. J'étais manager aussi c'est-à-dire que j'accompagnais les basketteurs. Je faisais le transport, le changement d'untel, les temps morts. Maintenant, on appelle ça un coach. Après, j'ai été dirigeant-trésorier de la section football car mes fils ont fait du foot à l'ASPTT. Il y avait le stade de l'Orvasserie à Saint-Herblain, près de la salle de la Carrière. Ensuite, la Poste a acheté un terrain à la Bergerie en 1986 au moment où le secrétaire général était Christian Fournier. On a débroussaillé le terrain avec nos tronçonneuses et un nouveau stade a été fait. Deux salles de tennis ont été ouvertes également.

L'ASPTT a été un des plus grands clubs omnisports de la région. Le football a joué en division 4 ce qui correspond à la CFA 2. C'était une grande famille à l'époque. » **Jean**

Équipe de basket dans le terrain couvert de la rue Nicolas-Appert vers 1968

« J'ai commencé à faire du basket à l'ASPTT à douze ans, en 1954, dans la salle de la rue Appert qui existe encore. Le premier terrain de basket a été installé à côté des garages où les PTT mettaient leurs remorques. Après, monsieur Pasquier, le président, a fait construire une salle. À l'époque, on pouvait prendre une douche aux garages des PTT quand c'était libre le soir. C'était le luxe parce que sinon, il fallait aller aux bains-douches de Prinquiau. Les autres clubs n'avaient pas cette chance. Sur certains terrains, on se lavait dans des baquets après les matchs.

Quand j'ai commencé, on n'était pas beaucoup de jeunes parce qu'au départ, le club était pour les gens des PTT. Ensuite, il a été ouvert à tout le monde et c'est à partir de là que la section basket a très bien marché. J'ai joué jusqu'à l'âge de dix-huit ans à l'ASPTT. Ensuite, je suis allé à l'ABC qui était une équipe nationale. À mon retour de l'armée, j'ai fait deux saisons à l'ABC puis je suis revenu à l'ASPTT. On a bien gazé à ce moment-là puisqu'on a été champions de France en Fédérale 2. C'étaient deux divisions en-dessous de la Nationale.

Dans les années 60, le basket attirait pas mal de monde. Les gens allaient au match de foot au stade Marcel-Saupin puis ils s'empressaient de passer la petite passerelle entre Saupin et le Champ-de-Mars pour venir voir le match de basket. La passerelle devait être solide !

J'ai connu ma femme grâce au basket car elle en faisait aussi. Les mariages entre basketteurs n'étaient pas rares ! On se retrouvait nombreux au Champ-de-Mars entre gars et filles au moment des matchs alors ça créait des liens ! »
René L

13 / Grillaud

Grillaud n'était pas une seigneurie avec droit de justice mais simplement un « lieu noble » et l'on parlait des « sieurs » – et non des seigneurs – de Grillaud. Cette terre noble d'une étendue de trente-six hectares, était limitée au sud par les bois et le rocher de Grillaud ; à l'est par un étang recevant les eaux du rû des Renardières, qui marque la frontière avec le domaine voisin de la Musse ; au nord par une métairie et une grande allée descendant à la Chézine ; et à l'ouest par la Marzelle de Grillaud.

La place de Grillaud vers la rue Littré en 2013

Le premier sieur de Grillaud connu est Jean Le Boursier, cité en 1428. À la fin du 15e siècle, le domaine passe dans l'orbite des Sesmaisons, seigneurs de la Saulzinière, qui le revendent un siècle plus tard à un garde des monnaies et capitaine de la milice bourgeoise de Nantes. Au 17e siècle, Perrine du Molay en est la propriétaire pendant une cinquantaine d'années au cours desquelles le manoir est reconstruit et ses abords aménagés.

En 1680, la terre est acquise par un banquier, Gabriel Michel. Fils d'un marchand drapier, ce dernier a intégré le milieu des négociants en épousant Françoise d'Espinoze, issue d'une célèbre famille de marchands espagnols implantés à Nantes depuis la fin du 15e siècle. Des quatorze enfants de cette union vont se détacher deux branches : les Michel de Tharon, dont Gabriel II, directeur de la Compagnie des Indes et constructeur du Grand-Blottereau, et les Michel de Grillaud. Ces derniers exercent le commerce à Nantes et à Bilbao. De cette lignée, François Michel, prieur de Grillaud, est le seul à habiter le manoir, jusqu'à son décès en 1750.

À cette époque, la « maison noble » de Grillaud comprend maison principale, boulangerie, pressoir, cellier, écurie, colombier et refuge à pigeons, cour et jardins. Le logis occupe la partie orientale d'un ensemble de bâtiments en U.

En 1780, la propriété de Grillaud est vendu à un riche négociant nantais, Jean-Charles Leroux des Ridellières qui le conserve jusqu'à son décès en 1792. Son petit-fils, Charles Leroux de Commequiers, armateur et propriétaire d'une plantation à Saint-Domingue, est maire de Chantenay dans les années 1820. Mort sans enfant en 1861, il lègue ses biens à ses deux nièces Euphrasie et Marie-Olympe de Monti.

Le temps des lotissements

Dans la deuxième moitié du 19e siècle, le vaste domaine de Grillaud est morcelé, donnant naissance au quartier résidentiel d'aujourd'hui. Les deux héritières, Euphrasie et Marie-Olympe de Monti, se dessaisissent de grandes parcelles que des investisseurs – Alaberte, Rabu, Poulain et Bonnefoy – revendent par lots.

L'avenue du Parc-de-Procé au début des années 60

Les basses tenues de Grillaud

Fin 1879, Pierre Rabu, à qui les du Mesnildot (nom d'épouse de Marie-Olympe de Monti) ont vendu dix ans plus tôt les « basses terres » ou « basses tenues » de Grillaud, y lance un lotissement.

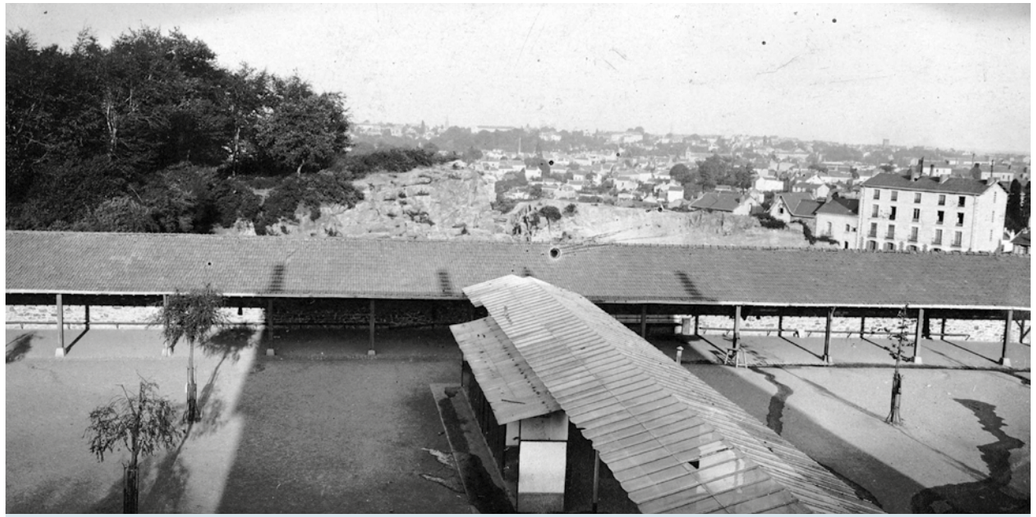
Celui-ci s'étend sur plus de cent cinq mille mètres carrés et cinq avenues le parcourent : la grande avenue de Grillaud (actuelle avenue du Parc-de-Procé), la petite avenue de Grillaud (actuelle rue de Grillaud), l'avenue de l'Est (devenue avenue du Calvaire en raison de la grande croix de bois ornée d'un crucifix érigée en 1892 par l'abbé Patron dans un champ dépendant de sa propriété, puis, après l'annexion de Chantenay, rue du Calvaire-de-Grillaud), l'avenue des Bosquets et l'avenue de l'Ouest. L'avenue principale est fermée aux deux extrémités par des portails, et des concierges sont commis à la garde des grilles. Dans les années 1950, ce gros lotissement compte cent cinquante-six lots presque tous bâtis, appartenant à des propriétaires peu fortunés pour la plupart, et il englobe une population de huit cent quarante habitants. On y dénombre aussi plusieurs œuvres et institutions d'obédience catholique : le patronage Saint-Louis du chanoine Lebrun, curé à Notre-Dame-de-Bon-Port, le Centre de préparation au travail dirigé par l'abbé Tinier et le centre d'accueil du Prado, centre de redressement de la jeunesse délinquante, qui cesse son activité en 1958.

Parmi les belles demeures construites à Grillaud, il faut citer la « Villa Julienne », également dénommée de façon très british « Chezine Towers », située à l'angle des actuelles avenues du Parc-de-Procé et de Grillaud. Construite en 1870, son propriétaire François Labruère la fit agrandir cinq ans plus tard. Autre demeure remarquable, le « Châtelet », édifié en 1867 par Pierre Rabu dans la partie est du lotissement, le long du ruisseau des Renardières, sur un terrain boisé de plus de douze mille mètres carrés. Propriété de la famille De la Bassetière à partir de 1871, le domaine est racheté en 1881 par les Brebendec de Châteaubriant. L'écrivain Alphonse de Châteaubriant[3] y habite dans les années 1900. La sœur de l'écrivain, madame Boutillier de Saint-André en devient ensuite propriétaire. Le dernier occupant du Châtelet, le docteur Aubin, gendre de monsieur Boutillier de Saint-André, cède la propriété en 1957 à un promoteur immobilier qui érige trois grandes tours au nom quelque peu prétentieux, le Sévigné, le Récamier et le Pompadour, dans le grand parc aux arbres magnifiques.

La butte se lotit

Dans les années 1920, une nouvelle vague de lotissements poursuit l'urbanisation des anciennes terres nobles sur les pentes de la butte de Grillaud.

En 1894, Pierre Maisdon et Auguste Bague, propriétaires indivis du lieu-dit « Le Parc de Grillaud » qu'entaille une carrière, décident de faire cesser leur indivision. La propriété est divisée en deux lots, séparés par une avenue à percer. En 1901, Pierre Maisdon et Léopold Pajot, successeur d'Auguste Bague, se mettent d'accord sur la pente à donner à cette avenue de dix mètres de largeur qui part de la place de la Chênaie pour atteindre le bâtiment de l'ancien manoir de Grillaud. L'avenue est d'abord baptisée avenue Maisdon puis prend le nom de ses deux concepteurs, devenant la rue Maisdon-Pajot.



Le parc et de la carrière de Grillaud depuis l'école de la Fraternité en 1919

Le Parc de Grillaud

En 1924, le docteur Morault, médecin des chemins de fer, présente le projet de lotissement d'un terrain nommé « Parc de Grillaud » situé dans la partie comprise entre le boulevard de la Fraternité, l'avenue Maisdon-Pajot et la rue Monte-au-Ciel. Il choisit les noms des futures avenues qui viendront l'irriguer : avenue Yves-Marie, prénom de son fils aîné mort en avril 1916 lors de la bataille de Verdun, avenue de la Caillette, le nom du bois de Douaumont où ce fils est tombé, et avenue du Maréchal-Pétain, *« après avoir demandé et obtenu l'adhésion de l'illustre maréchal »*. Cette dernière est débaptisée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, prend un temps le nom de rue du Général-de-Gaulle, mais, *« trop petite pour un si grand général »*, elle est finalement renommée rue Patria. Le terrain, d'une superficie de dix-huit mille mètres carrés environ, est divisé en quarante-trois lots, englobant une population de cinquante-et-un habitants au milieu des années cinquante. En 1926, le docteur Morault avait fait édifier son hôtel particulier sur le terrain qu'il s'était réservé au sommet de la falaise.

La Chocolaterie de Bretagne

À proximité, au numéro 31 (aujourd'hui numéro 41) de la rue Littré, dans ce qui était le jardin de la propriété de Grillaud, s'implante à la fin du 19e siècle une chocolaterie, fondée par la famille Viot, une lignée d'armateurs et de planteurs. Le père, Alexandre Viot, arrive à Nantes en 1823, fait ses premières armes dans la maison d'armement Bonamy, puis, après quatre années d'apprentissage, crée sa propre affaire. Il réside dans son hôtel du boulevard Delorme ou au château du Grand-Carcouët. Il est gérant de la Compagnie des Comores et exploite

des plantations de cacao, de vanille, de canne à sucre... Ses deux fils Alexandre et Albert fondent en 1896 dans le jardin de Grillaud la Chocolaterie de Bretagne, qui produit de quatre cents à cinq cents tonnes de chocolat par an jusqu'à sa fermeture le 1er janvier 1921... L'année même où la Chocolaterie Amieux ouvre rue Paul-Bert. Un laboratoire pharmaceutique, le laboratoire Grosseron – une maison née en 1893 rue des Récollets sur l'île de Nantes – prend la place de la chocolaterie. Aujourd'hui l'entreprise a migré à Saint-Herblain et un immeuble d'habitation a remplacé le site industriel de la rue Littré.

La rue Littré

« Nous habitons dans la rue Littré depuis 1965. Auparavant, nous étions dans l'avenue de la Duchesse. Nous avons déménager et nous avons choisi ce quartier en raison de la proximité des écoles car nous avions cinq enfants qui fréquentaient trois établissements différents. L'Externat des Enfants Nantais et Saint-Clair étaient assez proches ce qui permettait à mes enfants d'y aller seuls car je devais accompagner un autre de mes enfants dans un établissement spécialisé route de Paris.

Notre maison a été construite en 1895 par un fabricant de billard. Ensuite, nous avons su que le consulat d'Angleterre se trouvait ici, c'est la raison pour laquelle nous avons trouvé un porte-drapeau au-dessus de la fenêtre de la salle de bain. À notre arrivée, la maison était dans un état épouvantable et nous avons dû faire beaucoup de travaux.

Les immeubles en face de chez nous ont été construits à l'emplacement d'une grande maison basse qui, paraît-il, appartenait à André Baugé. C'était un grand chanteur à son époque mais c'est vieux. Nous avions un tourne-disque chez mes parents et nous écoutions ses chansons : « Ce matin le ciel est en fête, le soleil brille pour nous », c'était ça André Baugé ! » **Solange**

« Je suis né rue Lafayette en 1945 où nous habitions dans un appartement. Mon père travaillait au service comptabilité d'EDF-GDF, rue Lamoricière et ma mère était chef de rayon aux Galeries Lafayette. Entre 1955 et 1960, mes parents ont pu acheter une maison au 45, rue Littré. Nous avions un étage, un sous-sol et un grand jardin. Cette maison est aujourd'hui démolie et un immeuble est en train d'être construit à son emplacement.

Au 43 de la rue Littré, il y avait un genre de petit hôtel particulier avec de grands arbres dans le parc. Les propriétaires tenaient une grande épicerie fine sur le quai de la Fosse. Cette maison a été rachetée par l'entreprise de couverture-zinguerie Blandin qui avait construit un grand hangar pour stocker les matériaux. Ensuite, une

La carrière de Grillaud et la rue Edgar-Quinet depuis l'école de la Fraternité en 1917

Mur de clôture de la propriété du Châtelet, rue du Calvaire-de-Grillaud, en 1957

Tour le Sévigné, rue Calvaire-de-Grillaud, en 2013

L'avenue du Parc-de-Procé du côté de la rue des Dervallières, vers 1955

école de danse s'est installée dans le vieux bâtiment. Tout ça a également été démoli et un immeuble a été construit récemment.

Je suis resté vivre dans la rue Littré jusqu'à mon mariage en 1967. Mes beaux-parents habitaient rue Maisdon-Pajot. J'ai connu mon épouse en allant à la messe à Saint-Clair car nous prenions le même chemin pour nous y rendre ! Pendant quelques années, nous avons habité dans l'immeuble de la rue Maisdon-Pajot, construit à l'emplacement de l'ancien manoir. » **Jacques**

Le Châtelet

« Le quartier était constitué d'une succession de grands domaines avec des parcs. La rue des Sept-Maires-Charette a été ouverte lorsque des immeubles ont été construits dans l'ancien domaine qui jouxtait le Châtelet. On peut encore voir le mur de séparation des deux propriétés. » **Jean-Michel**

« Le Châtelet était un petit château à l'abandon avec un parc d'un hectare et demi. Cette propriété appartenait à la femme du docteur Aubin qui en avait héritée. Quand on est arrivés dans le quartier en 1956, ils venaient de vendre cette propriété et ils habitaient au Plessis-de-la-Musse. Un jour, en se promenant, on a vu la grille d'entrée ouverte et on est entrés dans le parc. C'était magnifique mais le château était abandonné. Il avait été complètement vidé. Le rû des Renardières qui marquait la séparation entre le domaine de la Musse et la propriété de Grillaud, coulait au milieu du parc. Il a été canalisé quand les trois tours ont été construites dans le parc du Châtelet.

La propriété a été vendue à l'entreprise Beaulande qui a construit les trois tours. Une partie des arbres du parc a été conservée mais une bonne partie a quand même été détruite ! C'étaient de très beaux arbres mais les espèces exotiques n'ont pas résisté au chantier. J'ai des restes de ce parc dans mon jardin car j'ai un magnifique tulipier qui est au moins aussi gros que celui du Jardin des plantes. Il est répertorié par les Espaces verts de la Ville. Et, dans le passage qui sépare mon jardin du parc des trois tours, il y a un cèdre du Liban qui est aussi haut que mon tulipier. » **Robert L**

« Je suis né en 1954 et j'ai passé mon enfance dans la rue du Coteau. J'ai bien connu le parc qui se situait en face et qui s'étendait jusqu'à la rue du Calvaire-de-Grillaud. Le ruisseau des Renardières le traversait et il y avait un château à l'intérieur que je n'ai connu que délabré. On avait, bien entendu, interdiction formelle d'aller jouer dedans ce qui, bien évidemment, ne faisait qu'attiser l'envie d'y entrer. Quand on allait jouer dedans, ça faisait des dizaines d'années qu'il n'était plus habité même s'il y avait encore des meubles dedans. Il était dans un état effroyable, les escaliers étaient complètement pourris. C'était un endroit où, enfants, on aimait bien se faire peur. J'ai aussi des souvenirs des grands arbres du parc car l'hiver, il y avait des nuées de corbeaux qui venaient nicher dedans. J'ai encore cette vision des soirs d'automne et d'hiver avec tous ces corbeaux qui rôdaient dans le ciel. Ça avait un côté hitchcockien !

Le château a dû être détruit vers 1968 ou 1969. Trois tours ont été construites à la place en 1970 par l'entreprise Beaulande. C'était un gros promoteur dans les années 60 et 70. En 1974, j'ai pris un appartement dans une de ces tours. C'étaient des immeubles assez luxueux pour l'époque et les appartements étaient de bon standing. Le parc et ses arbres ont été conservés car l'entreprise avait dû y être contrainte mais il y en avait plus que ça avant, c'était beaucoup plus dense.

Quand le château a été abattu, il n'y a pas eu de protestations parce que c'était une époque où l'on ne se souciait pas beaucoup des vieilles demeures. Aujourd'hui, ce serait une émeute ! Les années 70, c'est la modernité et ce vent de la modernité devait passer par la destruction des vieilleries ! » **Jean-Michel**

L'avenue du Parc-de-Procé

« On appelait l'avenue du Parc-de-Procé, « avenue des Marronniers » car elle était bordée de grands marronniers. C'était une avenue privée avec une grande grille en fer forgé à chaque extrémité et une maison pour le gardien. Il y avait un grand portail pour laisser passer les voitures et un petit portail pour les piétons. C'était privé mais tout le monde pouvait passer par là pour aller au parc de Procé. » **Jacques**

« *Dans les années 50, l'avenue du Parc-de-Procé était fermée par une barrière à chaque bout. Elle était encore en terre, avec deux grands fossés dans lesquels s'écoulaient les eaux de pluie et de vaisselle. C'étaient les ouvriers qui habitaient dans cette rue, les maisons étaient assez misérables. Quand on voit maintenant l'allure de la rue, la ville a bien changé !* » **Frédéric**

« *À part la belle maison qui fait l'angle avec la rue de Grillaud, l'habitat de cette rue était plutôt populaire. C'étaient des maisons des années 30 qui ont été rachetées il y a une trentaine d'années pour faire des immeubles.* » **Jean-Michel**

La place de Grillaud

« *Je suis né dans l'impasse de Grillaud avant la guerre où j'ai vécu jusqu'à l'âge de dix ans. Pour nous, Grillaud, c'était la place, qui était le centre du quartier. La rue du Calvaire-de-Grillaud nous paraissait déjà loin et c'étaient les riches qui habitaient-là.*

C'est ma grand-mère qui est venue s'installer dans le quartier. Elle était mariée à un officier de marine de Saint-Nazaire. Ils avaient emménagé vers la place Zola mais mon grand-père est mort du paludisme sur son bateau. Ma grand-mère s'est donc retrouvée seule, sans situation, avec deux enfants en bas-âge. Pour s'en sortir, elle est devenue marchande de poissons ambulante. Elle allait chercher son poisson à quatre heures du matin à la poissonnerie de Feydeau. Elle revenait par les beaux quartiers et elle finissait sa tournée par la rue du Calvaire-de-Grillaud. Mon père était chaudronnier et ma mère était coupeuse. Elle est devenue professeur de coupe à l'école des Beaux-Arts. Nous habitions au premier étage de la maison de l'impasse de Grillaud et ma grand-mère était au rez-de-chaussée.

Quand nous étions enfants, notre périmètre était partagé entre l'impasse de Grillaud, la rue Monte-au-Ciel et la Contrie où mes grands-parents paternels avaient une tenue maraîchère. Quand on rentrait de chez eux, ça descendait mais pour y aller, c'était autre chose ! Ils avaient un hectare et demi avec tous les fruits possibles. Notre grand-mère nous donnait un quignon de pain avec un peu de beurre et elle nous disait d'aller mettre les fruits que l'on voulait dessus ! Notre univers, c'était donc la Contrie chez mes grands-parents et la rue Condorcet pour aller au parc de Procé.

La rue Condorcet depuis la place de Grillaud dans les années 30

La rue Condorcet depuis la rue des Dervallières dans les années 30

Dans les années 30, la place de Grillaud était très amicale. Tous les gens se connaissaient. Il y avait un petit banc circulaire en pierre sur lequel les femmes du quartier venaient s'assoir le soir avec leur tricot. À l'époque, les mères de familles tricotaient les chaussettes, les pull-overs et les cache-nez. Elles se retrouvaient donc le soir sur ce banc pendant que les enfants jouaient sur la place. Au milieu, il y avait un bec de gaz autour duquel plein de chauve-souris volaient. Tous les soirs, l'allumeur de bec de gaz venait l'allumer avec sa perche.

Les habitants autour de la place étaient de conditions modestes. C'étaient des ouvriers ou des gens qui travaillaient dans le centre mais qui habitaient en dehors de la ville. La ville paraissait loin parce qu'il n'y avait pas de transport. Le premier autobus a dû arriver peu de temps avant la guerre.

Le docteur Chapier a été le premier à avoir une voiture dans le quartier. Il habitait dans le château du Plessis de la Musse en haut de la rue Lamartine. Il venait sur la place avec sa voiture et il tournait la manivelle pour repartir ce qui amusait beaucoup les gosses du quartier parce que bien souvent, il avait du mal à repartir. Quand les gens étaient pauvres, il ne faisait pas payer. » **Gaston**

« *La place de Grillaud avait un énorme marronnier au milieu et un banc circulaire était installé autour de cet arbre. C'était magnifique. Par contre, le tout-à-l'égout n'était pas encore mis en service et les eaux usées des maisons de la rue Maisdon-Pajot coulaient jusqu'à la place pour stagner à la hauteur du banc. Je ne vous fais pas de dessin sur l'état de cette place l'hiver ! Sur la place, il y avait trois commerces : une boucherie, une épicerie et une boulangerie qui a fermé il n'y a pas très longtemps.* » **Jacqueline D**

Le manoir de Grillaud

Situé en bas de la rue Maisdon-Pajot, la silhouette austère du vieux manoir, demeure des anciens sieurs de Grillaud, dominant la petite place de Grillaud reste familière aux habitants du quartier jusqu'à la fin des années 1950. Son propriétaire, Alphonse Landois, en a fait un immeuble de rapport. Mais les loyers ne rentrent pas et le propriétaire refuse d'exécuter les travaux d'urgence. En 1948, il tente de faire déclarer l'immeuble impropre à l'habitation. La mairie refuse : le château souffre du manque d'entretien « *et de la façon de vivre* » de locataires plus que modestes, mais ne menace pas ruine. Alphonse Landois décide alors de laisser à ses locataires « *la jouissance gratuite de leurs locaux et la charge de faire les réparations s'ils veulent continuer à y habiter* ». L'état du manoir de Grillaud ne fait qu'empirer et l'édifice est finalement démoli pour laisser place à un immeuble moderne construit à partir de 1961.

La place et le manoir de Grillaud au début du 20e siècle

« Dans le bas de la rue Maisdon-Pajot se trouvait une ancienne résidence de moines qui devait dater du 17e siècle. Le bâtiment avait du caractère mais il n'était pas entretenu. Les gens du quartier l'appelaient « Le château » mais quand je l'ai connu, il était habité par des gens très pauvres. C'étaient des familles très modestes qui louaient un petit logement à l'intérieur. Nous avons eu l'occasion d'y entrer car maman avait dégoté une couturière qui habitait au premier étage. Le rez-de-chaussée était très haut de plafond et on montait par un escalier en granit tout comme l'évier qui se trouvait sur le palier. » **Jacqueline D**

« Gamins, on passait nos jeudis après-midi à jouer dans les anciennes carrières derrière le vieux manoir de la rue Maisdon-Pajot qui était complètement en ruine. On allait là-dedans jouer aux gendarmes et aux voleurs. C'était le lieu mythique pour les enfants du quartier. » **Jacques**

Les rues Edgar-Quinet et Maisdon-Pajot

« Pendant la guerre, le principal abri dans le quartier était situé dans la rue Maisdon-Pajot, en face de l'école maternelle actuelle. Une sorte de tunnel avait été creusé dans une ancienne carrière. On pouvait y accéder par la rue et par l'école de la Fraternité. Au milieu du tunnel, un entassement de pierres séparait la partie réservée aux Allemands, qui était la meilleure, de la partie attribuée aux habitants du quartier. Nous étions plus que serrés à l'intérieur et pas très rassurés. Après l'armistice de 40, les Allemands ont réquisitionné l'école de la Fraternité et ils ont construit une sorte de petit blockhaus doté d'une mitrailleuse au milieu de la place Zola.

Le quartier a été épargné par les bombardements. Ceci dit, quand les avions étaient annoncés, des sirènes nous invitaient à gagner les abris. Des bidons, disposés un peu partout, libéraient des fumées pour empêcher la visibilité depuis le ciel. Le seul dégât a été occasionné par la collision de deux avions allemands. L'un est tombé rue Clémence-Royer et l'autre rue Galilée. Dans l'église Saint-Clair, un autel a été dressé en souvenir du quartier épargné. » **Louis**

« Je suis née en 1938 dans la petite maison au bout de l'actuelle allée des Cormorans. Ma mère était de la rue de la Convention et mon père était de l'avenue de l'Ouest. Mes grands-parents paternels avaient acheté ce terrain entre la rue Maisdon-Pajot et la rue Edgar-Quinet sur lequel toute l'allée des Cormorans est aujourd'hui construite. Ils étaient originaires des alentours de Rennes et mon grand-père était venu à Nantes travailler à EDF. C'étaient quasiment les débuts de l'électricité. Il était chauffeur de chaudières c'est-à-dire qu'il les faisait chauffer. Comme il aimait beaucoup jardiner, il a acheté ce grand terrain. Il avait gardé ses habitudes rurales. Ensuite, mes parents ont construit une petite maison qui donnait sur la rue Maisdon-Pajot, en face de l'actuelle Ville-en-Brique. Tout le reste du terrain, c'était notre jardin. On avait des pommiers, de la vigne. Mon grand-père faisait du cidre qui était imbuvable mais il était content ! On était à la campagne. Nous étions six enfants et ce jardin était notre terrain de jeux. On pouvait grimper aux arbres, faire des cabanes… Mon grand-père avait installé des cabanes à lapins et notre grand jeu, c'était de les ouvrir et de courir après les lapins pour les rattraper.

Mon père était ajusteur aux Chantiers de Bretagne où il a travaillé jusqu'à sa retraite et ma mère était à la maison. Comme nous étions six enfants, elle était bien occupée. Elle faisait les tricots, les robes elle-même. Mon père avait un salaire d'ouvrier mais on a toujours eu à manger. Il faisait son potager.

Aucune maison n'avait l'eau courante. On allait chercher l'eau au puits rue Maisdon-Pajot. Pour faire la lessive, le dimanche soir, mon père avait inventé un appareil avec deux roues de vélos et un bac galvanisé qu'il allait remplir au puits. Ensuite, il le mettait devant la fenêtre de la cuisine qui se trouvait au ras du jardin car notre cuisine était au sous-sol. Comme ça, ma mère pouvait avoir de l'eau dans son évier avec un robinet.

Le quartier était ouvrier. Quand on monte la rue Maisdon-Pajot, sur la droite, ce n'étaient que des petites maisons sans confort. Ce n'était pas la zone mais vraiment la pauvreté. La rue a été urbanisée progressivement. Une carrière s'étendait de la rue Landois jusqu'au niveau de l'école maternelle. Il n'y avait aucune maison, c'était un no man's land incroyable. C'était en hauteur avec des buttes et des fourrés. On en voit encore une partie au-dessus des garages à l'angle de l'avenue Landois et de la rue Maisdon-Pajot. Deux grottes avaient été creusées dans la roche. Une clocharde vivait à l'intérieur avec ses deux enfants. L'hiver, elle faisait du feu pour se chauffer et avec ma sœur, on avait une de ces trouilles quand on rentrait le soir de l'école Saint-Clair à cause de la lueur du feu dans la nuit. Il y avait un côté effrayant et on se carapatait vite fait pour rentrer chez nous car nous étions obligés de passer devant.

Quand mes grands-parents sont décédés, le terrain a été partagé entre leurs enfants. L'allée des Cormorans a été construite sur le jardin. Avec mon mari, nous avons habité la première maison à l'angle de la rue Edgar-Quinet pendant trente-deux ans. C'est la maison où l'on peut voir les mouettes en métal faites par mon mari qui est sculpteur. C'est moi qui ai dénommé l'allée. Au départ, je voulais l'appeler l'allée des Mouettes mais la Ville a refusé car ça pouvait prêter à confusion avec l'allée des Nouettes qui existait déjà. Après avoir racheté les parts des membres de ma famille, j'ai vendu l'ensemble du terrain par lots en 1998 et nous avons fait construire une maison neuve dans le fond en 2000.

Depuis plus de quarante ans, tous les ans, on fait la galette des rois avec des habitants de la rue Edgar-Quinet. L'origine de cette fête est liée au départ en retraite d'un couple d'épiciers de la rue qui était là depuis toujours. Ils tenaient une épicerie-buvette splendide. L'épicerie était devant et le café était dans une salle à l'arrière. Quand ils ont pris leur retraite vers 1968 ou 1970, on s'est dits, avec des amis, que s'ils étaient dans une usine ou un bureau, on leur fêterait leur départ en retraite. On a donc décidé d'organiser une fête et depuis on a continué à faire la galette des rois tous les ans avec les habitants de l'allée et de la rue Edgar-Quinet. Cette fête se passe chez les uns ou les autres mais elle commence à se perdre car le relais n'est pas pris.

Quand notre facteur, Gilbert, qui faisait la distribution du courrier depuis vingt-cinq ans, est parti à la retraite, on a fait pareil. On a fait une collecte et avec la complicité de sa femme, on a organisé une petite fête pour son départ. Tous les gens de la galette étaient là. Ça plaît à tout le monde ce genre de réunion entre voisins mais c'est lourd à organiser. On fait la fête des voisins aussi mais seulement avec les gens de l'impasse. » **Jacqueline D**

Jardin à l'emplacement de l'actuelle allée des Cormorans dans les années 40

14 / La congrégation de la Sainte-Famille de Grillaud

Le quartier de Grillaud renfermait le prieuré bénédictin de Sainte-Catherine, relevant de l'abbaye Sainte-Croix de Quimperlé avant de prendre son indépendance à la fin du 15e siècle. Le domaine de la Priauté abrite une petite chapelle, des logements pour maître et fermiers et environ trente hectares de terres labourables. François Michel en est le prieur dans la première moitié du 18e siècle. Le bâtiment religieux est vendu comme bien national en 1791 et la petite chapelle sert de grenier à foin pendant la Révolution. Le domaine est ensuite acquis par un gros propriétaire, monsieur Joncours, qui décide vers 1860 de vendre et de lotir ses terres de la Priauté.

L'EHPAD de la Sainte-Famille de Grillaud, rue Chéneau, en 2013

En 1872, l'abbé Patron, vicaire de Notre-Dame-de-Bon-Port et aumônier des prisons, qui cherche un terrain pour établir un asile pour les détenues libérées, achète un lot et installe sa fondation. En 1892, il se déplace dans l'avenue de l'Est, future avenue du Calvaire-de-Grillaud. L'ancien prieuré est, quant à lui, cédé à la congrégation des sœurs de Grillaud.

Cette congrégation est née à Nantes en 1856 grâce à l'initiative de l'abbé Jean-Marie Laurent, né à Herbignac en 1822 et nommé vicaire à Notre-Dame-de-Bon-Port en 1852. C'est dans cette paroisse qu'il rassemble une trentaine de pauvres pour leur venir en aide. Lorsque certains d'entre eux tombent malade, l'abbé s'entoure de domestiques pour leur porter secours. Trois d'entres elles décident alors d'entrer en religion et s'installent dans un logement à proximité de l'église, fondant ainsi la première communauté de l'œuvre des malades pauvres, officialisée en 1856 par monseigneur Jacquemet.

Après avoir ouvert plusieurs établissements d'accueil pour malades et orphelins à Nantes, Jean-Marie Laurent loue à partir de 1864, une partie du parc de la Priauté de Grillaud pour en faire la maison mère de la congrégation au sein de laquelle les novices vont être formées. Un asile pour douze jeunes aveugles ainsi qu'un petit collège pour séminaristes sont ouverts à partir de 1874. Un petit hôpital de huit lits est inauguré en 1880. Ce dernier permit à la municipalité de Chantenay de faire face à l'épidémie de choléra de 1884. En 1893, trois ans après le décès de son fondateur, la congrégation dirigée par mère Virginie, acquiert la Priauté.

La loi de 1901 sur les associations et son volet anti-congréganiste obligent les sœurs à déclarer les statuts de leur fondation dont le but est *« le soulagement des malades pauvres, l'assistance des orphelins et des aveugles. (...) Le siège de la congrégation est à la Priauté de Grillaud et relève de la société civile connue sous le nom de société hospitalière des pauvres, dont les religieuses desservent spécialement les divers établissements »*. Ces statuts soulignent les conditions d'admission : *« avoir 21 ans, appartenir à une famille jouissant d'une parfaite réputation, offrir les garanties de moralité, de dévouement et de santé qui peuvent faire espérer que l'on honorera la famille religieuse dans laquelle on entre et que l'on s'intéressera sérieusement aux œuvres de charité et de miséricorde. Les membres de la congrégation sont admis, sur leur demande, à faire des vœux simples, renouvelables chaque année. Les religieuses de la Sainte-Famille donnent gratuitement leurs soins aux malades pauvres, aux orphelins et aux aveugles, et vivent des aumônes et des dons qui leur sont faits. Les religieuses auront pour costume un vêtement noir très simple et porteront un voile sur la coiffe. Elles porteront également en évidence le crucifix et le chapelet »*.

En 1902, un rapport du commissaire de Chantenay signale vingt sœurs à Grillaud. Ces dernières *« soignent les malades pauvres à domicile, nuit et jour, elles le font gratuitement et ne vont pas dans les familles qui ont les moyens de payer »*.

Au cours de la Première Guerre mondiale, la communauté de Grillaud devient une filiale de l'Hôtel-Dieu et accueille soixante-quatre blessés. En 1937, les sœurs doivent obtenir un diplôme d'État afin de pouvoir exercer le service des malades.

À partir de 1966, Vatican II marque une évolution dans les pratiques de la congrégation. À l'appel de la mission ouvrière, une communauté est fondée en cité HLM. D'autres implantations suivront tant dans les cités populaires qu'en milieu rural. Afin de se rapprocher des préoccupations du monde du travail, des sœurs sont salariées en usine. D'autres obtiennent un diplôme de travailleuse familiale et intègrent le milieu associatif. Cette évolution suit la volonté de l'abbé Laurent d'adapter les œuvres de la communauté aux nécessités de l'époque. Le soin des malades à domicile demeure néanmoins le cœur de la mission de la congrégation, mais progressivement, ce rôle est confié à des associations en raison du vieillissement des sœurs et de la baisse des vocations. En 1996, la Sainte-Famille de Grillaud compte encore cent quarante religieuses réparties en vingt-deux communautés de trois ou quatre membres, installées dans le département.

Au cours des années 70, la maison mère de la rue Condorcet transforme une partie de ses locaux en maison de retraite pour les sœurs aînées. Du personnel laïc est recruté pour leurs soins tandis que les sœurs de la congrégation sont infirmières salariées dans différents organismes. À partir de 2001, la maison des sœurs aînées s'ouvre à d'autres congrégations ainsi qu'à des laïcs de condition modeste. Deux ans plus tard, l'association

Sainte-Famille de Grillaud est créée afin de gérer la maison de retraite des religieuses et en 2006, cette dernière devient un EHPAD (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) placé sous la tutelle du Conseil général de Loire-Atlantique. Ce changement de statut implique une mise aux normes des installations. La construction d'un nouvel établissement, au milieu du parc, est alors décidée. Le projet, porté par la société HLM la Nantaise d'Habitation, est conçu par les architectes nantais de l'agence Roulleau. L'établissement s'organise en deux longues barres d'hébergement sur deux niveaux, implantées en T, regroupant quatre-vingt logements et les locaux communs. Une autre aile, abritant les locaux techniques, permet l'accès à la chapelle datant du 19e siècle. L'ensemble, revêtu d'un bardage de bois réalisé en tasseaux verticaux, s'intègre de façon harmonieuse dans l'environnement arboré du parc. Après deux années de travaux, la nouvelle maison de retraite accueille des religieuses et des résidents laïcs depuis 2010.

« Je suis rentrée dans la congrégation en 1939 pour faire mon noviciat. Je suis une vieille sœur de Grillaud ! À l'origine, il y avait seulement le prieuré. Le bâtiment pour la congrégation a été construit bien plus tard. Les sœurs de Grillaud étaient garde-malades. Avant la guerre, elles allaient soigner à domicile mais elles avaient une formation minime. Il est donc arrivé un temps où il a fallu un diplôme d'État pour exercer et presque toutes les sœurs ont dû aller suivre une formation d'infirmière à l'Hôtel-Dieu.

Pendant le noviciat, j'ai beaucoup aidé en cuisine si bien que je manquais beaucoup de cours. J'en ai souffert. Un jour, une sœur m'avait posé une question et je lui avais répondu que si elle voulait la recette de la soupe de choux, j'étais capable de la lui donner mais pour le reste… Elle s'est rendue compte qu'il ne fallait pas que je reste toujours en cuisine.

En quittant le noviciat, j'ai été nommée à la Montagne pour m'occuper d'une dizaine de personnes âgées. Je suis restée cinq ans et je suis retournée à Grillaud. La mère supérieure générale m'a annoncé qu'elle voulait que je passe mon diplôme d'infirmière. Je devais passer un examen d'entrée et ça m'inquiétait un peu car ça faisait bien longtemps que je n'avais pas étudié. J'ai quand même été reçue et j'ai fait mes études d'infirmière.

Quand je les ai finies, j'ai été nommée à Saint-Nicolas. Là, j'ai vu la misère ! J'ai vu ce que c'étaient que les pauvres du père Laurent. On allait même dans les anciennes maisons de passe. On allait partout où on était appelées. Je me souviens du café des Mathurins et aujourd'hui encore, je ne peux pas passer sur le quai de la Fosse sans regarder s'il existe encore ! Pour vous donner une idée, j'étais arrivée un jour dans ce café et je trouvais que ça sentait mauvais. J'étais à l'aise quand j'arrivais. Il y avait une personne qui avait un cancer du poumon et figurez-vous qu'un de ses copains lui avait dit de dépouiller un lièvre et de mettre la peau sur son dos. Quel malheur ! Je lui ai dit que ça ne lui ferait rien du tout. Je lui avais fait sa toilette et j'avais demandé à sa femme un drap pour changer le lit mais la pauvre femme n'en avait même pas. J'avais donc demandé à la mère supérieure l'autorisation d'en couper un en deux et je lui avais apporté. Ça vous donne un exemple de la misère qu'il y avait encore à cette époque.

Je suis restée deux ans et demi à Nantes et on m'a envoyée au Loroux-Bottereau pendant quatre ans. Ensuite, je suis allée à Saint-Jacques et après, je suis partie au Bénin. Là-bas, on faisait comme on pouvait et quand je suis revenue, je suis allée faire un stage d'infirmière à l'hôpital d'Angers pour me remettre à niveau. » **Sœur Marie**

« Je suis rentrée dans la congrégation en 1946 pour faire mon noviciat qui durait deux ans avant de prononcer les vœux. À ce moment-là, nous étions vingt-cinq et on avait entre vingt et vingt-cinq ans. Avant de partir, ma mère m'avait dit que si ça n'allait pas, je pouvais revenir. J'étais certaine de mon choix même si je n'ai pas que des bons souvenirs du noviciat. Nos familles pouvaient nous rendre visite mais on ne pouvait pas assister aux sépultures dans notre famille ni aux mariages. C'était comme ça dans toutes les congrégations. C'était ridicule mais on ne disait rien. Ça a changé après mais pour nous, ce n'était pas heureux. Je n'ai pas pu assister aux mariages de mes frères ni à la naissance de leurs enfants. On acceptait quand même parce que c'était la règle. À côté de ça, la vie en groupe était quand même joyeuse. Ça marchait le ballon entre religieuses ! Il y avait de ces fous rires ! Ça, les fous rires, ça ne m'a pas manqué parce qu'il y avait des sœurs qui étaient malignes !

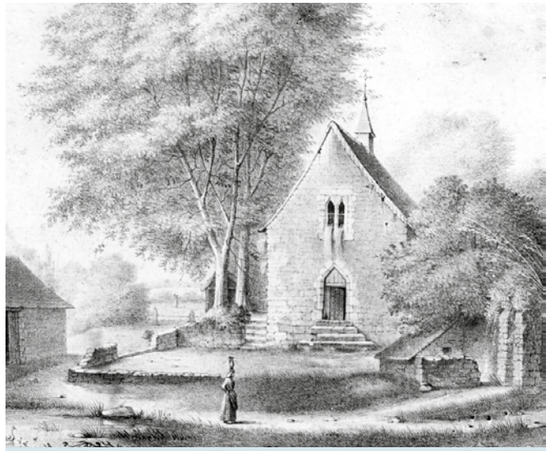
Chaque sœur avait une tâche à accomplir pour la vie de la communauté. Certaines étaient en cuisine, d'autres s'occupaient du ménage. Il fallait s'occuper des animaux et du potager aussi. Comme beaucoup de sœurs venaient d'un milieu rural, ce n'était pas compliqué de trouver des volontaires. Pour elles, c'était un vrai bonheur d'aller arracher les patates !

On était pauvres en entrant dans la congrégation. Avant de rentrer, j'étais employée de maison. À treize ans, je suis venue de Vendée pour travailler à Nantes. Ma sœur aînée y était déjà et c'est pour ça que je suis arrivée si jeune sinon, on ne m'aurait pas laissée partir. Mes derniers employeurs, qui habitaient le boulevard Guist'hau, étaient des personnes très chrétiennes. Ce n'était pas n'importe qui ! Un jour, ma sœur était venue me voir et la dame m'avait interdit de la recevoir. Quand j'ai entendu ça, je suis partie sur le champ. Je les ai laissés tomber en plein repas ! Et je lui ai dit de faire sa vaisselle elle-même parce que moi, je partais ! Il se passait des choses difficiles quand on était employée de maison.

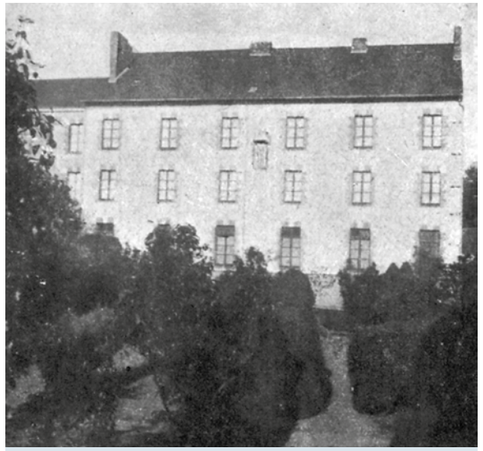
Je n'avais jamais pensé être religieuse surtout que je ne venais pas d'une famille pratiquante même si nous avions été baptisés. La première fois que je suis venue à Grillaud, j'avais dix-huit ans et j'avais vu la mère générale, mère Maria, en train de faire le ménage. J'étais émerveillée de voir la mère supérieure faire le ménage ! C'est peut-être la seule fois où elle l'a fait mais je me suis dit que si même la mère supérieure faisait le ménage, ça devait forcément être une bonne congrégation !

Aux premiers vœux, chaque sœur partait dans une maison. On avait un peu peur parce qu'on ne savait pas où on allait aller. C'est le responsable prêtre qui décidait. Moi, je suis partie un an à Legé et ensuite, je suis allée en Touraine jusqu'en 2007. On était envoyées partout où il y avait de la pauvreté. Il y en a encore aujourd'hui. À Nantes, les sœurs de la Sainte-Famille de Grillaud ont toujours été réparties en petites communautés après le noviciat parce que le père fondateur souhaitait que les sœurs soient au milieu de la population, qu'elles vivent au plus proche des gens. Par exemple, il y a eu une communauté aux Dervallières, une autre aux Batignolles…

Les questions des gens étaient toujours les mêmes. Ils se demandaient ce que l'on faisait de notre argent, si on



Reproduction de la chapelle de la Priauté



Bâtiment de la congrégation en 1925

partageait tout, comment ça se passait avec notre famille. Effectivement, tout était mis en commun. La pauvreté, c'est ça, ce n'est pas d'être en guenille.

La congrégation existe toujours mais plus personne n'entre au noviciat parce qu'il n'y a plus de vocation. Les congrégations doivent fusionner pour faire un groupe. Actuellement, quatre personnes font partie de la communauté de la Sainte-Famille de Grillaud et la mère supérieure générale réside au 50, rue Condorcet. » **Sœur Marie-Lucie**

« Je suis arrivée à la congrégation en 1945. J'arrivais de Saint-Nazaire et je ne connaissais pas du tout Nantes. Je suis entrée à Grillaud parce que je voulais être infirmière. J'ai fait deux années d'études et j'ai soigné les malades à domicile. Au départ, c'est le médecin qui faisait venir les sœurs auprès des malades. Après, les gens nous appelaient directement. Et nous, quand on était appelées, on y allait. On faisait les piqûres, la toilette et d'autres soins encore.

Quand on était au noviciat, nous n'avions aucun lien avec le quartier. Nos familles pouvaient venir. Il y avait un temps prévu une fois par mois. Moi, je n'ai jamais vu mes parents parce qu'ils étaient opposés à mon choix. Après le noviciat, je suis allée un an à Couëron. Ensuite, on m'a envoyée à Ponchâteau où je suis restée douze ans. C'était une maison de famille qui accueillait les personnes âgées et les enfants de la DASS. On s'occupait des malades à domicile aussi. Je n'ai pas été envoyée pour m'occuper des enfants mais très vite on m'a demandé de le faire. J'ai donc fait mes études d'éducatrice par correspondance à l'université catholique de Paris. C'était un orphelinat mais les enfants allaient à l'école paroissiale. On avait des petites qui arrivaient à trois ans et qui restaient jusqu'à quatorze ans. À partir de cet âge, elles étaient orientées autrement. Ensuite, la maison a été fermée car elle ne correspondait plus aux normes exigées par l'État.

Les ressources de la congrégation provenaient du travail des sœurs. On venait toutes de milieux très modestes. Avant la Sécurité sociale, on n'avait pas grand-chose parce que les gens que nous soignions étaient pauvres et ils faisaient ce qu'ils pouvaient. Il a fallu attendre 1954 pour que nos soins soient pris en charge.

Quand j'étais à Pontchâteau, on allait faire la quête parce que comme on s'occupait des enfants orphelins et des personnes âgées indigentes qui ne pouvaient rien donner, il fallait bien trouver des ressources. Le curé de la paroisse annonçait à la messe notre passage et incitait les paroissiens à préparer quelque chose. Chacun donnait ce qu'il pouvait. Dans les campagnes, les gens donnaient en nature et en ville, on collectait de l'argent. » **Sœur Madeleine**

« La congrégation était au service de l'église dans la paroisse. Nous dépendions donc de Saint-Clair. Certains prêtres de la paroisse étaient aumôniers au noviciat. Et aujourd'hui, les habitants du quartier peuvent assister aux messes célébrées dans la chapelle. » **Sœur Madeleine**

« La congrégation de Grillaud est une congrégation paroissiale ce qui veut dire, par exemple, que les sœurs n'ont pas de cimetière dans leur enceinte. Elles ont une portion qui leur est réservée dans le cimetière de Saint-Clair. Quelques religieuses viennent également aux offices et comme elles n'ont plus d'aumônier, j'ai accepté de venir célébrer une messe chaque mercredi. » **Yves**

« La maison de retraite a été ouverte aux laïcs en 2006 mais depuis 2001, nous accueillions les sœurs aînées d'autres congrégations et quelques laïcs de condition modeste. À partir du moment où la congrégation a accueilli des personnes laïques, il a fallu faire des travaux de mise aux normes. » **Sœur Madeleine**

« En 2003, l'association de la Sainte-Famille de Grillaud a été créée pour gérer la résidence des personnes âgées. La nouvelle maison de retraite a été construite dans le parc de la congrégation. L'ancien bâtiment des soeurs a été démoli pour faire une coursive entre l'EPHAD et la chapelle. À l'emplacement du parking actuel, nous avions notre jardin potager et des noisetiers. » **Sœur Marie-Lucie**

15 / La Ville-en-Brique

« Le temps de la construction hâtive des immenses ZUP des années 50-70 qui ont tant prêté le flanc aux critiques justifiées, est aujourd'hui révolu. Municipalité et Office ont désormais opté pour de petits ensembles intégrés dans le tissu d'un quartier. L'accent a été mis sur la construction dans le centre-ville et dans les quartiers proches du centre (…). Deux raisons à cette nouvelle orientation : d'une part enrayer l'exode des gens peu argentés vers les lointaines banlieues, et d'autre part favoriser l'intégration et la participation à la vie du quartier, priorité a d'ailleurs été donnée aux habitants du quartier pour l'accession aux logements neufs ». **C'est ainsi qu'en novembre 1982, la politique du logement social de la municipalité Chénard est présentée aux Nantais dans la revue municipale *Nantes, votre ville*. Arrivée cinq ans auparavant, la nouvelle équipe a en effet débuté son mandat en affirmant de nouveaux choix d'urbanisme marqués par le refus des pénétrantes, la révision du Plan d'occupation des sols et une nouvelle orientation pour l'habitat social.**

Le passage de la Ville-en-Brique en 2013

Cette politique du logement a été déterminée à la suite de plusieurs constats : le dépeuplement du centre de Nantes (treize mille habitants l'ont en effet quitté entre 1968 et 1975) et la dégradation de l'habitat social. Pour faire face à cette situation, un vaste programme de réhabilitation et la construction de logements sociaux dans le centre sont décidés. La mise en œuvre de cette politique est, par ailleurs, influencée par le contexte de la crise pétrolière qui justifie l'accent mis sur l'isolation thermique tant pour les réhabilitations que pour les nouvelles constructions.

L'opération « Maisdon-Pajot » illustre cette nouvelle orientation. Ainsi, le 10 juillet 1980, le conseil municipal propose la mise à disposition de l'Office public d'HLM de terrains lui appartenant pour la construction de petits collectifs. *« Ces propriétés sont disséminées sur l'ensemble du territoire communal, mais aucune ne se situe en zone périurbaine, loin des équipements collectifs indispensables à l'épanouissement social des familles. Elles sont, au contraire, bien intégrées à leur quartier respectif »*. Un terrain municipal, acquis en 1967 et situé entre les rues Maisdon-Pajot et Monte-au-Ciel, est alors cédé afin de permettre la construction de cent soixante-neuf logements sur une surface de dix mille trois cent cinquante-six mètres carrés. Le projet est confié au cabinet d'architecture nantais Ruelland-Perche-Heraud. Le chantier débute en 1982 et les premiers locataires emménagent en 1984. Cette réalisation se caractérise par une recherche des formes qui se distingue des productions précédentes et par le soin tout particulier porté aux problèmes d'isolation dont une des composantes est l'utilisation d'un parement de briques Vaugirard. Ce matériau inspire la commission de dénomination des voies puisque le 12 décembre 1983, la cour intérieure de l'ensemble HLM est dénommée « Passage de la Ville-en-Brique » en référence à la rue de la Ville-en-Bois, toute proche.

« À l'emplacement de la Ville-en-Brique, ce n'étaient que des petites maisons basses, faites de bric et de broc, et des jardins. À l'origine, c'était une ancienne carrière sur laquelle de la terre végétale a été remise, ce qui a permis de faire des jardins. » **Jacques**

« Je suis arrivée dans le quartier de la Ville-en-Brique en juin 1984. J'habitais déjà Chantenay. Mon mari est né rue Pierre-Joseph-Colin et il ne voulait pas quitter son quartier. C'était même un motif de divorce si je ne voulais pas venir vivre dans le quartier ! Il y était très attaché. Je suis donc arrivée à l'âge de vingt-six ans au 61, rue de la Montagne après avoir habité deux ans chez ma belle-mère rue Pierre-Joseph-Colin. Nous avons déménagé après la naissance de notre fils en 1965. On habitait au deuxième étage dans une vieille maison qui avait été séparée en appartements. Cette maison existe toujours. En 1968, mon mari est tombé malade et comme il ne pouvait plus monter les escaliers, on a fait une demande pour un logement en HLM. C'est comme ça que l'on est arrivés sur le boulevard René-Coty dans un immeuble construit vers 1962. Après le décès de mon mari, j'ai fait une nouvelle demande pour la Ville-en-Brique.

Ça n'a pas été simple d'obtenir ce logement car même en 1982, une femme seule avec deux enfants, ce n'était pas le schéma de l'Office HLM ! Ils voulaient que mon fils, qui commençait à travailler, prenne le loyer en charge avec moi alors que je travaillais et que j'avais un bon salaire ! J'ai quand même obtenu un logement et en juin 84, nous avons emménagé dans un T4. J'ai fait l'ouverture de l'appartement. Quand on est arrivés, ma fille passait son bac et on n'avait pas encore de gaz. Elle a dû aller prendre son petit-déjeuner dans un café du coin ! En 1988, un T2 s'est libéré sur le même palier et j'ai poussé mes meubles dans cet appartement.

C'était vraiment sympa au début parce qu'il y avait plein de petits enfants. C'était vivant ! Le dimanche, ils jouaient au ballon dans la cour. Tout le monde n'appréciait pas mais je trouvais ça gai ! Je me souviens aussi des premiers Noël quand ils se retrouvaient dans la cour avec leurs nouveaux jouets. Aujourd'hui, il y a de plus en plus de vieilles personnes, on a l'impression d'être dans une maison de retraite ! » **Marie-Claire**

La place de Grillaud et la Ville-en-Brique en 1993

« *Je suis arrivée rue de la Ville-en-Brique en janvier 1996. Auparavant, nous avons habité rue Joncours car mon mari travaillait à la Poste. Nous avons donc eu un appartement à cet endroit car une dizaine de logements était réservée aux postiers. Mais ce n'était pas la crème des apparts ! C'était très sonore et on avait beaucoup de problèmes de vols, de dégradations. En plus, l'appartement donnait sur le boulevard de la Fraternité. On a donc déménagé et on a loué dans le privé mais les prix n'étaient pas les mêmes ! On n'est donc pas restés très longtemps et on a attendu trois ans pour avoir un logement à la Ville-en-Brique. Au départ, Nantes–Habitat ne voulait pas nous l'accorder parce que je ne travaillais pas et on n'avait que le salaire de postier de mon mari. Ils trouvaient que ça faisait juste. Alors, nous, on ne comprenait pas trop puisque ce sont des HLM !*

Depuis que l'on est arrivés, il n'y a pas tellement eu de changements de locataires dans notre cage d'escalier. Les appartements se libèrent quand une personne âgée décède ou part en maison de retraite. Il y a aussi des personnes qui changent de logement à l'intérieur du passage, soit pour avoir un appartement plus grand quand un enfant arrive, soit plus petit quand les enfants partent. La Ville-en-Brique, c'est bien parce que c'est une petite structure de cent soixante-neuf logements qui donne sur la rue Maisdon-Pajot, la place de Grillaud et la rue Monte-au-Ciel. À l'intérieur des cages d'escalier, les appartements sont variés. Il y a des T2, des T3 ou des T4. Certains ont des balcons et d'autres, non.

Je suis assistante maternelle depuis douze ans et nous sommes cinq dans le quartier. On se retrouve tous les après-midi avec les enfants dans la cour car il y a des jeux et des personnes âgées viennent nous voir.

Quand on vit en HLM, on vit plus ou moins avec ses voisins alors on n'a pas forcément envie de continuer à vivre avec à l'extérieur ! Ça ne veut pas dire que l'on ne se parle pas ou que l'on ne se rend pas des services mais on a besoin de se sentir chez soi. Si un jour, je pars, ce serait pour avoir une maison avec un jardin. J'aurais plus d'espace et je n'aurais plus les escaliers à descendre ! Mais bon, pour le moment, ce n'est pas possible et le quartier est bien. » **Catherine**

« *Nous avons emménagé dans la Ville-en-Brique à notre arrivée sur Nantes en 1991. On arrivait de Bretagne où nous habitions dans une maison avec un petit jardin. J'appréhendais un peu de me retrouver dans un appartement parce que je craignais le bruit au-dessus. Finalement, on a eu de la chance parce que l'on s'est retrouvés au dernier étage. Ce que j'ai apprécié en arrivant, c'était d'être tout près du parc de Procé. Quand on a des enfants, c'est l'idéal. On est bien situés avec les commerces sur la place Zola, les écoles à proximité, le marché le jeudi et même un cinéma de quartier. J'aime vraiment bien ce quartier.*

En 1991, une gardienne habitait encore sur place. Elle faisait un peu la police. Maintenant, c'est un homme d'entretien qui vient tous les matins mais il ne loge pas sur place et il ne peut rien dire. C'était mieux avec la gardienne parce que l'on savait qui aller voir en cas de problème technique. Actuellement, il faut s'adresser directement aux entreprises avec une plate-forme téléphonique !

Quand on est arrivés, on ne connaissait personne. C'est par l'école que l'on a pu nouer des relations car tous les enfants d'ici allaient à la maternelle Maisdon-Pajot ou à la Fraternité. Ensuite, je me suis investie dans la vie de l'école.

L'intérêt de la Ville-en-Brique, c'est qu'il y a une cour intérieure fermée. Au début, les voitures pouvaient entrer dans cette cour mais l'accès a été fermé pour la sécurité des enfants qui peuvent donc jouer sans danger.

Il y a aussi un petit local qui donne sur la rue Monte-au-Ciel où l'on peut faire de la danse, de la chorale, du yoga, du taï-chi. Avant, c'était une salle collective pour les locataires de la Ville-en-Brique. On pouvait faire des réunions, des repas de famille… Ce serait bien de pouvoir s'en servir à nouveau le week-end pour faire des repas de famille parce que les appartements sont trop petits sinon.

On a fait des tentatives de repas avec la « Fête des voisins » car le cadre de la Ville-en-Briques se prête bien à des rassemblements mais ça ne prend pas beaucoup. Certaines personnes vont plutôt vers la place du Petit-Bois car l'association « Les Amis du Petit Bois » organise des manifestations pour tout le quartier. » **Josette**

Crédits photographiques

Première de couverture :
Étiquette de boîte de conserve « Le Bouquet Nantais » au début du 20e siècle
La place Émile-Zola vers 1910

Dernière de couverture :
Vue prise depuis l'école de la Fraternité en 1917
Le café de la Croix Verte, rue la Ville-en-Bois dans les années 30

Archives municipales de Nantes :
p.6 / p.7 / p.12 / p.13 (25Fi64 et 25Fi274) / p.23 / p.29 / p.43 / p.44 / p.46 (25Fi1009) / p.49 (40W127) / p.50 (25Fi2080 et 25Fi) / p.52 / p.53 / p.54 / p.60 / p.61 (25Fi66) / p.62 (25Fi308) / p.63 (35Fi184) / p.64 (35Fi43) / p.67 (25Fi313 et 13Fi314) / p.68 / p.69 (1Fi1244 et 1377W) / p.70 (9Fi1720) / p.71 (35Fi177) / p.74 (collection Régis Routier-Stéphan Ménoret) / p.84 / p.100 / p.102 / p.103 / p.105 (1Fi1531 et 2ZR2) / p.106 (collection Régis Routier-Stéphan Ménoret) / p.108 (2Z4M1) / p.109 (1R19_166) / p.110 (38Fi22 et 1R19_172) / p.112 (25Fi3292) / p.116 (1Fi2338) / p.114 / p.121 / p.124 / p.127 / p.128 / p.129 (1114W18) / p.130 (dossiers Réquistions et 37 Fi4) / p.135 (collection Régis Routier-Stéphan Ménoret) / p.141 / p.146 (35Fi108) / p.148 (collection Régis Routier-Stéphan Ménoret) / p.149 / p.153 / p.155 (35Fi216) / p.156 (1R19_161) / p.158 (38 Fi80 et 25Fi1443) / p.159 / p.160 (25Fi1553 et 25Fi1551) / p.161 (55Z57 _ Fonds Soreau / SAHNLA) / p.164 / p.170 / p.172 (collection Régis Routier-Stéphan Ménoret) / dernière de couverture (38Fi108)

Musée du château des Ducs de Bretagne
1e de couverture (n°inv.986.34.284) / p.115 (n°inv.931.7.41) / p.127 (n°inv.984.19.3) / p.132 (n°inv.946.9.5)

Médiathèque Jacques Demy
p.61 (collection Chapeau – B441096101_CP018) / p.115 (collection Chapeau – B441096101_CP04) / p.116 (collection Chapeau – B441096101_CP161)

Collections particulières
Marie-Madeleine Taraud (p.2 / p.77), Bertrand Coquillaud (p.3 / p.4), André Martin (p.8 / p.2 / p.9 / p.11 / p.14 / p.88 / p.115 / dernière de couverture), Léna Coronis (p.10 / p.30), Robert Guilbaud (p.17), Marylène Lepage (p.20), Roland Lechat (p.20), Stéphane Pajot (p.25), Odette Rabu (p.33 / p.109 / p.146), Trempolino (p.37 / p.38 / p.39 / p.41 / 42), Marc Derouin (p.45), Claudine Fruchard (p.45 / p.132), Bernard Bolzer (p.54), Philippe Bouglé (p.57 / p.125), Associations des jardiniers de la Fournillière (p.59), Maurice Grouhan (p.62), Louis Boissel (p.70), Jean-Louis Galais (p.73), Monique Quéffelec (p.80 / p.87), Madame Potiron (p.79), Jean-Paul Berthaud (p.81 / p.83), Chantal Arbert (p.86), Lucie Lanoë (p.87), Françoise Bouyer (p.86 / p.94 / p.95 / p.97 / p.98), Jacques Thouraud (p.89 / p.159), Jacqueline Rolland (p.90 / p.93 / p.102), Manick Ollive (p.106), Marie-Hélène Edelin (p.106), Jean-Louis Jossic (1e de couverture / p.118 / p.121 / p.134 / p.142 / p.147 / P.156), La Pédale chantenaysienne (p.118), Crown Emballage France SA (p.128), Bruno Jost (p.137 / p.138 / p.140), Élisabeth Caron (p.148), Jean Brevet (p.150 / p.152), EHPAD Sainte-Famille de Grillaud (p.168)

Bibliographie

Chantenay. Histoires illustrées d'une ville devenue quartier, PATILLON (Christophe), PINSON (Daniel), SOUCHET (Jean-Luc), C.D.M.O.T., Nantes, 1993; 136 p.

Chantenay, PINSON (Daniel), mémoire de thèse de doctorat (sociologie de l'urbain), 1981, 379 p.

Chantenay-sur-Loire au 19e siècle, GIRANDIER (Stéphane), mémoire de maîtrise, 1988, 264 p.

Le Chantenay de Griveaud, Archives municipales de Nantes, Nantes, 2004, 74 p.

Évocation du vieux Nantes, Berranger (Henri de), Minuit, Paris, 1966, 298 p.

La construction d'un patrimoine de l'Office public d'H.B.M. à Nantes Habitat : 1913-1993, HALGAND (Marie-Paule); PASQUIER (Élisabeth), Nantes Habitat, Nantes, 1993; 159 p.

Capitaines d'industrie à Nantes au XIXe siècle, ROCHCONGAR (Yves), MeMo, 2003; 335 p.

Nantes Le lycée Clemenceau 200 ans d'histoire, BARREAU (Joël) ; GUIFFAN (Jean) ; LITERS (Jean-Louis) ; PILET (François), Coiffard, Nantes, 2008; 491 p.

Les lumières de la ville : un siècle de cinéma à Nantes, AUMONT (Yves) ; DAGUIN (Pierre) ; DEMY (Jacques), l'Atalante, Nantes, 1995; 156 p.

Comme des sardines en boîte : l'industrie nantaise des conserves alimentaires et industries annexes aux XIXe et XXe siècles, Musée du Château des ducs de Bretagne, CATALOGUE D'EXPOSITION, Ville de Nantes, Nantes, 1991; 197 p.

Cultiver son jardin, chroniques des jardins de la Fournillière, 1992-2000, PASQUIER (Élisbeth), L'Harmattan, 2001, 319 p.

Le bon père Laurent et la Sainte-Famille de Grillaud, BACHELIER (l'Abbé), imprimerie Dupas, 1925, 271 p.

Parc de loisirs de la Fournillière - Étude préalable, DABRETEAU (Jacques); Ville de Nantes, ÉTUDE, Nantes, 1981; 133 p.

Banlieue ouest de Nantes, CETE OUEST; STU, ÉTUDE, Nantes, 1983; 137 p.

Étude paysages et formes urbaines - Nantes - À l'échelle du quartier Dervallières - Zola - livre 1 / Atlas des structures paysagères et patrimoniales, THIOLLET-MONSENEGO (Véronique) - Une fenêtre sur la ville - Ville de Nantes, 2009, 48 p.

Étude paysages et formes urbaines - Nantes - À l'échelle du quartier Dervallières - Zola - livre 2 / Diagnostic, THIOLLET-MONSENEGO (Véronique) - Une fenêtre sur la ville - Ville de Nantes, 2009, 150 p.

Le quartier de Grillaud : Canclaux, Zola, la Ville-en-Bois, *Les Annales de* Nantes et du pays nantais, n°276, 2000, 38 p.

1858-1958 - En vue du centenaire, Histoire de la paroisse Saint-Clair, Nantes, 1958, 15 p.

La Saint-Clair, Nantes, 1886-1986, Nantes, 1986, 32 p.

ASPTT Nantes, 1943-1993, *50e anniversaire,* ASPTT, 1993, 58 p.

Notice généalogique sur la famille Ogereau, OGEREAU (Bertrand), 1973, 21 p.

Articles

« La Ville en Bois, le quartier Saint-Clair », Robert Orceau, *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire Atlantique*, 1936, p 59-86.

« Grillaud, le parc de Procé, les Dervallières, la Contrie », Robert Orceau, *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire Atlantique*, 1937, p 243-250.

« Terre et seigneuries dans le vieux Chantenay », Robert Orceau, *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire Atlantique*, 1958, p 17-38.

« Le lieu noble de Grillaud au temps des Michel », Jean-François Caraës, Les Annales de Nantes et du pays Nantais, n°276, 2000, p 6-9.

« Le cinéma à Nantes, Allons au cinéma, Le cinématographe à Chantenay », *Neptuna,* n°300, juin 2006.

« Le transfert du marché de Zola », *Revue d'information municipale de Nantes*, 2d semestre 1974

«« L'Office public HLM : l'innovation », *Nantes Votre Ville*, n°49, novembre 1982

« La Fournillière : des potagers dans un jardin public », *Nantes Passion*, n°9, septembre 1990

« En sursis, les jardins ouvriers de la Fournillière », *La Tribune, hebdomadaire de Loire-Atlantique*, n° 275, 2 juillet 1987

« Réaménagement de Zola : une salle de spectacle sur la place et des pavillons sur la Fournillière », *Presse-Océan*, 6 février 1987

« Le petit Bois… je lis » :
« *La place du Petit-Bois* », n°1, 1994
« *La communauté de Grillaud* », n°10, juin 1996
« *Le Concorde, le son et l'image d'un quartier* », n°17, mars 1998.
« *L'école Saint-Clair* », n°19, septembre 1998
« *Histoire de l'église Saint-Clair* », n°31, décembre 2001

Sources

Archives municipales de Nantes
Délibérations du conseil municipal de Chantenay 1867 à 1908
Délibérations du conseil municipal de 1946 à 1987
Cadastres de Nantes et de Chantenay
Permis de construire

W16 - Bâtiment d'octroi / 1938-1954

2Z L2 - Octroi de Chantenay

1377 W 57 et 58 - Voie Croix Bonneau - Gare Maritime, section Croix Bonneau - Boulevard de l'Égalité / 1957-1969

I1C180D1 - Police locale, carton n°180, dossier 1 (cinéma)

10 438 - Dossier de voirie, rue de la Convention / 1910-1914.

4M188 - Projet de création et d'agrandissement du lycée de garçons boulevard de l'Égalité / 1911-1939

1M297 - Bains-douches et lavoirs de l'Égalité, acquisition de la propriété / 1911-1915

1M298 - Bains-douches et lavoirs de l'Égalité, projet de construction / 1912 – 1939

1M299 - Projets de bains-douches et lavoirs à Chantenay et à Doulon / 1910 – 1933

40W127 - Avant-projet de construction de bains-douches et lavoirs et de Maison du Peuple / 1947

12W18 - Construction d'établissement de bains-douches boulevard de l'Égalité et rue du Prinquiau / 1951-1952

105W047 - Aménagement des bains-douches de Prinquiau en maison d'associations / 1987

2Z1062/3 - Chemin de Nantes à Couëron, chemin de la Fournillière / 1835

2Z1057 - Alignement des rues et place du village de la Fournillière, enquête de commodo et incommodo, pétitions d'habitants / 1862

1377W59 - Voie Croix-Bonneau - Zola. Élargissement du chemin des Renardières : dossier général / 1962-1967

1377W60 - Voie Croix-Bonneau - Zola. Élargissement du Chemin des Renardières : acquisitions / 1957-1964

1087W21 - Dossier de voirie, rue des Renardières / 1901-1959

2Z377 - Marché de Chantenay / 1891

1352W349 - Lotissement (n° 357 de l'atlas des lotissements), angle des chemins des Renardières et de la Ferme-du-Rû / 1941-1963

2Z1R - Déclarations d'ouverture d'établissement scolaire

40W76 - École maternelle, boulevard de la Fraternité, avenue Maisdon-Pajot, création / 1952-1956

1060W21 - Dossier de voirie, place du Petit-Bois / 1900-1938

1087W11 - Dossier de voirie, rue Raspail / 1855-1957

1088W87 - Association syndicale autorisée des propriétaires des avenues de Grillaud / 1931-1967

1352W41 - Lotissement Morault (n°42 de l'atlas des lotissements), avenues de la Caillette et Yves-Marie / 1924-1945

1154W37 - Immeuble insalubre, château de Grillaud avenue Maisdon-Pajot, propriétaire Landois / 1948-1953

Notes

(1) - p.49 - Lors des élections municipales de 1945, Jean Philippot, leader de la liste d'obédience communiste d'Union républicaine et antifasciste, arrive en tête au premier tour et fusionne pour le second avec les listes socialiste et radicale. Cette coalition l'emporte largement. En 1947, face à une gauche désunie, la liste RPF, dirigée par l'ex-maire Henry Orrion, est confortablement élue.

(2) - p.118 - Georges Bautru et l'histoire du vélodrome Petit-Breton sont évoqués dans le tome 2 « Quartiers, à vos mémoires – De la Contrie à la Durantière » paru en 2011.

(3) - p.154 - Alphonse de Châteaubriant (1877-1951) a été élève au lycée Clemenceau. Ses livres sont dans la veine régionaliste : Monsieur des Lourdines, prix Goncourt 1911, ou La Brière, grand prix du roman de l'Académie française 1923, qui est avec six cent mille exemplaires un des plus forts tirages de l'Entre-deux guerres. Germanophile, catholique, anticommuniste et partisan de l'ordre, il est séduit par le national-socialisme d'Hitler. Pendant l'Occupation, il préside le Groupe Collaboration et dirige le journal La Gerbe. Après l'écrasement de l'Allemagne nazie, il se réfugie en Autriche. C'est donc par contumace qu'il est frappé d'indignité nationale et condamné à mort à la Libération. Il meurt quelques années plus tard dans le monastère tyrolien où il avait trouvé asile.

« Quartiers, à vos mémoires » est une collection éditoriale conçue et réalisée par les Archives municipales en partenariat avec l'équipe de quartier Dervallières - Zola et le groupe mémoire

Directrice de publication : Véronique Guitton - directrice des Archives municipales

Coordination : Nathalie Barré - responsable du service Histoire et mémoires des quartiers

Recherches documentaires : Nathalie Barré, Isabelle Blais, Philippe Bouglé, Elisabeth Guillaume, Véronique Guitton, Lydie Naud

En vue de réaliser une revue de presse sur le quartier Zola entre 1950 et 1990, un dépouillement des articles parus dans « La Résistance de l'Ouest » puis dans « Presse-Océan » a été effectué par : Philippe Bouglé, Elisabeth Caron, Josette Fouilleul, Lucie Lanoë, Pierre Madelain, Brigitte Rolland, Marie-Madeleine Taraud

Rédaction : Nathalie Barré et Philippe Bouglé

Collecte des témoignages : Chantal Arbert, Nathalie Barré, Isabelle Blais, Louis et Monique Boissel, Philippe Bouglé, Elisabeth Caron, Josette Fouilleul, Marie Franchin, Brigitte Rolland, Marie-Madeleine Taraud

Transcription des témoignages : Chantal Arbert, Nathalie Barré, Isabelle Blais, Philippe Bouglé, Marie Franchin

Le groupe Mémoire du quartier Dervallières - Zola : Chantal Arbert, Yvonne Baudriller, Louis et Monique Boissel, Philippe Bouglé, Maryvonne Boulvert, Élisabeth Caron (Les Amis de la place du Petit Bois), Josette Fouilleul, Lucie Lanoë, Anne Leray (ORPAN), Robert Letoux, Pierre Madelain, Brigitte Rolland, Marie-Madeleine Taraud

Coordination et animation du groupe : Nathalie Barré (Archives municipales de Nantes) et Céline Rouaud (Équipe de quartier Dervallières - Zola)

Les témoins

Pour leur accueil et leur générosité, nous remercions vivement :

Chantal Arbert, Éliane Barazer, Marie-Claire Batard, Yvonne Baudriller, Danielle Béchu, Jean-Paul Berthaud, Alfréda Beurrier, Gaston Blandin, Louis et Monique Boissel, Bernard Bolzer, Françoise Bernard, Françoise Bouyer, Jean Brevet, Élisabeth Caron, Willy Charlopeau, Yves Chéné, Gérard Clochard, Martine et Frédéric Convert, Léna Coronis, Bertrand et Marie-Thérèse Coquillaud, Simone Coutoux, Nicole Croix, Catherine Deniaud, Jacqueline Douillard, Marie-Hélène Edelin, Josette Fouilleul, Claudine Fruchard, Jean-Louis Galais, Juliette Guérineau, Robert et Jeannette Guilbaud, René Guillou, Claudine Hubert, Bruno Jost, Lucie Lanoë, Roland Lechat, Alain Lecorff, Marylène Lepage, Lucie Le Pocreau, René Lins, Robert Loiseau, Michel Mabit, Simone Marinescu, André et Denise Martin, Mario de Jésus Martin, Maurice Martin, Claude Melot, Jean-Michel Menant, Olivier Meunier, Manick et Danielle Ollive, Louisette Peslherbe, Solange Paris, Renée Praud, Alain Piton, Joël Pozeto, Vincent Priou, Monique Quéfféléc, Odette Rabu, Jean-Louis Robert, Louis Robert, Jacqueline Rolland, sœur Bernadette, sœur Madeleine, sœur Marie, sœur Marie-Lucie, Jeanine Soulard, Jacques Thouraud, Jeanne Vacheret.